S-23 S-23

First Session, Thirty-seventh Parliament, 49-50 Elizabeth II, 2001 Première session, trente-septième législature, 49-50 Elizabeth II, 2001

SENATE OF CANADA

SÉNAT DU CANADA

BILL S-23

PROJET DE LOI S-23

An Act to amend the Customs Act and to make related amendments to other Acts	Loi modifiant la Loi sur les douanes et d'autres lois en conséquence
First reading, March 22, 2001	Première lecture le 22 mars 2001

SUMMARY

This enactment amends the $Customs\ Act$ to modernize the customs administration by

- (a) providing for the expedited movement of persons and goods into Canada;
- (b) providing for streamlined clearance procedures for low risk passengers by pre-arrival risk assessment of passenger information;
- (c) providing for new requirements in respect of the provision of information obtained under that Act;
- (d) providing for monetary penalties in respect of designated contraventions;
- (e) extending the time for requesting reviews and appeals beyond current time limits;
- (f) harmonizing provisions for the collection of amounts owing under that Act with those of the *Income Tax Act* and the *Excise Tax Act*:
- (g) making technical and housekeeping amendments; and
- (h) making related amendments to other Acts.

SOMMAIRE

Le texte modifie la *Loi sur les douanes* afin de moderniser l'administration des douanes :

- a) en prévoyant un traitement plus rapide des personnes et des marchandises entrant au Canada;
- b) en prévoyant des procédures de traitement accéléré pour les passagers qui comportent un risque peu élevé par l'évaluation des renseignements sur ces passagers avant leur arrivée;
- c) en prévoyant de nouvelles exigences relativement à la fourniture de renseignements obtenus en vertu de la présente loi;
- d) en instituant des pénalités à l'égard d'infractions spécifiées;
- e) en prolongeant les délais de dépôt des demandes de révision et des avis d'appel;
- f) en harmonisant les dispositions relatives au recouvrement de sommes dues en vertu de la présente loi avec celles de la Loi de l'impôt sur le revenu et de la Loi sur la taxe d'accise;
- g) en apportant des modifications techniques et administratives;
- h) en apportant des modifications corrélatives à d'autres lois.

All parliamentary publications are available on the Parliamentary Internet Parlementaire at the following address:

http://www.parl.gc.ca

Toutes les publications parlementaires sont disponibles sur le réseau électronique « Parliamentary Internet Parlementaire » à l'adresse suivante:

http://www.parl.gc.ca

1st Session, 37th Parliament, 49-50 Elizabeth II, 2001

1^{re} session, 37^e législature, 49-50 Elizabeth II, 2001

SENATE OF CANADA

SÉNAT DU CANADA

BILL S-23

PROJET DE LOI S-23

An Act to amend the Customs Act and to make related amendments to other Acts

Loi modifiant la Loi sur les douanes et d'autres lois en conséquence

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

R.S., c. 1 (2nd Supp.)

CUSTOMS ACT

LOI SUR LES DOUANES

1. (1) Les définitions de « dédouane-

dises d'un bureau de douane, d'un entre-

pôt d'attente, d'un entrepôt de stockage ou d'une boutique hors taxes en vue de

b) dans le cas des marchandises visées à 15 l'alinéa 32(2)b), leur réception à l'éta-

blissement de l'importateur, du proprié-

L.R., ch. 1 (2e suppl.)

1997, c. 36, s. 147(1)

1. (1) The definitions "person", "prescribed" and "release" in subsection 2(1) of 5 ment », « personne » et « réglementaire », 5 the Customs Act are replaced by the following:

au paragraphe 2(1) de la Loi sur les douanes, sont respectivement remplacées par ce qui suit:

1997, ch. 36,

"person" « personne » "person" means an individual, a partnership, a corporation, a trust, the estate of a deceased individual or a body that is a society, 10 a union, a club, an association, a commission or other organization of any kind;

« dédouanement »

leur usage au Canada;

taire ou du destinataire.

« dédouanement » 'release' a) Autorisation d'enlever des marchan-10

"prescribed" « réglementaire »

"prescribed" means

- (a) in respect of a form or the manner of filing a form, authorized by the Minister, 15
- (b) in respect of the information to be provided on or with a form, specified by the Minister, and
- regulation or determined in accordance 20 with rules prescribed by regulation;
- (c) in any other case, prescribed by

« personne » Particulier, société de personnes, personne morale, fiducie ou succes-20 sion, ainsi que l'organisme qui est un syndicat, un club, une association, une commission ou autre organisation, ces notions étant visées dans des formulations générales, impersonnelles ou comportant des pronoms ou 25

"person

« personne »

"release" « dédouanement : "release" means

- (a) in respect of goods, to authorize the removal of the goods from a customs office, sufferance warehouse, bonded 25 warehouse or duty free shop for use in Canada, and
- (b) in respect of goods to which paragraph 32(2)(b) applies, to receive the goods at the place of business of the 30 importer, owner or consignee;

« réglementaire »

adjectifs indéfinis.

a) Autorisé par le ministre, dans le cas des formulaires et de leurs modalités de production; 30

« réglementaire » "prescribed"

(2) Subsection 2(1) of the Act is amended by adding the following in alphabetical order:

"Agency" « Agence » "Agency" means the Canada Customs and Revenue Agency;

"data" « données »

"data" means representations, in any form, of information or concepts;

"record" « document »

"record" means any material on which data are recorded or marked and which is capaor a computer system or other device;

(3) Section 2 of the Act is amended by adding the following after subsection (1.2):

Electronic

(1.3) Every person required by this Act to keep records who does so electronically shall 15 retain them in an electronically readable format for the prescribed retention period.

1999, c. 17, s. 123(3)

(4) Subsection 2(3) of the French version of the Act is replaced by the following:

Attributions commissaire

(3) Les attributions conférées au commiss- 20 aire par la présente loi peuvent être exercées par toute personne qu'il autorise à agir ainsi ou par tout agent appartenant à une catégorie d'agents qu'il autorise à agir ainsi. Les attributions ainsi exercées sont réputées l'a-25 voir été par le commissaire.

1992, c. 28, s. 2(1)

Interest to be compounded

2. Section 3.1 of the Act is replaced by the following:

3.1 Interest shall be computed at a prepounded daily and, if interest is computed in respect of an amount under a provision of this Act and is unpaid on the day it would, but for this section, have ceased to be computed under that provision, interest at the specified 35 rate shall be computed and compounded daily on that unpaid interest from that day to the day

b) précisé par le ministre, dans le cas des renseignements à fournir dans un formulaire ou avec un formulaire;

c) prévu par règlement ou déterminé en conformité avec les règles prévues par 5 règlement, dans tous les autres cas.

(2) Le paragraphe 2(1) de la même loi est modifié par adjonction, selon l'ordre alphabétique, de ce qui suit :

« Agence » L'Agence des douanes et du reve-10 « Agence » "Agency" 5 nu du Canada.

« document » Tout support où des données sont enregistrées ou inscrites et qui peut être lu ou compris par une personne ou par un système informatique ou un autre dispositif. 15

« document » "record"

ble of being read or understood by a person 10 « données » Toute forme de représentation d'informations ou de notions.

« données » "data"

(3) L'article 2 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (1.2), de ce qui suit : 20

(1.3) Quiconque est tenu par la présente loi de conserver des documents et le fait de façon électronique doit les conserver sous une forme qui permet d'en faire la lecture par voie électronique pendant toute la durée du délai de 25 conservation réglementaire.

Documents électroniques

(4) Le paragraphe 2(3) de la version française de la même loi est remplacé par ce qui suit:

1999, ch. 17, par. 123(3)

(3) Les attributions conférées au commis-30 Attributions saire par la présente loi peuvent être exercées par toute personne qu'il autorise à agir ainsi ou par tout agent appartenant à une catégorie d'agents qu'il autorise à agir ainsi. Les attributions ainsi exercées sont réputées 35 l'avoir été par le commissaire.

commissaire

2. L'article 3.1 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

1992, ch. 28, par. 2(1)

3.1 Les intérêts sont calculés au taux scribed rate or at a specified rate and com-30 réglementaire ou au taux déterminé et compo-40 sés quotidiennement. Dans le cas où des intérêts, calculés sur un montant en application d'une disposition de la présente loi, sont impayés le jour où, sans le présent article, ils cesseraient d'être ainsi calculés, des intérêts 45 au taux déterminé sont calculés et composés quotidiennement sur les intérêts impayés,

Intérêts composés

renoncer.

it is paid and shall be paid as that provision required the amount to be paid.

pour la période allant de ce jour jusqu'au jour de leur versement, et sont versés en conformité avec la disposition en question.

1995, c. 41, s 2

3. Subsection 3.3(1) of the Act is replaced by the following:

Waiver of penalty or interest

3.3 (1) The Minister or any officer desig- 5 nated by the Minister for the purposes of this section may at any time waive or cancel all or any portion of any penalty or interest otherwise payable by a person under this Act.

3. Le paragraphe 3.3(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

3.3 (1) Le ministre ou l'agent qu'il charge de l'application du présent article peut, en tout temps, annuler tout ou partie des pénalités ou intérêts à payer par ailleurs par une personne en application de la présente loi, ou y10

Renonciation aux pénalités on any

intérêts

1995, ch. 41,

art. 2

Exception

(1.1) Subsection (1) does not apply if 10 measures may be taken under section 127.1, a request under section 129 is made or the time for making a request set out in that section has not expired.

(1.1) Le paragraphe (1) ne s'applique pas si des mesures peuvent être prises en vertu de l'article 127.1, si une demande est présentée en vertu de l'article 129 ou si le délai pour faire 15 une demande en vertu de cet article n'est pas expiré.

Non-application paragraphe (1)

paiement des

sommes importantes

4. The Act is amended by adding the 15 following after section 3.4:

Payment of Large Amounts

Where excess amount to be paid

3.5 Except in the circumstances that the Minister may specify, every person who makes a payment of any amount under this Act shall, if the amount exceeds the amount 20 specified by the Minister, make the payment to the account of the Receiver General in the prescribed manner and within the prescribed time at

- (a) a bank;
- (b) a credit union;
- (c) a corporation authorized by an Act of Parliament or of the legislature of a province to carry on the business of offering its services as a trustee to the public; or 30
- (d) a corporation authorized by an Act of Parliament or of the legislature of a province to accept deposits from the public and that carries on the business of lending money on the security of real property or 35 immovables or of investing in mortgages or hypothecary claims on immovables.

5. The Act is amended by adding the following after section 4:

4. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 3.4, de ce qui suit :

Paiement de sommes importantes

- 3.5 Sauf dans les cas précisés par le 20 Lieu du ministre, toute personne qui, en vertu de la présente loi, verse une somme dont le montant est supérieur à celui qui a été déterminé par le ministre doit porter cette somme au compte du receveur général dans le délai et selon les 25 modalités réglementaires à l'une des institutions suivantes:
 - a) une banque;

25

- b) une coopérative de crédit;
- c) une société autorisée par une loi fédérale 30 ou provinciale à offrir des services de fiducie au public;
- d) une société autorisée par une loi fédérale ou provinciale à recevoir des dépôts du public et qui offre des prêts sur nantisse-35 ment d'immeubles ou de biens réels ou fait des placements sous forme de créances hypothécaires sur des immeubles ou des biens réels.

5. La même loi est modifiée par adjonc-40 tion, après l'article 4, de ce qui suit :

Undertakings

4.1 In the case of goods to which paragraph 32(2)(b) applies, the Minister may accept from an importer or transporter an undertaking to assume obligations in relation to compliance with this Act and the regulations.

6. The Act is amended by adding the following after section 7:

Provision of Information

Obligation to provide accurate information

7.1 Any information provided to an officer in the administration or enforcement of this Act, the Customs Tariff or the Special Import 10 Measures Act or under any other Act of Parliament that prohibits, controls or regulates the importation or exportation of goods, shall be true, accurate and complete.

7. Section 8 of the Act is replaced by the 15 following:

Declaration

8. The Minister may include on any form a declaration, to be signed by the person completing the form, declaring that the information given by that person on the form is 20 l'intégralité des renseignements qu'il a dontrue, accurate and complete.

1997, c. 36, s. 148

8. (1) Subsection 8.1(7) of the French version of the Act is replaced by the following:

Imprimés en preuve

(7) Pour l'application de la présente loi et du 25 Tarif des douanes, un document présenté par le ministre, paraissant être l'imprimé d'un formulaire recu en application du present article, est admissible en preuve et établit, sauf preuve contraire, la production ou la fourni-30 ture du formulaire en application du présent article.

1997, c. 36, s. 148

(2) The portion of subsection 8.1(8) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

Regulations

(8) The Governor in Council may, on the recommendation of the Minister, make regulations in respect of electronic systems or any other technology to be used in the administration of this Act or the Customs Tariff, includ- 40 ing regulations respecting

4.1 Dans le cas des marchandises visées à l'alinéa 32(2)b), le ministre peut accepter d'un importateur ou d'un transporteur un engagement de remplir des obligations relati-5 vement à l'observation de la présente loi et des 5 règlements.

Engagements

6. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 7, de ce qui suit :

Fourniture de renseignements

7.1 Les renseignements fournis à un agent pour l'application et l'exécution de la présente 10 loi, du Tarif des douanes ou de la Loi sur les mesures spéciales d'importation, ou sous le régime d'une autre loi fédérale prohibant, contrôlant ou réglementant l'importation ou l'exportation de marchandises doivent être 15 véridiques, exacts et complets.

Obligation de fournir des renseignements exacts

7. L'article 8 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

8. Le ministre peut inclure sur tout formulaire une déclaration à signer par l'intéressé, 20 où celui-ci atteste la véracité, l'exactitude et nés.

Déclaration

8. (1) Le paragraphe 8.1(7) de la version française de la même loi est remplacé par ce 25 qui suit:

Imprimés en

preuve

1997, ch. 36,

(7) Pour l'application de la présente loi et du Tarif des douanes, un document présenté par le ministre, paraissant être l'imprimé d'un formulaire recu en application du présent 30 article, est admissible en preuve et établit, sauf preuve contraire, la production ou la fourniture du formulaire en application du présent article.

(2) Le passage du paragraphe 8.1(8) de la 35 1997, ch. 36, art. 148 même loi précédant l'alinéa a) est remplacé 35 par ce qui suit :

Règlements

(8) Sur recommandation du ministre, le gouverneur en conseil peut prendre des règlements portant sur les systèmes électroniques 40 ou tout autre moyen technique devant servir à l'application de la présente loi ou du Tarif des douanes, notamment des règlements concernant:

9. Subsection 9(3) of the Act is replaced by the following:

Records

6

(3) If an officer so requests, a customs broker shall make available to the officer, within the time specified by the officer, any records that the customs broker is required by the regulations to keep.

10. (1) Subsections 11(1) and (2) of the Act are replaced by the following:

Presentation of persons on arrival in Canada

11. (1) Subject to this section, every person 10 arriving in Canada shall, except in such circumstances and subject to such conditions as may be prescribed, enter Canada only at a customs office designated for that purpose that is open for business and without delay 15 present himself or herself to an officer and answer truthfully any questions asked by the officer in the performance of his or her duties under this or any other Act of Parliament.

Exception

(2) Subsection (1) does not apply to any 20 person who has presented himself or herself outside Canada at a customs office designated for that purpose and has not subsequently stopped at any other place prior to his or her arrival in Canada unless an officer requires 25 exige qu'elles se présentent devant lui. that person to present himself or herself to the officer.

(2) Section 11 of the Act is amended by adding the following after subsection (5):

Exception alternative manner

- (6) Subsection (1) does not apply to a person 30 who
 - (a) holds an authorization issued by the Minister under subsection 11.1(1) to present himself or herself in a prescribed alternative manner and who has presented 35 himself or herself in the manner authorized for that person; or
 - (b) is a member of a prescribed class of persons authorized by regulations made under subsection 11.1(3) to present himself 40 or herself in a prescribed alternative manner and who has presented himself or herself in the manner authorized for that class.

9. Le paragraphe 9(3) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(3) Le courtier en douane communique à l'agent qui le lui demande, dans le délai que celui-ci précise, tous documents qu'il est tenu 5 par règlement de conserver.

Communication de documents

10. (1) Les paragraphes 11(1) et (2) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

11. (1) Sous réserve des autres dispositions du présent article, ainsi que des circonstances 10 et des conditions prévues par règlement, toute personne arrivant au Canada ne peut y entrer qu'à un bureau de douane, doté des attributions prévues à cet effet, qui est ouvert, et doit se présenter sans délai devant un agent. Elle 15 est tenue de répondre véridiquement aux questions que lui pose l'agent dans l'exercice des fonctions que lui confère la présente loi ou une autre loi fédérale.

Arrivée au

(2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas aux 20 Exception personnes qui, après s'être présentées à l'extérieur du Canada à un bureau de douane doté des attributions prévues à cet effet, se sont rendues sans escale au Canada, sauf si l'agent 25

(2) L'article 11 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (5), de ce qui suit:

(6) Le paragraphe (1) ne s'applique pas à la personne qui, selon le cas:

Exception:

- a) est autorisée par le ministre, en vertu du paragraphe 11.1(1), à se présenter selon un mode substitutif réglementaire et s'est présentée selon le mode autorisé;
- b) est membre d'une catégorie de personnes 35 réglementaire qui est autorisée par un règlement pris en vertu du paragraphe 11.1(3), à se présenter selon un mode substitutif réglementaire et s'est présentée selon le mode autorisé. 40

25

Powers of officer

(7) Notwithstanding that a person holds an authorization under subsection 11.1(1) or is authorized under the regulations made under subsection 11.1(3), an officer may require a person to present himself or herself in accordance with subsection (1).

(7) Même si une personne est titulaire d'une autorisation en vertu du paragraphe 11.1(1) ou est autorisée aux termes d'un règlement pris en vertu du paragraphe 11.1(3), un agent peut exiger d'elle qu'elle se présente devant lui 5 conformément au paragraphe (1).

Pouvoir de

11. The Act is amended by adding the following after section 11:

Minister may authorize

11.1 (1) Subject to the regulations, the tion to present himself or herself in an alternative manner.

(2) The Minister may, subject to the regula-

Regulations

Amendment.

authorization

etc., of

- tions, amend, suspend, renew, cancel or reinstate an authorization.
- (3) The Governor in Council may make regulations (a) prescribing classes of persons who may
 - be authorized to present themselves in alternative manners; 20
 - (b) respecting alternative manners of presentation:
 - (c) respecting the requirements and conditions that are to be met before authorizations may be issued:
 - (d) respecting the terms and conditions of authorizations:
 - (e) respecting the amendment, suspension, renewal, cancellation or reinstatement of authorizations; and 30
 - (f) respecting fees or the manner of determining fees to be paid for authorizations.

12. Paragraph 12(3)(a) of the Act is replaced by the following:

(a) in the case of goods in the actual 35 possession of a person arriving in Canada, or that form part of the person's baggage where the person and the person's baggage are being carried on board the same conveyance, by that person or, in prescribed 40 circumstances, by the person in charge of the conveyance;

13. Section 13 of the Act is replaced by the following:

11. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 11, de ce qui suit :

11.1 (1) Sous réserve des règlements, le Minister may issue to any person an authoriza- 10 ministre peut accorder à quiconque une auto-10 risation lui permettant de se présenter selon un mode substitutif.

Autorisation du ministre

(2) Le ministre peut, sous réserve des règlements, modifier, suspendre, renouveler, 15 annuler ou rétablir une autorisation. 15

Modification suspension,

(3) Le gouverneur en conseil peut prendre des règlements :

Règlements

- a) désignant les catégories de personnes qui peuvent être autorisées à se présenter selon un mode substitutif; 20
- b) prévoyant des modes substitutifs de présentation;
- c) prévoyant les exigences et conditions à remplir pour qu'une autorisation puisse être accordée; 25
- d) prévoyant les conditions des autorisations:
- e) concernant la modification, la suspension, le renouvellement, l'annulation ou le rétablissement des autorisations:
- f) concernant les droits à payer pour une autorisation, ou précisant le mode de détermination de ceux-ci.

12. L'alinéa 12(3)a) de la même loi est remplacé par ce qui suit : 35

a) la personne ayant en sa possession effective ou parmi ses bagages des marchandises se trouvant à bord du moyen de transport par lequel elle est arrivée au Canada ou, dans les circonstances régle-40 mentaires, le responsable du moyen de transport;

13. L'article 13 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Obligations

du déclarant

Obligation to questions and present goods

- 13. Every person who reports goods under section 12 inside or outside Canada or is stopped by an officer in accordance with section 99.1 shall
 - (a) answer truthfully any question asked by 5 an officer with respect to the goods; and
 - (b) if an officer so requests, present the goods to the officer, remove any covering from the goods, unload any conveyance or open any part of the conveyance, or open or 10 unpack any package or container that the officer wishes to examine.

14. Subsection 17(2) of the Act is replaced by the following:

Rates of duties

- (2) Subject to this Act, the rates of duties on 15 imported goods shall be the rates applicable to the goods at the time they are accounted for under subsection 32(1), (2) or (5) or, where goods have been released in the circumstances release.
- 15. The portion of subsection 18(2) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

Liability of person reporting goods short landed

(2) Subject to subsections (3) and 20(2.1), 25 any person who reports goods under section 12, and any person for whom that person acts as agent or employee while so reporting, are jointly and severally or solidarily liable for all duties levied on the goods unless one or the 30 other of them proves, within the time that may be prescribed, that the duties have been paid or that the goods

16. (1) The portion of subsection 19(1) of the Act before paragraph (a) is replaced by 35 la même loi précédant l'alinéa a) est rem-35 the following:

Disposition of goods before release

- **19.** (1) Subject to section 20, any person who is authorized by an officer or by any prescribed means to do so may
- (2) Section 19 of the Act is amended by 40 adding the following after subsection (1):

13. La personne qui déclare, dans le cadre de l'article 12, des marchandises à l'intérieur ou à l'extérieur du Canada, ou qu'un agent intercepte en vertu de l'article 99.1 doit :

- a) répondre véridiquement aux questions 5 que lui pose l'agent sur les marchandises;
- b) à la demande de l'agent, lui présenter les marchandises et les déballer, ainsi que décharger les moyens de transport et en ouvrir les parties, ouvrir ou défaire les colis 10 et autres contenants que l'agent veut exami-

14. Le paragraphe 17(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(2) Sous réserve des autres dispositions de 15 Taux des la présente loi, le taux des droits à payer sur les marchandises importées est celui qui leur est applicable au moment où elles font l'objet de la déclaration en détail ou provisoire prévue set out in paragraph 32(2)(b), at the time of 20 aux paragraphes 32(1), (2) ou (5) ou, en cas 20 d'application de l'alinéa 32(2)b), au moment de leur dédouanement.

> 15. Le passage du paragraphe 18(2) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit : 25

> (2) En cas d'application de l'article 12, le déclarant et son mandant ou employeur sont, sous réserve des paragraphes (3) et 20(2.1), solidairement responsables de tous les droits imposés sur les marchandises, sauf si, dans le 30 délai réglementaire, l'un d'eux établit le paiement des droits ou, à propos des marchandises, l'un des faits suivants :

> 16. (1) Le passage du paragraphe 19(1) de placé par ce qui suit :

19. (1) Sous réserve de l'article 20, toute personne qui y est autorisée par l'agent ou de toute manière prévue par règlement peut :

Destination des marchandises dédouanement

(2) L'article 19 de la même loi est modifié 40 par adjonction, après le paragraphe (1), de ce qui suit :

Solidarité du

déclarant et

de son

mandant

Authorization to deliver goods

(1.1) In prescribed circumstances and under prescribed conditions, a person may be authorized by an officer or by any prescribed means to deliver goods or cause them to be delivered to the place of business of the importer, owner 5 or consignee.

(1.1) Dans les circonstances prévues par règlement et sous réserve des conditions qui y sont fixées, une personne peut être autorisée, par un agent ou selon les modalités réglementaires, à livrer des marchandises ou à les faire 5 livrer à l'établissement de l'importateur, du propriétaire ou du destinataire.

(3) Le passage du paragraphe 19(2) de la

(2) Sous réserve de l'article 20, si les

même loi précédant l'alinéa a) est remplacé

par ce qui suit :

Autorisation de livrer des marchandises

1995, c. 41, s. 3(2)

(3) The portion of subsection 19(2) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

Movement and storage of goods

(2) Subject to section 20, where goods that 10 have been reported under section 12 have been described in the prescribed form at a customs office designated for that purpose, any person who is authorized by an officer or by any prescribed means to do so may

marchandises déclarées conformément à l'article 12 ont été mentionnées sur un formulaire réglementaire, à un bureau de douane doté des attributions prévues à cet effet, toute personne 15 qui y est autorisée par l'agent ou selon les

modalités réglementaires peut :

Destination marchandises documentées

1995, ch. 41,

par. 3(2)

10

17. (1) The portion of subsection 20(2) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

Liability of transporter

(2) Subject to subsection (2.1), every person who transports or causes to be trans-20 transitaire est redevable de tous les droits ported within Canada goods, other than goods to which paragraph 32(2)(b) applies, that have been imported but have not been released is liable for all duties on the goods unless the person proves, within the time that may be 25 l'un des faits suivants : prescribed, that the goods were

17. (1) Le passage du paragraphe 20(2) de la même loi précédant l'alinéa a) est rem-20 placé par ce qui suit :

(2) Sous réserve du paragraphe (2.1), le frappant les marchandises, autres que celles visées à l'alinéa 32(2)b), qu'il transporte ou fait transporter au Canada, sauf si, dans le 25 délai réglementaire, il établit, à leur propos,

Responsabilité du transitaire

(2) Section 20 of the Act is amended by adding the following after subsection (2):

Exception

- (2.1) If a person transports within Canada goods to which paragraph 32(2)(b) applies, 30 da des marchandises visées à l'alinéa 32(2)b) which the person is required to report under section 12 but which have not been released, the person is liable for all duties on the goods unless the person proves, within the time that may be prescribed, that the goods were
 - (a) destroyed while being transported;
 - (b) received in a customs office, bonded warehouse or duty free shop;
 - (c) if the goods are designated as ships' stores by regulations made under paragraph 40 99(g) of the Customs Tariff, received on board a conveyance of a class prescribed under that paragraph for use on the conveyance in accordance with regulations made under that paragraph; 45

(2) L'article 20 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (2), de ce qui suit : 30

- (2.1) Le transitaire qui transporte au Canaqui ne sont pas dédouanées et qui doit faire la déclaration prévue à l'article 12 est redevable de tous les droits frappant les marchandises, 35 sauf si, dans le délai réglementaire, il établit, 35 à leur propos, l'un des faits suivants :
 - a) elles ont été détruites en cours de transit;
 - b) elles ont été reçues dans un bureau de douane, un entrepôt d'attente, un entrepôt 40 de stockage ou une boutique hors taxes;
 - c) s'il s'agit de provisions de bord désignées par les règlements pris en vertu de l'alinéa 99g) du Tarif des douanes, elles ont été reçues à bord d'un moyen de transport45 d'une catégorie réglementaire en vue d'un usage conforme à ceux-ci;

Non-application paragraphe (2)

- (d) exported; or
- (e) received at the place of business of the importer, owner or consignee.

d) elles ont été exportées;

e) elles ont été reçues à l'établissement de l'importateur, du propriétaire ou du destina-

1995, c. 41, s. 5

18. Subsection 22(1) of the Act is replaced by the following:

Records

- 22. (1) Subject to subsection (2), the following persons shall keep the prescribed records at their place of business in Canada or at any other place that the Minister may designate, for the prescribed period and in the 10 prescribed manner, and shall on the request of an officer make them available to the officer, within the time specified by the officer, and answer truthfully any questions asked by the officer about those records:
 - (a) a person who transports or causes to be transported goods into Canada; or
 - (b) a person who transports or causes to be transported within Canada goods that have been imported but have not been released. 20

18. Le passage du paragraphe **22(1)** de la 5 1995, ch. 41, 5 même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

Conservation documents

22. (1) Sous réserve du paragraphe (2), est tenue de conserver en son établissement au Canada ou en un autre lieu désigné par le 10 ministre, pendant le délai et selon les modalités réglementaires, les documents déterminés par règlement et, à la demande de l'agent et dans le délai qu'il précise, de les lui communiquer et de répondre véridiquement aux ques-15 tions qu'il lui pose à leur sujet, toute personne 15 qui :

1995, c. 39, s. 168

19. (1) The portion of subsection 28(1) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

Liability of operator

28. (1) Subject to subsection (1.2), the warehouse or duty free shop is liable for all duties or taxes levied under the Customs Tariff, the Excise Tax Act, the Excise Act, the Special Import Measures Act or any other law received in that warehouse or shop unless the operator proves that the goods

(2) Subsection 28(1.1) of the Act is replaced by the following:

Exception certain goods

1993. c. 25.

s. 72(1)

(1.1) This section does not apply to goods to 35 which paragraph 32(2)(b) applies.

1993, c. 25, s.72(2)

(3) Subsection 28(3) of the Act is replaced by the following:

Definition "duties" does not apply

(3) The definition "duties" in subsection 2(1) does not apply for the purposes of 40 phe 2(1) ne s'applique pas aux paragraphes (1) subsections (1) and (2).

19. (1) Le passage du paragraphe 28(1) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit : 20

Responsabil'exploitant

art. 168

1995, ch. 39.

28. (1) Sous réserve du paragraphe (1.2), operator of a sufferance warehouse, bonded 25 l'exploitant d'un entrepôt d'attente ou de stockage ou d'une boutique hors taxes est redevable des droits et taxes imposés en vertu du Tarif des douanes, de la Loi sur la taxe 25 d'accise, de la Loi sur l'accise, de la Loi sur relating to customs on goods that have been 30 les mesures spéciales d'importation ou de tout autre texte de législation douanière sur les marchandises qui y ont été reçues, sauf s'il établit que les marchandises soit : 30

> (2) Le paragraphe 28(1.1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

1993, ch. 25, par. 72(1)

(1.1) Le présent article ne s'applique pas aux marchandises visées à l'alinéa 32(2)b).

Exception: certaines marchandises

par. 72(2)

1993, ch. 25, (3) Le paragraphe 28(3) de la même loi35 est remplacé par ce qui suit :

(3) La définition de « droits » au paragraet (2).

Non-application définition de « droits »

Dédouanement

20. Section 31 of the Act is replaced by the following:

Release

31. Subject to section 19, no goods shall be removed from a customs office, sufferance warehouse, bonded warehouse or duty free shop by any person other than an officer in the performance of his or her duties under this or any other Act of Parliament unless the goods have been released by an officer or by any prescribed means.

21. Subsections 32(2) and (3) of the Act are replaced by the following:

Release prior to accounting

- (2) In prescribed circumstances and under prescribed conditions, goods may be released prior to the accounting required under subsec- 15 tion (1) if
 - (a) the importer or owner of the goods makes an interim accounting in the prescribed manner and form and containing the prescribed information, or in the form and 20 containing the information that is satisfactory to the Minister; or
 - (b) the goods have been authorized by an officer or by any prescribed means for delivery to, and have been received at, the 25 place of business of the importer, owner or consignee of the goods.

Accounting after release

(3) If goods are released under subsection (2), they shall be accounted for within the prescribed time and in the manner described 30 in paragraph (1)(a) by, in the case of goods to which paragraph $(\overline{2})(a)$ applies, the person who made the interim accounting under that paragraph in respect of the goods and, in the case of goods to which paragraph (2)(b) 35 déclaration en détail est faite par l'importateur applies, by the importer or owner of the goods.

1997 c 36 s. 152

22. Subsection 32.2(6) of the Act is replaced by the following:

Diversions

(6) The obligation under this section to 40 make a correction to a declaration of tariff classification includes an obligation to correct a declaration of tariff classification that is rendered incorrect by a failure, after the goods are accounted for under subsection 32(1), (3) 45 paragraphes 32(1), (3) ou (5) ou, dans le cas de

20. L'article 31 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

31. Sous réserve de l'article 19, seul l'agent, dans l'exercice des fonctions que lui confère la présente loi ou une autre loi fédérale, peut, 5 sauf s'il s'agit de marchandises dédouanées par lui ou par un autre agent, ou dédouanées de toute manière prévue par règlement, enlever des marchandises d'un bureau de douane, d'un entrepôt d'attente, d'un entrepôt de 10 stockage ou d'une boutique hors taxes.

21. Les paragraphes 32(2) et (3) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

(2) Dans les circonstances prévues par règlement et sous réserve des conditions qui y 15 sont fixées, le dédouanement peut s'effectuer avant la déclaration en détail prévue au paragraphe (1) dans les cas suivants :

Déclaration provisoire

- a) l'importateur ou le propriétaire des marchandises fait une déclaration provisoi-20 re selon les modalités, en la forme et avec les renseignements réglementaires, ou en la forme et avec les renseignements satisfaisants pour le ministre;
- b) la livraison des marchandises à l'établis-25 sement de l'importateur, du propriétaire ou du destinataire a été autorisée par un agent ou selon les modalités réglementaires et elles y ont été reçues.
- (3) En cas de dédouanement de marchandi-30 Déclaration ses en vertu du paragraphe (2), l'auteur de la déclaration provisoire prévue à l'alinéa 2a) fait, dans le délai réglementaire, une déclaration en détail de ces marchandises selon les modalités prévues à l'alinéa (1)a); dans le cas 35 des marchandises visées à l'alinéa (2)b), la ou le propriétaire.

en détail postérieure au dédouanement

22. Le paragraphe 32.2(6) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

1997 ch 36 art. 152

(6) L'obligation, prévue au présent article, de corriger la déclaration du classement tarifaire comprend l'obligation de corriger celle qui devient défectueuse, après la déclaration en détail des marchandises au titre des 45

Ventes ou réaffectations or (5) or, in the case of prescribed goods, after the goods are released without accounting, to comply with a condition imposed under a tariff item in the List of Tariff Provisions set out in the schedule to the Customs Tariff or 5 under any regulations made under that Act in respect of a tariff item in that List.

23. The Act is amended by adding the following after section 32.2:

Diversion of goods used as ships' stores

- **32.3** If goods are removed or caused to be 10 removed for use as ships' stores under paragraph 19(1)(c) or (2)(c), and the goods are subsequently diverted to another use, the person who diverted the goods shall, at the time of the diversion.
 - (a) report the diversion to an officer at a customs office:
 - (b) account for the goods in the prescribed manner and in the prescribed form containing the prescribed information; and 20
 - (c) pay as duties on the goods an amount equal to the amount of duties that would be payable on like goods imported in like condition at the time of the diversion.

1997, c. 36, s. 153

25. Section 33.3 of the Act is repealed.

the following:

24. Section 33.1 of the Act is repealed.

1992, c. 28, s.7(1)

1992, c. 28, s. 7(1); 1994, c. 47, s. 70; 1995, c. 41. s. 9; 1997, c. 36, s. 154

Interest

33.4 (1) Subject to subsection (3), any

26. Section 33.4 of the Act is replaced by

person who is liable to pay an amount of duties 30 quiconque est tenu de payer des droits sur des in respect of imported goods shall pay, in addition to the amount, interest at the specified rate for the period beginning on the first day after the day the person became liable to pay the amount and ending on the day the 35 terminant le jour de leur paiement intégral. amount has been paid in full, calculated on the outstanding balance of the amount.

marchandises réglementaires, après leur dédouanement sans déclaration en détail, par suite de l'inobservation d'une condition imposée aux termes d'un numéro tarifaire de la liste des dispositions tarifaires de l'annexe du Tarif 5 des douanes ou d'un règlement pris en vertu de cette loi à l'égard d'un numéro tarifaire de cette liste.

23. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 32.2, de ce qui suit : 10

32.3 Si une personne enlève ou fait enlever des marchandises en vue de leur usage comme provisions de bord, en vertu des alinéas 19(1)c) ou (2)c), et qu'elles sont ultérieurement affectées à un usage différent, la person-15 15 ne qui effectue la réaffectation est tenue, au moment de celle-ci:

Affectation

différente des

provisions de

1997, ch. 36,

1992, ch. 28,

1992, ch. 28,

par. 7(1)

art. 153

30

- a) de la déclarer à un agent à un bureau de douane:
- b) de faire une déclaration en détail des 20 marchandises selon les modalités réglementaires et en la forme et avec les renseignements réglementaires;
- c) de payer, à titre de droits, une somme égale au montant des droits dont auraient 25 été passibles des marchandises semblables importées dans des conditions semblables à la même date.
- 25 24. L'article 33.1 de la même loi est abrogé.
 - 25. L'article 33.3 de la même loi est abrogé.

26. L'article 33.4 de la même loi est

par. 7(1); remplacé par ce qui suit : 1994, ch. 47. art. 70; 1995, ch. 41, art. 9; 1997, ch. 36, art. 154

33.4 (1) Sous réserve du paragraphe (3),35 Intérêts marchandises importées paie, en plus de ces droits, des intérêts au taux déterminé, calculés sur les arriérés pour la période commençant le lendemain de l'échéance des droits et se 40

cette loi.

When duties payable

(2) For the purposes of subsection (1), any duties in respect of goods payable under paragraph 59(3)(a) or 65(1)(a) of this Act or under the Special Import Measures Act are deemed to have become payable on the day duties became payable in respect of the goods under this Part or that Act.

(2) Pour l'application du paragraphe (1), les d'exigibilité droits à payer sur des marchandises en des droits application des alinéas 59(3)a) ou 65(1)a) de

la présente loi ou en application de la *Loi sur* 5 les mesures spéciales d'importation sont ré- 5 putés être devenus exigibles le jour où des droits sont devenus exigibles sur les marchandises en application de la présente partie ou de

Interest-free period

(3) If an amount of duties in respect of goods that is payable by a person under paragraph 59(3)(a) or 65(1)(a) in accordance 10 tion, révision ou réexamen — faite en vertu with a determination, re-determination or further re-determination made under this Act is paid by the person or if an amount of duties in respect of goods that is payable under the Special Import Measures Act in accordance 15 (1) pour la période commençant le lendemain with a determination or re-determination made under that Act is paid by the importer in Canada within thirty days after the day the determination, re-determination or further re-determination, as the case may be, is made 20 (in this subsection referred to as the "decision day"), interest is not payable under subsection (1) on the amount for the period beginning on the day after the decision day and ending on the day the amount is paid. 25

(3) La personne qui verse, dans les trente 10 Intérêts non jours suivant une intervention — détermina-

de la présente loi, les droits à payer en application des alinéas 59(3)a) ou 65(1)a) par suite de l'intervention n'a pas à payer d'inté-15 rêts sur les droits en application du paragraphe de l'intervention et se terminant le jour du versement des droits. Il en est de même pour l'importateur au Canada qui verse dans le 20 même délai les droits à payer en application de la Loi sur les mesures spéciales d'importation par suite d'une décision, d'une révision ou d'un réexamen faits en vertu de cette loi.

1992, c. 28, s. 7(1)

27. Section 33.6 of the Act is repealed.

27. L'article 33.6 de la même loi est 25 1992, ch. 28, par. 7(1) abrogé.

1992, c. 28, s. 7(1)

28. (1) Paragraph 33.7(2)(b) of the Act is replaced by the following:

(b) if the person accounts for the goods within the extended time, no penalty shall 30 be imposed under section 109.1; and

28. (1) L'alinéa 33.7(2)b) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

b) aucune pénalité n'est imposée en application de l'article 109.1 si la déclaration en 30 détail est faite dans le délai prorogé;

1992, c. 28, s. 7(1)

(2) Paragraph 33.7(3)(b) of the Act is replaced by the following:

(b) if the person pays that amount within the time as so extended, subsection 33.4(1) 35 shall apply in respect of that amount as if the time had not been so extended, but interest payable under that subsection in respect of that amount shall be computed at the prescribed rate rather than at the specified 40 rate; and

(2) L'alinéa 33.7(3)b) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

b) si le paiement est fait dans le délai prorogé, le paragraphe 33.4(1) s'applique 35 au montant comme si le délai n'avait pas été prorogé, mais les intérêts à payer sur ce montant en application de ce paragraphe sont calculés au taux réglementaire plutôt qu'au taux déterminé;

1992, c. 28, s. 7(1)

29. Section 33.8 of the Act is repealed.

29. L'article 33.8 de la même loi est abrogé.

1992, ch. 28, par. 7(1)

1992, ch. 28,

1992, ch. 28,

par. 7(1)

1993, c. 44,

30. (1) Subsection 35.02(1) of the Act is repealed.

1993, c. 44, s. 83

(2) Subsection 35.02(3) of the Act is repealed.

1993, c. 44, s. 83

the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

(3) The portion of subsection 35.02(4) of 5

Goods imported from a NAFTA country

(4) If a person imports goods of a prescribed class from a NAFTA country, that person is not liable to a penalty under section 109.1 unless

1993, c. 44,

(4) Subsection 35.02(5) of the Act is repealed.

1993, c. 44, s. 85; 1995, c. 41, s. 15; 1997, c. 36, s. 159

Importers' records

31. Subsections 40(1) to (3) of the Act are replaced by the following:

40. (1) Every person who imports goods or 15 causes goods to be imported for sale or for any industrial, occupational, commercial, institutional or other like use or any other use that may be prescribed shall keep at the person's place of business in Canada or at any other 20 place that may be designated by the Minister any records in respect of those goods in any manner and for any period of time that may be prescribed and shall, where an officer so requests, make them available to the officer, 25 within the time specified by the officer, and

Minister's request

(2) If, in the opinion of the Minister, a person has not kept records in accordance with 30 qui, selon lui, a manqué à ses obligations subsection (1), the Minister may request that person to comply with that subsection in respect of the records.

answer truthfully any questions asked by the

officer in respect of the records.

Requirement to keep records

(3) The following persons shall keep at their place of business or at any other place 35 ment ou en un autre lieu désigné par le that may be designated by the Minister the prescribed records with respect to the prescribed goods, in the manner and for the period that may be prescribed, and shall, where an officer requests, make them avail- 40 able to the officer, within the time specified by the officer, and answer truthfully any questions asked by the officer in respect of the records:

30. (1) Le paragraphe 35.02(1) de la même loi est abrogé.

(2) Le paragraphe 35.02(3) de la même loi est abrogé.

1993, ch. 44, art. 83

1993, ch. 44,

art. 83

(3) Le passage du paragraphe 35.02(4) de 5 1993, ch. 44, la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

(4) Lorsque sont en cause des marchandises d'une catégorie réglementaire importées d'un pays ALÉNA, une personne n'est passible de 10 la pénalité prévue à l'article 109.1 que dans les cas suivants:

Marchandises importées ALÉNA

(4) Le paragraphe 35.02(5) de la même loi est abrogé.

1993, ch. 44,

31. Les paragraphes 40(1) à (3) de la 15 même loi sont remplacés par ce qui suit :

1993, ch. 44, art. 85; 1995, ch. 41, art. 15; 1997, ch. 36, art. 159

Documents

l'importateur

40. (1) Toute personne qui importe ou fait importer des marchandises en vue de leur vente ou d'usages industriels, professionnels, commerciaux ou collectifs, ou à d'autres fins 20 analogues ou prévues par règlement, est tenue de conserver en son établissement au Canada ou en un autre lieu désigné par le ministre, selon les modalités et pendant le délai réglementaires, les documents réglementaires rela-25 tifs aux marchandises et, à la demande de l'agent et dans le délai qu'il précise, de lui communiquer ces documents et de répondre véridiquement aux questions qu'il lui pose à leur sujet. 30

Demande du

(2) Le ministre peut demander à la personne prévues au paragraphe (1) quant à la conservation de documents de se conformer à ce paragraphe quant aux documents. 35

Documents

(3) Est tenu de conserver en son établisseministre, selon les modalités et pendant le délai réglementaires, les documents réglementaires relatifs aux marchandises régle-40 mentaires et, à la demande de l'agent et dans le délai qu'il précise, de lui communiquer ces documents et de répondre véridiquement aux questions qu'il lui pose à leur sujet quicon-45 que:

- (a) a person who is granted a licence under section 24;
- (b) a person who receives goods authorized for delivery to the person's place of business in the circumstances set out in para-5 graph 32(2)(b);
- (c) a person who is authorized under paragraph 32(6)(a) or subsection 32(7) to account for goods;
- (d) a person who is granted a certificate 10 under section 90 of the Customs Tariff; and
- (e) a person who is granted a licence under section 91 of that Act.

32. Section 42 of the Act is replaced by the following:

Definition of "dwellinghouse"

- **42.** (1) In this section, "dwelling-house" means the whole or any part of a building or structure that is kept or occupied as a permanent or temporary residence, and includes
 - (a) a building within the curtilage of a 20 dwelling-house that is connected to it by a doorway or by a covered and enclosed passageway; and
 - (b) a unit that is designed to be mobile and to be used as a permanent or temporary 25 residence and that is being used as such a residence.

Inspections

- (2) An officer, or an officer within a class of officers, designated by the Minister for the purposes of this section, may at all reasonable 30 times, for any purpose related to the administration or enforcement of this Act.
 - (a) inspect, audit or examine any record of a person that relates or may relate to the information that is or should be in the 35 records of the person or to any amount paid or payable under this Act;
 - (b) examine property in an inventory of a person and any property or process of, or matter relating to, the person, an examina- 40 tion of which may assist the officer in determining the accuracy of the inventory of the person or in ascertaining the information that is or should be in the records of the person or any amount paid or payable by the 45 person under this Act;

- *a*) est titulaire de l'agrément octroyé en application de l'article 24;
- b) reçoit des marchandises dont la livraison à son établissement est autorisée dans les circonstances visées à l'alinéa 32(2)b);
- c) est autorisé en vertu de l'alinéa 32(6)a) ou du paragraphe 32(7) à effectuer une déclaration en détail ou provisoire de marchandises:
- <u>d)</u> est titulaire du certificat délivré en 10 application de l'article 90 du *Tarif des douanes*;
- <u>e)</u> est titulaire de l'agrément délivré en application de l'article 91 de cette loi.

32. L'article 42 de la même loi est 15 15 remplacé par ce qui suit :

- **42.** (1) Au présent article, « maison d'habitation » s'entend de tout ou partie d'un bâtiment ou d'une construction tenus ou occupés comme résidence permanente ou 20 temporaire, y compris :
 - a) un bâtiment qui se trouve dans la même enceinte qu'une maison d'habitation et qui y est relié par une baie de porte ou par un passage couvert et clos;
 - b) une unité conçue pour être mobile et pour être utilisée comme résidence permanente ou temporaire et qui est ainsi utilisée.
- (2) L'agent chargé par le ministre individuellement ou au titre de son appartenance à 30 une catégorie déterminée de l'application du présent article peut à toute heure convenable, pour l'application et l'exécution de la présente loi :
 - a) inspecter, vérifier ou examiner les docu-35 ments d'une personne qui se rapportent ou peuvent se rapporter soit aux renseignements qui figurent dans les livres ou registres de la personne ou qui devraient y figurer, soit à toute somme à payer par la40 personne en vertu de la présente loi;
 - b) examiner les biens à porter à l'inventaire d'une personne, ainsi que tout bien ou tout procédé de celle-ci ou toute matière la concernant dont l'examen peut aider 45 l'agent à établir l'exactitude de l'inventaire

Définition de « maison d'habitation »

Enquêtes

- (c) subject to subsection (3), enter any premises or place where any business is carried on, any property is kept, anything is done in connection with any business or any records are or should be kept; and
- (d) require the owner or manager of the property or business and any other person on the premises or place to give the officer all reasonable assistance and to answer truthfully any question, and, for that pur-10 pose, require the owner, manager or other person designated by the owner or manager to attend at the premises or place with the officer.

Prior authorization (3) If any premises or place referred to in 15 paragraph (2)(c) is a dwelling-house, an officer may not enter that dwelling-house without the consent of the occupant except under the authority of a warrant under subsection (4).

Warrant

- (4) On *ex parte* application by the Minister, a judge may issue a warrant authorizing an officer to enter a dwelling-house subject to the conditions that may be specified in the warrant, if the judge is satisfied by informa- 25 tion on oath that
 - (a) there are reasonable grounds to believe that the dwelling-house is a premises or place referred to in paragraph (2)(c);
 - (b) entry into the dwelling-house is neces- 30 sary; and
 - (c) entry into the dwelling-house has been, or there are reasonable grounds to believe that entry into the dwelling-house will be, refused.

Other access to document (5) If the judge is not satisfied that entry into that dwelling-house is necessary for any purpose relating to the administration or enforcement of this Act but is satisfied that access to a document or property that is or 40 should be kept in the dwelling-house has been or may be expected to be refused, the judge may

de la personne ou à contrôler soit les renseignements qui figurent dans les documents de la personne ou qui devraient y figurer, soit toute somme payée ou à payer par la personne en vertu de la présente loi;

- c) sous réserve du paragraphe (3), pénétrer dans un lieu où est exploitée une entreprise, est gardé un bien, est faite une chose en rapport avec une entreprise ou sont tenus, ou devraient être tenus, des documents;
- d) requérir le propriétaire du bien ou de l'entreprise, ou la personne en ayant la gestion, ainsi que toute autre personne présente sur les lieux de lui fournir toute l'aide raisonnable et de répondre véridique-15 ment à toutes les questions et, à cette fin, requérir le propriétaire ou la personne ayant la gestion de l'accompagner sur les lieux.
- (3) Si le lieu mentionné à l'alinéa (2)c) est une maison d'habitation, l'agent ne peut y20 pénétrer sans la permission de l'occupant, à moins d'y être autorisé par un mandat décerné en vertu du paragraphe (4).

Autorisation préalable

Mandat

- (4) Sur requête *ex parte* du ministre, le juge saisi peut décerner un mandat qui autorise un 25 agent à pénétrer dans une maison d'habitation aux conditions précisées dans le mandat, s'il est convaincu, sur dénonciation sous serment, de ce qui suit :
 - a) il existe des motifs raisonnables de croire 30 que la maison d'habitation est un lieu mentionné à l'alinéa (2)c);
 - b) il est nécessaire d'y pénétrer pour l'application ou l'exécution de la présente loi; 35
 - c) un refus d'y pénétrer a été opposé, ou il existe des motifs raisonnables de croire qu'un tel refus sera opposé.
- (5) Dans la mesure où un refus de pénétrer dans la maison d'habitation a été opposé ou 40 pourrait l'être et où des documents ou biens sont gardés dans la maison d'habitation ou pourraient l'être, le juge qui n'est pas convaincu qu'il est nécessaire de pénétrer dans la maison d'habitation pour l'application ou 45 l'exécution de la présente loi peut :

Autre forme d'accès au

- (a) order the occupant of the dwellinghouse to provide the officer with reasonable access to any document or property; and
- (b) make any other order that is appropriate in the circumstances to carry out the 5 purposes of this Act.

a) ordonner à l'occupant de la maison d'habitation de permettre à l'agent d'avoir raisonnablement accès à tous documents ou biens qui sont gardés dans la maison d'habitation ou devraient y être gardés;

b) rendre toute autre ordonnance indiquée en l'espèce pour l'application de la présente loi.

1997, c. 36, s. 160

33. Section 42.01 of the Act is replaced by the following:

Methods of verification

42.01 An officer, or an officer within a class purposes of this section may conduct a verification of origin (other than a verification of origin referred to in section 42.1), verification of tariff classification or verification of value for duty in respect of imported goods in 15 the manner that is prescribed and may for that purpose at all reasonable times enter any prescribed premises.

1997, c. 36, s. 163

34. (1) Subsection 42.3(2) of the French version of the Act is replaced by the 20 version française de la même loi est remplafollowing:

Prise d'effet de la révision réexamen

(2) Sous réserve du paragraphe (4), si, à la suite de la révision ou du réexamen, en application du paragraphe 59(1), de l'origine de marchandises qui font l'objet d'une de-25 mande visant l'obtention du traitement tarifaire préférentiel de l'ALÉNA ou de celui de l'ALÉCC et dont la vérification de l'origine est prévue par la présente loi, celles-ci ne peuvent pas bénéficier du traitement tarifaire 30 préférentiel demandé pour le motif que le classement tarifaire ou la valeur d'une matière ou d'un matériel ou de plusieurs matières ou matériels utilisés pour la production de ces marchandises diffère du classement ou de la 35 valeur correspondants de ces matières ou matériels dans le pays d'exportation — pays ALÉNA ou Chili —, la prise d'effet de la révision ou du réexamen est subordonnée à leur notification à l'importateur et à la per-40 sonne qui a rempli et signé le certificat d'origine des marchandises.

1997, c. 36, s. 163

(2) Subsection 42.3(4) of the French version of the Act is replaced by the following:

33. L'article 42.01 est remplacé par ce qui suit:

1997, ch. 36, art. 160

Méthodes de

vérification

42.01 L'agent chargé par le ministre — inof officers, designated by the Minister for the 10 dividuellement ou au titre de son appartenance à une catégorie déterminée — de l'application du présent article peut effectuer la vérification de l'origine des marchandises 15 importées, autres que celles visées à l'article 42.1, ou la vérification de leur classement tarifaire ou de leur valeur en douane selon les modalités réglementaires; à cette fin, il a accès aux lieux désignés par règlement à toute heure 20 convenable.

34. (1) Le paragraphe 42.3(2) de la cé par ce qui suit :

1997, ch. 36, art. 163

de la révision

réexamen

Prise d'effet (2) Sous réserve du paragraphe (4), si, à la 25 suite de la révision ou du réexamen, en application du paragraphe 59(1), de l'origine de marchandises qui font l'objet d'une demande visant l'obtention du traitement tarifaire préférentiel de l'ALÉNA ou de celui de 30 l'ALÉCC et dont la vérification de l'origine est prévue par la présente loi, celles-ci ne peuvent pas bénéficier du traitement tarifaire préférentiel demandé pour le motif que la valeur ou le classement tarifaire d'une matière 35 ou d'un matériel ou de plusieurs matières ou matériels utilisés pour la production de ces marchandises diffère de la valeur ou du classement correspondants de ces matières ou matériels dans le pays d'exportation — pays 40 ALÉNA ou Chili —, la prise d'effet de la révision ou du réexamen est subordonnée à leur notification à l'importateur et à la personne qui a rempli et signé le certificat d'origine des marchandises. 45

(2) Le paragraphe 42.3(4) de la version française de la même loi est remplacé par ce 45 aui suit:

1997, ch. 36,

Report de la date de prise d'effet

(4) La date de prise d'effet de la révision ou du réexamen de l'origine visé au paragraphe (2) est reportée pour une période maximale de quatre-vingt-dix jours, si le ministre est convaincu que l'importateur des marchandises ou la personne qui a rempli et signé le certificat d'origine de celles-ci a démontré qu'il s'est fondé de bonne foi, à son détriment, sur le classement tarifaire ou la détermination de la valeur des matières ou matériels visés à ce 10 de la valeur des matières ou matériels visés à 10 paragraphe effectués par l'administration douanière du pays ALÉNA d'exportation des marchandises ou du Chili, selon le cas.

Report de la date de prise d'effet

2000, c. 30, s. 160

Production of

records

35. Subsection 43(1) of the Act is replaced

by the following:

43. (1) The Minister may, for any purpose related to the administration or enforcement of this Act, including the collection of any amount owing under this Act by any person,

tered or certified mail, require any person to provide any record at a place specified by the Minister and within any reasonable time that

may be stipulated in the notice.

36. Subsection 43.1(1) of the Act is 25 amended by striking out the word "and" at the end of paragraph (a), by adding the word "and" at the end of paragraph (b) and by adding the following after paragraph

(c) the tariff classification of the goods.

35. Le paragraphe 43(1) de la même loi 15 est remplacé par ce qui suit : 15

(4) La date de prise d'effet de la révision ou

convaincu que l'importateur des marchandi- 5

du réexamen de l'origine visé au paragraphe

(2) est reportée pour une période maximale de quatre-vingt-dix jours, si le ministre est

ses ou la personne qui a rempli et signé le

certificat d'origine de celles-ci a démontré

qu'il s'est fondé de bonne foi, à son détriment,

sur le classement tarifaire ou la détermination

ce paragraphe effectués par l'administration

douanière du pays ALÉNA d'exportation des

marchandises ou du Chili, selon le cas.

2000, ch. 30, art. 160

43. (1) Aux fins d'exécution ou de contrôle d'application de la présente loi, notamment pour la perception d'une somme dont une personne est débitrice en vertu de la présente by notice served personally or sent by regis-20 loi, le ministre peut, par avis signifié à 20 personne ou envoyé par courrier recommandé ou certifié, exiger d'une personne qu'elle fournisse tout document, au lieu qu'il précise et dans le délai raisonnable qui peut être fixé dans l'avis.

Production de documents

36. Le paragraphe 43.1(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

1997, ch. 14, art. 39

43.1 (1) L'agent chargé par le ministre — individuellement ou au titre de son appartenance à une catégorie déterminée — de 30 l'application du présent article est tenu, sur demande d'un membre d'une catégorie réglementaire présentée dans le délai réglementaire, selon les modalités réglementaires, avec les renseignements et en la forme réglemen-35 taires, de rendre, avant l'importation de marchandises, une décision anticipée :

- a) sur l'origine des marchandises et l'application à leur égard du traitement tarifaire préférentiel découlant d'un accord de libre-40 échange;
- b) s'agissant de marchandises exportées d'un pays ALÉNA ou du Chili, sur toute autre question portant sur l'application à celles-ci du paragraphe 1 de l'article 509 de 45 l'ALÉNA ou du paragraphe 1 de l'article E-09 de l'ALÉCC, selon le cas;

Décisions anticipées 10

37. Subsection 51(6) of the Act is replaced by the following:

Definition of "time of importation"

- (6) In this section, "time of importation" means
 - (a) in respect of goods other than those to 5 cas: which paragraph 32(2)(b) applies, the date on which an officer authorizes the release of the goods under this Act or the date on which their release is authorized by any prescribed means; and
 - (b) in respect of goods to which paragraph 32(2)(b) applies, the date on which the goods are received at the place of business of the importer, owner or consignee.

38. Section 54 of the French version of the 15 Act is replaced by the following:

Marchandises exportées au Canada en passant par un autre pays

54. Pour l'application des articles 45 à 55, les marchandises provenant d'un pays qui sont exportées au Canada en passant par un autre pays sont considérées, sous réserve des 20 conditions réglementaires, comme ayant été expédiées directement au Canada à partir du premier pays.

1997, c. 36, s. 165

39. (1) Subsection 57.01(1) of the Act is replaced by the following:

Marking determina-

57.01 (1) Any officer, or any officer within a class of officers, designated by the Minister for the purposes of this section may, at or before the time goods imported from a NAFTA country are accounted for under 30 subsection 32(1), (3) or (5), in the prescribed manner and subject to the prescribed conditions, make a determination as to whether the goods have been marked in the manner referred to in section 35.01.

1997, c. 36, s. 165

(2) Subsection 57.01(2) of the French version of the Act is replaced by the following:

Décision présumée

(2) Dans le cas où l'agent ne rend pas sa décision au plus tard au moment de la 40 décision au plus tard au moment de la déclaration en détail des marchandises prévue aux paragraphes 32(1), (3) ou (5), celles-ci sont réputées marquées conformément à l'article 35.01 sur le fondement des déclarations faites par l'auteur de la déclaration en détail.

c) sur le classement tarifaire des marchandi-

37. Le paragraphe 51(6) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(6) Dans le présent article, la date de 5 Date l'importation des marchandises est, selon le

d'importation

- a) à l'égard de marchandises autres que celles visées à l'alinéa 32(2)b), la date à laquelle leur dédouanement est autorisé en 10 application de la présente loi par un agent ou selon les modalités réglementaires;
- b) à l'égard de marchandises visées à l'alinéa 32(2)b), la date de réception de celles-ci à l'établissement de l'importateur, 15 du propriétaire ou du destinataire.

38. L'article 54 de la version française de la même loi est remplacé par ce qui suit :

54. Pour l'application des articles 45 à 55, les marchandises provenant d'un pays qui 20 sont exportées au Canada en passant par un autre pays sont considérées, sous réserve des conditions réglementaires, comme ayant été expédiées directement au Canada à partir du premier pays. 25

Marchandises exportées au Canada en passant par un autre pays

39. (1) Le paragraphe 57.01(1) de la 25 même loi est remplacé par ce qui suit :

1997, ch. 36. art. 165

Décision sur

la conformité

des marques

57.01 (1) L'agent chargé par le ministre - individuellement ou au titre de son à une catégorie détermi-30 appartenance née — de l'application du présent article, peut, au plus tard au moment de la déclaration en détail des marchandises importées d'un pays ALÉNA prévue aux paragraphes 32(1), (3) ou (5), selon les modalités réglementaires 35 et sous réserve des conditions réglementaires, 35 décider si les marchandises ont été marquées conformément à l'article 35.01.

(2) Le paragraphe 57.01(2) de la version française de la même loi est remplacé par ce 40 qui suit:

1997, ch. 36. art. 165

(2) Dans le cas où l'agent ne rend pas sa déclaration en détail des marchandises prévue aux paragraphes 32(1), (3) ou (5), celles-ci45 sont réputées marquées conformément à l'article 35.01 sur le fondement des déclarations 45 faites par l'auteur de la déclaration en détail.

Décision présumée 15

1997, c. 36,

40. Paragraph 57.1(b) of the Act is replaced by the following:

(b) the tariff classification of imported goods is to be determined in accordance with sections 10 and 11 of the Customs 5 Tariff, unless otherwise provided in that Act; and

1997, c. 36, s. 166

41. (1) The portion of paragraph 59(1)(a)of the Act before subparagraph (i) is replaced by the following:

(a) in the case of a determination under section 57.01 or 58, re-determine the origin, tariff classification, value for duty or marking determination of any imported goods at any time within

1997, c. 36, s. 166

(2) Subsection 59(2) of the Act is replaced by the following:

Notice requirement

(2) An officer who makes a determination under subsection 57.01(1) or 58(1) or a re-determination or further re-determination 20 under subsection (1) shall without delay give notice of the determination, re-determination or further re-determination, including the rationale on which it is made, to the prescribed persons. 25

1997, c. 36, s. 166

Act before paragraph (b) is replaced by the following:

Payment or refund

- (3) Every prescribed person who is given notice of a determination, re-determination or 30 further re-determination under subsection (2) shall, in accordance with that decision.
 - (a) pay any amount owing, or additional amount owing, as the case may be, as duties in respect of the goods or, if a request is 35 made under section 60, pay that amount or give security satisfactory to the Minister in respect of that amount and any interest owing or that may become owing on that amount; or 40

40. L'alinéa 57.1b) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

1997, ch. 36, art. 166

b) le classement tarifaire des marchandises importées est déterminé conformément aux articles 10 et 11 du Tarif des douanes, sauf 5 indication contraire de cette loi;

41. (1) Le passage du paragraphe 59(1) de la même loi précédant le sous-alinéa a)(i) est 10 remplacé par ce qui suit :

1997, ch. 36, art. 166

59. (1) L'agent chargé par le ministre — in-10 Révision et dividuellement ou au titre de son appartenance à une catégorie déterminée — de l'application du présent article peut :

réexamen

a) dans le cas d'une décision prévue à l'article 57.01 ou d'une détermination pré-15 vue à l'article 58, réviser l'origine, le classement tarifaire ou la valeur en douane des marchandises importées, ou procéder à la révision de la décision sur la conformité des marques de ces marchandises, dans les 20 délais suivants :

(2) Le paragraphe 59(2) est remplacé par ce qui suit :

1997, ch. 36,

Avis de la

(2) L'agent qui procède à la décision ou à la détermination en vertu des paragraphes 25 tion 57.01(1) ou 58(1) respectivement ou à la révision ou au réexamen en vertu du paragraphe (1) donne sans délai avis de ses conclusions, motifs à l'appui, aux personnes visées par règlement. 30

(3) The portion of subsection 59(3) of the

(3) Le passage du paragraphe 59(3) de la même loi précédant l'alinéa b) est remplacé par ce qui suit :

1997, ch. 36, art. 166

- (3) Les personnes visées par règlement qui ont été avisées de la décision, de la détermina-35 tion, de la révision ou du réexamen application du paragraphe (2) doivent, conformité avec la décision, la détermination, la révision ou le réexamen, selon le cas :
 - a) soit verser tous droits ou tout complé-40 ment de droits échus sur les marchandises ou, dans le cas où une demande est présentée en application de l'article 60, soit verser ces droits ou compléments de droits, soit donner la garantie, jugée satisfaisante par le 45 ministre, du versement de ceux-ci et des intérêts échus ou à échoir sur ceux-ci;

Paiement ou rembourse1997, c. 36,

(4) Subsection 59(4) of the Act is replaced by the following:

Amounts payable immediately

(4) Any amount owing by or to a person under subsection (3) or 66(3) in respect of goods, other than an amount in respect of 5 which security is given, is payable immediately, whether or not a request is made under section 60.

1997, c. 36, s. 166

42. (1) Subsections 60(1) and (2) of the Act are replaced by the following:

Request for re-determination or further re-determination

60. (1) A person to whom notice is given under subsection 59(2) in respect of goods may, within ninety days after the notice is given, request a re-determination or further re-determination of origin, tariff classifica- 15 tion, value for duty or marking. The request may be made only after all amounts owing as duties and interest in respect of the goods are paid or security satisfactory to the Minister is given in respect of the total amount owing.

Request for review

(2) A person may request a review of an advance ruling made under section 43.1 within ninety days after it is given to the person.

1997, c. 36, s. 166

(2) Paragraph 60(4)(b) of the French 25 version of the Act is replaced by the following:

b) la confirmation, la modification l'annulation de la décision anticipée;

1997, c. 36, s. 166

(3) Paragraph 60(4)(c) of the Act is 30 replaced by the following:

(c) re-determine or further re-determine the marking determination.

43. The Act is amended by adding the following after section 60:

Extension of time to make a request

60.1 (1) If no request is made under section 60 within the time set out in that section, a person may make an application to the Commissioner for an extension of the time within which the request may be made, and the 40 autorisé à faire droit à la demande. Commissioner may extend the time for making the request.

(4) Le paragraphe 59(4) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(4) Les sommes qu'une personne doit ou qui lui sont dues en application des paragraphes (3) ou 66(3) sur les marchandises, à 5 l'exception des sommes pour lesquelles une garantie a été donnée, sont à payer sans délai, même si une demande a été présentée en vertu de l'article 60.

1997, ch. 36, art. 166

Délai de paiement ou remboursement

art. 166

Demande de

de réexamen

révision ou

42. (1) Les paragraphes 60(1) et (2) de la 10 1997, ch. 36, 10 même loi sont remplacés par ce qui suit :

60. (1) Toute personne avisée en application du paragraphe 59(2) peut, après avoir versé tous droits et intérêts dus sur des marchandises ou avoir donné la garantie, jugée satisfaisante 15 par le ministre, du versement du montant de ces droits et intérêts dans les quatre-vingt-dix jours suivant la notification de l'avis, demander la révision ou le réexamen de l'origine, du classement tarifaire ou de la valeur en douane, 20 ou d'une décision sur la conformité des marques.

(2) Toute personne qui a recu une décision anticipée prise en application de l'article 43.1 peut, dans les quatre-vingt-dix jours suivant la 25 notification de la décision anticipée, en demander la révision.

Demande de révision

1997, ch. 36.

art. 166

(2) L'alinéa 60(4)b) de la version française de la même loi est remplacé par ce qui suit: 30

b) la confirmation, la modification l'annulation de la décision anticipée;

(3) L'alinéa 60(4)c) est remplacé par ce qui suit:

1997, ch. 36,

c) la révision ou le réexamen de la décision 35 sur la conformité des marques.

43. La même loi est modifiée par adjonc-35 tion, après l'article 60, de ce qui suit :

60.1 (1) La personne qui n'a pas présenté la demande visée à l'article 60 dans le délai qui 40 y est prévu peut demander au commissaire une prorogation du délai, le commissaire étant

Prorogation du délai pour présenter une Reasons

(2) The application must set out the reasons why the request was not made on time.

How application made (3) The application must be made to the Commissioner in the prescribed manner and form and contain the prescribed information.

Duties of Commissioner (4) On receipt of an application, the Commissioner must, without delay, consider it and notify the person making the application, in writing, of the Commissioner's decision.

Date of request

(5) If the Commissioner grants the applica- 10 tion, the request is valid as of the date of the Commissioner's decision.

Conditions for granting application

- (6) No application may be granted unless
- (a) the application is made within one year after the expiry of the time set out in section 15 60; and
- (b) the person making the application demonstrates that
 - (i) within the time set out in section 60, the person was unable to act or to give a 20 mandate to act in the person's name or the person had a *bona fide* intention to make a request,
 - (ii) it would be just and equitable to grant the application, and 25
 - (iii) the application was made as soon as circumstances permitted.

Extension of time by Canadian International Trade Tribunal

- **60.2** (1) A person who has made an application under section 60.1 may apply to the Canadian International Trade Tribunal to 30 have the application granted after either
 - (a) the Commissioner has refused the application; or
 - (b) ninety days have elapsed after the application was made and the Commission- 35 er has not notified the person of the Commissioner's decision.

(2) La demande de prorogation énonce les raisons pour lesquelles la demande de révision ou de réexamen n'a pas été présentée dans le délai prévu.

Motifs de la demande

(3) La demande de prorogation est envoyée 5 Modalités au commissaire selon les modalités réglementaires et avec les renseignements réglementaires

eption de la demande de prorogaObligations

(4) Sur réception de la demande de prorogation, le commissaire l'examine sans délai et 10 avise par écrit la personne de sa décision.

du commissaire

(5) Si le commissaire fait droit à la demande de prorogation, la demande de révision ou de réexamen est réputée valide à compter de la date de la décision.

Date de la demande de révision ou de réexamen

(6) Il n'est fait droit à la demande de prorogation que si les conditions suivantes sont réunies :

Conditions d'acceptation de la demande

- a) la demande est présentée dans l'année suivant l'expiration du délai prévu à l'arti-20 cle 60;
- b) l'auteur de la demande établit ce qui suit :
 - (i) au cours du délai prévu à l'article 60, il n'a pu ni agir ni mandater quelqu'un 25 pour agir en son nom, ou il avait véritablement l'intention de présenter une demande de révision ou de réexamen.
 - (ii) il serait juste et équitable de faire droit à la demande de prorogation, 30
 - (iii) la demande a été présentée dès que possible.
- **60.2** (1) La personne qui a présenté une demande de prorogation en vertu de l'article 60.1 peut demander au Tribunal canadien du 35 commerce extérieur d'y faire droit :

Prorogation du délai par le Tribunal canadien du commerce extérieur

- *a*) soit après le rejet de la demande par le commissaire;
- b) soit à l'expiration d'un délai de quatrevingt-dix jours suivant la présentation de la 40 demande, si le commissaire ne l'a pas avisée de sa décision.

If paragraph (a) applies, the application under this subsection must be made within ninety days after the application is refused.

application made

(2) The application must be made by filing with the Commissioner and the Secretary of 5 the Canadian International Trade Tribunal a copy of the application referred to in section 60.1 and, if notice has been given under subsection 60.1(4), a copy of the notice.

Powers of Canadian International Trade Tribunal

(3) The Canadian International Trade Tri- 10 bunal may dispose of an application by dismissing or granting it and, in granting an application, it may impose any terms that it considers just or order that the request be deemed to be a valid request as of the date of 15 the order.

When application to be granted

- (4) No application may be granted under this section unless
 - (a) the application under subsection 60.1(1) was made within one year after the expiry 20 of the time set out in section 60; and
 - (b) the person making the application demonstrates that
 - (i) within the time set out in section 60, the person was unable to act or to give a 25 mandate to act in the person's name or the person had a bona fide intention to make a request,
 - (ii) it would be just and equitable to grant the application, and 30
 - (iii) the application was made as soon as circumstances permitted.

1997, c. 36, s. 166

44. Subparagraph 61(1)(b)(ii) of the Act is replaced by the following:

(ii) at any time, if the person who is given 35 notice of a marking determination under section 57.01 or of a re-determination under paragraph 59(1)(a) fails to comply with any provision of this Act or the regulations or commits an offence under 40 this Act in respect of the goods,

La demande fondée sur l'alinéa a) est présentée dans les quatre-vingt-dix jours suivant le rejet de la demande.

(2) La demande se fait par dépôt, auprès du commissaire et du secrétaire du Tribunal 5 canadien du commerce extérieur, d'une copie de la demande de prorogation visée à l'article 60.1 et, si un avis a été donné en application du paragraphe 60.1(4), d'une copie de l'avis.

Modalités

(3) Le Tribunal canadien du commerce 10 Pouvoirs du extérieur peut rejeter la demande ou y faire droit. Dans ce dernier cas, il peut imposer les conditions qu'il estime justes ou ordonner que la demande de révision ou de réexamen soit réputée valide à compter de la date de 15 l'ordonnance.

Tribunal canadien du commerce extérieur

(4) Il n'est fait droit à la demande que si les conditions suivantes sont réunies :

Conditions d'acceptation de la demande

- a) la demande de prorogation visée au paragraphe 60.1(1) a été présentée dans 20 l'année suivant l'expiration du délai prévu à l'article 60;
- b) l'auteur de la demande établit ce qui suit:
 - (i) au cours du délai prévu à l'article 60,25 il n'a pu ni agir ni mandater quelqu'un pour agir en son nom, ou il avait véritablement l'intention de présenter une demande de révision ou de réexamen.
 - (ii) il serait juste et équitable de faire 30 droit à la demande.
 - (iii) la demande a été présentée dès que possible.

44. Le sous-alinéa 61(1)b)(ii) de la même loi est remplacé par ce qui suit : 35

1997, ch. 36, art. 166

(ii) à tout moment, si le destinataire de l'avis de la décision prise sur la conformité des marques en application de l'article 57.01 ou d'une révision faite en vertu de l'alinéa 59(1)a) ne s'est pas 40 conformé à la présente loi ou à ses règlements, ou a enfreint les dispositions de la présente loi applicables aux marchandises,

1992, ch. 28,

par. 16(1)

10

1992, c. 28, s. 16(1)

45. (1) Paragraph 65(1)(a) of the French version of the Act is replaced by the following:

a) soit verser tout complément de droits dû sur les marchandises ou, si appel a été 5 interjeté en vertu de l'article 67, payer cette somme ou donner la garantie, jugée satisfaisante par le ministre, du versement de ce complément et des intérêts échus ou à échoir sur ce complément;

1992, c. 28, s. 16(2)

(2) Subsection 65(2) of the Act is replaced by the following:

Amount owing or refund payable immediately

(2) Any amount owing by or to a person under subsection (1) or 66(3) of this Act or as under the Special Import Measures Act in respect of goods, other than an amount in respect of which security is given, is payable immediately, whether or not an appeal is taken under section 67 of this Act or subsec- 20 tion 61(1) of that Act.

46. Section 65.1 of the Act is amended by adding the following after subsection (2):

Exception marking determinations

(3) This section does not apply to a marking determination.

1997, c. 36, s. 168

47. (1) Subsection 66(1) of the Act is replaced by the following:

Interest on payments

66. (1) If the amount paid by a person on account of duties expected to be owing under paragraph 59(3)(a) or 65(1)(a) of this Act or 30 under the Special Import Measures Act exceeds the amount of duties, if any, owing as a result of a determination, re-determination or further re-determination, the person shall be paid, in addition to the excess amount, interest 35 at the prescribed rate for the period beginning on the first day after the day the amount was paid and ending on the day the determination, re-determination or further re-determination, as the case may be, was made, calculated on 40 the excess amount.

45. (1) L'alinéa 65(1)a) de la version française de la même loi est remplacé par ce qui suit:

a) soit verser tout complément de droits dû sur les marchandises ou, si appel a été 5 interjeté en vertu de l'article 67, payer cette somme ou donner la garantie, jugée satis-

faisante par le ministre, du versement de ce complément et des intérêts échus ou à échoir sur ce complément; 10

(2) Le paragraphe 65(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

1992, ch. 28, par. 16(2)

Paiement des

(2) Les sommes qu'une personne doit ou qui lui sont dues en application des paragraa result of a determination or re-determination 15 phes (1) ou $\overline{66(3)}$ ou suite à une décision, une 15 révision ou un réexamen faits en vertu de la Loi sur les mesures spéciales d'importation sur des marchandises, à l'exception des sommes pour lesquelles une garantie a été donnée, sont à paver immédiatement, même si appel a 20 été interjeté en vertu de l'article 67 de la présente loi ou du paragraphe 61(1) de cette loi.

46. L'article 65.1 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragra-25 phe (2), de ce qui suit :

(3) Le présent article ne s'applique pas aux 25 décisions qui portent sur la conformité des marques.

Conformité des marques

47. (1) Le paragraphe 66(1) de la même 30 1997, ch. 36, loi est remplacé par ce qui suit :

66. (1) La personne qui verse, au titre des droits qu'elle s'attend à devoir paver en application des alinéas 59(3)a) ou 65(1)a) de la présente loi ou en application de la Loi sur 35 les mesures spéciales d'importation, une somme qui excède les droits dus par suite d'une intervention — détermination, révision ou réexamen - reçoit, en plus de l'excédent, des intérêts au taux réglementaire, calculés sur 40 l'excédent pour la période commençant le lendemain du versement de la somme et se terminant le jour de l'intervention.

Intérêts remboursés sur paiement d'un excédent

1997, c. 36,

(2) Subsection 66(3) of the Act is replaced by the following:

Interest on refunds

(3) A person who is given a refund under paragraph 59(3)(b) or 65(1)(b) of this Act or under the Special Import Measures Act of an amount paid shall be given, in addition to the refund, interest at the prescribed rate for the period beginning on the first day after the day the amount was paid and ending on the day the the refund.

1997, c. 36, s. 169; 1999, c. 17. par. 127(d)

48. Subsection 67(1) of the French version of the Act is replaced by the following:

Appel devant le Tribunal canadien du commerce extérieur

67. (1) Toute personne qui s'estime lésée par une décision du commissaire rendue 15 par une décision du commissaire rendue conformément aux articles 60 ou 61 peut en interjeter appel devant le Tribunal canadien du commerce extérieur en déposant par écrit un avis d'appel auprès du commissaire et du secrétaire de ce Tribunal dans les quatre-20 vingt-dix jours suivant la notification de l'avis de décision.

49. The Act is amended by adding the following after section 67:

Extension of time to appeal

67.1 (1) If no notice of appeal has been filed 25 within the time set out in section 67, a person may make an application to the Canadian International Trade Tribunal for an order extending the time within which a notice of appeal may be filed, and the Tribunal may 30 make an order extending the time for appealing and may impose any terms that it considers just.

Reasons

(2) The application must set out the reasons why the notice of appeal was not filed on time. 35 raisons pour lesquelles l'avis d'appel n'a pas

How application made

(3) The application must be made by filing with the Commissioner and the Secretary of the Canadian International Trade Tribunal the application accompanied by the notice of appeal. 40

Conditions for granting application

- (4) No order may be made under this section unless
 - (a) the application is made within one year after the expiry of the time set out in section 45

(2) Le paragraphe 66(3) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(3) Quiconque reçoit un remboursement en vertu des alinéas $59(3)\overline{b}$) ou 65(1)b) de $\overline{1a}$ présente loi ou en vertu de la Loi sur les 5 mesures spéciales d'importation recoit, en plus du remboursement, des intérêts au taux réglementaire, calculés sur les excédents pour la période commençant le lendemain du refund is given, calculated on the amount of 10 versement des excédents et se terminant le 10 jour de leur remboursement.

1997, ch. 36, art. 168

Intérêts reçus avec le remboursement d'excédents

48. Le paragraphe 67(1) de la version française de la même loi est remplacé par ce qui suit:

1997, ch. 36, art. 169; 1999, ch. 17, al 127d)

67. (1) Toute personne qui s'estime lésée 15 conformément aux articles 60 ou 61 peut en interjeter appel devant le Tribunal canadien du commerce extérieur en déposant par écrit un avis d'appel auprès du commissaire et du 20 secrétaire de ce Tribunal dans les quatrevingt-dix jours suivant la notification de l'avis de décision.

Appel devant le Tribunal canadien du commerce extérieur

49. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 67, de ce qui suit : 25

67.1 (1) La personne qui n'a pas interjeté appel dans le délai prévu à l'article 67 peut présenter au Tribunal canadien du commerce extérieur une demande de prorogation du délai pour interjeter appel. Le tribunal peut 30 faire droit à la demande et imposer les conditions qu'il estime justes.

Prorogation d'appel

(2) La demande de prorogation énonce les été déposé dans le délai prévu. 35

Motifs de la demande

(3) La demande de prorogation se fait par dépôt, auprès du commissaire et du secrétaire du Tribunal canadien du commerce extérieur, de la demande et de l'avis d'appel.

Modalités

(4) Il n'est fait droit à la demande de 40 prorogation que si les conditions suivantes sont réunies :

Conditions d'acceptation de la demande

- (b) the person making the application demonstrates that
 - (i) within the time set out in section 67 for appealing, the person was unable to act or to give a mandate to act in the person's 5 name or the person had a bona fide intention to appeal,
 - (ii) it would be just and equitable to grant the application,
 - (iii) the application was made as soon as 10 circumstances permitted, and
 - (iv) there are reasonable grounds for the appeal.

1992, c. 28, s. 19(1)

50. Subsection 69(1) of the French ver-

1992, ch. 28, par. 19(1)

Remboursement en cas d'appel

69. (1) La personne qui interjette appel, en vertu des articles 67 ou 68, d'une décision portant sur des marchandises, après avoir versé une somme à titre de droits et d'intérêts satisfaisante par le ministre, du versement de la partie impayée des droits et intérêts dus sur les marchandises et de tout ou partie de la somme versée à titre de droits et d'intérêts (sauf les intérêts payés en raison du non-paie- 25 ment de droits dans le délai prévu au paragraphe 32(5) ou à l'article 33) sur les marchandises, est remboursée de tout ou partie de la somme versée pour laquelle la garantie a été donnée.

51. (1) Paragraph 74(3)(a) of the French version of the Act is replaced by the following:

- a) d'une part, le réclamant donne à l'agent toute possibilité d'examiner les marchan-35 dises en cause ou, d'une façon générale, d'apprécier les motifs de la réclamation;
- (2) Section 74 of the Act is amended by adding the following after subsection (5):

- a) la demande est présentée dans l'année suivant l'expiration du délai d'appel prévu à l'article 67;
- b) l'auteur de la demande établit ce qui 5
 - (i) au cours du délai d'appel prévu à l'article 67, il n'a pu ni agir ni mandater quelqu'un pour agir en son nom, ou il avait véritablement l'intention d'interjeter appel, 10
 - (ii) il serait juste et équitable de faire droit à la demande,
 - (iii) la demande a été présentée dès que possible,
 - (iv) l'appel est fondé sur des motifs 15 raisonnables.

50. Le paragraphe 69(1) de la version sion of the Act is replaced by the following: 15 française de la même loi est remplacé par ce qui suit:

ment en cas d'appel

69. (1) La personne qui interjette appel, en 20 Remboursevertu des articles 67 ou 68, d'une décision portant sur des marchandises, après avoir versé une somme à titre de droits et d'intérêts sur celles-ci, et qui donne la garantie, jugée 20 sur celles-ci, et qui donne la garantie, jugée satisfaisante par le ministre, du versement de 25 la partie impayée des droits et intérêts dus sur les marchandises et de tout ou partie de la somme versée à titre de droits et d'intérêts (sauf les intérêts payés en raison du non-paiement de droits dans le délai prévu au paragra-30 phe 32(5) ou à l'article 33) sur les marchandises, est remboursée de tout ou partie de la somme versée pour laquelle la garantie a été 30 donnée.

51. (1) L'alinéa 74(3)a) de la version 35 française de la même loi est remplacé par ce qui suit:

- a) d'une part, le réclamant donne à l'agent toute possibilité d'examiner les marchandises en cause ou, d'une façon générale, 40 d'apprécier les motifs de la réclamation;
- (2) L'article 74 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (5), de ce qui suit :

Refund without application

- (6) The Minister, within four years after goods are accounted for under subsection 32(1), (3) or (5), may refund all or part of duties paid on imported goods without application by the person who paid them if it is determined that the duties were overpaid or paid in error in any of the circumstances set out in
 - (a) paragraphs (1)(a) to (c) or (d); or
 - (b) paragraph (1)(g), only to the extent that 10 the refund is not based on tariff classification, value for duty or origin of the goods.

Duties that may not be refunded

(7) The duties that may be refunded under subsection (6) do not include duties or taxes levied under the Excise Act, the Excise Tax Act 15 or the Special Import Measures Act or a surtax or temporary duty imposed under Division 4 of Part II of the Customs Tariff.

Application of

(8) A person of a prescribed class may apply, within four years after goods are 20 accounted for under subsection 32(1), (3) or (5), in prescribed circumstances and under prescribed conditions, the amount of any refund to which they are entitled under this section to the payment of any amount for 25 which they are liable or may become liable under this Act.

52. Subsection 76(1) of the French version of the Act is replaced by the following:

Marchandises défectueuses

76. (1) Sous réserve des règlements pris en 30 vertu de l'article 81, le ministre peut, dans les circonstances prévues par règlement, accorder à une personne le remboursement de tout ou partie des droits qu'elle a payés sur des marchandises importées qui, d'une part, sont 35 défectueuses, de qualité inférieure à celle pour laquelle il y a eu paiement ou différentes des marchandises commandées et, d'autre part, après leur importation, ont, sans frais pour Sa Majesté du chef du Canada, été aliénées 40 conformément à des modalités acceptées par le ministre, ou ont été exportées.

(6) Si la personne ayant payé des droits à l'égard de marchandises importées ne réclame pas de remboursement, le ministre peut lui rembourser, dans les quatre ans suivant la déclaration en détail faite en application des 5 paragraphes 32(1), (3) ou (5), tout ou partie des droits qui ont été payés s'il est établi que leur paiement était excédentaire ou erroné :

a) dans les cas prévus aux alinéas (1)a) à c) et *d*); 10

b) dans le cas prévu à l'alinéa (1)g), si le remboursement ne découle pas du classement tarifaire, de la valeur en douane ou de l'origine.

(7) Les droits qui peuvent être remboursés 15 Droits qui ne au titre du paragraphe (6) n'incluent pas les droits ou taxes imposés en vertu de la Loi sur la taxe d'accise, la Loi sur l'accise et la Loi sur les mesures spéciales d'importation ni les surtaxes et droits temporaires imposés en 20 vertu de la section 4 de la partie II du *Tarif des* douanes.

> Affectation rembourse-

ment

peuvent être

remboursés

Rembourse-

ment en

d'une demande

l'absence

(8) Une personne d'une catégorie réglementaire peut, dans les quatre ans suivant la déclaration en détail prévue aux paragraphes 25 32(1), (3) ou (5), dans les cas et aux conditions réglementaires, affecter le montant d'un remboursement auquel elle a droit en vertu du présent article au paiement d'une somme dont elle est redevable ou dont elle peut devenir 30 redevable au titre de la présente loi.

52. Le paragraphe 76(1) de la version française de la même loi est remplacé par ce qui suit:

76. (1) Sous réserve des règlements pris en 35 Marchandises vertu de l'article 81, le ministre peut, dans les circonstances prévues par règlement, accorder à une personne le remboursement de tout ou partie des droits qu'elle a payés sur des marchandises importées qui, d'une part, sont 40 défectueuses, de qualité inférieure à celle pour laquelle il y a eu paiement ou différentes des marchandises commandées et, d'autre part, après leur importation, ont, sans frais pour Sa Majesté du chef du Canada, été aliénées 45 conformément à des modalités acceptées par le ministre, ou ont été exportées.

défectueuses

1992, c. 28, s. 20(1); 1997, c. 36, s. 178

53. Section 80 of the Act is replaced by the following:

Interest on refunds

80. Any person who is granted a refund of duties under section 74, 76 or 79 shall be the refund at the prescribed rate for the period beginning on the ninety-first day after the day an application for the refund is received in accordance with paragraph 74(3)(b) and ending on the day the refund is granted.

1997, c. 36, s. 180

54. Subsection 80.2(2) of the Act is replaced by the following:

Excess to be repaid paragraph 74(1)(*f*)

- (2) If an abatement or refund is granted to a person under paragraph 74(1)(f) and the goods are sold or otherwise disposed of or are 15 subsequently used in a manner that fails to comply with a condition imposed under a tariff item in the List of Tariff Provisions set out in the schedule to the Customs Tariff, or under any regulations made under that Act in 20 cette liste, la personne qui reçoit un abatterespect of a tariff item in that List, the person who was granted the refund or abatement shall, within ninety days after the failure to comply,
 - (a) report the failure to an officer at a 25 customs office; and
 - (b) pay to Her Majesty in right of Canada any amount to which they are not entitled, together with any interest that was granted to the person under section 80 or 80.1 on 30 that amount.

55. (1) Paragraph 95(3)(b) of the French version of the Act is replaced by the following:

b) à la demande de l'agent, lui présenter les 35 marchandises et les déballer, ainsi que décharger les moyens de transport et en ouvrir les parties, ouvrir ou défaire les colis et autres contenants que l'agent veut examiner. 40

(2) Subsection 95(4) of the Act is replaced by the following:

53. L'article 80 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

1992, ch. 28, par. 20(1); 1997, ch. 36, art 178

Intérêts sur

rembourse-

80. Les bénéficiaires de remboursements de droits prévus aux articles 74, 76 ou 79 granted, in addition to the refund, interest on 5 reçoivent, en plus des remboursements, des 5 intérêts au taux réglementaire, calculés sur ces remboursements pour la période commençant le quatre-vingt-onzième jour suivant la réception de la demande de remboursement confor-10 me à l'alinéa 74(3)b) et se terminant le jour de 10 l'octroi des remboursements.

54. Le paragraphe 80.2(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

1997, ch. 36, art. 180

(2) Dans le cas où les marchandises sont vendues, cédées ou affectées à un usage non 15 conforme aux conditions imposées au titre d'un numéro tarifaire de la liste des dispositions tarifaires de l'annexe du Tarif des douanes ou au titre de règlements pris en vertu de cette loi à l'égard d'un numéro tarifaire de 20 ment ou un remboursement visé à l'alinéa 74(1)f) est tenue, dans les quatre-vingt-dix jours suivant le manquement :

Remboursement de l'excédent alinéa 74(1)f)

- a) de signaler celui-ci à un agent d'un 25 bureau de douane;
- b) de payer à Sa Majesté du chef du Canada la somme à laquelle elle n'avait pas droit et les intérêts qui lui ont été versés en application des articles 80 ou 80.1 sur cette 30 somme.

55. (1) L'alinéa 95(3)b) de la version française de la même loi est remplacé par ce qui suit :

b) à la demande de l'agent, lui présenter les 35 marchandises et les déballer, ainsi que décharger les moyens de transport et en ouvrir les parties, ouvrir ou défaire les colis et autres contenants que l'agent veut exami-40

(2) Le paragraphe 95(4) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Written report

(4) If goods are required to be reported in writing, they shall be reported in the prescribed form containing the prescribed information or in such form containing such information as is satisfactory to the Minister.

56. Subsection 97.1(3) of the French version of the Act is replaced by the following:

Modification du certificat

1997, c. 14,

Exporters' or

producers

records

s. 45

1997, c. 14,

s. 44

(3) La personne qui a rempli et signé le celui-ci contient des renseignements inexacts communique sans délai à tout destinataire du certificat les renseignements corrigés.

57. Subsection 97.2(1) of the Act is replaced by the following:

97.2 (1) Every person who exports goods or causes them to be exported for sale or for any industrial, occupational, commercial, institutional or other like use or any other use that may be prescribed, and every other person 20 who has completed and signed a certificate in accordance with subsection 97.1(1), shall keep at the person's place of business in Canada or at any other place that may be designated by the Minister any records in 25 les modalités et pendant le délai réglementairespect of those goods in the manner and for the period that may be prescribed and shall, if an officer requests, make them available to the officer, within the time specified by the officer, and answer any questions asked by the 30 officer in respect of the records.

58. (1) The Act is amended by adding the following after section 97.2:

PART V.1

COLLECTIONS

Interpretation

Definitions

97.21 The definitions in this section apply in this Part.

"debtor" « débiteur > "debtor" means a person liable to pay an amount owing or payable in accordance with this Act.

"judge"

"judge" means a judge of a superior court having jurisdiction in the province where a 40

(4) Les déclarations de marchandises à faire par écrit sont à établir avec les renseignements et en la forme réglementaires ou satisfaisants pour le ministre.

Déclaration écrite

56. Le paragraphe **97.1(3)** de la version 5 1997, ch. 14, française de la même loi est remplacé par ce qui suit:

(3) La personne qui a rempli et signé le certificat et qui a des motifs de croire que 10 certificat et qui a des motifs de croire que celui-ci contient des renseignements inexacts 10 communique sans délai à tout destinataire du certificat les renseignements corrigés.

Modification du certificat

57. Le paragraphe 97.2(1) de la même loi 15 est remplacé par ce qui suit :

1997, ch. 14,

l'exportateur

97.2 (1) La personne qui exporte ou fait 15 Documents exporter des marchandises en vue de leur vente ou d'usages industriels, professionnels, commerciaux ou collectifs, ou à d'autres fins analogues ou prévues par règlement, et la personne qui a rempli et signé le certificat 20 prévu au paragraphe 97.1(1) sont tenues de conserver en leur établissement au Canada ou en tout autre lieu désigné par le ministre, selon res, les documents relatifs à ces marchandises 25 et, à la demande de l'agent et dans le délai qu'il précise, de lui communiquer ces documents et de répondre véridiquement aux questions qu'il leur pose au sujet de ces documents. 30

58. (1) La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 97.2, de ce qui suit:

PARTIE V.1

PERCEPTION

Définitions

97.21 Les définitions qui suivent s'appli-35 quent à la présente partie. 35

Définitions « débiteur »

« débiteur » Personne responsable du paiement d'une somme dûe ou à payer conformément à la présente loi.

'debtor

« juge » Juge d'une cour supérieure compétente de la province où une affaire prend40 naissance ou juge de la Cour fédérale.

« juge » "judge"

matter arises or a judge of the Federal Court.

"receiver" means a person who

- (a) under the authority of a debenture, bond or other debt security, a court order 5 or an Act of Parliament or of the legislature of a province, is empowered to operate or manage a business or a property of another person;
- (b) is appointed by a trustee under a trust 10 deed in respect of a debt security to exercise the authority of the trustee to manage or operate a business or a property of the debtor under the debt security;
- (c) is appointed by a bank to act as agent of the bank in the exercise of the authority of the bank under subsection 426(3) of the *Bank Act* in respect of property of another person;
- (d) is appointed as a liquidator to liquidate the assets of a corporation or to wind up the affairs of a corporation; or
- (e) is appointed as a committee, guardian or curator with authority to manage and 25 care for the affairs and assets of an individual who is incapable of managing those affairs and assets.

It includes a person who is appointed to exercise the authority of a creditor under a 30 debenture, bond or other debt security to operate or manage a business or a property of another person. However, if a person is so appointed it does not include that creditor.

General

Debts to Her Majesty

"receiver"

« séquestre »

97.22 (1) Subject to subsections (2) and (3), 35 any duties, fee, charge or other amount owing or payable under this Act is a debt due to Her Majesty in right of Canada from and after the time such amount should have been paid, and any person from whom the amount is owing 40 shall, after a notice of arrears is sent by mail addressed to the person at their latest known address or delivered to that address, pay the amount owing as indicated in the notice or appeal the notice under section 97.23.

« séquestre » Personne qui, selon le cas :

« séquestre » "receiver"

- a) en vertu d'un titre de créance, de l'ordonnance d'un tribunal ou d'une loi fédérale ou provinciale, a le pouvoir de gérer ou d'exploiter l'entreprise ou le 5 bien d'un tiers;
- b) est nommée par un fiduciaire aux termes d'un acte de fiducie relativement à un titre de créance, pour exercer le pouvoir du fiduciaire de gérer ou d'ex-10 ploiter l'entreprise ou le bien du débiteur du titre:
- c) est nommée par une banque à titre de mandataire lors de l'exercice du pouvoir de celle-ci visé au paragraphe 426(3) de 15 la *Loi sur les banques* relativement aux biens d'un tiers:
- d) est nommée pour liquider les biens ou les affaires d'une personne morale;
- e) est nommée à titre de curateur ou de 20 tuteur aux biens d'un incapable.

Est assimilée au séquestre la personne nommée pour exercer le pouvoir d'un créancier, en vertu d'un titre de créance, de gérer ou d'exploiter l'entreprise ou le bien d'un tiers, le 25 créancier étant dès lors exclu.

Généralités

97.22 (1) Sous réserve des paragraphes (2) ou (3), les droits, frais, redevances et autres sommes dûs ou à payer en vertu de la présente loi constituent des créances de Sa Majesté du 30 chef du Canada dès qu'ils sont exigibles; le débiteur doit, après l'envoi par la poste ou la remise à sa dernière adresse connue d'un avis d'arriéré, effectuer le paiement ou exercer le droit d'appel prévu à l'article 97.23.

Créances de Sa Majesté Penalty or ascertained forfeiture.

(2) Any amount of money demanded as a penalty in a notice of assessment served under section 109.3 and any interest payable under section 109.5 or any amount of money demanded in a notice under section 124 and any interest payable under subsection 124(6), from and after the time of service, is a debt due to Her Majesty in right of Canada from the person on whom the notice is served and the person shall pay that amount or, within ninety 10 days after the time of service, request a decision of the Minister under section 131.

Pénalité ou confiscation compensatoire

31

Amounts demanded by the Minister

(3) Any amount of money demanded under paragraph 133(1)(c) or (1.1)(b) and any interest payable under subsection 133(7), from and 15 after the time notice is served under subsection 131(2), is a debt due to Her Majesty in right of Canada from the person who requested the decision and the person shall pay the amount so demanded or, if the person 20 appeals the decision of the Minister under section 135, give security satisfactory to the Minister.

réclamées par le ministre

Court costs

(4) If an amount is payable by a person to Her Majesty in right of Canada because of an 25 Majesté du chef du Canada en exécution d'une order, judgment or award of a court in respect of the costs of litigation relating to a matter to which this Act applies, sections 97.24, 97.26, 97.28 and 97.3 to 97.33 apply to the amount as if the amount were a debt owing by the person 30 to Her Majesty on account of duties payable by the person under this Act.

Frais de instice

- (5) Any amount payable under this Act is recoverable in the Federal Court or any other court of competent jurisdiction or in any other 35 manner provided under this Part.
- (5) Les sommes à paver en vertu de la présente loi sont recouvrables devant la Cour fédérale ou devant tout autre tribunal compétent ou de toute autre manière prévue par la 35 présente partie.

(2) Les pénalités établies par l'avis de

cotisation prévu à l'article 109.3 ainsi que

l'intérêt à payer au titre de l'article 109.5, et

les sommes réclamées par l'avis prévu à

du paragraphe 124(6), constituent, dès la

signification de l'avis, des créances de Sa

Majesté. Il incombe au destinataire de l'avis

d'effectuer le paiement ou, dans les quatre-

demander au ministre de rendre la décision

prévue à l'article 131.

par celui-ci.

vingt-dix jours de la signification de l'avis, de 10

(3) Les sommes réclamées en vertu des

à payer au titre du paragraphe 133(7), consti-15

alinéas 133(1)c) ou (1.1)b), ainsi que l'intérêt

tuent, dès la signification de l'avis prévu au

paragraphe 131(2), des créances de Sa Majes-

té. Il incombe au demandeur de la décision

d'effectuer le paiement ou, en cas d'appel de

135, de fournir la garantie jugée satisfaisante

la décision du ministre en vertu de l'article 20

(4) Dans le cas où une somme est due à Sa

ordonnance, d'un jugement ou d'une décision 25

d'un tribunal concernant l'adjudication des

dépens relatifs à une affaire visée par la

présente loi, les articles 97.24, 97.26, 97.28 et

97.3 à 97.33 s'appliquent à cette somme

Majesté au titre de la présente loi.

comme s'il s'agissait d'une créance de Sa30

l'article 124 ainsi que l'intérêt à payer au titre 5

Intérêts sur

jugements

(6) If a judgment is obtained for any amount payable under this Act, including a certificate registered under section 97.24, the provisions of this Act under which interest is payable for 40 failure to pay the amount apply, with any modifications that the circumstances require, to a failure to pay the judgment debt, and the interest is recoverable in the same manner as the judgment debt.

(6) Les dispositions de la présente loi prévoyant le versement d'intérêts sur les paiements en souffrance s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, à toute somme 40 adjugée par un tribunal en vertu de la présente loi, notamment par certificat enregistré aux termes de l'article 97.24. Les intérêts sont recouvrables de la même manière que le

45 principal. 45

Interest on judgments

Court

Tribunal

Appel

Appeal

- **97.23** A person to whom a notice is sent or delivered under subsection 97.22(1) may, within thirty days after that notice is sent, appeal the notice by way of an action in the Federal Court in which the person is the 5 plaintiff and the Minister is the defendant if
 - (a) no appeal is or was available to that person under section 67 or 68 in respect of the same matter; and
 - (b) the notice is not in respect of an amount 10 assessed under section 97.44.

Certificates, Liens and Set-off

Certificate

97.24 (1) Any debt, or any part of a debt, due to Her Majesty in right of Canada under this Act may be certified by the Minister as an amount payable by the debtor.

Registration in court

- (2) On production to the Federal Court, the certificate must be registered in the Court. When it is registered, it has the same force and effect, and all proceedings may be taken, as if the certificate were a judgment obtained in the 20 Court for a debt of the amount specified in the certificate and interest on the amount as provided under this Act. For the purposes of any such proceedings, the certificate is a judgment of the Court against the debtor and 25 enforceable as such.
- (3) All reasonable costs and charges for the registration of the certificate or in respect of any proceedings taken to collect the amount certified are recoverable in the same way as if 30 they had been certified in the certificate registered under this section.

Protected interest in property

Costs

- (4) A memorial may be recorded for the purpose of creating a protected interest in property in a province or an interest in such 35 property held by the debtor in the same manner as a document evidencing the following may be recorded in accordance with the law of the province:
 - (a) a judgment of the superior court of the 40 province against a person for a debt owing by the person; and

97.23 Le destinataire de l'avis visé au paragraphe 97.22(1) peut en appeler, dans les trente jours suivant l'envoi de l'avis, par voie d'action devant la Cour fédérale, à titre de demandeur, le ministre étant le défendeur, si :

a) d'une part, il ne peut ou n'a pu, en l'espèce, se prévaloir du droit d'appel ou de recours prévu aux articles 67 ou 68;

b) d'autre part, l'avis ne concerne pas une cotisation visée à l'article 97.44.

Certificat de non-paiement, gage et déduction ou compensation

97.24 (1) Le ministre peut, au moyen d'un certificat, attester l'endettement du débiteur à l'égard de tout ou partie d'une créance de Sa Majesté du chef du Canada au titre de la présente loi.

Certificat de non-paiement

Certificat:

assimilation

- (2) Sur production devant elle, la Cour fédérale enregistre le certificat de non-paiement. Celui-ci est dès lors assimilé, pour ses effets et les procédures dont il peut faire l'objet, à un jugement rendu par ce tribunal sur 20 des impayés de la somme qui y est indiquée et augmentés des intérêts comme le prévoit la présente loi. Pour tout ce qui concerne ces procédures, le certificat est un jugement exécutoire de la Cour contre le débiteur.
- (3) Les frais et redevances entraînés par l'enregistrement d'un certificat ou l'exécution des mesures de perception de la somme qui y est attestée sont recouvrables comme s'ils avaient eux-mêmes fait l'objet d'un 30 certificat enregistré en vertu du présent arti-
- (4) En vue de grever d'un droit garanti un bien du débiteur situé dans une province, ou tout droit sur un tel bien, un extrait peut être 35 enregistré de la même manière que peut l'être, en vertu du droit provincial, un document faisant preuve :
 - a) soit du contenu d'un jugement rendu par la cour supérieure de la province contre une 40 personne pour une dette de celle-ci;

Frais

Droit garanti

droit garanti

(b) an amount payable by a person in the province in respect of a debt owing to Her Majesty in right of the province.

Creation of protected

(5) The effect of recording a memorial is, in the same manner and to the same extent as if 5 droit est grevé de la même manière et dans la the memorial were a document evidencing a judgment or an amount referred to in subsection (4), to create a protected interest in the property of the debtor in the province, or in any interest in that property, held by the debtor 10 or to otherwise bind that property or interest in the property. The protected interest created is subordinate to any protected interest in respect of which all steps necessary to make it effective against other creditors were taken 15 before the time the memorial was recorded.

Proceedings in respect of memorial

- (6) If a memorial is recorded in a province, proceedings may be taken, in the same manner and to the same extent as if the memorial were a document evidencing a judgment or an 20 amount referred to in subsection (4), in the province in respect of the memorial, including proceedings
 - (a) to enforce payment of the amount evidenced by the memorial, interest on the 25 amount and all costs and charges paid or incurred in respect of the recording of the memorial and proceedings taken to collect the amount;
 - (b) to renew or otherwise prolong the 30 effectiveness of the recording of the memo-
 - (c) to cancel or withdraw the memorial wholly or in respect of any of the property or interests affected by the memorial; or
 - (d) to postpone the effectiveness of the recording of the memorial in favour of any protected interest that has been or is intended to be recorded in respect of any property or interest affected by the memo- 40 rial.

Federal Court may make order, etc.

(7) If in any proceeding or as a condition precedent to any proceeding referred to in subsection (6) any order, consent or ruling is

- b) soit de toute une somme due par une personne dans la province au titre d'une créance de Sa Majesté du chef de la province.
- (5) Une fois l'extrait enregistré, le bien ou 5 Création d'un même mesure que si l'extrait était un document faisant preuve du contenu d'un jugement ou d'une somme visé au paragraphe (4). Ce droit garanti prend rang après tout autre droit 10 à l'égard duquel les formalités requises pour le rendre opposable aux autres créanciers ont été prises avant l'enregistrement de l'extrait.

Procédures engagées en faveur d'un extrait

- (6) L'extrait enregistré dans une province peut, de la même manière et dans la même 15 mesure que s'il s'agissait d'un document faisant preuve du contenu d'un jugement ou d'une somme visés au paragraphe (4), faire l'objet dans la province de procédures visant notamment: 20
 - a) à exiger le paiement de la somme attestée par l'extrait, des intérêts afférents et des frais et dépens payés ou engagés en vue de l'enregistrement de l'extrait ou en vue de l'exécution des mesures de perception de la 25 somme;
 - b) à renouveler ou autrement prolonger l'effet de l'enregistrement de l'extrait;
 - c) à annuler ou à retirer l'extrait dans son ensemble ou uniquement en ce qui concer-30 ne un ou plusieurs biens ou droits sur lesquels l'extrait a une incidence;
 - d) à différer l'effet de l'enregistrement de l'extrait en faveur d'un droit garanti qui a été ou qui sera enregistré à l'égard d'un bien 35 ou d'un droit sur lequel l'extrait a une incidence.
- (7) Toutefois, dans le cas où le droit provincial exige — soit dans le cadre d'une telle procédure, soit préalablement à son 40 ou décision required under the law of a province to be 45 introduction — l'obtention d'une ordonnan-

Cour fédérale ordonnance made or given by the superior court of the province or by a judge or official of the court, a like order, consent or ruling may be made or given by the Federal Court or by a judge or official of the Federal Court and, when so made or given, has the same effect for the purposes of the proceeding as if it were made or given by the superior court of the province or by a judge or official of the court.

Presentation of documents

(8) If a memorial, or a document relating to 10 it, is presented for recording, for the purpose of any proceeding referred to in subsection (6), to any official in the land, personal property or other registry system of a province, it is to be accepted for recording in the 15 same manner and to the same extent as if the memorial or document were a document evidencing a judgment or an amount referred to in subsection (4) for the purpose of a like proceeding.

Access for recording (9) If access is sought to any person, place or thing in a province for the purpose of recording a memorial, or a document relating to it, the access must be granted in the same manner and to the same extent as if the 25 memorial or document were a document evidencing a judgment or an amount referred to in subsection (4) for the purpose of a like proceeding.

Evidence deemed to have been provided (10) If a memorial or document is issued by 30 the Federal Court or signed or certified by a judge or official of the Court, any affidavit, declaration or other evidence required under the law of the province to be provided with or to accompany the memorial or document in 35 the proceeding is deemed to have been provided with or to have accompanied the memorial or document as so required.

Prohibition sale, etc., without consent (11) Despite any law of Canada or of a province, no sheriff or other person may, 40 without the written consent of the Minister, sell or otherwise dispose of any property or publish any notice or otherwise advertise in respect of any sale or other disposition of any

ce, d'une décision ou d'un consentement de la cour supérieure de la province ou d'un juge ou d'un fonctionnaire de celle-ci, la Cour fédéra-le ou un juge ou un fonctionnaire de celle-ci peut rendre une telle ordonnance ou décision 5 ou donner un tel consentement. Cette ordonnance, cette décision ou ce consentement a alors le même effet dans le cadre de la procédure que s'ils émanaient de la cour supérieure de la province ou d'un juge ou d'un 10 fonctionnaire de celle-ci.

(8) L'extrait — ou tout document afférent — qui, dans le cadre d'une procédure visée au paragraphe (6), est présenté pour enregistrement à un fonctionnaire responsable 15 de l'application du régime d'enregistrement des droits fonciers, mobiliers ou autres dans la province est accepté à cette fin de la même manière et dans la même mesure que s'il s'agissait d'un document faisant preuve d'un 20 jugement ou d'une somme visés au paragraphe (4) dans le cadre d'une procédure semblable.

Présentation des documents

(9) Pour l'enregistrement de l'extrait ou de tout document afférent, l'accès à une person-25 ne, à un endroit ou à une chose situé dans une province est donné de la même manière et dans la même mesure que si l'extrait ou le document était un document faisant preuve d'un jugement ou d'une somme visés au 30 paragraphe (4) dans le cadre d'une procédure semblable.

Élément de

avoir été

fourni

preuve réputé

Accès au

document

(10) L'extrait ou le document délivré par la Cour fédérale ou signé ou certifié par un juge ou un fonctionnaire de cette cour est réputé 35 comporter tout affidavit, toute déclaration ou tout autre élément de preuve qui doit, selon le droit provincial, être fourni avec l'extrait ou le document ou l'accompagner dans le cadre de la procédure.

Interdiction de vendre

(11) Malgré toute autre loi fédérale ou provinciale, il est interdit, sans le consentement écrit du ministre, de vendre un bien ou d'en disposer autrement ou de publier un avis concernant la vente ou la disposition d'un bien 45 ou de l'annoncer autrement, par suite de la

property pursuant to any process issued or protected interest created in any proceeding to collect an amount certified in a certificate, any interest on the amount and any costs.

Subsequent consent

(12) Despite subsection (11), if the Minis- 5 ter's consent is subsequently given, any property that would have been affected by a process or protected interest referred to in that subsection had the Minister's consent been given at the time the process was issued or the 10 protected interest was created is bound, seized, attached, charged or otherwise affected as if that consent had been given at the time the process was issued or the protected interest was created, as the case may be.

Completion of notices, etc.

(13) If information required to be set out by any sheriff or other person in a minute, notice or document required to be completed for any purpose cannot, because of subsection (11), be so set out, the sheriff or other person must 20 complete the minute, notice or document to the extent possible without that information and, when the consent of the Minister is given, a further minute, notice or document setting out all the information is to be completed for 25 the same purpose. The sheriff or other person is deemed to have complied with any law or rule of court requiring the information to be set out in the minute, notice or document.

Application for an order (14) A sheriff or other person who is unable, 30 because of subsection (11) or (13), to comply with any law or rule of court is bound by any order made by a judge of the Federal Court, on an *ex parte* application by the Minister, for the purpose of giving effect to the proceeding or 35 protected interest.

Secured claims

- (15) A protected interest that is registered in accordance with subsection 87(1) of the *Bankruptcy and Insolvency Act* is deemed to be a claim that
 - (a) is secured by a security and that, subject to subsection 87(2) of that Act, ranks as a secured claim under that Act; and
 - (b) is referred to in paragraph 86(2)(a) of that Act.

délivrance d'un acte de procédure ou de la création d'un droit garanti dans le cadre d'une procédure en recouvrement de la somme attestée dans un certificat, des intérêts afférents et des frais.

(12) Malgré le paragraphe (11), si le consentement du ministre est obtenu ultérieurement, tout bien sur lequel un acte de procédure ou un droit garanti visés à ce paragraphe auraient une incidence si ce 10 consentement avait été obtenu au moment de la délivrance de l'acte ou de la création du droit, selon le cas, est saisi ou autrement grevé comme si le consentement avait été obtenu à

15

45

ce moment.

(13) Les renseignements visés par l'interdiction du paragraphe (11) ne peuvent, à quelque fin que ce soit, figurer dans un procès-verbal, avis ou autre document sans le consentement du ministre. Une fois ce 20 consentement obtenu, les renseignements font l'objet d'un nouveau procès-verbal, avis ou document, auquel cas la disposition législative ou réglementaire exigeant la communication des renseignements est réputée avoir été 25 observée.

Procès-verbaux, avis d'autres documents

15

Consente-

ultérieur

(14) La personne qui ne peut se conformer à une disposition législative ou réglementaire en raison des paragraphes (11) ou (13) est liée par toute ordonnance rendue, sur requête *ex* 30 *parte* du ministre, par un juge de la Cour fédérale en vue de donner effet à un acte de procédure ou à un droit garanti.

Demande d'ordonnance

- (15) Le droit garanti qui est enregistré en conformité avec le paragraphe 87(1) de la *Loi* 35 sur la faillite et l'insolvabilité est réputé être, 40 à la fois:
 - a) une réclamation garantie et, sous réserve du paragraphe 87(2) de cette loi, doit prendre rang à ce titre; 40
 - b) une réclamation visée à l'alinéa 86(2)a) de cette loi.

Réclamation garantie

Contenu des

certificats et

extraits

Details in certificates and memorials

- (16) Despite any law of Canada or of a province, in any certificate in respect of a debtor, in any memorial evidencing the certificate or in any writ or document issued for the purpose of collecting an amount certified, it is 5 sufficient for all purposes
 - (a) to set out, as the amount payable by the debtor, the total of amounts payable by the debtor without setting out the separate amounts making up that total; and 10
 - (b) to refer to the rate of interest to be charged on the separate amounts making up the amount payable in general terms as interest at the rate prescribed under this Act applicable from time to time on amounts 15 payable to the Receiver General, without indicating the specific rates of interest to be charged on each of the separate amounts or to be charged for any particular period of 20

Definitions

(17) The definitions in this subsection apply in this section.

"memorial" « extrait »

"memorial" means a document issued by the Federal Court evidencing a certificate registered under subsection (2) in respect of a 25 debtor and includes a writ of that Court issued pursuant to the certificate or any notification of the document or writ.

"protected interest" means a charge, lien,

prior claim, priority on or binding interest in 30

"protected interest' « droit garanti »

> "record", in respect of a memorial, means to file, register or otherwise record the memorial.

property.

"record" « enregistrement »

Detention of

and lien on

imported or exported

goods

97.25 (1) Any goods reported for exporta-35 tion under section 95 or imported by or on behalf of a debtor are subject to a lien for the amount owed by the debtor and may be detained by an officer at the expense of the debtor until that amount is paid.

Conveyances

(2) Any conveyance used for the importation of goods in respect of which a notice under section 109.3 has been served is subject to a lien for the amount owed by the debtor and may be detained by an officer at the expense 45 débiteur est redevable et peut être retenu par 45

(16) Malgré toute autre loi fédérale ou provinciale, dans le certificat attestant l'endettement du débiteur, dans l'extrait d'un tel certificat ou dans le document - introductif d'instance ou autre — délivré en vue du 5 recouvrement de la somme attestée dans un tel certificat, il suffit, à toutes fins utiles :

a) d'une part, d'indiquer, comme somme à payer par le débiteur, le total des sommes à payer par celui-ci et non les sommes 10 distinctes qui forment ce total;

b) d'autre part, d'indiquer de façon générale le taux d'intérêt prescrit sous le régime de la présente loi sur les sommes à payer au receveur général comme étant le taux 15 applicable aux sommes distinctes qui forment la somme à payer, sans détailler les taux applicables à chaque somme distincte ou pour une période donnée.

(17) Les définitions qui suivent s'appli-20 Définitions quent au présent article.

« droit garanti » Droit dont l'exercice est garanti par une sûreté, un privilège, une priorité ou une autre charge grevant un bien.

« droit garanti » 'protected interest"

"memorial"

- « extrait » Document délivré par la Cour fédé-25 « extrait » rale et faisant preuve du contenu d'un certificat enregistré à l'égard d'un débiteur en vertu du paragraphe (2), notamment un bref de cette cour délivré au titre du certificat ou toute notification du document ou du bref.
- « enregistrement » À l'égard d'un extrait, sont assimilés à l'enregistrement le dépôt et toute autre forme d'inscription.

« enregistrement » "record"

Gage et

rétention

97.25 (1) Les marchandises déclarées pour l'exportation en vertu de l'article 95 ou 35 importées par ou pour un débiteur sont affectées à la garantie de la somme dont le débiteur est redevable et peuvent être retenues 40 par l'agent aux frais du destinataire jusqu'au paiement de la somme.

(2) Tout moyen de transport utilisé pour l'importation de marchandises pour lesquelles un avis visé à l'article 109.3 a été signifié est affecté à la garantie de la somme dont le

Transport

Vente des

retenues

marchandises

of the person on whom the notice was served until the amount set out in the notice is paid.

Sale of detained goods

(3) The Minister, on giving 30 days notice in writing to the debtor at the debtor's latest known address, may direct that any goods imported or reported for exportation by or on behalf of the debtor, or any conveyance, that has been detained be sold by public auction or public tender or by the Minister of Public Works and Government Services under the 10 Surplus Crown Assets Act, subject to such regulations as may be made.

Proceeds of sale

(4) The proceeds of any sale shall be applied to amounts owed by the debtor, any expenses incurred by Her Majesty in right of Canada in 15 respect of the goods sold and any duties on the goods and the surplus, if any, shall be paid to the debtor.

Set-off

97.26 The Minister may require that an amount specified by the Minister be deducted 20 aux fins de déduction ou de compensation, de from or set-off against an amount that is or may become payable to a debtor by Her Majesty in Right of Canada. If an amount payable to a person under a provision of this Act has at any time been deducted or set-off, 25 the amount is deemed to have been paid to the debtor at that time under that provision and to have been paid by the debtor at that time on account of the debt to Her Majesty.

Refund may be applied against liabilities

97.27 The Minister may, if a person is or is 30 about to become liable to make any payment to Her Majesty in right of Canada or in right of a province, apply the amount of any drawback, refund or relief granted under section 74 or 76 of this Act or section 89, 101 35 or 113 of the Customs Tariff to that other liability and notify the person of that action.

l'agent aux frais de la personne qui a reçu l'avis jusqu'au paiement de la somme visée dans l'avis.

(3) Le ministre peut, sur préavis écrit de trente jours envoyé au débiteur à sa dernière 5 adresse connue, ordonner la vente aux enchères publiques, par voie d'adjudication ou par le ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux conformément à la Loi sur les biens de surplus de la Couronne et sous 10 réserve des règlements applicables, des marchandises importées ou déclarées pour l'exportation par ou pour le débiteur, ou tout moyen de transport, et retenues en vertu des paragraphes (1) et (2). 15

(4) Le produit de la vente est affecté au paiement des sommes dont le débiteur est redevable, des frais supportés par Sa Majesté du chef du Canada relativement aux marchandises vendues et des droits frappant celles-ci, 20 le solde éventuel étant versé au débiteur.

Produit de la

97.26 Le ministre peut exiger la retenue, toute somme qu'il précise sur les sommes dues à un débiteur par Sa Majesté du chef du 25 Canada. La somme à payer à une personne au titre d'une disposition de la présente loi qui fait l'objet d'une telle retenue à un moment donné est réputée avoir été, à ce moment, versée au débiteur au titre de cette disposition 30 et restituée par lui au titre de sa dette envers Sa Majesté.

Déduction ou compensation

97.27 Le ministre peut imputer le montant d'un drawback, d'un remboursement ou d'une exonération en vertu des articles 74 ou 76 de 35 remboursela présente loi ou des articles 89, 101 ou 113 du Tarif des douanes sur toute somme dont une personne est redevable à Sa Majesté du chef du Canada ou du chef d'une province ou sur le point de l'être. 40

Imputation d'un drawback. ment, etc.

Garnishment and Non-arm's Length Transfers

Garnishment general 97.28 (1) If the Minister has knowledge or suspects that a person is or will be, within one year, liable to make a payment to a debtor, the Minister may, by notice in writing, require the person to pay without delay, if the moneys are 5 immediately payable, and, in any other case, as and when the moneys become payable, the moneys otherwise payable to the debtor in whole or in part to the Receiver General on account of the debtor's liability under this Act. 10 loi.

Garnishment – institutions

- (2) The Minister may, by notice in writing, require the following institutions or persons to pay in whole or in part to the Receiver General on account of a debtor's liability the moneys that would otherwise be loaned, advanced or 15 paid if the Minister has knowledge or suspects that within ninety days
 - (a) a bank, credit union, trust company or other similar person (in this section referred to as the "institution") will loan or advance 20 moneys to, or make a payment on behalf of, or make a payment in respect of a negotiable instrument issued by, a debtor who is indebted to the institution and who has granted security in respect of the indebted- 25 ness; or
 - (b) a person, other than an institution, will loan or advance moneys to, or make a payment on behalf of, a debtor who the Minister knows or suspects
 - (i) is employed by, or is engaged in providing services or property to, that person or was or will be, within ninety days, so employed or engaged, or
 - (ii) if that person is a corporation, is not 35 dealing at arm's length with that person.

Any moneys so paid to the Receiver General are deemed to have been loaned, advanced or paid to the debtor.

Effect of receipt

(3) A receipt issued by the Minister for 40 moneys paid as required under this section is a good and sufficient discharge of the original liability to the extent of the payment.

Saisie-arrêt et transferts à des personnes liées

97.28 (1) Dans le cas où le ministre sait ou soupçonne qu'une personne est ou sera, dans l'année, tenue de faire un paiement à un débiteur, il peut, par avis écrit, exiger de la personne que les sommes à payer au débiteur 5 soient versées immédiatement ou, si elle est postérieure, à la date de leur échéance, au receveur général au titre de la somme dont le débiteur est redevable en vertu de la présente loi.

Saisie-arrêt : général

Saisie-arrêt:

institutions

- (2) Le ministre peut, par avis écrit, obliger les institutions et personnes ci-après à verser au receveur général, au titre de l'obligation du débiteur, tout ou partie de la somme qui serait autrement prêtée, avancée ou payée à celui-ci, 15 s'il sait ou soupçonne que, dans les quatre-vingt-dix jours, selon le cas :
 - a) une banque, une caisse de crédit, une compagnie de fiducie ou une personne semblable appelée « institution » au 20 présent article prêtera ou avancera une somme au débiteur qui a une dette garantie envers elle, ou effectuera un paiement au nom d'un tel débiteur ou au titre d'un effet de commerce émis par un tel débiteur: 25
 - b) une personne autre qu'une institution prêtera ou avancera une somme à un débiteur ou effectuera un paiement en son nom que le ministre sait ou soupçonne :
 - (i) être le salarié de cette personne, ou le fournisseur de biens ou de services à cette personne, ou qu'elle l'a été ou le sera dans les quatre-vingt-dix jours,
 - (ii) s'il s'agit d'une personne morale, 35 avoir un lien de dépendance avec cette personne.

La somme ainsi versée est réputée avoir été prêtée, avancée ou payée au débiteur.

(3) Le récépissé du ministre relatif à des 40 Récépissé du sommes versées conformément au présent article constitue une quittance valable et suffisante de l'obligation initiale jusqu'à concurrence du paiement.

Periodic payments

(4) If the Minister has, under this section, required a person to pay to the Receiver General on account of the liability under this Act of a debtor moneys otherwise payable by the person to the debtor as interest, rent, remuneration, a dividend, an annuity or other periodic payment, the requirement applies to all such payments to be made by the person to the debtor until the liability under this Act is satisfied, and operates to require payments to 10 the Receiver General out of each such payment of such amount as is required by the Minister in a notice in writing.

Étendue de l'obligation

Failure to comply

(5) Every person who fails to comply with a requirement under subsection (1) or (4) is 15 liable to pay to Her Majesty in right of Canada an amount equal to the amount that the person was required under that subsection to pay to the Receiver General.

Failure to comply institutions

- (6) Every institution or person that fails to 20 comply with a requirement under subsection (2) is liable to pay to Her Majesty in right of Canada an amount equal to the lesser of
 - (a) the total of moneys loaned, advanced or paid to the debtor, and 25
- (b) the amount that the institution or person was required under that subsection to pay to the Receiver General.
- b) la somme qu'elle était tenue de verser au receveur général en conformité avec ce 30

Service

(7) If a person carries on business under a name or style other than the person's own 30 sur les paragraphes (1) ou (2) peut validement name, notification to the person of a requirement under subsection (1) or (2) may be addressed to the name or style under which the person carries on business and, in the case of personal service, is validly served if it is left 35 with an adult person employed at the place of business of the addressee.

(8) S'agissant d'une société de personnes, 40 Signification la notification des mesures fondées sur les paragraphes (1) ou (2) peut validement être faite à celle-ci et, en cas de signification à personne, est réputée validement faite si l'avis

est signifié à l'un des associés ou laissé à un45

Service partnerships

(8) If persons carry on business in partnership, notification to the persons of a requirement under subsection (1) or (2) may be 40 addressed to the partnership name and, in the case of personal service, is deemed to be validly served if it is served on one of the

à une société

Signification de la

saisie-arrêt

(5) Toute personne qui ne se conforme pas 15 Défaut à une exigence fondée sur les paragraphes (1) ou (4) est redevable à Sa Majesté du chef du Canada d'un montant correspondant à la somme qu'elle était tenue de verser au receveur général en conformité avec ces 20 paragraphes.

(4) L'obligation, faite par le ministre aux

termes du présent article, de verser au rece-

veur général, au titre d'une somme dont un

débiteur est redevable en vertu de la présente

personne au débiteur à titre d'intérêts, de

loyer, de rémunération, de dividende, de rente

ou autre paiement périodique, s'étend à tous

les paiements à effectuer par la personne au

redevable n'est pas acquittée. La partie de

chaque paiement qui est versée au receveur général est fixée par le ministre dans un avis

écrit à cet effet.

débiteur tant que la somme dont celui-ci est 10

loi, des sommes à payer par ailleurs par toute 5

(6) Toute institution ou personne qui ne se conforme pas à une mesure fondée sur le paragraphe (2) est redevable à Sa Majesté du chef du Canada d'un montant égal au moins 25 élevé des montants suivants :

a) le total des sommes prêtées, avancées ou payées au débiteur;

paragraphe.

(7) La notification des exigences fondées être faite au nom ou à la raison sociale sous lequel le destinataire exploite son entreprise 35 et, en cas de signification à personne, est réputée validement faite si l'avis est laissé à un adulte travaillant à l'établissement du destinataire.

de personnes

Défaut :

institutions

40

Effect of payment as required

(9) If an amount that would otherwise have been payable to or on behalf of a debtor is paid by a person to the Receiver General pursuant 5 to a notice served on the person under this section or pursuant to an assessment under section 97.44, the person is deemed, for all

partners or left with an adult person employed at the place of business of the partnership.

purposes, to have paid the amount to or on behalf of the debtor.

Application to Her Majesty in right of a province

(10) Provisions of this Part that provide that a person who has been required by the Minister to pay to the Receiver General an amount that would otherwise be loaned, advanced or paid to a debtor who is liable to 15 make a payment under this Act apply to Her Majesty in right of a province.

Liability non-arm's length transfers

97.29 (1) If a person transfers property, either directly or indirectly, by means of a trust or by any other means, to the transferor's 20 spouse or common-law partner or an individual who has since become the transferor's spouse or common-law partner, an individual who was under eighteen years of age, or another person with whom the transferor was 25 not dealing at arm's length, the transferee and transferor are jointly and severally or solidarily liable to pay an amount equal to the lesser of

(a) the amount determined by the formula

A - B

where

- A is the amount, if any, by which the fair market value of the property at the time of transfer exceeds the fair market value 35 at that time of the consideration given by the transferee for the transfer of the property, and
- B is the amount, if any, by which the amount assessed the transferee under 40 subsection 325(2) of the Excise Tax Act and subsection 160(2) of the *Income Tax* Act in respect of the property exceeds the amount paid by the transferor in respect of the amount so assessed, and
- (b) the total of all amounts each of which is 45
 - (i) an amount that the transferor is liable to pay under this Act, or

adulte travaillant à l'établissement de la société.

(9) La personne qui, conformément à l'avis que lui signifie le ministre aux termes du présent article ou à une cotisation établie en 5 vertu de l'article 97.44, paie au receveur général une somme qui aurait par ailleurs été à payer au débiteur, ou pour son compte, est réputée, à toutes fins utiles, avoir payé cette 10 somme au débiteur ou pour son compte. 10

Effet du paiement

(10) Les dispositions de la présente partie prévoyant le paiement au receveur général, sur l'ordre du ministre, d'une somme qui serait par ailleurs prêtée, avancée ou payée soit à un débiteur aux termes de la présente 15 partie, soit à son créancier garanti, s'appliquent à Sa Majesté du chef d'une province.

Application à Sa Majesté du chef d'une province

97.29 (1) La personne qui cède un bien, directement ou indirectement, par le biais d'une fiducie ou par tout autre moyen, à son 20 de dépendance époux ou conjoint de fait, ou à un particulier qui l'est devenu depuis, à un particulier de moins de dix-huit ans ou à une personne avec laquelle elle a un lien de dépendance, est solidairement tenue, avec le cessionnaire, de 25 payer au titre de la présente partie la moins élevée des sommes suivantes :

Cession entre personnes ayant un lien

a) le résultat du calcul suivant :

A - B

où:

30

30

- A représente l'excédent éventuel de la juste valeur marchande du bien au moment du transfert sur la juste valeur marchande, à ce moment, de la contrepartie payée par le cessionnaire pour la cession du bien, 35
- B l'excédent éventuel du montant de la cotisation établie à l'égard du cessionnaire en vertu du paragraphe 325(2) de la *Loi* sur la taxe d'accise et du paragraphe 160(2) de la Loi de l'impôt sur le revenu40 relativement au bien sur la somme payée par le cédant relativment à cette cotisa-
- b) le total des sommes représentant chacune:
 - (i) la somme dont le cédant est redevable au titre de la présente loi,

(ii) interest or a penalty for which the transferor is liable as of the time of transfer.

However, nothing in this subsection limits the liability of the transferor under any other provision of this Act.

Fair market value of undivided interest (2) For the purpose of this section, the fair market value at any time of an undivided interest in a property, expressed as a proportionate interest in that property, is, subject to 10 subsection (4), equal to the same proportion of the fair market value of that property at that time.

Rules applicable

- (3) If a transferor and transferee have, under subsection (1), become jointly and severally 15 or solidarily liable in respect of all or part of the liability of the transferor under this Act, the following rules apply:
 - (a) a payment by the transferee on account of the transferee's liability discharges, to 20 the extent of the payment, the joint liability;
 - (b) a payment by the transferor on account of the transferor's liability discharges the transferee's liability only to the extent that 25 the payment operates to reduce the transferor's liability to an amount less than the amount in respect of which the transferee was made jointly and severally or solidarily liable.

Transfers to spouse or common-law partner

(4) Despite subsection (1), if at any time a debtor transfers property to the debtor's spouse or common-law partner under a decree, order or judgment of a competent tribunal or under a written separation agree-35 ment and, at that time, the debtor and the debtor's spouse or common-law partner were separated and living apart as a result of the breakdown of their marriage or common-law partnership (as defined in subsection 248(1) of 40 the Income Tax Act), for the purposes of paragraph (1)(a), the fair market value at that time of the property so transferred is deemed to be nil. However, nothing in this subsection limits the liability of the debtor under any 45 la présente loi. other provision of this Act.

(ii) les intérêts ou les pénalités dont le cédant est redevable à ce moment.

Toutefois, le présent paragraphe ne limite en rien la responsabilité du cédant découlant d'une autre disposition de la présente loi.

(2) Pour l'application du présent article, la juste valeur marchande, à un moment donné, d'un droit indivis sur un bien exprimé sous forme de droit proportionnel sur ce bien, est réputée être égale, sous réserve du paragraphe 10 (4), à la proportion correspondante de la juste valeur marchande du bien à ce moment.

Juste valeur marchande d'un droit indivis

5

(3) Dans le cas où le cédant et le concessionnaire sont solidairement responsables de tout ou partie d'une obligation du cédant au titre de 15 la présente loi, les règles suivantes s'appliquent:

Règles applicables

- a) le paiement fait par le cessionnaire au titre de son obligation éteint d'autant l'obligation solidaire; 20
- b) le paiement fait par le cédant au titre de son obligation n'éteint l'obligation du cessionnaire que dans la mesure où il sert à ramener l'obligation du cédant à un montant inférieur à celui dont le paragraphe (1)25 a rendu le cessionnaire solidairement responsable.
- (4) Malgré le paragraphe (1), dans le cas où un débiteur cède un bien à son époux ou conjoint de fait, dont il vit séparé au moment 30 fait du transfert pour cause d'échec du mariage ou de l'union de fait au sens du paragraphe 248(1) de la *Loi de l'impôt sur le revenu* —, en vertu d'un décret, d'une ordonnance ou d'un jugement rendu par un tribunal compétent ou 35 en vertu d'un accord écrit de séparation, la juste valeur marchande du bien au moment du transfert est réputée nulle pour l'application de l'alinéa (1)a). Toutefois, le présent paragraphe ne limite en rien l'obligation du 40 débiteur découlant d'une autre disposition de

Cession à l'époux ou au conjoint de fait Related

- (5) For the purposes of this section,
- (a) related persons are deemed not to deal with each other at arm's length, and it is a question of fact whether persons not related to each other were, at any particular time, 5 dealing with each other at arm's length;
- (b) persons are related to each other if they are related persons within the meaning of subsections 251(2) to (6) of the Income Tax Act, except that references in those subsec- 10 tions to "corporation" are to be read as references to "corporation or partnership", and references in those subsections to "shares" or "shareholders" are, in respect of a partnership, to be read as references to 15 "rights" or "partners", respectively; and
- (c) a member of a partnership is deemed to be related to the partnership.

Definitions

(6) The definitions in this subsection apply in this section.

"common-law partner' « conjoint de fait »

"common-law

partnership'

< union de

fait »

- "common-law partner" has the same meaning as in subsection 248(1) of the Income Tax Act except that references to "taxpayer" in that definition are to be read as references to "debtor". 25
- "common-law partnership" has the same meaning as in subsection 248(1) of the Income Tax Act.

"property" « bien »

"property" includes money.

Acquisition of Property and Seizures

Acquisition of debtor's property

97.3 For the purpose of collecting amounts 30 owed by a debtor, the Minister may purchase or otherwise acquire any interest in the debtor's property that the Minister is given a right to acquire in legal proceedings or under a court order or that is offered for sale or 35 redemption, and may dispose of any interest so acquired in any manner that the Minister considers reasonable.

Moneys seized from debtor

97.31 (1) If the Minister has knowledge or suspects that a person is holding moneys that 40 were seized by a police officer, in the course of administering or enforcing the criminal law

(5) Pour l'application du présent article :

a) les personnes liées sont réputées avoir un lien de dépendance. La question de savoir si des personnes non liées entre elles sont sans lien de dépendance à un moment donné est 5 une question de fait;

b) des personnes sont liées entre elles si elles le sont au sens des paragraphes 251(2) à (6) de la Loi de l'impôt sur le revenu. Cependant, la mention à ces paragraphes de 10 « société » vaut mention de « personne morale ou société de personnes » et les mentions d'« actions » ou d'« actionnaires » valent respectivement mention, en ce qui touche une société de personnes, de 15 « droits » et d'« associés »;

- c) l'associé d'une société de personnes est lié à celle-ci.
- (6) Les définitions qui suivent s'appliquent 20 au présent article. 20

« bien » Y est assimilé l'argent.

- « conjoint de fait » S'entend au sens du paragraphe 248(1) de la Loi de l'impôt sur le revenu, la mention de « contribuable » valant mention de « débiteur ».
- « union de fait » S'entend au sens du paragraphe 248(1) de la Loi de l'impôt sur le revenu.

Personnes

"common-law partner'

« conjoint de

Définitions

« bien » "property"

fait »

« union de fait » "common-law partnership'

Acquisition

de biens du

Acquisition de biens et saisie

97.3 Pour recouvrer des sommes contre un débiteur, le ministre peut acheter ou autrement 30 acquérir — et aliéner de la manière qu'il estime raisonnable — des droits sur les biens du débiteur que le ministre obtient le droit d'acquérir par suite de procédures judiciaires ou conformément à l'ordonnance d'un tribu-35 nal, ou qui sont offerts en vente ou peuvent être rachetés.

97.31 (1) Dans le cas où le ministre sait ou soupçonne qu'une personne détient des sommes qui ont été saisies d'un débiteur par un 40 officier de police, dans le cadre de l'applica-

Sommes saisies d'un

débiteur

of Canada, from a debtor and that are restorable to the debtor, the Minister may, by notice in writing, require that person to turn over the moneys otherwise restorable to the debtor, in whole or in part, to the Receiver General on account of the debtor's liability under this Act.

Receipt

(2) A receipt issued for moneys turned over is a good and sufficient discharge of the requirement to restore the moneys to the debtor to the extent of the amount so turned 10 over

Seizure of chattels

97.32 (1) If a person fails to pay an amount as required under this Act, the Minister may give thirty days notice to the person by registered or certified mail addressed to the 15 person at their latest known address of the Minister's intention to direct that the person's goods and chattels be seized and sold. If the person fails to make the payment before the expiration of the thirty days, the Minister may 20 issue a certificate of the failure and direct that the person's goods and chattels be seized.

Sale of seized property

(2) Seized property must be kept for ten days at the expense and risk of the owner and, if the owner does not pay the amount due 25 together with all expenses within the ten days, the property seized shall be sold by public auction.

Notice of sale

(3) Except in the case of perishable goods, notice of the sale setting out the time and place 30 bles, un préavis raisonnable de cette vente doit of the sale together with a general description of the property to be sold must be published, a reasonable time before the goods are sold, in one or more newspapers of general local circulation. 35

Surplus

(4) Any surplus resulting from a sale, after deduction of the amount owing and all expenses, must be paid or returned to the owner of the property seized.

Exemption from seizure

(5) Goods and chattels of any person that 40 would be exempt from seizure under a writ of execution issued out of a superior court of the province in which the seizure is made are exempt from seizure under this section.

tion du droit criminel canadien, et qui doivent être restituées au débiteur, le ministre peut, par avis écrit, obliger cette personne à verser tout ou partie de ces sommes au receveur général au titre du montant dont le débiteur est 5 redevable en vertu de la présente loi.

(2) Le récépissé du ministre relatif aux sommes versées constitue une quittance valable et suffisante de l'obligation de restituer les sommes jusqu'à concurrence du versement.

Récépissé du ministre

97.32 (1) Le ministre peut donner à la personne qui n'a pas payé une somme qu'elle doit au titre de la présente loi un préavis écrit de trente jours de son intention d'ordonner la saisie et la vente de ses biens mobiliers, par 15 lettre certifiée ou recommandée à la dernière adresse connue de cette personne; le ministre peut délivrer un certificat de défaut et ordonner la saisie de ses biens mobiliers si, au terme des trente jours, la personne est encore en 20 défaut de paiement.

biens mobiliers

Saisie de

(2) Les biens saisis sont gardés pendant dix jours aux frais et risques du propriétaire et sont vendus aux enchères publiques si le propriétaire ne paie pas la somme due ainsi que les 25 frais dans les dix jours.

Vente de biens saisis

(3) Sauf s'il s'agit de marchandises périssaêtre publié au moins une fois dans un ou plusieurs journaux distribués dans la région;30 l'avis précise la date et le lieu de la vente, et décrit sommairement les biens à vendre.

Avis de la vente

(4) Les profits de la vente, déduction faite de la somme due et des frais, sont versés au propriétaire des biens saisis. 35

Résultats de la vente

(5) Le présent article ne s'applique pas aux biens mobiliers qui seraient insaisissables malgré la délivrance d'un bref d'exécution par une cour supérieure de la province dans laquelle la saisie est opérée.

Restriction

Personnes quittant le

Canada

Person leaving Canada

97.33 (1) If the Minister suspects that a person who is liable to pay an amount under this Act or would be so liable if the time for payment of the amount had arrived has left or is about to leave Canada, the Minister may, before the day otherwise fixed for payment, by notice in writing, demand payment of the amount. Despite any other provision of this Act, the person shall pay the amount immediately.

Failure to pay

(2) If a person fails to pay an amount as required, the Minister may direct that the goods and chattels of the person be seized and subsections 97.32(2) to (5) apply.

Collection Restrictions

Collection action delayed

- **97.34** (1) If a person is liable for the 15 payment of an amount under this Act, if an amount is demanded in a notice served under section 109.3 or 124, or if an amount is demanded under paragraph 133(1)(c) or subsection 133(1.1) in a notice served under 20 subsection 131(2), the Minister must not, for the purpose of collecting the amount, take the following actions until the ninety-first day after the day notice is given to the debtor:
 - (a) commence legal proceedings in a court; 25
 - (b) certify the amount under section 97.24;
 - (c) require the retention of the amount by way of deduction or set-off under section 97.26:
 - (d) require a person or institution to make a 30 payment under section 97.28;
 - (e) require a person to turn over moneys under subsection 97.31(1); or
 - (f) give a notice, issue a certificate or make a direction under subsection 97.32(1). 35

97.33 (1) Dans le cas où le ministre soupçonne qu'une personne a quitté ou s'apprête à quitter le Canada, il peut, avant le jour par ailleurs fixé pour le paiement, par avis écrit, exiger le paiement des sommes dont 5 celle-ci est redevable au titre de la présente loi ou serait redevable si elles étaient exigibles. Ces sommes doivent être payées immédiatement malgré toute autre disposition de la 10 présente loi. 10

(2) Le ministre peut ordonner la saisie des biens mobiliers du débiteur, auquel cas les paragraphes 97.32(2) à (5) s'appliquent.

Défaut de payer

Restrictions au recouvrement

- **97.34** (1) Lorsqu'une personne est redevable du montant d'une cotisation établie en 15 au recouvrement vertu de la présente loi, qu'une somme est exigée dans un avis signifié en vertu des articles 109.3 ou 124 ou qu'une somme est exigée en vertu de l'alinéa 133(1)c) ou du paragraphe 133(1.1) dans un avis signifié en 20 vertu du paragraphe 131(2), le ministre ne peut prendre l'une ou l'autre des mesures ci-après pour recouvrer la somme impayée, avant l'expiration d'un délai de quatre-vingtdix jours suivant la date où l'avis est envoyé25 au débiteur :
 - a) entamer une poursuite devant un tribunal:
 - b) attester l'endettement du débiteur en vertu de l'article 97.24: 30
 - c) exiger la retenue d'un paiement par déduction ou compensation, en vertu de 1'article 97.26:
 - d) obliger une personne ou une institution à faire un paiement, en vertu de l'article 35 97.28:
 - e) obliger une personne à remettre des fonds en vertu du paragraphe 97.31(1);
 - f) donner un avis, délivrer un certificat ou donner un ordre en vertu du paragraphe 40 97.32(1).

Restrictions

Appeal to Federal Court

(2) If a person has appealed a decision of the Minister to the Federal Court under section 97.23 or 135, the Minister must not take any action described in subsection (1) to collect the amount in controversy before the date of 5 the decision of the Court or the day on which the person discontinues the appeal.

Appel à la Cour fédérale

Renvoi

Effet de

l'appel

Reference to Canadian International Trade Tribunal

(3) If the Commissioner has referred a question to the Canadian International Trade Tribunal under section 70, the Minister must 10 not take any action described in subsection (1) to collect the amount in controversy before the day on which the question is determined by the

la décision de cette juridiction ou, en cas de désistement, la date de celui-ci.

Tribunal.

(3) Dans le cas où le commissaire a renvoyé une question au Tribunal canadien du commerce extérieur en vertu de l'article 70, le 10 ministre ne peut prendre aucune des mesures prévues au paragraphe (1) avant la date où le Tribunal statue sur la question.

(2) En cas d'appel d'une décision du

ministre auprès de la Cour fédérale en vertu

des articles 97.23 ou 135, ce dernier ne peut

prendre aucune mesure de recouvrement à

l'égard de la somme en litige avant la date de 5

Effect of appeal

(4) If a person has made a request under 15 section 60 or 129 or has appealed under section 67 or 68 and the person agrees in writing with the Minister to delay proceedings on the request or appeal, as the case may be, until judgment has been given in another 20 action before the Federal Court, the Canadian International Trade Tribunal or the Supreme Court of Canada, in which action the issue is the same or substantially the same as that raised in the request or appeal of the person, 25 the Minister may take any of the actions described in subsection (1) for the purpose of collecting the amount payable, or a part of the amount payable, determined in a manner consistent with the decision or judgment in the 30 other action at any time after the Minister notifies the person in writing that

(4) Lorsque la personne qui a présenté une demande en vertu des articles 60 ou 129 ou 15 interjeté un appel en vertu des articles 67 ou 68 convient par écrit avec le ministre de suspendre la demande ou l'appel jusqu'à ce que la Cour fédérale, le Tribunal canadien du commerce extérieur ou la Cour suprême du 20 Canada rende jugement dans une autre action qui soulève essentiellement la même question, le ministre peut prendre les mesures visées au paragraphe (1) pour recouvrer tout ou partie de la cotisation à payer, compte tenu 25

de la décision ou du jugement rendu dans cette

autre action, après avoir avisé la personne par

écrit que, selon le cas :

- (a) the decision of the Canadian International Trade Tribunal or Federal Court in that action has been mailed to the Minister; 35
- a) la décision du Tribunal canadien du commerce extérieur ou de la Cour fédérale 30 dans l'action lui a été postée;
- (b) judgment has been pronounced by the Federal Court of Appeal in that action; or
- b) la Cour d'appel fédérale a rendu jugement dans l'action;
- (c) judgment has been delivered by the Supreme Court of Canada in that action.
- c) la Cour suprême du Canada a rendu jugement dans l'action. 35

Effect of taking security

- (5) The Minister must not, for the purpose 40 of collecting an amount payable, or a part of an amount payable, under this Act, take any of the actions described in subsection (1) if a person has given security to the Minister when requesting or appealing from a decision of the 45 Commissioner or Minister.
 - (5) Le ministre ne peut, pour recouvrer tout ou partie d'une somme à payer en vertu de la présente loi, prendre une mesure visée au paragraphe (1) si le débiteur lui a fourni une garantie en présentant sa demande ou en 40 interjetant appel de sa décision ou de celle du commissaire.

Garantie

Authorization to proceed immediately

97.35 (1) Despite section 97.34, if, on *ex* parte application by the Minister, a judge is satisfied that there are reasonable grounds to believe that the collection of all or any part of an amount assessed or demanded under this Act would be jeopardized by a delay in the collection of that amount, the judge shall, on any terms that the judge considers reasonable in the circumstances, authorize the Minister to immediately take any action described in that 10 section to collect the amount.

Recouvrecompromis

Notice not sent

(2) An authorization may be granted by a judge notwithstanding that a notice in respect of the amount has not been sent to the debtor at or before the time the application is made if 15 the judge is satisfied that the receipt of the notice by the debtor would likely further jeopardize the collection of the amount and, for the purposes of sections 97.22, 97.24, 97.26, 97.28, 97.31 and 97.32, the amount in 20 respect of which an authorization is granted is deemed to be an amount payable under this Act.

Avis non envoyé

Affidavits

(3) Statements contained in an affidavit filed in the context of an application made 25 affidavit produit dans le cadre de la requête under this section may be based on belief but must include the grounds for the belief.

Affidavits

Service of authorization

effected

(4) An authorization must be served by the Minister on the debtor within 72 hours after it is granted, except if the judge orders the 30 authorization to be served at some other time specified in the authorization, and, if a notice has not been sent to the debtor at or before the time of the application, the notice is to be served together with the authorization. 35 la présentation de la requête.

Signification (4) Le ministre signifie au débiteur l'autorisation dans les soixante-douze heures suivant l'autorisation le moment où elle est accordée, sauf si le juge

How service

(5) Service on a debtor must be effected by personal service or in accordance with the directions of a judge.

(5) L'autorisation est signifiée à personne 35 Mode de signification ou selon les instructions du juge.

Application to (6) If service on a debtor cannot reasonably judge for otherwise be effected as and when required 40 ailleurs direction under this section, the Minister may, as soon as is practicable, apply to a judge for further direction.

(6) Si la signification au débiteur ne peut par être raisonnablement effectuée conformément au présent article, le ministre peut, dès que matériellement possible, deman-40 der d'autres instructions au juge.

97.35 (1) Malgré l'article 97.34, sur requête

ex parte du ministre, le juge saisi autorise le

ministre, aux conditions qu'il estime raison-

nables dans les circonstances et s'il est

de croire que l'octroi d'un délai de paiement

en compromettrait le recouvrement, à prendre

immédiatement les mesures de recouvrement

prévues à cet article à l'égard d'une cotisation

établie ou réclamée en vertu de la présente loi. 10

(2) Le juge saisi peut accorder l'autorisa-

tion visée au paragraphe (1), même si aucun

avis n'a été envoyé au débiteur au plus tard à

la date de la présentation de la requête, s'il est

dernier, selon toute vraisemblance, compro-

mettrait davantage le recouvrement. Pour

l'application des articles 97.22, 97.24, 97.26,

97.28, 97.31 et 97.32, la somme visée par

payer en vertu de la présente loi.

celle-ci y sont invoqués.

l'autorisation est réputée être une somme à 20

(3) Les déclarations contenues dans tout

visée au présent article peuvent être fondées

sur une opinion, si des motifs à l'appui de 25

ordonne qu'elle soit signifiée dans un autre 30

délai qui y est précisé. L'avis est signifié en

même temps que l'autorisation s'il n'a pas

encore été envoyé au débiteur au moment de

convaincu que la réception de cet avis par ce 15

convaincu qu'il existe des motifs raisonnables 5

Demande d'instructions au juge

Review of authorization

(7) If a judge of a court has granted an authorization, the debtor may, on six clear days notice to the Deputy Attorney General of Canada, apply to a judge of the court to review the authorization.

(7) Dans le cas où un juge de la cour accorde l'autorisation, le débiteur peut, sur préavis de six jours francs au sous-procureur général du Canada, demander à un juge de la cour de 5 réviser l'autorisation.

Révision de 1'autorisation

Limitation period for review application

- (8) An application under subsection (7) must be made
 - (a) within thirty days after the day on which the authorization was served on the debtor in accordance with this section; or 10
 - (b) within any further time that a judge may allow, on being satisfied that the application was made as soon as was practicable.

Hearing in camera

(9) An application may, on request of the debtor, be heard in camera, if the debtor 15 establishes to the satisfaction of the judge that the circumstances of the case justify in camera proceedings.

Disposition of application

(10) On an application, the judge is to determine the question summarily and may 20 paragraphe (7), le juge statue sur la question confirm, set aside or vary the authorization and make any other order that the judge considers appropriate.

Directions

(11) If any question arises as to the course to be followed in connection with anything 25 done or being done under this section and there is no direction in this section in respect of the matter, a judge may give any direction in respect of the matter that, in the opinion of the judge, is appropriate. 30

No appeal from review order

(12) No appeal lies from an order of a judge made under subsection (10).

> Trustees, Receivers and Personal Representatives

Bankruptcies

- 97.36 (1) The following rules apply to a person who is a bankrupt:
 - (a) the trustee in bankruptcy is the agent of 35 the bankrupt and any act performed by the trustee in the administration of the estate of the bankrupt or in the carrying on of any

(8) La demande visée au paragraphe (7) doit être présentée :

Prescription

5

- a) dans les trente jours suivant la date à laquelle l'autorisation a été signifiée au débiteur en conformité avec le présent 10 article:
- b) dans le délai supplémentaire que le juge peut accorder s'il est convaincu que le débiteur a présenté la demande dès que matériellement possible. 15
- (9) La demande visée au paragraphe (7) peut, à la requête du débiteur, être entendue à huis clos si celui-ci convainc le juge que les circonstances le justifient.

Huis clos

- (10) Dans le cas d'une demande visée au 20 Ordonnance de façon sommaire et peut confirmer, annuler ou modifier l'autorisation et rendre toute autre ordonnance qu'il juge indiquée.
- (11) En cas de silence du présent article sur 25 Mesures non prévues toute question à résoudre en rapport avec une chose accomplie ou en voie d'accomplissement pour son application, un juge peut décider des mesures qu'il estime les plus propres à atteindre le but du présent article.
- (12) L'ordonnance visée au paragraphe (10) est sans appel.

Syndics de faillite, séquestres et représentants personnels

97.36 (1) Les règles suivantes s'appliquent en cas de faillite d'une personne :

a) le syndic de faillite est réputé agir à titre 35 de mandataire du failli et tout acte qu'il accomplit, dans le cadre de la gestion de l'actif du failli ou de l'exploitation de

Faillite

Ordonnance

sans appel

- business of the bankrupt is deemed to have been made by the trustee as agent of the bankrupt;
- (b) the estate of the bankrupt is not a trust or an estate;
- (c) the property and money of the bankrupt immediately before the day of the bankrupt-cy does not pass to or vest in the trustee in bankruptcy on the receiving order being made or the assignment in bankruptcy 10 being filed but remains vested in the bankrupt;
- (d) the trustee in bankruptcy, and not the bankrupt, is liable for the payment of all amounts (other than amounts that relate 15 solely to activities in which the bankrupt begins to engage on or after the day of the bankruptcy and to which the bankruptcy does not relate) that become payable by the bankrupt under this Act during the period 20 beginning on the day immediately after the day the trustee became the trustee in bankruptcy of the bankrupt and ending on the day the discharge of the trustee is granted under the Bankruptcy and Insolven- 25 cy Act, except that
 - (i) the trustee is liable for the payment of amounts that became payable by the bankrupt after the day of the bankruptcy only to the extent of the property and 30 money of the bankrupt in possession of the trustee available to satisfy the liability, and
 - (ii) the trustee is not liable for the payment of any amount for which a 35 receiver is liable under section 97.37.
- (e) if, on or after the day of bankruptcy, the bankrupt begins to engage in particular activities to which the bankruptcy does not relate, the particular activities are deemed 40 to be separate from the activities of the person to which the bankruptcy relates as though the particular activities were activities of a separate person;
- (f) subject to paragraph (h), the trustee in 45 bankruptcy shall perform all the obligations under this Act of the bankrupt in respect of the activities of the bankrupt to which the

- l'entreprise de celui-ci, est réputé accompli à ce titre:
- b) l'actif du failli ne constitue ni une fiducie ni une succession;
- c) les biens et l'argent du failli à la date de 5 la faillite, sont réputés ne pas être passés au syndic ni lui être dévolus au moment de la prise de l'ordonnance de séquestre ou du dépôt de la cession, mais demeurer la propriété du failli;
- d) le syndic, et non le failli, est tenu au paiement des sommes sauf celles qui se rapportent uniquement à des activités non visées par la faillite que le failli commence à exercer le jour de celle-ci ou par la 15 suite dont le failli devient redevable au titre de la présente loi pendant la période allant du lendemain du jour où le syndic entre en fonction en ce qui concerne le failli jusqu'au jour de sa libération aux termes de 20 la Loi sur la faillite et l'insolvabilité; toutefois :
 - (i) la responsabilité du syndic à l'égard du paiement des sommes dont le failli devient redevable après le jour de la 25 faillite se limite à la nature des biens et de l'argent du failli en sa possession et disponibles pour éteindre l'obligation,
 - (ii) le syndic n'est pas tenu au paiement de toute somme pour laquelle un séques-30 tre est responsable en vertu de l'article 97.37;
- e) les activités non visées par la faillite que le failli commence à exercer le jour de la faillite ou par la suite sont réputées être 35 distinctes des activités du failli qui sont visées par la faillite, comme si elles étaient celles d'une autre personne;
- f) sous réserve de l'alinéa h), le syndic est tenu de remplir les obligations qui incom-40 bent au failli au titre de la présente loi concernant les activités visées par la faillite exercées pendant la période allant du lendemain de la faillite jusqu'au jour de la libération du syndic en vertu de la Loi sur la 45 faillite et l'insolvabilité;

- bankruptcy relates for the period beginning on the day immediately after the day of bankruptcy and ending on the day the discharge of the trustee is granted under the Bankruptcy and Insolvency Act;
- (g) subject to paragraph (h), if the bankrupt has not on or before the day of bankruptcy fulfilled all of their obligations under this Act in respect of any activities of the bankrupt on or before the day of bankrupt-10 cy, the trustee in bankruptcy shall fulfil those obligations, unless the Minister waives in writing the requirement for the trustee to do so:
- (h) if there is a receiver with authority in 15 respect of a business, a property, affairs or assets of the bankrupt, the trustee in bankruptcy is not required to perform the obligations of the bankrupt under this Act to the extent that the receiver is required under 20 section 97.37 to perform those obligations; and
- (i) the property and money held by the trustee in bankruptcy for the bankrupt on the day an order of absolute discharge of the 25 bankrupt is granted under the *Bankruptcy* and *Insolvency Act* does not pass to the bankrupt on the order being granted but is held by and vested in the bankrupt continuously since the day it was acquired by the 30 bankrupt or the trustee, as the case may be.
- (2) In this section, "bankrupt" has the same meaning as in subsection 2(1) of the *Bankrupt-cy and Insolvency Act*.

97.37 (1) The definitions in this subsection 35 apply in this section.

"business" includes a part of a business.

"relevant assets" of a receiver means

- (a) if the receiver's authority relates to all the properties, businesses, affairs and 40 assets of a person, all those properties, businesses, affairs and assets; and
- (b) if the receiver's authority relates to only part of the properties, businesses,

- g) sous réserve de l'alinéa h) et sauf renonciation écrite du ministre, le syndic est tenu de remplir les obligations qui incombent au failli au titre de la présente loi concernant les activités visées par la faillite 5 et que celui-ci n'a pas remplies à la date de la faillite;
- h) le syndic n'est pas tenu de remplir les obligations qui incombent au failli au titre de la présente loi dans la mesure où elles 10 doivent être remplies, au titre de l'article 97.37, par un séquestre investi de pouvoirs relativement à une entreprise, à un bien, aux affaires ou à des éléments d'actif du failli;
- i) les biens et l'argent que le syndic détient 15 pour le failli le jour où une ordonnance de libération absolue est rendue à l'égard de ce dernier en vertu de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité* ne passent pas au failli au moment où l'ordonnance est rendue, mais 20 sont dévolus au failli et détenus par lui sans solution de continuité depuis le jour où ils ont été acquis par lui ou le syndic.

(2) Au présent article, « failli » s'entend au sens du paragraphe 2(1) de la *Loi sur la faillite* 25 et l'insolvabilité.

Définition de « failli »

97.37 (1) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article.

« actif pertinent »

« actif pertinent » "relevant assets"

Définitions

- a) Si le pouvoir d'un séquestre porte sur 30 l'ensemble des biens, des entreprises, des affaires et des éléments d'actif d'une personne, cet ensemble;
- b) si ce pouvoir ne porte que sur une partie des biens, des entreprises, des 35 affaires et des éléments d'actif d'une personne, cette partie.

Definition of "bankrupt"

Definitions

"business"
« entreprise »
"relevant
assets"
« actif
pertinent »

affairs or assets of a person, that part of the properties, businesses, affairs or assets, as the case may be.

50

Receivers

(2) The following rules apply to a receiver authority to manage, operate, liquidate or wind up any business or property, or to manage and care for the affairs and assets, of a person:

(a) the receiver is an agent of the person and 10 any act performed by the receiver in respect of the relevant assets of the receiver is deemed to have been performed, as the case may be, by the receiver as agent on behalf of the person; 15

- (b) the receiver is not a trustee of the estate of the person or any part of the estate of the person;
- (c) if the relevant assets of the receiver are a part and not all of the person's businesses, 20 properties, affairs or assets, the relevant assets of the receiver are deemed to be, throughout the period during which the receiver is acting as receiver of the person, separate from the remainder of the busi-25 nesses, properties, affairs or assets of the person as though the relevant assets were businesses, properties, affairs or assets, as the case may be, of a separate person;
- (d) the person and the receiver are jointly 30 and severally or solidarily liable for the payment of all amounts that become payable by the person under this Act before or during the period during which the receiver is acting as receiver of the person to the 35 extent that the amounts can reasonably be considered to relate to the relevant assets of the receiver or to the businesses, properties, affairs or assets of the person that would have been the relevant assets of the receiver 40 if the receiver had been acting as receiver of the person at the time the amounts became payable except that
 - (i) the receiver is liable for the payment of amounts that became payable before 45 that period only to the extent of the property and money of the person in possession or under the control and management of the receiver after

« entreprise » Est assimilée à une entreprise toute partie de celle-ci.

« entreprise » "business"

(2) Dans le cas où un séquestre est investi, who on a particular day is vested with the 5 à une date donnée, du pouvoir de gérer, d'exploiter ou de liquider l'entreprise ou les 5 biens d'une personne, ou de gérer ses affaires et ses éléments d'actif, les règles suivantes s'appliquent:

Séquestres

- a) le séquestre agit à titre de mandataire de la personne et tout acte qu'il accomplit, 10 relativement à l'actif pertinent, est réputé accompli à ce titre:
- b) le séquestre n'est le fiduciaire d'aucun des éléments d'actifs de la personne;
- c) s'il ne représente qu'une partie des 15 entreprises, des biens, des affaires ou des éléments d'actif de la personne, l'actif pertinent est réputé être distinct du reste des entreprises, des biens, des affaires ou des éléments d'actif de la personne, durant la 20 période où le séquestre agit à ce titre pour la personne, comme si l'actif pertinent représentait les entreprises, les biens, les affaires et les éléments d'actif d'une autre personne;
- d) la personne et le séquestre sont solidaire-25 ment tenus au paiement des sommes dont la personne devient redevable en vertu de la présente loi avant ou pendant la période où le séquestre agit à ce titre pour elle, dans la mesure où il est raisonnable de considérer 30 que les sommes se rapportent à l'actif pertinent ou aux entreprises, aux biens, aux affaires ou aux éléments d'actif de la personne qui auraient fait partie de l'actif pertinent si le séquestre avait agi à ce titre 35 pour la personne au moment où les sommes sont devenues exigibles; toutefois:
 - (i) le séquestre n'est tenu de payer les sommes devenues exigibles avant cette période que jusqu'à concurrence des 40 biens et de l'argent de la personne qui sont en sa possession ou dont il a la gestion ou l'administration après avoir, à la fois:
 - (A) réglé les réclamations de créan-45 ciers qui, à la date en question, prennent rang avant les réclama-

- (A) satisfying the claims of creditors whose claims ranked, on the particular day, in priority to the claim of the Crown in respect of the amounts, and
- (B) paying any amounts that the re- 5 ceiver is required to pay to a trustee in bankruptcy of the person, and
- (ii) the payment by the person or the receiver of an amount in respect of the liability discharges the joint liability to 10 the extent of that amount;
- (e) the receiver shall perform all the obligations, in respect of the relevant assets of the receiver for the period during which the receiver is acting as receiver, that are 15 required under this Act to be performed by the person, as if the relevant assets were the only properties, businesses, affairs and assets of the person; and
- (f) if the person has not on or before the 20 particular day fulfilled their obligations under this Act before the period during which the receiver was acting as receiver, the receiver shall fulfil those obligations for that period that relate to the businesses, 25 properties, affairs or assets of the person that would have been the relevant assets of the receiver if the receiver had been acting as receiver of the person during that period, unless the Minister waives in writing the 30 requirement for the receiver to do so.

97.38 (1) The definitions in this subsection apply in this section and in section 97.39.

"trust" includes the estate of a deceased indi-35 vidual.

"trustee" includes the personal representative of a deceased individual, but does not include a receiver.

(2) Subject to subsection (3), each trustee of a trust is liable to satisfy every obligation 40 fiduciaire d'une fiducie est tenu d'exécuter les imposed on the trust under this Act, whether the obligation was imposed during or before the period during which the trustee acts as trustee of the trust, but the satisfaction of an

tions de Sa Majesté relativement aux sommes visées,

- (B) versé toute somme qu'il est tenu de payer au syndic de faillite de la personne,
- (ii) le paiement de toute somme par le séquestre ou la personne au titre de l'obligation éteint d'autant l'obligation;
- e) le séquestre est tenu de remplir, concernant l'actif pertinent pour la période où il 10 agit à ce titre, les obligations qui incombent à la personne, comme si l'actif pertinent représentait les seuls biens, entreprises, affaires ou éléments d'actif de la personne;
- f) sauf renonciation écrite du ministre, le 15 séquestre est tenu de remplir les obligations qui incombaient à la personne au titre de la présente loi avant la période où il agit à ce titre et que cette dernière n'a pas encore remplies à la date en question concernant 20 les entreprises, les biens, les affaires ou les éléments d'actif de la personne qui auraient constitué l'actif pertinent si le séquestre avait agi à ce titre à leur égard.

97.38 (1) Les définitions qui suivent s'ap-25 Définitions pliquent au présent article et à l'article 97.39.

« fiduciaire » Est assimilé à un fiduciaire le représentant personnel d'une personne décédée. La présente définition exclut le séquestre. 30

« fiducie » Sont comprises parmi les fiducies

les successions.

(2) Sous réserve du paragraphe (3), le obligations qui incombent à la fiducie au titre 35 de la présente loi, indépendamment du fait qu'elles aient été imposées pendant la période au cours de laquelle il agit à titre de fiduciaire obligation of a trust by one of the trustees of 45 de la fiducie ou antérieurement. L'exécution

« fiduciaire » "trustee"

Responsabi-

« fiducie »

"trust"

Trustee's liability

Definitions

"trust"

« fiducie »

"trustee"

« fiduciaire »

lité du fiduciaire 52

the trust discharges the liability of all other trustees of the trust to satisfy that obligation.

Customs

Joint and several or solidary liability

- (3) A trustee of a trust is jointly and severally or solidarily liable with the trust and each of the other trustees, if any, for the payment of all amounts that become payable by the trust under this Act before or during the period during which the trustee acts as trustee of the trust except that
 - (a) the trustee is liable for the payment of 10 amounts that became payable before that period only to the extent of the property and money of the trust under the control of the trustee; and
 - (b) the payment by the trust or the trustee of 15 an amount in respect of the liability discharges the joint liability to the extent of that amount.

Waiver

(4) The Minister may, in writing, waive the a deceased individual to fulfil the obligations under this Act in respect of the activities of the deceased individual that occurred on or before the day the individual died.

Activities of a trustee

(5) For the purposes of this Act, if a person 25 acts as trustee of a trust, anything done by the person in the person's capacity as trustee of the trust is deemed to have been done by the trust and not by the person.

Definition of "representa-

97.39 (1) In this section, "representative" 30 means a person, other than a trustee in bankruptcy or a receiver, who is administering, winding up, controlling or otherwise dealing with any property, business, commercial activity or estate of another person.

Certificates for receivers

(2) Every receiver shall, before distributing to any person any property or money under the control of the receiver in the receiver's capacity as receiver, obtain a certificate from the Minister certifying that the following 40 amounts have been paid or security for the payment of the amounts has been accepted by the Minister:

d'une obligation de la fiducie par l'un de ses fiduciaires libère les autres fiduciaires de cette obligation.

(3) Le fiduciaire d'une fiducie est solidairement tenu avec la fiducie et, le cas échéant, 5 avec chacun des autres fiduciaires au paiement des sommes dont la fiducie devient redevable au titre de la présente loi pendant la période au cours de laquelle il agit à ce titre ou avant cette période. Toutefois :

Responsabilité solidaire

- a) le fiduciaire n'est tenu au paiement de sommes devenues exigibles avant la période que jusqu'à concurrence des biens et de l'argent de la fiducie qui sont sous son 15 autorité;
- b) le paiement par la fiducie ou le fiduciaire d'une somme au titre de l'obligation éteint d'autant la responsabilité solidaire.
- (4) Le ministre peut, par écrit, dispenser le requirement for the personal representative of 20 représentant personnel d'une personne décé-20 dée de remplir les obligations découlant de la présente loi concernant les activités de celleci jusqu'au jour de son décès.

Dispense

(5) Pour l'application de la présente loi, tout acte accompli par la personne qui agit à titre 25 de fiduciaire d'une fiducie est réputé accompli par la fiducie et non par cette personne.

Activités du fiduciaire

97.39 (1) Au présent article, « représentant » s'entend de la personne, autre qu'un syndic de faillite ou un séquestre, chargée de 30 gérer, de liquider ou d'administrer les biens, les affaires, les activités commerciales ou la succession d'une autre personne, ou de s'en occuper de toute autre façon.

Définition de « représentant »

- (2) Le séquestre est tenu d'obtenir du 35 Certificat au ministre, avant de distribuer des biens ou de l'argent placés sous son autorité, un certificat confirmant que les sommes suivantes ont été payées ou qu'une garantie pour leur paiement a été acceptée par le ministre :
 - a) les sommes dont la personne est ou devrait normalement être redevable au titre de la présente loi, au plus tard au moment de la distribution:

séquestre

- (a) amounts that the person is or can reasonably be expected to become liable to pay under this Act at or before the time the distribution is made; and
- (b) amounts that the receiver is or can 5 reasonably be expected to become liable to pay in the receiver's capacity as receiver.

Certificates for representatives

- (3) Every representative shall, before distributing to any person any property or money under the control of the representative in the 10 representative's capacity as representative, obtain a certificate from the Minister certifying that the following amounts have been paid or that security for the payment of the amounts has been accepted by the Minister:
 - (a) amounts that the person is or can reasonably be expected to become liable to pay under this Act at or before the time the distribution is made; and
 - (b) amounts that the representative is or can 20 reasonably be expected to become liable to pay in the representative's capacity as representative.
- (4) Any receiver or representative who distributes property or money without obtain-25 ing a certificate in respect of the amounts referred to in subsection (2) or (3) is personally liable for the payment of those amounts to the extent of the value of the property or money so distributed.

Amalgamations and Windings-up

Amalgama-

Liability for

failure to

obtain certificate

97.4 (1) If two or more corporations (in this section each referred to as a "predecessor") are merged or amalgamated to form one corporation (in this section referred to as the "new corporation"), the new corporation is, 35 for the purposes of this Act, deemed to be a separate person from each of the predecessors and the same corporation as, and a continuation of, each predecessor.

Exception

(2) Subsection (1) does not apply to the 40 merger or amalgamation of two or more corporations that is the result of the acquisition of property of one corporation by another corporation pursuant to the purchase of the

- b) les sommes dont le séquestre est ou devrait normalement être redevable à ce titre.
- (3) Le représentant est tenu d'obtenir du ministre, avant de distribuer à qui que ce soit 5 des biens ou de l'argent placés sous son autorité à ce titre, un certificat confirmant que les sommes suivantes ont été payées ou qu'une garantie pour leur paiement a été acceptée par le ministre :

Certificat au représentant

Responsabi-

- *a*) les sommes dont la personne est ou devrait normalement être redevable au titre de la présente loi au moment de la distribution:
- b) les sommes dont il est ou devrait 15 normalement être redevable à ce titre.
- (4) Le séquestre ou le représentant qui distribue des biens ou de l'argent sans obtenir le certificat requis concernant les sommes visées aux paragraphes (2) ou (3) est person-20 nellement tenu au paiement de ces sommes jusqu'à concurrence de la valeur des biens ou 30 de l'argent ainsi distribués.

Fusion et liquidation

- 97.4 (1) Lorsque des personnes morales (appelées « prédécesseurs » au présent arti-25 cle) fusionnent pour former une personne morale (appelée « nouvelle personne morale » au présent article), la nouvelle personne morale est réputée, pour l'application de la présente loi, distincte de chacun des prédéces-30 seurs et être la même personne que chaque prédécesseur et en être le prolongement.
- (2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas à la fusion de personnes morales par suite soit de l'acquisition des biens d'une personne morale 35 par une autre après l'achat de ces biens par celle-ci, soit de la distribution des biens à

Limite

property by the other corporation or as the result of the distribution of the property to the other corporation on the winding-up of the corporation.

Winding-up

97.41 For the purposes of this Act, if at any 5 time a particular corporation is wound up and not less than 90% of the issued shares of each class of the capital stock of the particular corporation were, immediately before that time, owned by another corporation, the other 10 corporation is deemed to be the same corporation as, and a continuation of, the particular corporation.

Partnerships

Partnerships

97.42 (1) For the purposes of this Act, anything done by a person as a member of a 15 partnership is deemed to have been done by the partnership in the course of the partnership's activities and not to have been done by the person.

Joint and several or solidary liability

- (2) A partnership and each member or 20 former member (each of which is referred to in this subsection as the "member") of the partnership (other than a member which is a limited partner and is not a general partner) are jointly and severally or solidarily liable for 25
 - (a) the payment of all amounts that become payable by the partnership under this Act before or during the period during which the member is a member of the partnership or, if the member was a member of the 30 partnership at the time the partnership was dissolved, after the dissolution of the partnership, except that
 - (i) the member is liable for the payment of amounts that become payable before 35 that period only to the extent of the property and money that is regarded as property or money of the partnership in accordance with the laws of the province governing the partnership, and

 40
 - (ii) the payment by the partnership or by any member of the partnership of an amount in respect of the liability discharges the joint liability to the extent of that amount; and 45

l'autre personne morale par suite de la liquidation de la première.

97.41 Pour l'application de la présente loi, lorsqu'est liquidée une personne morale dont au moins 90 % des actions émises de chaque 5 catégorie du capital-actions étaient la propriété d'une autre personne morale immédiatement avant la liquidation, l'autre personne morale est réputée être la même personne que celle qui est liquidée et en être le prolonge-10 ment.

Liquidation

Sociétés de personnes

97.42 (1) Pour l'application de la présente loi, tout acte accompli par une personne à titre d'associé d'une société de personnes est réputé avoir été accompli par celle-ci dans le 15 cadre de ses activités et non par la personne.

Sociétés de personnes

(2) La société de personnes et chacun de ses associés — actuels ou anciens — à l'exception de tout associé qui en est un commanditaire et non un commandité, sont solidairement 20 responsables de ce qui suit :

Responsabilité solidaire

- a) le paiement des sommes dont la société devient redevable au titre de la présente loi avant ou pendant la période au cours de laquelle l'associé en fait partie ou, si 25 l'associé faisait partie de la société au moment de la dissolution de celle-ci, après cette dissolution: toutefois :
 - (i) l'associé n'est tenu au paiement des sommes devenues exigibles avant cette 30 période que jusqu'à concurrence des biens et de l'argent qui sont réputés être ceux de la société au regard des lois qui sont en vigueur dans la province dont relève la société,
 - (ii) le paiement par la société ou par un de ses associés d'une somme au titre de l'obligation réduit d'autant la responsabilité solidaire;
- b) les autres obligations incombant à la 40 société au titre de la présente loi survenues

(b) all other obligations under this Act that arose before or during the period for which the partnership is liable or, if the member was a member of the partnership at the time the partnership was dissolved, the obligations that arose upon or as a consequence of the dissolution.

Unincorporated Bodies

Compliance by unincorporated bodies

- **97.43** If any amount is required to be paid or any other thing is required to be done under this Act by a person (in this section referred to 10 as the "body") that is not an individual, corporation, partnership, trust or estate, the following persons are jointly and severally or solidarily liable to pay that amount or to comply with the requirement:
 - (a) every member of the body holding office as president, chairperson, treasurer, secretary or similar officer of the body;
 - (b) if there are no members referred to in paragraph (a), every member of any com-20 mittee having management of the affairs of the body; and
 - (c) if there are no members referred to in paragraph (a) or (b), every member of the body.

The payment of the amount or the fullfilment of the requirement by a member is deemed to be compliance with the requirement.

Assessments, Objections and Appeals

Assessments

Assessments – garnishments and non-arms length transfers

- **97.44** (1) The Minister may assess any amount that a person is liable to pay
 - (a) under section 97.28, before the expiry of four years after the notice from the Minister requiring the payment is issued to the person; and

35

(b) under section 97.29, at any time.

The Minister may reassess the amount or make an additional assessment.

avant ou pendant la période visée à l'alinéa *a*) ou, si l'associé fait partie de la société au moment de la dissolution de celle-ci, les obligations qui découlent de cette dissolution.

Entités non constituées en personne morale

97.43 L'entité — ni particulier, ni personne morale, ni société de personnes, ni fiducie, ni succession — qui est tenue de payer une somme ou de remplir une autre exigence au titre de la présente loi est solidairement tenue, 10 avec les personnes ci-après, au paiement de cette somme ou à l'exécution de cette exigen-

Application aux entités non constituées en personne morale

- a) le président, le trésorier, le secrétaire ou un cadre analogue de l'entité; 15
- b) si l'entité ne comporte pas de tels cadres, chaque membre de l'organe chargé d'administrer ses affaires;
- c) si l'entité ne comporte pas de tels cadres ni de tel organe, chacun de ses membres. 20
- Le paiement ou l'exécution peut validement être fait par n'importe quel membre de l'enti-

Cotisations, oppositions et appels

Cotisations

- 97.44 (1) Le ministre peut établir une Cotisations 30 cotisation pour déterminer la somme qu'une 25 personne est tenue de payer :
 - *a*) au titre de l'article 97.28, dans les quatre ans qui suivent la délivrance de l'avis du ministre demandant le paiement;
 - b) au titre de l'article 97.29, en tout temps. 30

De plus, le ministre peut établir une nouvelle cotisation ou une cotisation supplémentaire.

10

Interest

(2) If a person has been assessed an amount under subsection (1), the person shall pay, in addition to the amount, interest at the prescribed rate for the period beginning on the first day after the day the amount was assessed and ending on the day the amount is paid.

Exception

- (3) Paragraph (1)(a) does not apply in respect of a reassessment of a person made
 - (a) to give effect to a decision on an objection or appeal; or
 - (b) with the consent in writing of the person to dispose of an appeal.

When assessment may be made

- (4) An assessment under paragraph (1)(a)may be made at any time if the person to be assessed has
 - (a) made a misrepresentation that is attributable to the person's neglect, carelessness or wilful default;
 - (b) committed fraud in supplying, or failing to supply, any information under this Act; or 20
 - (c) filed a waiver under subsection (5) that is in effect at that time.

Waiver

(5) Any person may, within the time otherwise limited by paragraph (1)(a) for assessing the person, waive the application of 25 that paragraph by filing with the Minister a waiver in the prescribed form specifying the matter in respect of which the person waives the application of that paragraph.

Revoking waiver

(6) Any person who files a waiver may 30 revoke the waiver on six months notice to the Minister by filing with the Minister a notice of revocation of the waiver in the prescribed form.

Liability not affected

97.45 (1) Liability under this Part to pay any 35 amount is not affected by an incorrect or incomplete assessment or by the fact that no assessment has been made.

(2) La personne visée par la cotisation est tenue de verser, sur la somme principale, des intérêts au taux réglementaire pour la période allant du lendemain de l'établissement de la cotisation jusqu'au jour du paiement.

Intérêts

(3) L'alinéa (1)a) ne s'applique pas aux nouvelles cotisations établies :

Exception en d'opposition ou d'appel

- a) soit en vue d'exécuter la décision rendue par suite d'une opposition ou d'un appel;
- b) soit avec le consentement écrit de la 10 personne pour régler un appel.
- (4) La cotisation visée à l'alinéa (1)a) peut être établie à tout moment si la personne 15 visée:

Exception en cas de négligence, fraude ou renonciation

- a) a fait une présentation erronée des faits, 15 par négligence, inattention ou omission volontaire;
- b) a commis une fraude en donnant ou en retenant quelque renseignement selon la présente loi;
- c) a produit la renonciation prévue au paragraphe (5) qui est en vigueur au moment de l'établissement de la cotisation.
- (5) Toute personne peut, dans le délai prévu à l'alinéa (1)a) pour l'établissement d'une 25 cotisation à son égard, renoncer à l'application de cet alinéa en présentant au ministre, en la forme déterminée par celui-ci, une renonciation qui précise son objet.

Renonciation

(6) La renonciation est révocable par son 30 Révocation auteur sur préavis de six mois au ministre en la forme déterminée par celui-ci.

97.45 (1) L'inexactitude, l'insuffisance ou l'absence d'une cotisation ne change rien aux sommes dont une personne est redevable au 35 titre de la présente partie.

Obligation inchangée

présente partie.

Assessment deemed valid

(2) Subject to being reassessed or vacated as a result of an objection or appeal under this Part, an assessment is valid and binding, despite any error, defect or omission in the assessment or in any proceeding under this Part relating to it.

Présomption de validité

Irregularities

(3) An appeal from an assessment must not be allowed by reason only of an irregularity, informality, omission or error on the part of any person in the observation of any directory 10 provision of this Part.

Irrégularités

Notice of assessment

97.46 After making an assessment, the Minister must send to the person assessed a notice of assessment.

Assessment before collection

97.47 (1) The Minister may not collect an 15 amount under section 97.44 unless that amount has been assessed.

Payment of remainder

(2) An amount that is unpaid by a person and the subject of a notice of assessment is payable immediately by the person to the 20 tement au receveur général. Receiver General.

Security if objection or appeal

(3) If a person objects to or appeals from an assessment under this Part, the Minister shall accept security, in an amount and a form satisfactory to the Minister, given by or on 25 behalf of the person, for the payment of any amount that is in controversy.

Objections and Appeals

Objection to assessment

97.48 (1) Any person who has been assessed under section 97.44 and who objects to the assessment may, within ninety days after the 30 day notice of the assessment is sent to the person, file with the Minister a notice of objection in the prescribed form and manner setting out the reasons for the objection and all relevant facts.

(3) L'appel d'une cotisation ne peut être accueilli au seul motif d'irrégularité, de vice 10 de forme, d'omission ou d'erreur de la part d'une personne dans le cadre de l'application d'une disposition indicative de la présente partie.

(2) Sous réserve d'une nouvelle cotisation

ou de l'annulation prononcée lors d'une

opposition ou d'un appel au titre de la présente

partie, toute cotisation est réputée valide et

ou omissions entachant celle-ci ou toute procédure s'y rapportant et fondée sur la

exécutoire malgré les erreurs, vices de forme 5

97.46 Après avoir établi une cotisation à 15 Avis de l'égard d'une personne, le ministre lui envoie un avis de cotisation.

97.47 (1) Le ministre ne peut recouvrer une somme aux termes de l'article 97.44 que si celle-ci a fait l'objet d'une cotisation. 20

Cotisation avant recouvrement

(2) La partie impayée d'une cotisation visée par un avis de cotisation est à payer immédiaPaiement du

(3) Dans le cas où une personne fait opposition à une cotisation ou en interjette 25 appel appel en vertu de la présente partie, le ministre doit accepter la garantie, d'un montant et sous une forme acceptables pour lui, qui lui est donnée par cette personne ou en son nom pour le paiement d'un montant en litige. 30

Garantie pour opposition ou

Opposition et appel

97.48 (1) La personne qui fait opposition à la cotisation établie à son égard en vertu de l'article 97.44 peut, dans les quatre-vingt-dix jours suivant le jour où l'avis de cotisation lui est envoyé, présenter au ministre un avis 35 d'opposition, en la forme et selon les modalités déterminées par celui-ci, exposant ses moyens d'opposition et tous les faits pertinents.

Opposition à la cotisation

Questions à

trancher

Issues to be decided

- (2) If a person objects to an assessment, the notice of objection must
 - (a) reasonably describe each issue to be decided;
 - (b) specify in respect of each issue the relief 5 sought, expressed as the change in any amount that is relevant for the purposes of the assessment; and
 - (c) provide the facts and reasons relied on by the person in respect of each issue. 10

Late compliance

(3) If a notice of objection filed by a person to whom subsection (2) applies does not include the information required by paragraph (2)(b) or (c) in respect of an issue to be decided that is described in the notice, the Minister 15 may in writing request the person to provide the information, and those paragraphs are deemed to have been complied with in respect of the issue if, within 60 days after the request is made, the person submits the information in 20 writing to the Minister.

Limitation on objections

- (4) If a person has filed a notice of objection to an assessment and the Minister makes a particular assessment under subsection (8) pursuant to the notice of objection or in 25 accordance with an order of a court vacating, varying or restoring an assessment or referring an assessment back to the Minister for reconsideration and reassessment, the person may object to the particular assessment in respect 30 of an issue
 - (a) only if the person complied with subsection (2) in the notice with respect to that issue: and
 - (b) only with respect to the relief sought in 35 respect of that issue as specified by the person in the notice.

Application of subsection (4)

(5) If a person has filed a notice of objection to an assessment (in this subsection referred to as the "earlier assessment") and the Minister 40 makes a particular assessment under subsection (8) pursuant to the notice of objection, subsection (4) does not limit the right of the person to object to the particular assessment in respect of an issue that was part of the 45 particular assessment and not a part of the earlier assessment.

(2) L'avis d'opposition doit comporter les éléments suivants pour chaque question à trancher:

a) une description suffisante;

- b) le redressement demandé, sous la forme 5 du montant qui représente le changement apporté à la somme à prendre en compte aux fins de cotisation;
- c) les moyens et les faits sur lesquels se fonde la personne. 10
- (3) En cas d'insuffisance de l'avis d'opposition au regard des alinéas (2)b) ou c), le ministre peut demander par écrit à la personne de fournir les renseignements nécessaires. La personne est réputée s'être conformée à ces 15 alinéas relativement à la question à trancher si, dans les soixante jours suivant la date de la demande du ministre, elle communique par écrit les renseignements demandés.

Observation

touchant les

oppositions

- (4) Lorsqu'une personne produit un avis 20 Restrictions d'opposition à une cotisation et que le ministre établit, aux termes du paragraphe (8), une cotisation en réponse à l'avis ou en conformité avec l'ordonnance d'un tribunal qui annule, modifie ou rétablit une cotisation ou renvoie 25 une cotisation au ministre pour nouvel examen et nouvelle cotisation, elle peut faire opposition à la cotisation donnée relativement à une question à trancher :
 - a) seulement si, relativement à cette ques-30 tion, elle s'est conformée au paragraphe (2) dans l'avis:
 - b) seulement à l'égard du redressement exposé dans l'avis relativement à cette question. 35
- (5) Lorsqu'une personne produit un avis d'opposition à une cotisation (appelée « cotisation antérieure » au présent paragraphe) et que le ministre établit, aux termes du paragraphe (8), une cotisation en réponse à l'avis, le 40 paragraphe (4) n'a pas pour effet de limiter le droit de la personne de s'opposer à cette cotisation relativement à toute question sur laquelle porte cette cotisation mais non la cotisation antérieure. 45

Application du paragraphe (4)

Restriction

Douanes

30

Limitation on objections

(6) Despite subsection (1), no objection may be made by a person in respect of an issue for which the right of objection has been waived in writing by the person.

Acceptance of objection

(7) The Minister may accept a notice of 5 objection even if it was not filed in the prescribed manner.

Consideration of objection

(8) On receipt of a notice of objection, the Minister must, without delay, reconsider the assessment and vacate or confirm the assess- 10 ment or make a reassessment.

Waiving reconsidera-

(9) If, in a notice of objection, a person who wishes to appeal directly to the Tax Court of Canada requests the Minister not to reconsider the assessment objected to, the Minister may 15 confirm the assessment without reconsideration.

Notice of

(10) After reconsidering or confirming an assessment, the Minister must send to the person objecting a notice of the Minister's 20 decision by registered or certified mail.

Appeal to the Tax Court of Canada

- 97.49 If a person files a notice of objection to an assessment and the Minister sends to the person a notice of a reassessment or an additional assessment, in respect of any matter 25 dealt with in the notice of objection, the person may, within ninety days after the day the notice of reassessment or additional assessment was sent by the Minister,
 - (a) appeal to the Tax Court of Canada; or
 - (b) if an appeal has already been instituted in respect of the matter, amend the appeal by joining to it an appeal in respect of the reassessment or additional assessment in any manner and on any terms that the Court 35 directs.

Extension of time by Minister

97.5 (1) If no objection to an assessment is filed under section 97.48, within the time limit otherwise provided, a person may make an application to the Minister to extend the time 40 for filing a notice of objection and the Minister may grant the application.

(6) Malgré le paragraphe (1), aucune opposition ne peut être faite relativement à une question pour laquelle la personne visée a renoncé par écrit à son droit d'opposition.

(7) Le ministre peut accepter l'avis d'oppo- 5 sition qui n'a pas été produit selon les modalités réglementaires.

Acceptation l'opposition

(8) Sur réception d'un avis d'opposition, le ministre doit, avec diligence, examiner la cotisation de nouveau et l'annuler ou la 10 confirmer ou établir une nouvelle cotisation.

Examen de l'opposition

(9) Le ministre peut confirmer une cotisation sans l'examiner de nouveau sur demande de la personne qui lui fait part, dans son avis d'opposition, de son intention d'en appeler 15 directement à la Cour canadienne de l'impôt.

Renonciation au nouvel examen

(10) Après avoir examiné de nouveau ou confirmé la cotisation, le ministre fait part de sa décision en envoyant un avis écrit à la personne qui a fait opposition. 20

Avis de

97.49 La personne qui a présenté un avis d'opposition à une cotisation et à qui le ministre a envoyé un avis de nouvelle cotisation ou de cotisation supplémentaire concernant l'objet de l'avis d'opposition peut, dans 25 les quatre-vingt-dix jours suivant cet envoi :

Appel à la Cour canadienne de l'impôt

- a) soit interjeter appel à la Cour canadienne de l'impôt;
- b) soit, si un appel a déjà été interjeté, modifier cet appel en y joignant un appel 30 concernant la nouvelle cotisation ou la cotisation supplémentaire, en la forme et selon les modalités fixées par cette cour.
- 97.5 (1) Le ministre peut proroger le délai pour produire un avis d'opposition dans le cas 35 le ministre où la personne qui n'a pas fait opposition à une cotisation en vertu de l'article 97.48 dans le délai par ailleurs imparti lui présente une demande à cet effet.

Prorogation du délai par 60

Contents of application

(2) The application must set out the reasons why the notice of objection was not filed within the time otherwise limited by this Part for doing so.

Customs

application

(3) The application must be made by 5 delivering or mailing the application and a copy of the notice of objection to the Chief of Appeals in a Tax Services Office or Taxation Centre of the Agency.

Exception

(4) The Minister may accept the application 10 even if it was not delivered or mailed to the person or place specified in subsection (3).

Duties of Minister

(5) On receipt of the application, the Minister must, without delay, consider it, and notify the person of his or her decision by 15 registered or certified mail.

Date of objection if application granted

(6) If the application is granted, the notice of objection is deemed to have been filed on the day the decision of the Minister is mailed to the person.

When order to be made

- (7) No application may be granted under this section unless
 - (a) the application is made within one year after the expiration of the time otherwise limited by this Part for objecting; and 25
 - (b) the person demonstrates that
 - (i) within the time otherwise limited by this Part for objecting, the person was unable to act or to give a mandate to act in the person's name, or the person had a 30 bona fide intention to object to the assessment,
 - (ii) it would be just and equitable to grant the application, and
 - (iii) the application was made as soon as 35 circumstances permitted.

Extension of time by Tax Court of Canada

- 97.51 (1) A person who has made an application under section 97.5 may apply to the Tax Court of Canada to have the application granted after either
 - (a) the Minister has refused the application; or

(2) La demande doit indiquer les raisons pour lesquelles l'avis d'opposition n'a pas été produit dans le délai par ailleurs imparti.

Contenu de la demande

(3) La demande, accompagnée d'un exemplaire de l'avis d'opposition, est envoyée ou 5 postée au chef des appels d'un bureau de services fiscaux ou d'un centre fiscal de l'Agence.

Modalités

(4) Le ministre peut faire droit à la demande qui n'a pas été envoyée ou postée à la personne 10 ou à l'endroit indiqué au paragraphe (3).

Exception

(5) Sur réception de la demande, le ministre l'examine avec diligence et avise la personne de sa décision par courrier certifié ou recom-15 mandé.

Obligations du ministre

(6) S'il est fait droit à la demande, l'avis d'opposition est réputé produit le jour de l'envoi de la décision du ministre à la 20 personne.

Date de production de d'opposition

(7) Il n'est fait droit à la demande que si les 20 Conditions conditions suivantes sont réunies :

d'acceptation demande

- a) la demande est présentée dans l'année suivant l'expiration du délai par ailleurs imparti pour faire opposition au titre de la présente partie; 25
- b) la personne établit que :
 - (i) dans le délai d'opposition par ailleurs imparti, elle n'a pu ni agir ni mandater quelqu'un pour agir en son nom, ou avait véritablement l'intention de faire opposi-30 tion à la cotisation,
 - (ii) il serait juste et équitable de faire droit à la demande,
 - (iii) la demande a été présentée dès que possible. 35
- 97.51 (1) La personne qui présente une demande en vertu de l'article 97.5 peut demander à la Cour canadienne de l'impôt d'y 40 faire droit après :

Prorogation du délai par la Cour canadienne de l'impôt

a) soit le rejet de la demande par le ministre; 40

(b) ninety days have elapsed after service of the application and the Minister has not notified the person of the Minister's deci-

If paragraph (a) applies, the application under 5 this subsection must be made within thirty days after the application is refused.

How application made

(2) The application must be made by filing in the Registry of the Tax Court of Canada, in accordance with the provisions of the Tax 10 Court of Canada Act, three copies of the documents filed under subsection 97.5(3).

Copy to the Commissioner

(3) After receiving the application, the Tax Court of Canada must send a copy of it to the office of the Commissioner.

Powers of Court

(4) The Tax Court of Canada may dispose of the application by dismissing or granting it. If the Court grants the application, it may impose any terms that it considers just or order that the notice of objection be deemed to be a 20 valid objection as of the date of the order.

When application to be granted

- (5) No application may be granted under this section unless
 - (a) the application was made under subsection 97.5(1) within one year after the 25 expiration of the time set out in this Part for objecting; and
 - (b) the person demonstrates that
 - (i) within the time otherwise limited by this Part for objecting, the person was 30 unable to act or to give a mandate to act in the person's name, or the person had a bona fide intention to object to the assessment,
 - (ii) it would be just and equitable to grant 35 the application, and
 - (iii) the application was made under subsection 97.5(1) as soon as circumstances permitted.

b) soit l'expiration d'un délai de quatrevingt-dix jours suivant la signification de la demande, si le ministre n'a pas avisé la personne de sa décision.

En cas d'application de l'alinéa a), la deman- 5 de ne peut être présentée après l'expiration d'un délai de trente jours suivant le rejet de la demande.

(2) La demande se fait par dépôt auprès du greffe de la Cour canadienne de l'impôt, 10 conformément à la Loi sur la Cour canadienne de l'impôt, de trois exemplaires des documents produits conformément au paragraphe 97.5(3).

Modalités

(3) Sur réception de la demande, la Cour 15 Copie au canadienne de l'impôt en envoie copie au 15 bureau du commissaire.

commissaire

(4) La Cour canadienne de l'impôt peut rejeter la demande ou y faire droit. Dans ce dernier cas, elle peut imposer les conditions 20 qu'elle estime justes ou ordonner que l'avis d'opposition soit réputé valide à compter de la date de l'ordonnance.

Pouvoirs de la Cour canadienne de l'impôt

(5) Il n'est fait droit à la demande que si les conditions suivantes sont réunies : 25

Conditions d'acceptation de la demande

- a) la demande fondée sur le paragraphe 97.5(1) a été présentée dans l'année suivant l'expiration du délai par ailleurs imparti par la présente partie pour faire opposition à une cotisation; 30
- b) l'auteur de la demande établit que :
 - (i) dans le délai d'opposition par ailleurs imparti par la présente partie, il n'a pu ni agir ni mandater quelqu'un pour agir en son nom, ou avait véritablement l'inten-35 tion de faire opposition à la cotisation,
 - (ii) il serait juste et équitable de faire droit à la demande,
 - (iii) la demande fondée sur le paragraphe 97.5(1) a été présentée dès que possible. 40

25

Extension of time to appeal **97.52** (1) If no appeal to the Tax Court of Canada has been taken under section 97.53 within the time set out in that section, a person may make an application to the Court for an order extending the time within which an appeal may be made, and the Court may make an order extending the time for appealing and may impose any terms that it considers just.

Contents of application

(2) The application must set out the reasons why the appeal was not taken on time.

How application made

(3) The application must be made by filing in the Registry of the Tax Court of Canada, in accordance with the *Tax Court of Canada Act*, three copies of the application together with three copies of the notice of appeal.

Copy to Deputy Attorney General of Canada

When order to be made

(4) After receiving the application, the Tax Court of Canada must send a copy of the application to the office of the Deputy Attorney General of Canada.

(5) No order may be made under this section 20 unless

- (a) the application was made within one year after the expiration of the time otherwise limited by this Part for appealing; and
- (b) the person demonstrates that
 - (i) within the time otherwise limited by this Part for appealing, the person was unable to act or to give a mandate to act in the person's name, or the person had a bona fide intention to appeal, 30
 - (ii) it would be just and equitable to grant the application,
 - (iii) the application was made as soon as circumstances permitted, and
 - (iv) there are reasonable grounds for 35 appealing from an assessment.

Appeal

97.53 A person who has filed a notice of objection to an assessment under this Part may appeal to the Tax Court of Canada to have the assessment vacated or a reassessment made 40 after either

97.52 (1) La personne qui n'a pas interjeté appel à la Cour canadienne de l'impôt en vertu de l'article 97.53 dans le délai imparti peut présenter à cette cour une demande de prorogation du délai pour interjeter appel. La cour 5 peut faire droit à la demande et imposer les conditions qu'elle estime justes.

Prorogation du délai d'appel

(2) La demande doit indiquer les raisons 10 pour lesquelles l'appel n'a pas été interjeté dans le délai imparti.

Contenu de la demande

(3) La demande, accompagnée de trois exemplaires de l'avis d'appel, est déposée en trois exemplaires auprès du greffe de la Cour canadienne de l'impôt, conformément à la *Loi* 15 sur la Cour canadienne de l'impôt.

Modalités

(4) Sur réception de la demande, la Cour canadienne de l'impôt en envoie copie au bureau du sous-procureur général du Canada.

Copie au sous-procureur général du Canada

(5) Il n'est fait droit à la demande que si les conditions suivantes sont réunies : 20

Conditions d'acception de la demande

- a) la demande est présentée dans l'année suivant l'expiration du délai d'appel par ailleurs imparti dans la présente partie;
- b) l'auteur de la demande établit que :
 - (i) dans le délai d'appel par ailleurs 25 imparti dans la présente partie, il n'a pu ni agir ni mandater quelqu'un pour agir en son nom, ou avait véritablement l'intention d'interjeter appel,
 - (ii) il serait juste et équitable de faire 30 droit à la demande,
 - (iii) la demande a été présentée dès que possible,
 - (iv) l'appel est fondé sur des motifs raisonnables. 35

97.53 La personne qui a produit un avis d'opposition à une cotisation au titre de la présente partie peut interjeter appel à la Cour canadienne de l'impôt pour faire annuler la cotisation ou en faire établir une nouvelle si,40 selon le cas :

Appel

- (a) the Minister has confirmed the assessment or has reassessed; or
- (b) 180 days have elapsed after the filing of the notice of objection and the Minister has not notified the person that the Minister has 5 vacated or confirmed the assessment or has reassessed.

If paragraph (a) applies, an application to appeal under this section must be made within ninety days after the day notice is sent to the 10 person under subsection 97.48(10).

Limitation on appeals to the Tax Court of Canada

- 97.54 (1) Despite section 97.49 and 97.53, a person may appeal to the Tax Court of Canada only with respect to
 - (a) an issue in respect of which the person 15 has complied with subsection 97.48(2) in the notice of objection; or
 - (b) an issue described in subsection 97.48(5) if the person was not required to file a notice of objection to the assessment 20 that gave rise to the issue.

If paragraph (a) applies, the person may appeal only with respect to the relief sought in respect of the issue specified by the person in the notice.

No right of appeal

(2) Despite sections 97.49 and 97.53, a person may not appeal to the Tax Court of Canada to have an assessment vacated or varied in respect of an issue for which the right of objection or appeal has been waived in 30 writing by the person.

Institution of appeal

97.55 An appeal to the Tax Court of Canada under this Part, other than one referred to in section 18.3001 of the Tax Court of Canada Act, must be taken in the manner set out in that 35 Act or in any rules made under that Act.

Notice to Commissioner

97.56 (1) If an appeal referred to in section 18.3001 of the Tax Court of Canada Act is made to the Tax Court of Canada, the Court must immediately send a copy of the notice of 40 l'impôt, la cour adresse immédiatement copie appeal to the office of the Commissioner.

- a) la cotisation est confirmée par le ministre ou une nouvelle cotisation est établie;
- b) un délai de cent quatre-vingt jours s'est écoulé depuis la production de l'avis d'opposition sans que le ministre n'ait notifié la 5 personne du fait qu'il a annulé ou confirmé la cotisation ou procédé à une nouvelle cotisation.

En cas d'application de l'alinéa a), nul appel ne peut être interjeté après l'expiration d'un 10 délai de quatre-vingt-dix jours suivant l'envoi d'un avis à la personne aux termes du paragraphe 97.48(10).

97.54 (1) Malgré les articles 97.49 et 97.53, il ne peut être interjeté appel à la Cour 15 canadienne de l'impôt qu'à l'égard des questions suivantes:

Restriction touchant les appels à la Cour canadienne de l'impôt

- a) une question relativement à laquelle la personne s'est conformée au paragraphe 97.48(2) dans l'avis; 20
- b) une question visée au paragraphe 97.48(5), dans le cas où elle n'était pas tenue de produire un avis d'opposition à la cotisation qui a donné lieu à la question.

En cas d'application de l'alinéa a), l'appel ne 25 peut être interjeté qu'à l'égard du redressement exposé dans l'avis relativement à cette auestion.

(2) Malgré les articles 97.49 et 97.53, aucun appel ne peut être interjeté à la Cour canadien-30 ne de l'impôt pour faire annuler ou modifier une cotisation visant une question pour laquelle la personne a renoncé par écrit à son droit d'opposition ou d'appel.

Restriction

- 97.55 L'appel à la Cour canadienne de 35 Modalités de l'impôt fondé sur la présente partie est interjeté selon les modalités indiquées dans la Loi sur la Cour canadienne de l'impôt ou ses règlements d'application, sauf s'il s'agit d'un appel visé à l'article 18.3001 de cette loi.
- 97.56 (1) En cas d'appel interjeté à la Cour canadienne de l'impôt au titre de l'article 18.3001 de la Loi sur la Cour canadienne de de l'avis d'appel au bureau du commissaire.

Avis au commissaire forwarded to Tax Court of Canada

(2) Immediately after receiving notice of an appeal, the Commissioner must forward to the Tax Court of Canada and the appellant copies of all applications, notices of assessment, notices of objection and notifications, if any, that are relevant to the appeal. Once forwarded, the copies form part of the record before the Tax Court of Canada and are evidence of the existence of the documents and of the making of the statements contained 10 in them.

(2) Immédiatement après avoir reçu l'avis d'appel, le commissaire adresse à la Cour canadienne de l'impôt et à l'appelant des copies des demandes, avis de cotisation, avis d'opposition et notifications qui ont rapport à 5 l'appel. Dès lors, les copies font partie du dossier de la cour et font preuve de l'existence des documents et énoncés dont ils font état.

Avis à la Cour canadienne de l'impôt

Disposition of appeal

97.57 The Tax Court of Canada may dispose of an appeal from an assessment by dismissing or allowing it. If the appeal is allowed, the Court may vacate the assessment 15 or refer it back to the Minister for reconsideration and reassessment.

Règlement d'appel

References to Tax Court of Canada

97.58 (1) If the Minister and another person agree in writing that a question arising under this Part, in respect of any assessment or 20 proposed assessment, should be determined by the Tax Court of Canada, that question shall be determined by that Court.

canadienne de l'impôt

20

Time during consideration

- (2) The time between the day proceedings are taken in the Tax Court of Canada to have 25 a question determined and the day the question is finally determined must not be counted in the calculation of
 - (a) the four-year period referred to in paragraph 97.44(1)(a); 30
 - (b) the time for service of a notice of objection to an assessment under section 97.48; or
 - (c) the time within which an appeal may be instituted under section 97.53. 35
- (2) Sections 97.21 to 97.58 of the Act, as enacted by subsection (1), apply to amounts that are payable after this Act is assented to, regardless of when the amounts became pavable.
- 59. (1) Paragraph 99(1)(a) of the French version of the Act is replaced by the following:
 - a) tant qu'il n'y a pas eu dédouanement, examiner toutes marchandises importées et 45 en ouvrir ou faire ouvrir tous colis ou

97.58 (1) La Cour canadienne de l'impôt 15 Renvoi à la doit statuer sur toute question portant sur une cotisation, réelle ou projetée, découlant de l'application de la présente partie, que le ministre et une autre personne conviennent,

97.57 La Cour canadienne de l'impôt peut

statuer sur un appel concernant une cotisation 10

en le rejetant ou en l'accueillant. Dans ce

dernier cas, elle peut annuler la cotisation ou

la renvoyer au ministre pour nouvel examen et

nouvelle cotisation.

par écrit, de lui soumettre.

Exclusion du d'examen

- (2) La période comprise entre la date à laquelle une question est soumise à la Cour canadienne de l'impôt et la date à laquelle il est définitivement statué sur la question est exclue du calcul des délais suivants : 25
 - a) la période de quatre ans visée à l'alinéa 97.44(1)*a*);
 - b) le délai de signification d'un avis d'opposition à une cotisation selon l'article 97.48;
 - c) le délai d'appel prévu à l'article 97.53. 30
- (2) Les articles 97.21 à 97.58 de la même loi, édictés par le paragraphe (1), s'appliquent aux sommes à payer après la sanction de la présente loi, quelle que soit la date où 40 elles sont devenues à paver. 35
 - 59. (1) L'alinéa 99(1)a) de la version française de la même loi est remplacé par ce qui suit:
 - a) tant qu'il n'y a pas eu dédouanement, examiner toutes marchandises importées et 40 en ouvrir ou faire ouvrir tous colis ou

contenants, ainsi qu'en prélever des échantillons en quantités raisonnables;

(2) Paragraph 99(1)(b) of the Act is replaced by the following:

(b) at any time up to the time of release, 5 examine any mail that has been imported and, subject to this section, open or cause to be opened any such mail that the officer suspects on reasonable grounds contains any goods referred to in the *Customs Tariff*, 10 or any goods the importation of which is prohibited, controlled or regulated under any other Act of Parliament, and take samples of anything contained in such mail in reasonable amounts:

(3) Paragraph 99(1)(c) of the French version of the Act is replaced by the following:

c) tant qu'il n'y a pas eu exportation, examiner toutes marchandises déclarées 20 conformément à l'article 95 et en ouvrir ou faire ouvrir tous colis ou contenants, ainsi qu'en prélever des échantillons en quantités raisonnables:

(4) Subsection 99(1) of the Act is amended 25 by adding the following after paragraph (c):

(c.1) at any time up to the time of exportation, examine any mail that is to be exported and, subject to this section, open or cause to 30 be opened any such mail that the officer suspects on reasonable grounds contains any goods the exportation of which is prohibited, controlled or regulated under any Act of Parliament, and take samples of 35 anything contained in such mail in reasonable amounts;

(5) Paragraphs 99(1)(d) to (f) of the French version of the Act are replaced by the following:

d) examiner les marchandises au sujet desquelles il soupçonne, pour des motifs raisonnables, qu'il y a eu une erreur de classement tarifaire, de valeur en douane ou d'indication quantitative dans la déclara-45 tion en détail ou la déclaration provisoire dont elles ont fait l'objet conformément à l'article 32 ou pour lesquelles est demandé

contenants, ainsi qu'en prélever des échantillons en quantités raisonnables;

(2) L'alinéa 99(1)b) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

b) tant qu'il n'y a pas eu dédouanement, 5 examiner les envois d'origine étrangère et, sous réserve des autres dispositions du présent article, les ouvrir ou faire ouvrir s'il soupçonne, pour des motifs raisonnables, qu'ils contiennent des marchandises visées 10 dans le *Tarif des douanes* ou des marchandises d'importation prohibée, contrôlée ou réglementée en vertu de toute autre loi fédérale, ainsi que prélever des échantillons de leur contenu en quantités raisonnables; 15

(3) L'alinéa 99(1)c) de la version française de la même loi est remplacé par ce qui suit :

c) tant qu'il n'y a pas eu exportation, examiner toutes marchandises déclarées 20 conformément à l'article 95 et en ouvrir ou faire ouvrir tous colis ou contenants, ainsi qu'en prélever des échantillons en quantités raisonnables:

(4) Le paragraphe 99(1) de la même loi 25 est modifié par adjonction, après l'alinéa c), de ce qui suit :

c.1) tant qu'il n'y a pas eu exportation, examiner les envois destinés à l'exportation et, sous réserve des autres dispositions du 30 présent article, les ouvrir ou faire ouvrir s'il soupçonne, pour des motifs raisonnables, qu'ils contiennent des marchandises d'exportation prohibée, contrôlée ou réglementée en vertu de toute autre loi fédérale, ainsi 35 que prélever des échantillons de leur contenu en quantités raisonnables;

(5) Les alinéas 99(1)d) à f) de la version française de la même loi sont remplacés par 40 ce qui suit :

d) examiner les marchandises au sujet desquelles il soupçonne, pour des motifs raisonnables, qu'il y a eu une erreur de classement tarifaire, de valeur en douane ou d'indication quantitative dans la déclara-45 tion en détail ou la déclaration provisoire dont elles ont fait l'objet conformément à l'article 32 ou pour lesquelles est demandé

1988, ch. 65, art. 79

1988, c. 65, s. 79

- un remboursement ou un drawback en vertu de la présente loi ou du Tarif des douanes, ainsi qu'en prélever des échantillons en quantités raisonnables;
- d.1) examiner les marchandises au sujet 5 desquelles il soupçonne, pour des motifs raisonnables, qu'il y a eu une erreur sur leur origine dans la déclaration en détail ou la déclaration provisoire dont elles ont fait l'objet conformément à l'article 32, ainsi 10 qu'en prélever des échantillons en quantités raisonnables;
- e) examiner les marchandises dont il soupconne, pour des motifs raisonnables, qu'elles ont donné ou pourraient donner 15 lieu à une infraction soit à la présente loi, soit à toute autre loi fédérale à l'égard de laquelle il a des fonctions d'exécution ou de contrôle d'application, soit aux règlements d'application de ces lois, ainsi qu'en ouvrir 20 ou faire ouvrir tous colis ou contenants;
- f) s'il soupçonne, pour des motifs raisonnables, qu'un moyen de transport ou que les marchandises se trouvant à son bord ont donné ou pourraient donner lieu à une 25 infraction visée à l'alinéa e), immobiliser le moyen de transport, monter à son bord et le fouiller, examiner les marchandises et en ouvrir ou faire ouvrir tous colis ou contenants, ainsi que faire conduire le moyen de 30 transport à un bureau de douane ou à tout autre lieu indiqué pour ces opérations.

(6) Subsections 99(2) and (3) of the Act are replaced by the following:

Exception for

- (2) An officer may not open or cause to be 35 opened any mail that is being imported or exported and that weighs thirty grams or less unless the person to whom it is addressed consents or the person who sent it has completed and attached to the mail a label in 40 accordance with article RE3101 of the Detailed Regulations of the Universal Postal Convention.
- Exception for mail
- (3) An officer may cause imported mail, or mail that is being exported, that weighs thirty 45 par le destinataire ou l'expéditeur ou par la grams or less to be opened in his or her presence by the person to whom it is addressed, the person who sent it or a person authorized by either of those persons.

- un remboursement ou un drawback en vertu de la présente loi ou du Tarif des douanes, ainsi qu'en prélever des échantillons en quantités raisonnables;
- d.1) examiner les marchandises au sujet 5 desquelles il soupçonne, pour des motifs raisonnables, qu'il y a eu une erreur sur leur origine dans la déclaration en détail ou la déclaration provisoire dont elles ont fait l'objet conformément à l'article 32, ainsi 10 qu'en prélever des échantillons en quantités raisonnables;
- e) examiner les marchandises dont il soupconne, pour des motifs raisonnables, qu'elles ont donné ou pourraient donner lieu à 15 une infraction soit à la présente loi, soit à toute autre loi fédérale à l'égard de laquelle il a des fonctions d'exécution ou de contrôle d'application, soit aux règlements d'application de ces lois, ainsi qu'en ouvrir ou faire 20 ouvrir tous colis ou contenants;
- f) s'il soupçonne, pour des motifs raisonnables, qu'un moyen de transport ou que les marchandises se trouvant à son bord ont donné ou pourraient donner lieu à une 25 infraction visée à l'alinéa e), immobiliser le moyen de transport, monter à son bord et le fouiller, examiner les marchandises et en ouvrir ou faire ouvrir tous colis ou contenants, ainsi que faire conduire le moyen de 30 transport à un bureau de douane ou à tout autre lieu indiqué pour ces opérations.

(6) Les paragraphes 99(2) et (3) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

- (2) L'agent ne peut ouvrir ou faire ouvrir les 35 Exception envois pesant au plus trente grammes qui sont d'origine étrangère ou destinés à l'exportation que si le destinataire y consent ou que s'ils portent, remplie par l'expéditeur, l'étiquette prévue à l'article RE3101 du Règlement40 détaillé de la Convention postale universelle.
- (3) L'agent peut faire ouvrir en sa présence, personne autorisée par l'un ou l'autre à cet effet, les envois pesant au plus trente grammes 45 qui sont d'origine étrangère ou destinés à l'exportation.

Exception dans le cas des envois

60. The Act is amended by adding the following after section 99:

Power to stop

99.1 (1) If an officer has reasonable grounds to suspect that a person has entered Canada without presenting himself or herself in accordance with subsection 11(1), the officer may stop that person within a reasonable time after the person has entered Canada.

Powers of officer

- (2) An officer who stops a person referred to in subsection (1) may
 - (a) question the person; and
 - (b) in respect of goods imported by that person, examine them, cause to be opened any package or container of the imported goods and take samples of them in reason-15 able amounts.

1992, c. 28, s. 25(1); 1995, c. 41, ss. 27, 28; 1999, c. 17, s. 124

Definitions

"customs

ment

information'

« renseigne-

douanier »

61. Sections 107 and 108 of the Act are replaced by the following:

107. (1) The definitions in this subsection apply in this section.

"customs information" means information of any kind and in any form that

- (a) relates to one or more persons and is obtained by or on behalf of the Minister for the purposes of this Act or the 25 *Customs Tariff*; or
- (b) is prepared from information described in paragraph (a).

"official" means a person who

- (a) is or was employed in the service of 30 Her Majesty in right of Canada or of a province;
- (b) occupies or occupied a position of responsibility in the service of Her Majesty in right of Canada or of a province; 35 or
- (c) is or was engaged by or on behalf of Her Majesty in right of Canada or of a province.

60. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 99, de ce qui suit :

99.1 (1) L'agent peut intercepter une personne dans un délai raisonnable suivant son arrivée au Canada s'il a des motifs raisonna-5 bles de soupçonner qu'elle est entrée au Canada sans se présenter conformément au paragraphe 11(1).

Pouvoirs de l'agent : interception

(2) L'agent qui intercepte une personne en 10 vertu du paragraphe (1) peut :

Pouvoirs de l'agent : après l'interception

- a) l'interroger;
- b) visiter les marchandises qu'elle a importées, en faire ouvrir les colis ou contenants et en prélever des échantillons en quantités raisonnables.

61. Les articles 107 et 108 de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

1992, ch. 28, par. 25(1); 1995, ch. 41, art. 27 et 28; 1999, ch. 17, art. 124

107. (1) Les définitions qui suivent s'appli-20 quent au présent article. Définitions

« fonctionnaire » Personne qui, selon le cas :

20 « fonctionnaire » "official"

- a) est ou a été employée par Sa Majesté du chef du Canada ou d'une province;
- b) occupe ou a occupé une fonction de responsabilité à son service;
- c) est ou a été engagée par elle ou pour 25 son compte.

« personne déterminée » Personne qui est ou a été engagée par Sa Majesté du chef du Canada ou pour son compte ou qui est ou a été employée par elle ou qui occupe ou a occu-30 pé une fonction de responsabilité à son service, pour l'application des dispositions de la présente loi, du *Tarif des douanes* ou de la *Loi sur les mesures spéciales d'importation.*

« personne déterminée » "specified person"

« renseignement douanier » Renseignement de toute nature et sous toute forme qui :

a) soit concerne une ou plusieurs personnes et est obtenu par le ministre ou pour

« renseignement douanier » "customs information"

or

(c) is or was engaged by or on behalf of

"official"
« fonction-

15

"specified person" personne déterminée »

'specified person" means a person who is employed in the service of, who occupies a position of responsibility in the service of, or who is engaged by or on behalf of, Her Majesty in right of Canada to carry out the 5 provisions of this Act, the Customs Tariff or the Special Import Measures Act. It includes a person who was formerly so employed or engaged or who formerly occupied such a position. 10

Prohibition provision or use of customs information

- (2) Except as authorized under this section, no person shall
 - (a) knowingly provide, or allow to be provided, to any person any customs information;
 - (b) knowingly allow any person to have access to any customs information; or
 - (c) knowingly use customs information.

Authorized use of customs information by official

(3) An official may use customs informaenforcing this Act, the Customs Tariff, the Special Imports Measures Act or Part 2 of the Proceeds of Crime (Money Laundering) Act or for any purpose set out in subsection (4), (5) or (7).

Authorized provision of information

- (4) An official may provide, allow to be provided or provide access to customs information if the information
 - (a) will be used solely in or to prepare for criminal proceedings commenced under an 30 Act of Parliament;
 - (b) will be used solely in or to prepare for any legal proceedings relating to the administration or enforcement of an international agreement relating to trade, this Act, the 35 Customs Tariff, the Special Import Measures Act, any other Act of Parliament or law of a province that provides for the imposition or collection of a tax or duty or Part 2 of the Proceeds of Crime (Money 40 Laundering) Act, before

son compte pour l'application de la présente loi ou du Tarif des douanes;

b) soit est tiré d'un renseignement visé à l'alinéa a).

- (2) Sauf autorisation prévue au présent 5 article, il est interdit à quiconque d'accomplir sciemment l'un ou l'autre des actes suivants :
- Interdiction ou utilisation d'un renseignement donanier
 - a) fournir à quiconque un renseignement douanier ou permettre qu'un tel renseignement soit fourni: 10
 - b) permettre à quiconque d'avoir accès à un renseignement douanier;
 - c) utiliser un renseignement douanier.
- (3) Le fonctionnaire peut utiliser un renseition for the purposes of administering or 20 gnement douanier pour l'application ou l'exé-15 cution de la présente loi, du Tarif des douanes, de la Loi sur les mesures spéciales d'importation ou de la partie 2 de la Loi sur le recyclage des produits de la criminalité ou à toute autre 25 fin mentionnée aux paragraphes (4), (5) ou 20 (7).

Utilisation autorisée de renseignefonctionnaire

(4) Le fonctionnaire peut fournir un renseignement douanier, permettre qu'il soit fourni ou y donner accès dans les cas suivants :

Fourniture ou autorisé fonctionnaire

- a) le renseignement sera utilisé uniquement 25 pour les besoins d'une poursuite criminelle engagée en vertu d'une loi fédérale ou pour préparer une telle poursuite;
- b) le renseignement sera utilisé uniquement pour les besoins d'une instance judiciaire 30 engagée devant les institutions ci-après, relativement à l'application ou à l'exécution d'un accord commercial international, de la présente loi, du Tarif des douanes, de la Loi sur les mesures spéciales d'importa-35 tion ou de toute autre loi fédérale ou d'une province prescrivant l'imposition ou le

- (i) a court of record, including a court of record in a jurisdiction outside Canada,
- (ii) an international organization, or
- (iii) a dispute settlement panel or an appellate body created under an interna- 5 tional agreement relating to trade;
- (c) may reasonably be regarded as necessary solely for a purpose relating to the administration or enforcement of this Act, the Canada Pension Plan, the Customs 10 Tariff, the Employment Insurance Act, the Excise Act, the Excise Tax Act, the Export and Import Permits Act, the Income Tax Act, the Special Import Measures Act or Part 2 of the Proceeds of Crime (Money Laundering) 15 Act by an official of the Agency;
- (d) may reasonably be regarded as necessary solely for a purpose relating to the administration or enforcement of this Act, the *Excise Act* or the *Export and Import* 20 *Permits Act* by a member of the Royal Canadian Mounted Police;
- (e) may reasonably be regarded as necessary solely for a purpose relating to the life, health or safety of an individual or to the 25 environment in Canada or any other country;
- (f) will be used solely for a purpose relating to the supervision, evaluation or discipline of a specified person by Her Majesty in right 30 of Canada in respect of a period during which the person was employed or engaged by, or occupied a position of responsibility in the service of, Her Majesty in right of Canada to administer or enforce this Act, 35 the Customs Tariff, the Special Import Measures Act or Part 2 of the Proceeds of Crime (Money Laundering) Act to the extent that the information is relevant for that purpose;
- (g) is reasonably regarded by the official to be information that does not directly or indirectly identify any person; or
- (h) is reasonably regarded by the official to be information relating to the national 45 security or defence of Canada.

- prélèvement d'une taxe ou de droits, ou de la partie 2 de la *Loi sur le recyclage des* produits de la criminalité, ou pour préparer une telle instance :
 - (i) une cour d'archives, notamment une 5 cour d'archives hors du ressort canadien,
 - (ii) une organisation internationale,
 - (iii) un organe de règlement de différends ou une juridiction d'appel constituée sous le régime d'un accord commercial 10 international;
- c) le renseignement peut raisonnablement être considéré comme nécessaire uniquement à l'application ou à l'exécution de la présente loi, du Régime de pensions du 15 Canada, du Tarif des douanes, de la Loi sur l'assurance-emploi, de la Loi sur l'accise, de la Loi sur la taxe d'accise, de la Loi sur les licences d'exportation et d'importation, de la Loi de l'impôt sur le revenu, de la Loi 20 sur les mesures spéciales d'importation ou de la partie 2 de la Loi sur le recyclage des produits de la criminalité par un fonctionnaire de l'Agence;
- d) le renseignement peut raisonnablement 25 être considéré comme nécessaire uniquement à l'application ou à l'exécution de la présente loi, de la *Loi sur l'accise* ou de la *Loi sur les licences d'exportation et d'importation* par un membre de la Gendarmerie 30 royale du Canada;
- e) le renseignement peut raisonnablement être considéré comme nécessaire uniquement pour la vie, la santé ou la sécurité d'une personne physique ou de l'environne-35 ment au Canada ou dans tout autre pays;
- f) le renseignement ne sera utilisé qu'à une fin liée à la surveillance ou à l'évaluation d'une personne déterminée, ou à des mesures disciplinaires prises à son endroit, par Sa 40 Majesté du chef du Canada relativement à une période au cours de laquelle cette personne était soit employée par Sa Majesté du chef du Canada, soit engagée par elle ou occupait une fonction de responsabilité à 45 son service, pour l'application ou l'exécution de la présente loi, du Tarif des douanes, de la Loi sur les mesures spéciales d'impor-

Provision of information to certain persons

- (5) An official may provide, allow to be provided or provide access to customs information to the following persons:
 - (a) a peace officer having jurisdiction to investigate an alleged contravention of any 5 law of Canada or a province subject to prosecution by indictment, the Attorney General of Canada and the Attorney General of the province in which proceedings in respect of the alleged contravention may be 10 taken, if that official has reason to believe that the information relates to the alleged contravention and will be used in the investigation or prosecution of the alleged contravention, solely for those purposes; 15
 - (b) a person that is otherwise legally entitled to the information by reason of an Act of Parliament, solely for the purposes for which that person is entitled to the information:
 - (c) an official solely for the purposes of developing, administering or enforcing an Act of Parliament or developing or implementing a policy related to an Act of Parliament if the information relates to

 25
 - (i) goods, the importation, exportation or in-transit movement of which is or may be prohibited, controlled or regulated under that Act,
 - (ii) a person whom that official reason-30 ably believes may have committed an offence under that Act in respect of goods imported or exported by that person, or

tation ou de la partie 2 de la Loi sur le recyclage des produits de la criminalité, dans la mesure où le renseignement se rapporte à cette fin;

- g) le renseignement peut raisonnablement 5 être considéré par le fonctionnaire comme un renseignement qui ne peut directement ou indirectement identifier qui que ce soit;
- h) le renseignement peut raisonnablement être considéré par le fonctionnaire comme 10 un renseignement qui se rapporte à la sécurité nationale ou à la défense du Canada.
- (5) Le fonctionnaire peut fournir un renseignement douanier, permettre qu'il soit fourni 15 ou y donner accès :

Fourniture ou accès certaines personnes

- a) à l'agent de la paix compétent pour mener une enquête relativement à une infraction présumée à une loi fédérale ou provinciale donnant ouverture à une pour-20 suite par voie de mise en accusation, ainsi qu'au procureur général du Canada et au procureur général de la province où des poursuites peuvent être intentées à l'égard de cette infraction, si le fonctionnaire a des 25 motifs raisonnables de croire que le renseignement se rapporte à l'infraction et servira à l'enquête ou à la poursuite, mais uniquement à ces fins;
- b) à la personne qui y a légalement droit par 30 ailleurs par l'effet d'une loi fédérale, mais uniquement aux fins auxquelles elle y a droit;
- c) à un fonctionnaire, uniquement pour la préparation, l'application ou l'exécution 35 d'une loi fédérale ou pour l'élaboration ou la mise en oeuvre d'une politique se rapportant à une loi fédérale, pourvu que le renseignement ait trait aux matières suivantes:
 - (i) des marchandises dont l'importation, l'exportation ou le mouvement en cours de route est ou peut être interdit, contrôlé ou réglementé sous le régime de cette loi,
 - (ii) une personne à l'égard de laquelle ce 45 fonctionnaire a des motifs raisonnables de croire qu'elle a commis une infraction prévue par la même loi se rapportant à

25

- (iii) goods that may be evidence of an offence under that Act;
- (d) an official, solely for the purpose of administering or enforcing an Act of the legislature of a province, if the information 5 relates to goods that are subject to import, in-transit or export controls or taxation upon importation into the province under that Act;
- (e) an official of a participating province, as 10 defined in subsection 123(1) of the *Excise Tax Act*, or an official of the province of Quebec, if the information relates to the administration or enforcement of Part IX of that Act in that province, solely for that 15 purpose;
- (f) an official solely for the purpose of the formulation or evaluation of fiscal or trade policy or the development of a remission order under an Act of Parliament; 20
- (g) an official solely for the purpose of setting off, against any sum of money that may be due to or payable by Her Majesty in right of Canada, a debt due to
 - (i) Her Majesty in right of Canada, or
 - (ii) Her Majesty in right of a province on account of taxes payable to the province if an agreement exists between Canada and the province under which Canada is authorized to collect taxes on behalf of 30 the province;
- (h) counsel, as defined in subsection 84(4) of the *Special Import Measures Act*, in accordance with subsection 84(3) of that Act and subject to subsection 84(3.1) of that 35 Act, except that the word "information" in those subsections is to be read as a reference to the words "customs information";
- (i) an official of the Department of Human Resources Development solely for the pur-40 pose of administering or enforcing the *Employment Insurance Act*, if the information relates to the movement of people into and out of Canada;
- (*j*) an official of the Department of Citizen- 45 ship and Immigration solely for the purpose of administering or enforcing the *Immigra*-

des marchandises qu'elle a importées ou exportées,

71

- (iii) des marchandises pouvant constituer des éléments de preuve d'une infraction à la même loi;
- d) à un fonctionnaire, uniquement pour l'application ou l'exécution d'une loi provinciale prévoyant des dispositions de contrôle ou de taxation relativement aux importations, aux mouvements en cours de 10 route ou aux exportations dans la province, si le renseignement a trait à des marchandises assujetties à ces dispositions;
- e) à un fonctionnaire d'une province participante, au sens du paragraphe 123(1) de la 15 Loi sur la taxe d'accise, ou un fonctionnaire de la province de Québec, si le renseignement se rapporte à l'application ou l'exécution dans cette province de la partie IX de cette loi et uniquement à ces fins;
- f) à un fonctionnaire, uniquement pour la formulation ou l'évaluation d'une politique fiscale ou commerciale ou l'élaboration d'un décret de remise sous le régime d'une loi fédérale;
- g) à un fonctionnaire uniquement pour procéder, par voie de compensation, à la retenue, sur toute somme due à Sa Majesté du chef du Canada ou à payer par elle, de toute somme égale à une créance : 30
 - (i) soit de Sa Majesté du chef du Canada,
 - (ii) soit de Sa Majesté du chef d'une province s'il s'agit de taxes ou d'impôts provinciaux visés par une entente entre le Canada et la province en vertu de laquel-35 le le Canada est autorisé à percevoir les impôts ou taxes pour le compte de la province;
- h) à un avocat, au sens du paragraphe 84(4) de la *Loi sur les mesures spéciales d'impor*-40 *tation*, conformément aux exigences énoncées au paragraphe 84(3) de cette loi et sous réserve du paragraphe 84(3.1) de la même loi, la mention dans ces dispositions de « les renseignements auxquels ce paragraphe 45 s'applique » et de « renseignements » valant mention de « renseignements douaniers »;

- tion Act, if the information relates to the movement of people into and out of Canada;
- (k) an official of the Financial Transactions and Reports Analysis Centre of Canada 5 solely for the purpose of administering or enforcing the *Proceeds of Crime (Money Laundering) Act*;
- (*l*) a person solely for the purpose of determining any entitlement, liability or 10 obligation of the person under this Act or the *Customs Tariff* including the person's entitlement to any refund, relief, drawback or abatement under those Acts;
- (m) any person, if the information is 15 required to comply with a subpoena or warrant issued or an order made by a court of record in Canada;
- (n) any person, if the information is required to comply with a subpoena or 20 warrant issued or an order made by a court of record outside of Canada, solely for the purposes of criminal proceedings; and
- (*o*) prescribed persons or classes of persons, in prescribed circumstances for prescribed 25 purposes, solely for those purposes.

- (6) The Minister may provide, allow to be provided or provide access to customs information to any person if
 - (a) the information may not otherwise be 30 provided, allowed to be provided or provided access to under this section and, in the Minister's opinion, the public interest in providing the information clearly outweighs any invasion of privacy, or any 35 material financial loss or prejudice to the

- i) à un fonctionnaire du ministère du Développement des ressources humaines, uniquement pour l'application ou l'exécution de la *Loi sur l'assurance-emploi*, si le renseignement se rapporte à l'entrée de 5 personnes au Canada ou à leur sortie du Canada:
- j) à un fonctionnaire du ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration, uniquement pour l'application ou l'exécution de la 10 *Loi sur l'immigration*, si le renseignement se rapporte à l'entrée de personnes au Canada ou à leur sortie du Canada:
- k) à un fonctionnaire du Centre d'analyse des opérations et déclarations financières 15 du Canada, uniquement pour l'application ou l'exécution de la Loi sur le recyclage des produits de la criminalité;
- l) à quiconque, uniquement en vue de déterminer sa réclamation, sa responsabili-20 té ou ses obligations en vertu de la présente loi ou du *Tarif des douanes*, notamment sa réclamation relativement à un remboursement, un drawback ou un abattement en vertu de ces lois;
- m) à quiconque, si le renseignement est exigé par assignation, mandat ou ordonnance d'une cour d'archives au Canada:
- n) à quiconque, si le renseignement est exigé par assignation, mandat ou ordonnan-30 ce d'une cour d'archives à l'extérieur du Canada, dans le cadre de l'application de règles de procédure criminelle;
- o) aux personnes ou catégories de personnes autorisées par règlement à en recevoir35 communication, dans les circonstances et aux fins prévues par règlement et uniquement à ces fins.
- (6) Le ministre peut fournir un renseignement douanier, permettre qu'il soit fourni ou 40 y donner accès :
 - a) à quiconque, si le renseignement ne peut par ailleurs être fourni ou rendu accessible en vertu du présent article et si, de l'avis du ministre, la communication est dans l'inté-45 rêt public et cet intérêt l'emporte clairement sur toute violation de la vie privée,

Fourniture d'un renseignement douanier par le ministre

Provision of customs information by Minister

- competitive position of the person to whom the information relates, that could result from the provision of the information; or
- (b) in the Minister's opinion, providing the information would clearly benefit the indi- 5 vidual to whom the information relates.

Notification of Privacy Commissioner

(7) If customs information provided under subsection (6) is personal information within the meaning of section 3 of the *Privacy Act*, the Minister must notify, in writing, the 10 Privacy Commissioner appointed under section 53 of that Act of any provision of personal information under that subsection before its provision if reasonably practicable or, in any other case, without delay after the provision. 15 The Privacy Commissioner may, if the Privacy Commissioner considers it appropriate, notify the individual to whom the information relates of the provision of the information.

Providing customs information to other governments (8) Customs information may be provided 20 by any person to an official or any other person employed by or representing the government of a foreign state, an international organization established by the governments of states, a community of states, or an institution of any 25 such government or organization, in accordance with an international convention, agreement or other written arrangement between the Government of Canada or an institution of the Government of Canada and 30 the government of the foreign state, the organization, the community or the institution, solely for the purposes set out in that arrangement.

Disclosure of customs information to certain persons

- (9) An official may provide, allow to be 35 provided or provide access to customs information relating to a particular person
 - (a) to that particular person;
 - (b) to a person authorized to transact business under this Act or the *Customs* 40 *Tariff* as that particular person's agent, at the request of the particular person and on

toute perte financière importante ou tout préjudice sensible à la position concurrentielle de la personne visée par le renseignement pouvant être causé par la communication;

b) à quiconque, si, de l'avis du ministre, la personne visée par le renseignement en tirerait un avantage certain.

(7) Le ministre doit aviser par écrit le Commissaire à la protection de la vie privée 10 nommé en vertu de l'article 53 de la *Loi sur la protection des renseignements personnels* avant de fournir, sous le régime du paragraphe (6), des renseignements douaniers constituant des « renseignements personnels » au sens de 15 l'article 3 de cette loi; s'il n'est pas raisonnablement possible de l'aviser avant de fournir les renseignements, il le fait sans délai après les avoir fournis. Le Commissaire à la protection de la vie privée peut, s'il le juge indiqué, 20 en informer la personne visée par les renseignements.

Fourniture de renseignements personnels

- (8) Des renseignements douaniers peuvent être fournis à un fonctionnaire, à un employé ou à un représentant du gouvernement d'un 25 État étranger, d'une organisation internationale créée par les gouvernements de divers États, d'une communauté internationale ou d'une institution d'un tel gouvernement ou d'une telle organisation, conformément à une 30 convention, une entente ou un autre accord international écrit conclu entre le gouvernement du Canada ou l'une de ses institutions et le gouvernement de l'État étranger, l'organisation, la communauté ou l'institution, aux 35 seules fins qui y sont énoncées.
- Fourniture des renseignements douaniers à d'autres gouvernements

- (9) Un fonctionnaire peut fournir un renseignement douanier, permettre qu'il soit fourni ou y donner accès :
 - a) à la personne visée par le renseignement; 40
 - b) à la personne autorisée à accomplir les opérations visées par la présente loi ou par le *Tarif des douanes* en qualité de mandatai-

Fourniture d'un renseignement douanier à certaines personnes

- receipt of such fee, if any, as is prescribed; and
- (c) with the consent of that particular person, to any other person.

Evidence

(10) Despite any other Act of Parliament or 5 other law, no official may be required, in connection with any legal proceedings, to give or produce evidence relating to any customs information.

Measures to protect customs information

- (11) The person presiding at a legal pro-10 ceeding relating to the supervision, evaluation or discipline of a specified person may order any measure that is necessary to ensure that customs information is not used or provided to any person for any purpose not relating to that 15 proceeding, including
 - (a) holding a hearing in camera;
 - (b) banning the publication of the information:
 - (c) concealing the identity of the person to 20 whom the information relates; and
 - (d) sealing the records of the proceeding.

Appeal from order to disclose customs information

- (12) An order or direction that is made in the course of or in connection with any legal proceeding and that requires an official to give 25 or produce evidence relating to customs information may, by notice served on all interested parties, be immediately appealed by the Minister or by the person against whom the order or direction is made
 - (a) to the court of appeal of the province in which the order or direction is made, in the case of an order or direction made by a court or other tribunal established under the laws of the province, whether or not that court or 35 tribunal is exercising a jurisdiction conferred by the laws of Canada; or
 - (b) to the Federal Court of Appeal, in the case of an order or direction made by a court or other tribunal established under the laws 40 of Canada.

- re de la personne visée par le renseignement, à la demande de cette dernière et sur réception des frais réglementaires, le cas échéant:
- c) à toute autre personne, avec le consente- 5 ment de la personne visée par le renseignement.
- (10) Malgré toute autre loi fédérale ou toute autre règle de droit, nul fonctionnaire ne peut être contraint, dans le cadre d'une instance 10 judiciaire, à témoigner ou à produire quoi que ce soit, relativement à un renseignement douanier.

Communication de renseignements procédure judiciaire

(11) La personne qui préside à une instance judiciaire concernant la surveillance ou l'éva-15 luation d'une personne déterminée ou des mesures disciplinaires prises à son endroit peut ordonner la mise en oeuvre des mesures nécessaires pour éviter qu'un renseignement douanier soit utilisé ou fourni à une fin 20 étrangère à la procédure, notamment :

Mesures de protection des renseignements douaniers

- a) la tenue d'une audience à huis clos;
- b) la non-publication du renseignement;
- c) la suppression de l'identité de la personne visée par le renseignement; 25
- *d*) la mise sous scellés du procès-verbal des délibérations.
- (12) Le ministre ou la personne contre laquelle une ordonnance est rendue ou à l'égard de laquelle une directive est donnée, 30 dans le cadre ou à l'occasion d'une instance judiciaire enjoignant à un fonctionnaire de témoigner ou de produire quoi que ce soit relativement à un renseignement douanier peut sans délai, par avis signifié aux parties 35 intéressées, interjeter appel de l'ordonnance ou de la directive devant :
 - a) la cour d'appel de la province dans laquelle l'ordonnance est rendue ou la directive donnée, s'il s'agit d'une ordon-40 nance ou d'une directive émanant d'une cour ou d'un autre tribunal établi en application des lois de la province, que ce tribunal exerce ou non une compétence conférée par les lois fédérales;

Appel ordonnance de communication d'un renseignement douanier Disposition of appeal

(13) The court to which the appeal is taken may allow the appeal and quash the order or direction appealed from or may dismiss the appeal. The rules of practice and procedure from time to time governing appeals to the courts apply, with any modifications that the circumstances require, in respect of the appeal.

Stay

(14) An appeal stays the operation of the ment in the appeal is pronounced.

Regulations

(15) The Governor in Council may make regulations prescribing the circumstances in which fees may be charged for providing or providing access to customs information or 15 making or certifying copies of information and the amount of any such fees.

Passenger information

107.1 (1) The Minister may, under prescribed circumstances and conditions, require any prescribed person or prescribed class of 20 persons to provide, or provide access to, prescribed information about any person on board a conveyance in advance of the arrival of the conveyance in Canada or within a reasonable time after that arrival.

Disclosure

(2) Any person who is required under subsection (1) to provide, or provide access to, prescribed information shall do so despite any restriction under the Aeronautics Act on the disclosure of such information.

1995, c. 41, s. 29; 1997, c. 36, ss. 182,

62. Sections 109.1 and 109.11 of the Act are replaced by the following:

b) la Cour d'appel fédérale, s'il s'agit d'une ordonnance ou d'une directive émanant d'une cour ou d'un autre tribunal établi en application des lois fédérales.

(13) Le tribunal saisi de l'appel prévu au 5 Sort de paragraphe (12) peut accueillir l'appel et annuler l'ordonnance ou la directive en cause ou rejeter l'appel. Les règles de pratique et de procédure régissant les appels devant le tribunal s'appliquent, avec les adaptations 10 nécessaires, aux appels interjetés en vertu du paragraphe (12).

l'appel

(14) L'application de l'ordonnance ou de la order or direction appealed from until judg-10 directive objet d'un appel interjeté en vertu du paragraphe (12) est différée jusqu'au pronon-15 cé du jugement.

Suspension l'application

(15) Le gouverneur en conseil peut, par règlement, déterminer les cas où des frais peuvent être exigés pour permettre l'accès à des renseignements ou pour en fournir, pour 20 en faire des copies ou pour certifier la conformité de celles-ci sous le régime du présent article, ainsi que fixer le montant de ces frais.

Règlements

ments sur les

passagers

- 107.1 (1) Le ministre peut, dans les circons-25 Renseignetances et conditions prévues par règlement, exiger de toute personne ou catégorie de personnes visée par règlement qu'elle fournisse des renseignements réglementaires sur toute personne à bord d'un moyen de transport 30 ou y donne accès, avant l'arrivée au Canada du moyen de transport ou dans un délai raisonnable après son arrivée.
- (2) La personne qui doit fournir des renseignements réglementaires ou y donner accès en 35 vertu du paragraphe (1) doit le faire malgré toute exception prévue par la Loi sur l'aéro-30 nautique à l'égard de la communication de tels renseignements.

Communication malgré une interdiction

62. Les articles 109.1 et 109.11 de la même 40 1995, ch. 41, loi sont remplacés par ce qui suit :

art. 29; 1997, ch. 36, art. 182 et 183

Designated

76

109.1 (1) Every person who fails to comply with any provision of an Act or a regulation designated by the regulations made under subsection (3) is liable to a penalty of not more than twenty-five thousand dollars, as the Minister may direct.

Failure to comply

(2) Every person who fails to comply with any term or condition of a licence issued under this Act or the Customs Tariff or any obligation undertaken under section 4.1 is liable to a 10 penalty of not more than twenty-five thousand dollars, as the Minister may direct.

Designation by regulation

- (3) The Governor in Council may make regulations
 - (a) designating any provisions of this Act, 15 the Customs Tariff or the Special Import Measures Act or of any regulation made under any of those Acts; and
 - (b) establishing short-form descriptions of the provisions designated under paragraph 20
 - (a) and providing for the use of those descriptions.

1993, c. 25, s. 80; 1995. c. 41, s. 30

63. Section 109.3 of the Act is replaced by the following:

Assessment

109.3 (1) A penalty to which a person is 25 liable under section 109.1 or 109.2 may be assessed by an officer and, if an assessment is made, an officer shall serve on the person a written notice of that assessment by sending it by registered or certified mail or delivering it 30 certifié par l'agent à la personne tenue de la to the person.

Limitation on assessment

(2) A person shall not be assessed penalties under both sections 109.1 and 109.2 in respect of the same contravention of this Act, the Customs Tariff or the Special Import Measures 35 Act or the regulations made under those Acts.

Penalty in addition to other sanction

(3) An assessment under subsection (1) may be made in addition to a seizure under this Act or a demand for payment under section 124, in respect of the same contravention of this 40 Act or the regulations.

109.1 (1) Est passible d'une pénalité maximale de vingt-cinq mille dollars fixée par le ministre quiconque omet de se conformer à une disposition d'une loi ou d'un règlement, désignée par un règlement pris en vertu du 5 paragraphe (3).

Dispositions désignées

(2) Est passible d'une pénalité maximale de vingt-cinq mille dollars fixée par le ministre quiconque omet de se conformer à une condition d'un agrément octroyé en vertu de 10 la présente loi ou du Tarif des douanes ou à une obligation prévue dans un engagement accepté en vertu de l'article 4.1.

Défaut de se conformer

(3) Le gouverneur en conseil peut, par 15 règlement :

Prescription par règlement

- a) désigner toute disposition de la présente loi, du Tarif des douanes ou de la Loi sur les mesures spéciales d'importation, ou de leurs règlements d'application;
- b) formuler les descriptions abrégées des 20 dispositions désignées en vertu de l'alinéa a) et prévoir l'utilisation de ces descriptions.
- 63. L'article 109.3 de la même loi est remplacé par ce qui suit : 25

art. 80; 1995. ch. 41, art. 30 Cotisation

1993, ch. 25.

109.3 (1) Les pénalités prévues aux articles 109.1 ou 109.2 peuvent être établies par l'agent. Le cas échéant, un avis écrit de cotisation concernant la pénalité est signifié à personne ou par courrier recommandé ou 30

Restriction

- (2) Une infraction à la présente loi, au Tarif des douanes, à la Loi sur les mesures spéciales d'importation ou à leurs règlements d'appli-35 cation ne peut faire l'objet à la fois de la pénalité prévue à l'article 109.1 et de celle prévue à l'article 109.2.
- (3) Une saisie effectuée en vertu de la présente loi ou l'avis réclamant un paiement 40 en vertu de l'article 124 relativement à une infraction donnée à la présente loi ou à ses règlements d'application n'empêche l'établissement d'une pénalité en vertu du paragraphe (1) pour la même infraction. 45

Pénalité supplémenSufficiency of short-form description

(4) The use on a notice of assessment of a short-form description established under paragraph 109.1(3)(b) or of a description that deviates from that description without affecting its substance is sufficient for all purposes to describe the contravention.

(4) Pour caractériser une contravention, il suffit d'en reporter sur l'avis de cotisation la description abrégée visée à l'alinéa 109.1(3)b) ou toute autre description qui n'en diffère pas quant au fond.

Emploi de la description abrégée

77

1993, c. 25, s. 80

64. Section 109.5 of the Act is replaced by the following:

Interest on penalties

109.5 (1) Subject to subsection (2), a person has been served under section 109.3 shall pay, in addition to the penalty, interest at the prescribed rate for the period beginning on the day after the notice was served on the person and ending on the day the penalty has been 15 paid in full, calculated on the outstanding balance of the penalty.

Exception

(2) Interest is not payable if the penalty is paid in full by the person within thirty days after the date of the notice of assessment.

64. L'article 109.5 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

1993, ch. 25, art. 80

Intérêts sur

les pénalités

109.5 (1) Sous réserve du paragraphe (2), le on whom a notice of assessment of a penalty 10 destinataire d'un avis de cotisation concernant la pénalité établie en vertu de l'article 109.310 paie, en plus de cette pénalité, des intérêts au taux réglementaire, calculés sur les arriérés pour la période allant du lendemain de la signification de l'avis jusqu'au jour du paiement intégral de la pénalité. 15

> (2) Aucun intérêt n'est exigible si la Exception

65. Section 115 of the Act is replaced by the following:

Copies of records

115. (1) If any record is examined or seized under this \overline{A} ct, the Minister, or the officer by whom it is examined or seized, may make or 25 cause to be made one or more copies of it, and a copy purporting to be certified by the Minister or a person authorized by the Minister is admissible in evidence and has the same probative force as the original would have if 30 it had been proved in the ordinary way.

Detention of records seized

- (2) No record that has been seized as evidence under this Act shall be detained for a period of more than three months unless, before the expiration of that period,
 - (a) the person from whom it was seized agrees to its further detention for a specified period;
 - (b) a justice of the peace is satisfied on application that, having regard to the cir-40 cumstances, its further detention for a specified period is warranted and he or she so orders; or
 - (c) judicial proceedings are instituted in which the seized record may be required. 45

pénalité est payée intégralement dans les 20 trente jours suivant la date de l'avis.

65. L'article 115 de la même loi est remplacé par ce qui suit : 20

115. (1) En cas d'examen ou de saisie de documents en vertu de la présente loi, le ministre, ou l'agent qui les examine ou les a saisis, peut en faire ou en faire faire des copies. Toute copie paraissant certifiée conforme par 25 le ministre ou son délégué est recevable en preuve et a la même force probante qu'un original à l'authenticité établie selon les modalités habituelles.

> documents saisis

Reproduction

de documents

- (2) Les documents saisis en vertu de la 30 Rétention des présente loi comme moyen de preuve ne peuvent être retenus pendant plus de trois 35 mois que si, avant l'expiration de ce délai :
 - a) le saisi donne son accord pour une prolongation d'une durée déterminée; 35
 - b) le juge de paix, estimant justifiée, eu égard aux circonstances, une demande présentée à cet effet, ordonne une prolongation d'une durée déterminée:
 - c) sont intentées des procédures judiciaires 40 au cours desquelles les documents saisis peuvent avoir à servir.

66. Section 123 of the Act is replaced by the following:

Review of forfeiture

123. The forfeiture of goods or conveyances seized under this Act or any money or security held as forfeit in lieu of such goods or 5 conveyances is final and not subject to review or to be restrained, prohibited, removed, set aside or otherwise dealt with except to the extent and in the manner provided by sections 127.1 and 129.

67. (1) Section 124 of the Act is amended by adding the following after subsection (4):

Value of exported goods

(4.1) Sections 117 and 119 and subsection (2) apply to a contravention of this Act or the regulations in respect of goods that have been 15 or are about to be exported, except that the references to "value for duty of the goods" in those provisions are to be read as references to "value of the goods".

Value of goods

(4.2) For the purposes of subsection (4.1), 20 the expression "value of the goods" means the total of all payments made or to be made by the purchaser of the goods to or for the benefit of the vendor.

Value of goods set by Minister

(4.3) If the value of the goods cannot be 25 determined under subsection (4.2), the Minister may determine that value.

(2) Section 124 of the Act is amended by adding the following after subsection (5):

Interest

(6) A person on whom a notice of ascer-30 tained forfeiture has been served shall pay, in addition to the amount set out in the notice, interest at the prescribed rate for the period beginning on the day after the notice was served and ending on the day the amount is 35 paid in full, calculated on the outstanding balance. However, interest is not payable if the amount is paid in full within thirty days after the date of the notice.

68. Section 127 of the Act is replaced by 40 the following:

66. L'article 123 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

123. La confiscation des marchandises ou des moyens de transport saisis en vertu de la présente loi, ou celle des sommes ou garanties 5 qui en tiennent lieu, est définitive et n'est susceptible de révision, de restriction, d'interdiction, d'annulation, de rejet ou de toute autre forme d'intervention que dans la mesure 10 et selon les modalités prévues aux articles 10 127.1 et 129.

67. (1) L'article 124 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (4), de ce qui suit :

(4.1) Les articles 117 et 119 et le paragraphe 15 Valeur des (2) s'appliquent aux infractions à la présente loi ou aux règlements à l'égard de marchandises exportées ou sur le point de l'être, la mention de « valeur en douane des marchandises » valant mention de « valeur des mar-20 chandises ».

marchandises exportées

Conditions de

(4.2) Pour l'application du paragraphe (4.1), la valeur des marchandises est égale à l'ensemble de tous les paiements que l'acheteur a faits, ou s'est engagé à faire, au vendeur 25 ou au profit de celui-ci à leur égard.

Valeur des marchandises

(4.3) Dans le cas où il est impossible d'établir la valeur des marchandises en application du paragraphe (4.2), le ministre peut déterminer cette valeur. 30

Valeur des marchandises : détermination par le ministre

Intérêt

(2) L'article 124 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (5), de ce qui suit :

(6) Le destinataire de l'avis est tenu de payer, en plus de la somme mentionnée dans 35 l'avis, des intérêts au taux réglementaire, calculés sur le solde impayé pour la période allant du lendemain de la signification de l'avis jusqu'au jour du paiement intégral de la somme. Toutefois, aucun intérêt n'est exigible 40 si la somme est payée intégralement dans les trente jours suivant la date de l'avis.

68. L'article 127 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

1993, c. 25,

1993, ch. 25,

Review of ascertained forfeiture or penalty assessment

127. The debt due to Her Majesty as a result of a notice served under section 109.3 or a demand under section 124 is final and not subject to review or to be restrained, prohibited, removed, set aside or otherwise dealt with except to the extent and in the manner provided by sections 127.1 and 129.

Corrective measures

- **127.1** (1) The Minister, or any officer designated by the Minister for the purposes of this section, may cancel a seizure made under 10 section 110 or cancel or reduce a penalty assessed under section 109.3, an amount received under sections 117 to 119 or an amount demanded under section 124 within thirty days after the seizure, assessment or 15 demand, if
 - (a) the Minister is satisfied that there was no contravention; or
 - (b) there was a contravention but the Minister considers that there was an error 20 with respect to the amount assessed, collected, demanded or taken as security and that the amount should be reduced.

Interest

(2) If an amount is returned to a person under paragraph (1)(a), the person shall be 25 personne en vertu de l'alinéa (1)a) est majorée given interest on that amount at the prescribed rate for the period beginning on the day after the amount was originally paid by that person and ending on the day it was returned.

1993, c. 25,

Request for Minister's decision

69. Subsection 129(1) of the Act is re-30 placed by the following:

129. (1) The following persons may, within ninety days after the date of a seizure or the service of a notice, request a decision of the Minister under section 131 by giving notice in 35 writing, or by any other means satisfactory to the Minister, to the officer who seized the goods or conveyance or served the notice or caused it to be served, or to an officer at the customs office closest to the place where the 40 seizure took place or closest to the place from where the notice was served:

- (a) any person from whom goods or a conveyance is seized under this Act;
- (b) any person who owns goods or a 45 conveyance that is seized under this Act;

127. La créance de Sa Majesté résultant d'un avis signifié en vertu de l'article 109.3 ou d'une réclamation effectuée en vertu de l'article 124 est définitive et n'est susceptible de révision, de restriction, d'interdiction, 5 d'annulation, de rejet ou de toute autre forme d'intervention que dans la mesure et selon les modalités prévues aux articles 127.1 et 129.

Conditions de révision

127.1 (1) Le ministre ou l'agent qu'il désigne pour l'application du présent article 10 peut annuler une saisie faite en vertu de l'article 110 ou annuler ou réduire une pénalité établie en vertu de l'article 109.3, un montant recu en vertu de l'un des articles 117 à 119 ou une somme réclamée en vertu de 15 l'article 124, dans les trente jours suivant la saisie ou l'établissement de la pénalité ou la

Mesures de redressement

a) le ministre est convaincu qu'aucune infraction n'a été commise: 20

réclamation dans les cas suivants :

- b) il y a eu infraction, mais le ministre est d'avis qu'une erreur a été commise concernant la somme établie, versée ou réclamée et que celle-ci doit être réduite.
- (2) La somme qui est remboursée à une 25 Intérêt des intérêts au taux réglementaire, calculés à compter du lendemain du jour du paiement de la somme par cette personne jusqu'à celui de son remboursement.

69. Le passage du paragraphe 129(1) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

1993, ch. 25,

art. 82

129. (1) Les personnes ci-après peuvent, dans les quatre-vingt-dix jours suivant la 35 saisie ou la signification de l'avis, en s'adressant par écrit, ou par tout autre moyen que le ministre juge indiqué, à l'agent qui a saisi les biens ou les moyens de transport ou a signifié ou fait signifier l'avis, ou à un agent du bureau 40 de douane le plus proche du lieu de la saisie ou de la signification, présenter une demande en vue de faire rendre au ministre la décision prévue à l'article 131:

Demande de révision

- (c) any person from whom money or security is received pursuant to section 117, 118 or 119 in respect of goods or a conveyance seized under this Act; or
- (d) any person on whom a notice is served 5 under section 109.3 or 124.

70. The Act is amended by adding the following after section 129:

Extension of time by Minister

129.1 (1) If no request for a decision of the Minister is made under section 129 within the 10 time provided in that section, a person may apply in writing to the Minister for an extension of the time for making the request and the Minister may grant the application.

Prorogation le ministre

Reasons

(2) An application must set out the reasons 15 why the request was not made on time.

(2) La demande de prorogation énonce les raisons pour lesquelles la demande visée à l'article 129 n'a pas été présentée dans le délai 10 prévu.

70. La même loi est modifiée par adjonc-

129.1 (1) La personne qui n'a pas présenté

qui y est prévu peut demander par écrit au 5

la demande visée à l'article 129 dans le délai

ministre de proroger ce délai, le ministre étant

tion, après l'article 129, de ce qui suit :

autorisé à faire droit à la demande.

présentée.

cle 129;

Contenu de la

Burden of proof of application

(3) The burden of proof that an application has been made under subsection (1) lies on the person claiming to have made it.

(3) Il incombe à la personne qui affirme avoir présenté la demande de prorogation visée au paragraphe (1) de prouver qu'elle l'a

Fardeau de la preuve

Notice of decision

(4) The Minister must, without delay after 20 making a decision in respect of an application, notify the applicant in writing of the decision.

Décision du ministre

15

Conditions for granting application

- (5) The application may not be granted unless
 - (a) it is made within one year after the 25 expiration of the time provided in section 129; and
 - (b) the applicant demonstrates that
 - (i) within the time provided in section 129, the applicant was unable to request 30 a decision or to instruct another person to request a decision on the applicant's behalf or the applicant had a bona fide intention to request a decision,
 - (ii) it would be just and equitable to grant 35 the application, and
 - (iii) the application was made as soon as circumstances permitted.

(4) Dès qu'il a rendu sa décision, le ministre en avise par écrit la personne qui a demandé la prorogation.

> Conditions d'acceptation 20 de la

- (5) Il n'est fait droit à la demande que si les conditions suivantes sont réunies : a) la demande est présentée dans l'année
 - b) l'auteur de la demande établit ce qui suit:

suivant l'expiration du délai prévu à l'arti-

25

- (i) au cours du délai prévu à l'article 129, il n'a pu ni agir ni mandater quelqu'un pour agir en son nom, ou il avait véritablement l'intention de demander une décision. 30
- (ii) il serait juste et équitable de faire droit à la demande,
- (iii) la demande a été présentée dès que possible.

5

Extension of time by Federal Court

129.2 (1) A person may apply to the Federal Court to have their application under section 129.1 granted if

- (a) the Minister dismisses that application;
- (b) ninety days have expired after the application was made and the Minister has not notified the person of a decision made in respect of it.

If paragraph (a) applies, the application under 10 this subsection must be made within ninety days after the application is dismissed.

Application process

(2) The application must be made by filing a copy of the application made under section 129.1, and any notice given in respect of it, 15 with the Minister and the Administrator of the Court.

Powers of the Court

(3) The Court may grant or dismiss the application and, if it grants the application, may impose any terms that it considers just or 20 order that the request under section 129 be deemed to have been made on the date the order was made.

Conditions for granting application

- (4) The application may not be granted unless
 - (a) the application under subsection 129.1(1) was made within one year after the expiration of the time provided in section 129: and
 - (b) the person making the application 30 demonstrates that
 - (i) within the time provided in section 129 for making a request for a decision of the Minister, the person was unable to act or to instruct another person to act in the 35 person's name or had a bona fide intention to request a decision,
 - (ii) it would be just and equitable to grant the application, and
 - (iii) the application was made as soon as 40 circumstances permitted.

71. Subsection 130(3) of the Act is replaced by the following:

129.2 (1) La personne qui a présenté une demande de prorogation en vertu de l'article 129.1 peut demander à la Cour fédérale d'y faire droit:

Prorogation du délai par la Cour fédérale

- a) soit après le rejet de la demande par le 5 ministre;
- b) soit à l'expiration d'un délai de quatrevingt-dix jours suivant la présentation de la demande, si le ministre ne l'a pas avisée de sa décision. 10

La demande fondée sur l'alinéa a) doit être présentée dans les quatre-vingt-dix jours suivant le rejet de la demande.

(2) La demande se fait par dépôt auprès du ministre et de l'administrateur de la Cour15 d'une copie de la demande de prorogation présentée en vertu de l'article 129.1 et de tout avis donné à son égard.

Modalités

(3) La Cour peut rejeter la demande ou y faire droit. Dans ce dernier cas, elle peut 20 fédérale imposer les conditions qu'elle estime justes ou ordonner que la demande soit réputée avoir été présentée à la date de l'ordonnance.

Pouvoirs de

- (4) Il n'est fait droit à la demande que si les 25 conditions suivantes sont réunies :
 - a) la demande de prorogation a été présentée en vertu du paragraphe 129.1(1) dans l'année suivant l'expiration du délai prévu à l'article 129:
 - b) l'auteur de la demande établit ce qui 30 suit:
 - (i) au cours du délai prévu à l'article 129, il n'a pu ni agir ni mandater quelqu'un pour agir en son nom, ou il avait véritablement l'intention de demander une 35 décision,
 - (ii) il serait juste et équitable de faire droit à la demande,
 - (iii) la demande a été présentée dès que possible. 40

71. Le paragraphe 130(3) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Conditions d'acceptation de la demande

Evidence

82

(3) Evidence may be given under subsection (2) by affidavit made before any person authorized by an Act of Parliament or of the legislature of a province to administer oaths or take affidavits.

(3) Les moyens de preuve visés au paragraphe (2) peuvent être produits par déclaration sous serment faite devant toute personne autorisée par une loi fédérale ou provinciale à 5 faire prêter serment et à recevoir les déclara- 5 tions sous serment.

1993, c. 25, s. 84

72. (1) Subsection 131(1) of the Act is amended by adding the word "or" at the end of paragraph (b) and by replacing paragraphs (c) and (d) with the following:

(c) in the case of a penalty assessed under 10 section 109.3 against a person for failure to comply with subsection 109.1(1) or (2) or a provision that is designated under subsection 109.1(3), whether the person so failed 15 to comply.

(2) Section 131 of the Act is amended by adding the following after subsection (1):

Exception

(1.1) A person on whom a notice is served under section 130 may notify the Minister, in writing, that the person will not be furnishing 20 evidence under that section and authorize the Minister to make a decision without delay in the matter.

1993, c. 25, s. 85

73. Paragraph 132(1)(b) of the Act is replaced by the following:

(b) where, as a result of a decision made by the Minister under paragraph 131(1)(c), the Minister decides that a penalty that was assessed under section 109.3 is not justified by the facts or the law, the Minister shall 30 forthwith cancel the assessment of the penalty and authorize the return of any money paid on account of the penalty and any interest that was paid under section 109.5 in respect of the penalty. 35

1993, c. 25, s. 86(2)

74. (1) Subsection 133(1.1) of the Act is replaced by the following:

Powers of Minister

- (1.1) If the Minister decides under paragraph $1\overline{3}1(1)(c)$ that the person failed to comply, the Minister may, subject to any 40 conformée, peut, aux conditions qu'il fixe: terms and conditions that the Minister may determine.
 - (a) remit any portion of the penalty assessed under section 109.3; or

72. (1) Les alinéas 131(1)c) et d) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

1993, ch. 25, art. 84

Affidavit

c) le motif de non-conformité aux paragraphes 109.1(1) ou (2) ou à une disposition 10 désignée en vertu du paragraphe 109.1(3) pour justifier l'établissement d'une pénalité en vertu de l'article 109.3, peu importe s'il y a réellement eu non-conformité.

(2) L'article 131 de la même loi est 15 modifié par adjonction, après le paragraphe (1), de ce qui suit :

(1.1) La personne à qui a été signifié un avis visé à l'article 130 peut aviser par écrit le ministre qu'elle ne produira pas de moyens de 20 preuve en application de cet article et autoriser le ministre à rendre sans délai une décision sur la question.

Exception

73. L'alinéa 132(1)b) de la même loi est 25 remplacé par ce qui suit : 25

1993, ch. 25, art. 85

b) le ministre, s'il décide, par suite d'une décision qu'il a rendue en vertu de l'alinéa 131(1)c), que la pénalité établie en application de l'article 109.3 n'est fondée ni en fait ni en droit, annule sans délai la cotisation 30 concernant la pénalité et autorise sans délai la restitution des sommes versées au titre de la pénalité et des intérêts afférents payés en application de l'article 109.5.

74. (1) Le paragraphe 133(1.1) de la 35 1993, ch. 25, par. 86(2) même loi est remplacé par ce qui suit :

(1.1) Le ministre, s'il décide en vertu de l'alinéa 131(1)c) que la personne ne s'est pas Pouvoirs du ministre

- a) remettre à la personne une portion de la 40 pénalité établie en vertu de l'article 109.3;
- b) réclamer une somme supplémentaire.

(b) demand that an additional amount be paid.

If an additional amount is demanded, the total of the amount assessed and the additional amount may not exceed the maximum penalty 5 that could be assessed under section 109.3.

Toutefois, la totalité de celle-ci et de la somme établie ne doit pas dépasser le montant maximal de la pénalité qui peut être établie en vertu de l'article 109.3.

1993, c. 25, s. 86(3)

(2) Subsection 133(7) of the Act is replaced by the following:

Interest

(7) If an amount of money is demanded under paragraph (1)(c) or (1.1)(b), the person 10 réclamée en application des alinéas (1)c) ou to whom the demand is made shall pay the amount demanded together with interest at the prescribed rate for the period beginning on the day after the notice is served under subsection 131(2) and ending on the day the amount has 15 been paid in full, calculated on the outstanding balance of the amount. However, interest is not payable if the amount demanded is paid in full within thirty days after the notice is served.

(2) Le paragraphe 133(7) de la même loi 5 1993, ch. 25, est remplacé par ce qui suit :

(7) Les personnes à qui une somme est (1.1)b) versent avec la somme réclamée des intérêts au taux réglementaire, calculés sur les 10 arriérés pour la période commençant le lendemain de la signification de l'avis prévu au paragraphe 131(2) et se terminant le jour du paiement intégral de la somme. Toutefois, aucun intérêt n'est exigible si la pénalité est 15 payée intégralement dans les trente jours suivant la signification de l'avis. 20

Intérêts

1992, c. 1, s. 62, c. 51, s. 45; 1998, c. 30, par. 14(e); 1999, c. 3, s. 60, c. 17, par. 127(l)

75. Sections 138 and 139 of the Act are replaced by the following:

75. Les articles 138 et 139 de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

marchandises ou d'un moyen de transport

effectuée en vertu de la présente loi ou en cas

de détention de marchandises ou d'un moyen

de transport en vertu du paragraphe 97.25(2),

possession de l'objet au moment de la saisie

ou de la détention, revendique à cet égard un

droit en qualité de propriétaire, de créancier

hypothécaire, de créancier privilégié ou en toute autre qualité comparable peut, dans les 30 quatre-vingt-dix jours suivant la saisie ou la détention, demander que le ministre rende la

décision visée à l'article 139.

toute personne qui, sauf si elle était en 25

1992, ch. 1, art. 62, art. 45; 1998, ch. 30, al. 14e); 1999, ch. 3. art. 60, ch. 17, al. 127*l*)

Third party claims

138. (1) If goods or a conveyance is seized as forfeit under this Act or if a conveyance is detained under subsection 97.25(2), any per-25 son, other than the person in whose possession it was when seized or detained, who claims an interest in it as owner, mortgagee, hypothecary creditor, lien-holder or holder of any like interest may, within ninety days after the 30 seizure or detention, apply for a decision by the Minister under section 139.

138. (1) En cas de saisie-confiscation de 20 tion de droits

Application procedure

(2) A person may apply for a decision by giving notice in writing to the officer who seized or detained the goods or conveyance or 35 to an officer at the customs office closest to the place where the seizure or detention took place.

(2) La demande se fait par remise d'un avis écrit à l'agent qui a saisi ou qui détient les 35 marchandises ou le moyen de transport ou à un agent du bureau de douane le plus proche du lieu de la saisie ou de la détention.

Procédure applicable Burden of proof of application

(3) The burden of proof that an application has been made under subsection (1) lies on the person claiming to have made it.

Provision of evidence

(4) A person who applies under subsection (1) must provide evidence that relates to their 5 interest in the seized or detained goods or conveyance and any other evidence requested by the Minister in respect of that interest.

Manner of giving evidence (5) Evidence may be given under subsection (4) by affidavit made before any person 10 authorized by an Act of Parliament or of the legislature of a province to administer oaths or take affidavits.

Late applications (6) The Minister may accept an application made within one year after the expiration of 15 the ninety days referred to in subsection (1) by a person who has not claimed an interest in the seized or detained goods or conveyance within those ninety days.

Conditions for late applications

- (7) When making an application under 20 subsection (6), the person must demonstrate to the Minister that
 - (a) within the time provided in subsection
 - (1) for making an application the person
 - (i) was unable to act or to instruct another 25 person to act in the person's name, or
 - (ii) had a *bona fide* intention to apply under that subsection:
 - (b) it would be just and equitable to grant the application; and
 - (c) the application was made as soon as circumstances permitted.

Decision of Minister 139. The Minister must decide an application made under section 138 without delay and, if the Minister is satisfied that the 35 following conditions are met, must make a determination that the applicant's interest in the goods or conveyance is not affected by the seizure or detention and as to the nature and extent of the applicant's interest at the time of 40 the contravention or use:

(3) Il incombe à la personne qui affirme avoir présenté la demande visée au paragraphe (1) de prouver qu'elle l'a présentée. Fardeau de la preuve

(4) La personne qui demande une décision en vertu du paragraphe (1) doit produire tous 5 moyens de preuve à l'appui du droit qu'elle revendique à l'égard des marchandises ou du moyen de transport saisis ou détenus et tout autre élément de preuve que le ministre exige à l'égard de ce droit.

Délai pour prouver l'existence du droit

(5) Les moyens de preuve visés au paragraphe (4) peuvent être produits par déclaration sous serment faite devant toute personne autorisée en vertu d'une loi fédérale ou provinciale à faire prêter serment et à recevoir 15 les déclarations sous serment.

Affidavit

(6) Le ministre peut accepter qu'une personne mentionnée au paragraphe (1) présente sa demande après l'expiration du délai de quatre-vingt-dix jours, si la demande est20 présentée au cours de l'année suivant l'expiration du délai.

Demande postérieure au délai de quatre-vingtdix jours

(7) L'auteur d'une demande présentée en vertu du paragraphe (6) doit démontrer au ministre ce qui suit :

Conditions supplémentaires 25 applicables

- a) au cours du délai prévu au paragraphe
 - (i) soit il n'a pu ni agir ni mandater quelqu'un pour agir en son nom,
 - (ii) soit il avait véritablement l'intention 30 de demander au ministre de rendre une décision;
- b) il serait juste et équitable de faire droit à la demande;
- c) la demande a été présentée dès que 35 possible.
- 139. Le ministre examine dès sa réception la demande qui lui est présentée en vertu de l'article 138 et, s'il constate que les conditions ci-après sont réunies, rend une décision por-40 tant que la saisie ou la détention ne porte pas atteinte au droit du demandeur à l'égard des marchandises ou du moyen de transport et précisant la nature et l'étendue de ce droit au moment de l'infraction ou de l'utilisation en 45 cause :

Décision du ministre 5

20

- (a) the applicant acquired the interest in good faith before the contravention or use;
- (b) the applicant is innocent of any complicity or collusion in the contravention or use; and
- (c) the applicant exercised all reasonable care in respect of any person permitted to obtain possession of the goods or conveyance in order to satisfy the applicant that it was not likely to be used in a contravention 10 or, if the applicant is a mortgagee, hypothecary creditor or lien-holder, the applicant exercised that care in relation to the mortgagor, hypothecary debtor or lien-giver.
- *a*) <u>le demandeur</u> a acquis son droit de bonne foi avant <u>l'infraction</u> ou <u>l'utilisation</u>;
- b) il est innocent de toute complicité ou collusion dans l'infraction ou l'utilisation;
- c) il a pris <u>les</u> précautions <u>voulues</u> pour se 5 convaincre <u>que</u> l'objet saisi <u>ou détenu</u> ne risquait pas d'être utilisé en <u>infraction</u> par toute personne admise à sa possession, ou <u>par le</u> débiteur dans le cas d'une hypothèque ou d'un privilège.

Order

Meaning of

'court'

139.1 (1) A person who makes an applica-15 tion under section 138 may, within ninety days after being notified of the decision, apply for an order under this section by giving notice in writing to the court.

(2) In this section, "court" means

- (a) in the Province of Ontario, the Superior Court of Justice;
- (b) in the Province of Quebec, the Superior
- (c) in the Provinces of Nova Scotia and 25 British Columbia, the Yukon Territory and the Northwest Territories, the Supreme Court:
- (*d*) in the Provinces of New Brunswick, Manitoba, Saskatchewan and Alberta, the 30 Court of Queen's Bench;
- (e) in the Provinces of Prince Edward Island and Newfoundland, the Trial Division of the Supreme Court; and
- (f) in Nunavut, the Nunavut Court of 35 Justice.

Date of hearing (3) A judge of the court must fix a day, not less than thirty days after the application has been made, for the hearing of the application.

139.1 (1) L'auteur de la demande présentée en vertu de l'article 138 peut, dans les quatre-vingt-dix jours suivant celui où il est informé de la décision, présenter au tribunal une requête lui demandant de rendre l'ordon-15 nance prévue au présent article.

Appel

(2) Dans le présent article, « tribunal » s'entend :

Définition de « tribunal »

- a) dans la province d'Ontario, de la Cour supérieure de justice; 20
- b) dans la province de Québec, de la Cour supérieure;
- c) dans les provinces de la Nouvelle-Écosse et de la Colombie-Britannique, le territoire du Yukon et les Territoires du Nord-Ouest, 25 de la Cour suprême;
- d) dans les provinces du Nouveau-Brunswick, du Manitoba, de la Saskatchewan et de l'Alberta, de la Cour du Banc de la Reine:
- *e*) dans les provinces de l'Île-du-Prince-Édouard et de Terre-Neuve, de la Section de première instance de la Cour suprême;
- f) au Nunavut, de la Cour de justice du Nunavut. 35
- (3) Le juge du tribunal saisi de la requête fixe l'audition de celle-ci à une date postérieure d'au moins trente jours à celle de sa présentation.

Date d'audition Notice to Minister

(4) The applicant, no later than fifteen days before the day fixed for the hearing, must serve notice of the application and of the hearing on the Minister, or an officer designated by the Minister for the purposes of this section.

Signification au ministre

Service by registered mail

Order

(5) Service of the notice is sufficient if it is sent by registered mail addressed to the Minister.

Courrier recommandé

Ordonnance

(6) The applicant is entitled to an order 10 declaring that the applicant's interest is not affected by the seizure or detention and declaring the nature and extent of the applicant's interest at the time of the contravention or use if, on the hearing of the application, the 15 court is satisfied that the applicant

(6) Lors de l'audition de la requête, le requérant est fondé à obtenir une ordonnance 10 disposant que la saisie ou la détention ne porte pas atteinte à son droit et précisant la nature et l'étendue de celui-ci au moment de l'infraction ou de l'utilisation si le tribunal saisi est convaincu des faits suivants : 15

(4) Au plus tard le quinzième jour précédant

la date d'audition de la requête, le requérant

signifie au ministre, ou au fonctionnaire que

celui-ci désigne pour l'application du présent

(5) Il suffit, pour que l'avis soit réputé

signifié, de l'envoyer par courrier recomman-

dé au ministre.

article, un avis de la requête et de l'audition.

(a) acquired the interest in good faith prior to the contravention or use;

- a) le requérant a acquis son droit de bonne foi avant l'infraction ou l'utilisation;
- (b) is innocent of any complicity or collu-20 sion in the contravention or use; and
- b) il est innocent de toute complicité ou collusion dans l'infraction ou l'utilisation;
- (c) exercised all reasonable care in respect of any person permitted to obtain possession of the goods or conveyance in order to satisfy the applicant that it was not likely to be used in a contravention or, if the 25 applicant is a mortgagee, hypothecary creditor or lien-holder, that the applicant exercised that care in relation to the mortgagor, hypothecary debtor or lien-giver.
- c) il a pris les précautions voulues pour se 20 convaincre que l'objet saisi ou détenu ne risquait pas d'être utilisé en infraction par toute personne admise à sa possession, ou par le débiteur dans le cas d'une hypothèque ou d'un privilège. 25

76. Le paragraphe 140(1) de la même loi

140. (1) L'ordonnance visée à l'article

requérant ou de la Couronne, devant la cour30

139.1 est susceptible d'appel, de la part du

d'appel. Le cas échéant, l'affaire est entendue

et jugée selon la procédure ordinaire régissant

les appels interjetés devant cette juridiction

contre les ordonnances ou décisions du tribu-

est remplacé par ce qui suit :

nal.

76. Subsection 140(1) of the Act is re-30 placed by the following:

Appeal

140. (1) A person who makes an application under section 139.1 or the Crown may appeal to the court of appeal from an order made under that section and the appeal shall be 35 asserted, heard and decided according to the ordinary procedure governing appeals to the court of appeal from orders or judgments of a court.

Appel à la cour d'appel

77. Subsection 141(1) of the Act is re-40

placed by the following:

141. (1) The Commissioner, after forfeiture of goods or a conveyance has become final in the circumstances described in subsection 39(1), following a decision in an appeal under 45 section 135 or an order under section 139.1 or 140, shall direct that

77. Le paragraphe 141(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

1999, ch. 17, al. 127m)

35

141. (1) Le commissaire, une fois que la confiscation des marchandises ou du moyen de transport est devenue définitive dans le cas 40 visé au paragraphe 39(1), par suite de la décision rendue en vertu de l'article 135 ou de

Restitution des marchandises ou movens de transport saisis

Delivery to applicant

1999, c. 17,

par. 127(m)

- (a) the goods or conveyance be given to the person who made an application under section 138; or
- (b) if the goods or conveyance has been sold or disposed of, an amount calculated on the basis of the interest of that person in the goods or conveyance at the time of the contravention or use, as declared in the decision or order, be paid to that person.

| l'ordonnance rendue en vertu des articles | 139.1 ou 140, fait remettre à la personne qui a fait une demande en vertu de l'article 138 :

- a) les marchandises ou le moyen de transport;
- b) si les marchandises ou le moyen de transport ont été vendus ou aliénés, une somme dont le calcul est basé sur la contre-valeur de son droit sur ceux-ci au moment de l'infraction ou de l'utilisation, 10 telle que cette contre-valeur est fixée dans la décision ou l'ordonnance.

78. The heading before section 143 and 10 sections 143 to 147 of the Act are repealed.

78. L'intertitre précédant l'article 143 et les articles 143 à 147 de la même loi sont abrogés.

1990, ch. 8, art. 50; 1992, ch. 28, art. 28; 1993, ch. 25, art. 87; 2000, ch. 30, par. 161(1)

79. The Act is amended by adding the following after section 148:

Members of partnerships

1990, c. 8,

s. 50; 1992,

c. 28, s. 28; 1993, c. 25,

s. 87; 2000,

s. 161(1)

- 148.1 (1) For the purposes of this Act,
- (a) a reference in any notice or other 15 document to the firm name of a partnership is to be read as a reference to all the members of the partnership; and
- (b) any notice or other document is deemed to have been provided to each member of a 20 partnership if the notice or other document is mailed to, served on or otherwise sent to the partnership
 - (i) at its latest known address or place of business, or 25
 - (ii) at the latest known address
 - (A) if it is a limited partnership, of any member of the limited partnership whose liability as a member is not limited, or
 - (B) in any other case, of any member of the partnership.
- (2) For the purposes of this Act,
- (a) a reference in any notice or other document to the firm name of an unincorpo- 35 rated body is to be read as a reference to all the members of the body; and

79. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 148, de ce qui suit :

148.1 (1) Pour l'application de la présente loi, les règles suivantes s'appliquent :

Associés sociétés de personnes

- a) la mention de la dénomination d'une 20 société de personnes dans un avis ou autre document vaut mention de tous les associés de la société de personnes;
- b) un avis ou autre document est réputé remis à chaque associé de la société de 25 personnes s'il est posté, signifié ou autrement envoyé à la société de personnes :
 - (i) à sa dernière adresse connue ou à son dernier établissement connu,
 - (ii) à la dernière adresse connue : 30
 - (A) s'il s'agit d'une société de personnes en commandite, de l'un de ses associés dont la responsabilité à titre d'associé n'est pas limitée,
 - (B) dans les autres cas, de l'un de ses 35 associés.
- (2) Pour l'application de la présente loi, les règles suivantes s'appliquent :
 - a) la mention de la dénomination d'une entité non constituée en personne morale 40 dans un avis ou autre document vaut mention de tous les associés de l'entité;

Associés entités non constituées en personne morale

Members of unincorporated bodies (b) any notice or other document is deemed to have been provided to each member of an unincorporated body if the notice or other document is mailed to, served on or otherwise sent to the body at its latest known 5 address or place of business.

80. The Act is amended by adding the following after section 149:

Proof of no appeal

149.1 An affidavit of an officer, sworn before a commissioner or other person autho- 10 rized to take affidavits, setting out that the officer has charge of the appropriate records and has knowledge of the practice of the Agency and that an examination of the records shows that a notice of assessment under Part 15 V.1 was mailed or otherwise sent to a person under this Act and that, after careful examination and search of the records, the officer has been unable to find that a notice of objection or of appeal from the assessment was received 20 within the time allowed for the notice, is evidence of the statements contained in the affidavit.

Objection or appeal

149.2 If a person who is required under this Act to keep records serves a notice of 25 objection or is a party to an appeal or reference under Part V.1, the person shall retain, until the objection, appeal or reference and any appeal from it is finally disposed of, every record that pertains to the subject-matter of the objection, 30 renvoi ou de tout appel en découlant jusqu'à appeal or reference.

1993, c. 44, s. 106; 1997, c. 36, s. 191

Offences re marking of goods

81. Section 159.1 of the Act is replaced by the following:

159.1 No person shall

- (a) fail to mark imported goods in the 35 manner referred to in section 35.01;
- (b) mark imported goods in a deceptive manner so as to mislead another person as to the country of origin or geographic origin of the goods; or 40
- (c) with intent to conceal the information given by or contained in the mark, alter, deface, remove or destroy a mark on

b) un avis ou autre document est réputé remis à chaque associé de l'entité non constituée en personne morale s'il est posté, signifié ou autrement envoyé à l'entité à sa dernière adresse connue ou à son dernier 5 établissement connu.

80. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 149, de ce qui suit :

149.1 Constitue la preuve des énonciations qui y sont renfermées l'affidavit d'un fonc-10 d'appel tionnaire de l'Agence — souscrit en présence d'un commissaire ou d'une autre personne autorisée à le recevoir — indiquant qu'il a la charge des registres pertinents, qu'il a connaissance de la pratique de l'Agence, 15 qu'un examen des registres démontre qu'un avis de cotisation prévu à la partie V.1 a été posté ou autrement envoyé à une personne un jour particulier, en application de la présente loi, et que, après avoir fait un examen attentif 20 des registres et y avoir pratiqué des recherches, il lui a été impossible de constater qu'un avis d'opposition ou d'appel concernant la cotisation a été reçu dans le délai imparti à cette fin. 25

149.2 La personne qui est obligée, en vertu de la présente loi, de tenir des registres et qui signifie un avis d'opposition ou qui est partie à un appel ou à un renvoi aux termes de la partie V.1 doit conserver les registres concer-30 nant l'objet de l'opposition, de l'appel ou du ce qu'il en soit décidé.

81. L'article 159.1 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

1993, ch. 44, art. 106; 1997, ch. 36, art. 191

159.1 Il est interdit:

d'omettre d'apposer une marque, conformément à l'article 35.01, sur des marchandises importées;

b) de marquer des marchandises importées 40 d'une manière trompeuse de façon à induire une autre personne en erreur quant au pays ou à la zone géographique d'origine des marchandises;

Preuve de

Opposition ou appel

Infractions: marquage des marchandises imported goods made as required by the regulations made under subsection 19(2) of the Customs Tariff.

1993, c. 44, s. 107

82. (1) The portion of section 160 of the following:

General offence and punishment

160. (1) Every person who contravenes section 11, 12, 13, 15 or 16, subsection 20(1), section $\overline{31}$ or 40, subsection 43(2), 95(1) or (3), 103(3) or 107(2) or section 153, 155, 156 10 or 159.1 or commits an offence under section 159 or knowingly contravenes an order referred to in subsection 107(11)

(2) Section 160 of the Act is amended by adding the following after subsection (1):

Court order subsection 43(2)

(2) If a person has been convicted by a court of an offence under subsection (1) for a contravention of subsection 43(2), the court may make any order that it considers appropriate in order to enforce compliance with that 20 subsection.

83. Section 161 of the Act is replaced by the following:

Summary conviction offence and punishment

161. Every person who contravenes any of the provisions of this Act not otherwise 25 tions de la présente loi non mentionnées à provided for in section 160 is guilty of an offence punishable on summary conviction and liable to a fine of not more than twentyfive thousand dollars and not less than one thousand dollars or to imprisonment for a term 30 ment maximal de six mois, ou l'une de ces not exceeding six months or to both fine and imprisonment.

1998, c. 7, s. 1

84. Subsections 163.5(1) and (2) of the Act are replaced by the following:

Powers of designated officers

163.5 (1) In addition to the powers con-35 ferred on an officer for the enforcement of this Act, a designated officer who is at a customs office and is performing the normal duties of an officer or is acting in accordance with section 99.1 has, in relation to a criminal 40 offence under any other Act of Parliament, the

c) avec l'intention de dissimuler des renseignements, de causer la détérioration d'une marque apposée, conformément aux règlements pris en vertu du paragraphe 19(2) du Tarif des douanes, sur des marchandises 5 importées, de la détruire, de l'enlever, de l'altérer ou de l'oblitérer.

82. (1) Le passage de l'article 160 de la Act before paragraph (a) is replaced by the 5 même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit : 10

Infraction générale et

art. 107

1993, ch. 44,

160. (1) Quiconque contrevient aux articles 11, 12, 13, 15 ou 16, au paragraphe 20(1), aux $\overline{\text{articles}}$ 31 ou 40, aux paragraphes 43 $\overline{(2)}$, 95(1) ou (3), 103(3) ou 107(2) ou aux articles 153, 155, 156 ou 159.1, commet l'infraction 15 prévue à l'article 159 ou contrevient sciemment à une ordonnance visée au paragraphe 107(11) encourt, sur déclaration de culpabili-

(2) L'article 160 de la même loi est 20 15 modifié par adjonction, après le paragraphe (1), de ce qui suit :

(2) Le tribunal qui déclare une personne coupable, en vertu du paragraphe (1), de l'infraction visée au paragraphe 43(2) peut 25 rendre toute ordonnance qu'il estime indiquée pour qu'il soit remédié au défaut qui constitue l'infraction.

Ordonnance d'exécution

83. L'article 161 de la même loi est remplacé par ce qui suit : 30

161. Quiconque contrevient aux disposil'article 160 encourt, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, une amende maximale de vingt-cinq mille dollars et 35 minimale de mille dollars et un emprisonnepeines.

Procédure sommaire et peines

84. Les paragraphes 163.5(1) et (2) de la même loi sont remplacés par ce qui suit : 40

1998, ch. 7, art. 1

163.5 (1) Dans le cadre de l'exercice normal de ses attributions à un bureau de douane ou s'il agit en conformité avec l'article 99.1, l'agent des douanes désigné, en plus des pouvoirs conférés aux agents des douanes 45 pour l'application de la présente loi, a les pouvoirs et obligations que les articles 495 à

Pouvoirs et fonctions de l'agent désigné

powers and obligations of a peace officer under sections 495 to 497 of the Criminal Code, and subsections 495(3) and 497(3) of that Act apply to the designated officer as if he or she were a peace officer.

Impaired driving offences

(2) A designated officer who is at a customs office and is performing the normal duties of an officer or is acting in accordance with section 99.1 has the powers and obligations of a peace officer under sections 254 and 256 of 10 the Criminal Code and may, on demanding samples of a person's blood or breath under subsection 254(3) of that Act, require that the person accompany the officer, or a peace officer referred to in paragraph (c) of the 15 definition "peace officer" in section 2 of that Act, for the purpose of taking the samples.

85. (1) Paragraph 164(1)(b) of the Act is replaced by the following:

(b) requiring, in any circumstances that 20 may be prescribed, the owner or person in charge of a conveyance to give advance notice of the time and place of its arrival in Canada and any other information relating to its passengers and goods or its movement 25 inside or outside Canada that may be prescribed, and prescribing the time within which and the manner in which the notice is to be given;

(2) Subsection 164(1) of the Act is 30 amended by adding the following after paragraph (b):

(c) requiring the payment of costs incurred for the inspection of records held in a place outside of Canada and respecting the man-35 ner of determining those costs and the time and manner in which the costs must be paid;

(3) Subsections 164(3) and (4) of the Act are repealed.

497 du Code criminel confèrent à un agent de la paix à l'égard d'une infraction criminelle à toute autre loi fédérale; les paragraphes 495(3) et 497(3) du Code criminel lui sont 5 alors applicables comme s'il était un agent de 5 la paix.

(2) L'agent des douanes désigné a, dans le cadre de l'exercice normal de ses attributions à un bureau de douane ou s'il agit en conformité avec l'article 99.1, les pouvoirs et 10 affaiblie obligations que les articles 254 et 256 du Code criminel confèrent à un agent de la paix; il peut, dans le cas où, en vertu du paragraphe 254(3) de cette loi, il ordonne à une personne de fournir des échantillons d'haleine ou de 15 sang pour permettre de déterminer son alcoolémie, lui ordonner, à cette fin, de le suivre ou de suivre un agent de la paix visé à l'alinéa c) de la définition de « agent de la paix » à l'article 2 de la même loi. 20

Pouvoirs à l'égard des infractions de conduite avec

85. (1) L'alinéa 164(1)b) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

b) imposer aux propriétaires ou responsables d'un moyen de transport l'obligation de donner préavis du moment et du lieu de 25 son arrivée au Canada et de fournir tous autres renseignements relatifs à ses passagers et ses marchandises ou à ses mouvements à l'intérieur ou à l'extérieur du Canada, déterminer les circonstances de 30 l'obligation et fixer la nature des renseignements, ainsi que préciser le délai et les modalités du préavis;

(2) Le paragraphe 164(1) de la même loi est modifié par adjonction, après l'alinéa 35 b), de ce qui suit :

c) exiger le paiement des frais engagés par le ministre pour l'inspection de documents conservés dans un lieu situé à l'étranger et régir le mode de détermination de ces frais 40 et les modalités et le délai de paiement de ceux-ci.

(3) Les paragraphes 164(3) et (4) de la 40 même loi sont abrogés.

1992, ch. 28, par. 30(3); 1994, ch. 47, art. 72: 1997. par. 47(2) et (3)

1992, c. 28, s. 30(3); 1994, c. 47. s. 72: 1997, c. 14, ss. 47(2), (3)

suit:

Douanes

RELATED AMENDMENTS

MODIFICATIONS CORRÉLATIVES

R.S., c. A-1

Access to Information Act

Loi sur l'accès à l'information

L.R., ch. A-1

86. Schedule II to the Access to Information Act is amended by replacing the reference to "section 107" opposite the reference to "Customs Act" with a reference to "sections 107 and 107.1".

86. L'annexe II de la Loi sur l'accès à l'information est modifié par remplacement de la mention « article 107 », en regard de la mention «Loi sur les douanes», par 5 « articles 107 et 107.1 ».

R.S., c. C-10

Canada Post Corporation Act

Loi sur la Société canadienne des postes

canadienne des postes est modifié par adjonction, après le paragraphe (1), de ce qui

87. (1) L'article 42 de la Loi sur la Société

L.R., ch. C-10

exportation

5

87. (1) Section 42 of the Canada Post Corporation Act is amended by adding the following after subsection (1):

Submission of exported mail to customs officer

(1.1) On request of a customs officer, all mail leaving Canada for a place outside 10 la Société soumet au contrôle de cet agent tous Canada that contains or is suspected to contain anything the exportation of which is prohibited, controlled, regulated or subject to reporting under the Customs Act or any other Act of Parliament shall be submitted by the Corpora-15 tion to the customs officer.

(2) Subsection 42(3) of the Act is replaced by the following:

Mail subject to customs

(3) A customs officer shall deal with mail submitted to him or her under this section in 20 le des envois la législation relative aux accordance with the laws relating to customs and the importation and exportation of goods and, subject to those laws, shall deliver it to the addressee, on payment of any postage due, or return it to the Corporation. 25 taire ou les retourne à la Société.

les envois destinés à l'étranger qui contiennent ou que l'on soupçonne de contenir une chose dont l'exportation est prohibée, contrôlée ou réglementée ou doit faire l'objet d'une 15

(1.1) À la demande d'un agent des douanes, 10 Contrôle

déclaration en vertu de la Loi sur les douanes ou d'une autre loi fédérale.

(2) Le paragraphe 42(3) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(3) L'agent des douanes applique au contrô-20 douanes et à l'importation et l'exportation des marchandises; sous réserve de cette législation, il remet les envois, après paiement du port éventuellement exigible, à leur destina-25

Application de la législation douanière

1997, c. 36

Customs Tariff

88. (1) Subsections 123(1) to (3) of the French version of the Customs Tariff are replaced by the following:

Intérêts

123. (1) Quiconque est astreint, en application du paragraphe 114(1), à payer une 30 tion du paragraphe 114(1), à payer une somme, sauf pour des droits perçus au titre de la Loi sur les mesures spéciales d'importation, paie, en plus de cette somme, des intérêts au taux qui est déterminé, calculés sur les arriérés pour la période commençant le lende-35 main de l'octroi du remboursement ou du drawback et se terminant le jour de son paiement intégral.

Tarif des douanes

1997, ch. 36

88. (1) Les paragraphes 123(1) à (3) de la version française du Tarif des douanes sont remplacés par ce qui suit :

123. (1) Quiconque est astreint, en applica-30 Intérêts somme, sauf pour des droits perçus au titre de la Loi sur les mesures spéciales d'importation, paie, en plus de cette somme, des intérêts au taux qui est déterminé, calculés sur les 35 arriérés pour la période commençant le lendemain de l'octroi du remboursement ou du drawback et se terminant le jour de son paiement intégral.

Intérêts : contraventions ou réaffectations

(2) Sous réserve du paragraphe (4), quiconque est astreint, en application des paragraphes 118(1) ou (2), à payer une somme, sauf pour des droits perçus au titre de la Loi sur les mesures spéciales d'importation, paie, en plus de cette somme, des intérêts au taux qui est déterminé, calculés sur les arriérés pour la période commençant le jour où la somme devient exigible et se terminant le jour de son paiement intégral.

(2) Sous réserve du paragraphe (4), quiconque est astreint, en application des paragraphes 118(1) ou (2), à payer une somme, sauf pour des droits perçus au titre de la Loi sur les mesures spéciales d'importation, paie, en plus 5 de cette somme, des intérêts au taux qui est déterminé, calculés sur les arriérés pour la période commençant le jour où la somme devient exigible et se terminant le jour de son 10 paiement intégral. 10

Intérêts : contraventions on réaffectations

Intérêts: sous-produits ou résidus ou déchets vendables

(3) Sous réserve du paragraphe (4), quiconque est astreint, en application des articles 121 ou 122, à payer une somme, sauf pour des droits perçus au titre de la Loi sur les mesures spéciales d'importation, paie, en plus de cette 15 somme, des intérêts au taux qui est déterminé, calculés sur les arriérés pour la période commençant le lendemain de la production des sous-produits ou des résidus ou déchets paiement intégral.

(3) Sous réserve du paragraphe (4), quiconque est astreint, en application des articles 121 ou 122, à payer une somme, sauf pour des droits perçus au titre de la Loi sur les mesures spéciales d'importation, paie, en plus de cette 15 somme, des intérêts au taux qui est déterminé, calculés sur les arriérés pour la période commençant le lendemain de la production des sous-produits ou des résidus ou déchets vendables et se terminant le jour de son 20 vendables et se terminant le jour de son 20 paiement intégral.

Intérêts: sous-produits ou résidus ou déchets vendables

(2) Subsections 123(5) and (6) of the Act are replaced by the following:

Computation of interest on certain duties

(5) A person who is liable under paragraph amount in respect of duty levied under the Special Import Measures Act shall pay interest at the specified rate for the period beginning on the ninety-first day after the day the amount became payable and ending on the day the 30 amount is paid in full, calculated on the amount of the balance outstanding.

(2) Les paragraphes 123(5) et (6) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

(5) Ouiconque est astreint, en application 118(1)(b) or section 121 or 122 to pay an 25 de l'alinéa 118(1)b) ou des articles 121 ou 122,25 à payer une somme pour des droits perçus au titre de la Loi sur les mesures spéciales d'importation paie des intérêts au taux déterminé, calculés sur les arriérés pour la période commençant le quatre-vingt-onzième jour 30 suivant la date à laquelle la somme devient exigible et se terminant le jour de son paiement intégral.

Calcul des intérêts sur certains

Computation of interest on certain duties

(6) A person who is liable under section 98, subsection 114(1) or paragraph 118(2)(b) to repay the amount of a drawback or relief in 35 l'alinéa 118(2)b), à restituer le montant d'un respect of duty levied under the Special Import Measures Act and any interest on the drawback shall pay, in addition to those amounts, interest at the specified rate for the period beginning on the first day after the day 40 the drawback was granted or the person failed to comply with a condition to which the relief was subject, as the case may be, and ending on the day those amounts are repaid in full, calculated on the amount of the balance 45 tion intégrale de la somme. outstanding.

(6) La personne astreinte, en application de l'article 98, du paragraphe 114(1) ou de 35 certains drawback ou d'une exonération de droits perçus au titre de la Loi sur les mesures spéciales d'importation et les intérêts afférents paie, en plus de cette somme, des intérêts 40 au taux déterminé, calculés sur les arriérés pour la période commençant le lendemain de l'octroi du drawback ou de l'inobservation de la condition à laquelle l'exonération était assujettie et se terminant le jour de la restitu-45

Calcul des intérêts sur

Pénalités et

intérêts

composés

89. Section 124 of the Act is replaced by the following:

Interest to be compounded

124. Interest computed at a prescribed rate or at a specified rate shall be compounded daily and, if interest computed in respect of an amount under a provision of this Act is unpaid on the day it would, but for this section, have ceased to be computed under that provision, interest at the specified rate, computed and compounded daily on the unpaid interest from 10 that day to the day it is paid, shall be paid in the same manner as the provision requires the principal amount to be paid.

90. Subsection 127(2) of the Act is replaced by the following:

Interest on SIMA duty

(2) A person who, under a provision of this Part other than section 115, is granted a drawback or refund of an amount in respect of duty levied under the Special Import Meadrawback or refund, interest on it at the prescribed rate for the period beginning on the ninety-first day after the day an application for the drawback or refund is made in accordance drawback or refund is granted.

R S c S-15

Special Import Measures Act

91. (1) The definition "release" in subsection 2(1) of the Special Import Measures Act is replaced by the following:

"release" « dédouanement » "release" means

- (a) in respect of goods, to authorize the removal of the goods from a customs office, sufferance warehouse, bonded warehouse or duty free shop for use in Canada, and
- (b) in respect of goods to which paragraph 32(2)(b) of the Customs Act applies, to receive the goods at the place of business of the importer, owner or consignee;

89. L'article 124 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

124. Les intérêts calculés au taux réglementaire ou au taux déterminé sont composés quotidiennement. Dans le cas où des intérêts 5 calculés en application d'une disposition de la présente loi sont impayés le jour où, sans le présent article, ils cesseraient d'être ainsi calculés, des intérêts sont calculés et composés quotidiennement, au taux déterminé, sur 10 leur montant pour la période commençant ce jour et se terminant le jour de leur paiement final, et sont acquittés en conformité avec la disposition en question.

90. Le paragraphe 127(2) est remplacé 15 15 par ce qui suit :

(2) Quiconque reçoit, en application de la présente partie, à l'exception de l'article 115, un drawback ou un remboursement de sommes afférentes aux droits perçus au titre de la 20 sures Act shall be granted, in addition to the 20 Loi sur les mesures spéciales d'importation reçoit, en plus du drawback ou du remboursement, des intérêts au taux réglementaire pour la période commençant le quatre-vingt-onzième jour suivant la présentation — faite en 25 with this Part and ending on the day the 25 conformité avec la présente partie — de la demande correspondante et se terminant le jour de l'octroi du drawback ou du remboursement.

Intérêts:

Loi sur les mesures spéciales d'importation

91. (1) La définition de « dédouane-30 ment », au paragraphe 2(1) de la Loi sur les mesures spéciales d'importation, est rempla-30 cée par ce qui suit :

« dédouanement »

40

dédouanement > release

- a) Autorisation d'enlever des marchan-35 dises d'un bureau de douane, d'un entrepôt d'attente, d'un entrepôt de stockage ou d'une boutique hors taxes en vue de leur usage au Canada;
- b) dans le cas de marchandises visées à 40 l'alinéa 32(2)b) de la Loi sur les douanes, leur réception à l'établissement de l'importateur, du propriétaire ou du destinataire.

L.R. ch S-15

5

(2) Section 2 of the Act is amended by adding the following after subsection (9):

Application of Customs Act

- (10) The *Customs Act* applies, with any modifications that the circumstances require, in respect of
 - (a) the payment, collection or refund of any duty levied or returned under this Act;
 - (b) the payment, collection, refund or waiver of interest on duty payable or returned under this Act; and
 - (c) the time within which duties payable under this Act, or security posted under this Act, are deemed to be paid or posted.

1994, c. 47, s. 149(1), par. 185(2)(*b*) (E); 1999, c. 17, par. 183(1)(*h*) Imposition of provisional duty

92. (1) Subsection 8(1) of the Act is replaced by the following:

- **8.** (1) Where the Commissioner makes a preliminary determination of dumping or subsidizing in an investigation under this Act and considers that the imposition of provisional duty is necessary to prevent injury, retardation 20 or threat of injury, the importer in Canada of dumped or subsidized goods that are of the same description as any goods to which the preliminary determination applies and that are released during the period commencing on the 25 day the preliminary determination is made and ending on the earlier of
 - (a) the day on which the Commissioner causes the investigation to be terminated pursuant to subsection 41(1) with respect to 30 goods of that description, and
 - (b) the day on which the Tribunal makes an order or finding with respect to goods of that description,

shall, within the time prescribed under the 35 *Customs Act* for the payment of duties, at the option of the importer,

(c) pay or cause to be paid on the imported goods provisional duty in an amount not greater than the estimated margin of dump-40 ing of, or the estimated amount of subsidy on, the imported goods, or

(2) L'article 2 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (9), de ce qui suit :

(10) La *Loi sur les douanes* s'applique, avec les adaptations nécessaires :

Application de la *Loi sur les douanes*

- a) au paiement, à la perception et au remboursement des droits imposés ou restitués sous le régime de la présente loi;
- b) au paiement, à la perception et au remboursement des intérêts sur les mon-10 tants de droits dus ou restitués sous le régime de la présente loi et à toute renonciation au paiement de ces intérêts;
- c) à tout délai dans lequel les droits à payer ou les cautions à fournir sous le régime de 15 la présente loi sont réputés avoir été respectivement payés ou fournis.

92. (1) Le passage du paragraphe 8(1) de 15 la même loi suivant l'alinéa b) est remplacé par ce qui suit :

1994, ch. 47, par. 149(1), al. 185(2)b)(E); 1999, ch. 17, al. 183(1)b)

il appartient à l'importateur <u>au Canada</u> de ces marchandises, à son choix, <u>dans le délai régle-</u> mentaire fixé en application de la *Loi sur les* douanes pour le paiement des droits :

- c) soit d'acquitter ou de veiller à ce que 25 soient acquittés des droits provisoires d'un montant ne dépassant pas la marge estimative de dumping des marchandises importées ou le montant estimatif de la subvention octroyée pour elles;
- d) soit de fournir ou de veiller à ce que soit fournie, en la forme que le commissaire prescrit, une caution pour les droits provisoires s'appliquant aux marchandises importées, ne dépassant pas cette marge ou ce 35 montant.

(d) post or cause to be posted security for provisional duty in the prescribed form and in an amount or to a value not greater than the estimated margin of dumping of, or the estimated amount of subsidy on, the im- 5 ported goods.

Douanes

1988, c. 65, s. 26(1); 1994, c. 47. par. 185(2)(c) (E); 1999, c. 12, ss. 3(1), (2), c. 17, paras. 183(1)(h), 184(*a*)

(2) Subsections 8(1.1) and (1.2) of the Act are replaced by the following:

(2) Les paragraphes 8(1.1) et (1.2) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

1988, ch. 65, par. 26(1); 1994 ch 47 al. 185(2)c)(E): 1999. ch. 12, par. 3(1) et (2), ch. 17, al. 183(1)h) et 184a)

Imposition of provisional duties on referral back to Tribunal

- (1.1) If an order or finding of the Tribunal under subsection 43(1), 76.02(4) respecting a 10 application des paragraphes 77.015(3) ou (4), review under subsection 76.02(1), or 91(3), other than an order or finding described in any of sections 3 to 6, is referred back to the Tribunal under subsection 77.015(3) or (4) or 77.019(5), or under subsection 77.15(3) or (4) 15 76.02(1) — ou 91(3), à l'exception de celles or 77.19(4), the importer of dumped or subsidized goods that are of the same description as any goods to which the order or finding applies and that are released during the period beginning on the day on which the preliminary 20 determination is made under subsection 38(1) and ending on the day on which the Tribunal makes an order or finding, on the referral back, with respect to goods of that description, shall, within the time prescribed under the 25 Customs Act for the payment of duties, at the option of the importer,
 - (a) pay or cause to be paid on the imported goods provisional duty in an amount not greater than the estimated margin of dump- 30 ing of, or the estimated amount of subsidy on, the imported goods; or
 - (b) post or cause to be posted security for provisional duty in the prescribed form and in an amount or to a value not greater than 35 the estimated margin of dumping of, or the estimated amount of subsidy on, the imported goods.

(1.1) Après le renvoi au Tribunal, en 77.019(5), 77.15(3) ou (4) ou 77.19(4), d'une 5 ordonnance ou de conclusions rendues par lui au titre des paragraphes 43(1), 76.02(4) — relativement au réexamen prévu au paragraphe visées aux articles 3 à 6, l'importateur de 10 marchandises sous-évaluées ou subventionnées de même description que celles faisant l'objet de l'ordonnance ou des conclusions en cause, d'une part, et dédouanées au cours de la période commençant à la date de la décision 15 provisoire rendue en vertu du paragraphe 38(1) et se terminant à la date où le Tribunal rend une nouvelle ordonnance ou de nouvelles conclusions, d'autre part, doit, à son choix, dans le délai réglementaire fixé en application 20 de la Loi sur les douanes pour le paiement des droits:

- a) soit acquitter ou veiller à ce que soient acquittés des droits provisoires d'un montant ne dépassant pas la marge estimative de 25 dumping des marchandises importées ou le montant estimatif de la subvention octroyée pour elles;
- b) soit fournir ou veiller à ce que soit fournie, en la forme que le commissaire 30 prescrit, une caution pour les droits provisoires s'appliquant aux marchandises importées ne dépassant pas cette marge ou ce montant.

Acquittement des droits

Imposition of provisional duties on referral back from Federal Court of Appeal

(1.2) If an order or finding of the Tribunal under subsection 43(1), 76.02(4) respecting a review under subsection 76.02(1), or 91(3), other than an order or finding described in any of sections 3 to 6, is referred back to the 5 au Tribunal by the Federal Court of Appeal, the importer of dumped or subsidized goods that are of the same description as any goods to which the order or finding applies and that are day on which the preliminary determination is made under subsection 38(1) and ending on the day on which the Tribunal makes an order or finding, on the referral back, with respect to time prescribed under the Customs Act for the payment of duties, at the option of the importer,

- (a) pay or cause to be paid on the imported goods provisional duty in an amount not 20 greater than the estimated margin of dumping of, or the estimated amount of subsidy on, the imported goods; or
- (b) post or cause to be posted security for provisional duty in the prescribed form and 25 in an amount or to a value not greater than the estimated margin of dumping of, or the estimated amount of subsidy on, the imported goods.

(3) Subsections 8(3) and (4) of the Act are 30

R.S., c. 1 (2nd Supp.), s. 198(2)

1999, c. 17, par. 183(1)(i) repealed.

(4) The portion of subsection 8(6) of the Act after paragraph (b) and before paragraph (c) is replaced by the following:

shall, within the time prescribed under the 35 dans le délai réglementaire fixé en application Customs Act for the payment of duties, at the option of the importer,

1999, c. 12, par. 52(b)(E), par. 183(1)(i)

(5) The portion of subsection 8(6) of the Act after paragraph (c) is replaced by the following:

(d) post or cause to be posted security for provisional duty in the prescribed form and in an amount or to a value not greater than the estimated margin of dumping of, or the estimated amount of subsidy on, the im-45 ported goods.

40

(1.2) Après le renvoi au Tribunal, par la Cour d'appel fédérale, d'une ordonnance ou de conclusions rendues par lui au titre des paragraphes 43(1), 76.02(4) — relativement réexamen prévu au paragraphe 5 76.02(1) — ou 91(3), à l'exception de celles visées aux articles 3 à 6, l'importateur de marchandises sous-évaluées ou subventionnées de même description que celles faisant released during the period beginning on the 10 l'objet de l'ordonnance ou des conclusions en 10 cause, d'une part, et dédouanées au cours de la période commençant à la date de la décision provisoire rendue en vertu du paragraphe 38(1) et se terminant à la date où le Tribunal goods of that description, shall, within the 15 rend une nouvelle ordonnance ou de nouvelles 15 conclusions, d'autre part, doit, à son choix, dans le délai réglementaire fixé en application de la Loi sur les douanes pour le paiement des droits:

> a) soit acquitter ou veiller à ce que soient 20 acquittés des droits provisoires d'un montant ne dépassant pas la marge estimative de dumping des marchandises importées ou le montant estimatif de la subvention octroyée pour elles;

> b) soit fournir ou veiller à ce que soit fournie, en la forme que le commissaire prescrit, une caution pour les droits provisoires s'appliquant aux marchandises importées ne dépassant pas cette marge ou ce 30 montant.

(3) Les paragraphes 8(3) et (4) de la même loi sont abrogés.

L.R., ch. 1 (2e suppl.), par. 198(2)

1999, ch. 17,

(4) Le passage du paragraphe 8(6) de la même loi suivant l'alinéa b) et précédant 35 l'alinéa c) est remplacé par ce qui suit :

de la Loi sur les douanes pour le paiement des droits, au choix de l'importateur :

(5) L'alinéa 8(6)d) de la même loi est 40 1999, ch. 12, remplacé par ce qui suit :

d) soit de fournir ou de veiller à ce que soit fournie, en la forme que le commissaire prescrit, une caution pour les droits provisoires ne dépassant pas cette marge ou ce 45 montant.

al. 59b)(E), ch. 17, al. 183(1)i)

provisoires après le renvoi au Tribunal par la Cour d'appel fédérale

L.R., ch. 1

(2e suppl.),

par. 199(2);

art. 150: 1999, ch. 17,

Droits

1994, ch. 47,

al. 183(1)n)

acquittés par

l'importateur

R.S., c. 1 (2nd Supp.), s. 199(2); 1994, c. 47, s. 150; 1999, c 17 par. 183(1)(n)

Duty payable by importer in Canada

R.S., c. 1 (2nd Supp.), s. 200; 1988, c. 65, s. 30

1994, c. 47, s. 151; 1999, par. 183(1)(q)

Posting of security

93. Section 11 of the Act is replaced by the following:

11. The importer in Canada of any goods imported into Canada in respect of which duty, other than provisional duty, is payable shall, 5 notwithstanding any security posted pursuant to section 8 or 13.2, pay or cause to be paid all such duties on the goods.

94. Section 13.1 of the Act is repealed.

95. Subsection **13.2(4)** of the Act is 10 replaced by the following:

(4) An importer of goods that are of the same description as any goods to which a review under subsection (3) applies and that are released during the period beginning on 15 the day the review is initiated and ending on the day on which the Commissioner completes the review shall, within the time prescribed under the Customs Act for the security in the prescribed manner and form and in an amount, or of a value, equal to the margin of dumping of, or amount of subsidy on, the goods.

1994, c. 47, s. 177

96. Paragraph 60(1)(b) of the Act is 25 replaced by the following:

(b) the whole or a part of any duty, or duty and interest paid (other than interest that was paid because duties were not paid when required by subsection 32(5) or section 33 30 of the Customs Act), in excess of the duties owing in respect of the goods shall be returned to the importer forthwith,

97. The Act is amended by adding the following after section 60:

Notice to be given

60.1 If a determination or a re-determination has been made under section 55, subsection 56(1) or section 57 or 59, notice of the determination or re-determination shall be

93. L'article 11 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

11. L'importateur au Canada de marchandises que la présente loi assujettit à des droits, autres que provisoires, doit, malgré le fait 5 qu'une caution ait été fournie aux termes des articles 8 ou 13.2, acquitter ou veiller à ce que

94. L'article 13.1 de la même loi est abrogé.

soient acquittés ces droits.

L.R., ch. 1 (2e suppl.), 10 art. 200: 1988, ch. 65, art. 30

95. Le paragraphe 13.2(4) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

1994, ch. 47, art. 151; 1999, ch. 17, al. 183(1)q)

Caution

(4) L'importateur de marchandises de même description que celles visées par le réexamen prévu au paragraphe (3) qui sont 15 dédouanées au cours de la période commencant à la date du début du réexamen et se terminant à la date de la décision du commissaire est tenu, dans le délai réglementaire fixé en application de la *Loi sur les douanes* pour 20 payment of duties, post, or cause to be posted, 20 le paiement des droits, de fournir ou de veiller à ce que soit fournie, en la forme que prescrit le commissaire et selon les modalités réglementaires de contenu, une caution équivalente à la marge de dumping ou au montant de 25 subvention relatif aux marchandises.

96. L'alinéa 60(1)b) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

1994, ch. 47, art. 177

b) restitution totale ou partielle à l'importateur, sans délai, des droits déjà payés sur ces 30 marchandises ou de tout excédent de droits et d'intérêts — sauf les intérêts payés en raison du non-paiement de droits dans le délai prévu au paragraphe 32(5) ou à l'article 33 de la *Loi sur les douanes* — ver-35 sé sur les marchandises.

97. La même loi est modifiée par adjonc-35 tion, après l'article 60, de ce qui suit :

Avis 60.1 En cas de décision, de révision ou de réexamen faits aux termes de l'article 55, du 40 paragraphe 56(1) ou des articles 57 ou 59, un avis en est donné sans délai à l'importateur se trouvant au Canada.

given without delay to the importer in Canada.

R.S., c. 1 (2nd Supp.), s. 207; 1994, c. 47, s. 178

98. Section 62.1 of the Act is repealed.

99. Sections 91 to 98 apply in relation to subsection 2(1) of the Special Import Measures Act.

R.S., c. T-2

Tax Court of Canada Act

1990, c. 45, s. 55

100. Subsection 2.2(2) of the Tax Court of Canada Act is replaced by the following:

Definition of 'amount in dispute"

- (2) For the purposes of this Act, the 10 "amount in dispute" in an appeal means
 - (a) in the case of an appeal under Part V.1 of the Customs Act, the total of all amounts assessed by the Minister of National Revenue under section 97.44 of that Act; and 15
 - (b) in the case of an appeal under Part IX of the Excise Tax Act,
 - (i) the amount of tax, net tax and rebate, within the meaning of that Part, that is in issue in the appeal, 20
 - (ii) any interest or penalty under that Part that is in issue in the appeal, and
 - (iii) any amount of tax, net tax or rebate, within the meaning of that Part, that is likely to be affected by the appeal in any 25 other appeal, assessment or proposed assessment of the person who has brought the appeal.

1996, c. 23, s. 188

101. (1) Subsection 12(1) of the Act is replaced by the following:

Jurisdiction

12. (1) The Court has exclusive original jurisdiction to hear and determine references and appeals to the Court on matters arising under the Canada Pension Plan, the Cultural Property Export and Import Act, Part V.1 of 35 da, de la Loi sur l'exportation et l'importation the Customs Act, the Employment Insurance Act, Part IX of the Excise Tax Act, the Income

98. L'article 62.1 de la même loi est abrogé.

L.R., ch. 1 (2e suppl.), art. 207; 1994, ch. 47, art. 178

99. Les articles 91 à 98 s'appliquent aux goods of a NAFTA country as defined in 5 marchandises provenant d'un pays ALÉNA au sens du paragraphe 2(1) de la Loi sur les 5 mesures spéciales d'importation.

Loi sur la Cour canadienne de l'impôt

L.R., ch. T-2

100. Le paragraphe 2.2(2) de la *Loi sur la* Cour canadienne de l'impôt est remplacé par ce qui suit :

1990, ch. 45, art. 55

(2) Pour l'application de la présente loi, 10 Définition de « montant en litige » dans un appel s'entend des montants suivants :

litige »

- a) à l'égard d'un appel interjeté en vertu de la partie V.1 de la Loi sur les douanes, le total de tous les montants à l'égard desquels 15 le ministre du Revenu national a établi une cotisation en vertu de l'article 97.45 de cette loi:
- b) à l'égard d'un appel interjeté en vertu de la partie IX de la *Loi sur la taxe d'accise* :
 - (i) la taxe, la taxe nette et le remboursement, au sens de cette partie, qui font l'objet de l'appel,
 - (ii) les intérêts ou pénalités visés par cette partie qui font l'objet de l'appel,
 - (iii) la taxe, la taxe nette ou le remboursement, au sens de cette partie, sur lesquels l'appel aura vraisemblablement un effet lors d'un autre appel ou de la détermination d'une autre cotisation ou d'une 30 cotisation projetée de la personne qui a interjeté appel.

101. (1) Le paragraphe 12(1) de la même 30 loi est remplacé par ce qui suit :

1996, ch. 23,

12. (1) La Cour a compétence exclusive 35 Compétence pour entendre les renvois et les appels portés devant elle sur les questions découlant de l'application du Régime de pensions du Canade biens culturels, de la partie V.1 de la Loi sur 40 les douanes, de la partie IX de la Loi sur la

Tax Act, the Old Age Security Act and the Petroleum and Gas Revenue Tax Act, where references or appeals to the Court are provided for in those Acts.

taxe d'accise, de la Loi de l'impôt sur le revenu, de la Loi sur la sécurité de la vieillesse, de la Loi de l'impôt sur les revenus pétroliers et de la Loi sur l'assurance-emploi. dans la mesure où ces lois prévoient un droit 5 de renvoi ou d'appel devant elle.

1990, c. 45, s. 57(2); 1998, c. 19, s. 290

(2) Subsections 12(3) and (4) of the Act 5 are replaced by the following:

(2) Les paragraphes 12(3) et (4) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

1990, ch. 45, par. 57(2); 1998, ch. 19, art. 290

Further jurisdiction

(3) The Court has exclusive original jurisdiction to hear and determine questions referred to it under section 173 or 174 of the Act or section 310 or 311 of the Excise Tax Act.

(3) La Cour a compétence exclusive pour entendre les questions qui sont portées devant 10 elle en vertu des articles 173 et 174 de la Loi Income Tax Act, section 97.58 of the Customs 10 de l'impôt sur le revenu, de l'article 97.58 de la Loi sur les douanes ou des articles 310 ou 311 de la Loi sur la taxe d'accise.

compétence

Extensions of time

(4) The Court has exclusive original jurisdiction to hear and determine applications for extensions of time under section 97.52 or of the Income Tax Act, subsection 103(1) of the Employment Insurance Act, section 304 or 305 of the Excise Tax Act, subsection 28(1) of the Canada Pension Plan or section 33.2 of the Cultural Property Export and Import Act. 20 Régime de pensions du Canada ou de l'article

(4) La Cour a compétence exclusive pour 15 Prorogation entendre toute demande de prorogation de délai présentée en vertu des articles 97.52 ou 97.53 of the Customs Act, section 166.2 or 167 15 97.53 de la Loi sur les douanes, des articles 166.2 ou 167 de la Loi de l'impôt sur le revenu, du paragraphe 103(1) de la Loi sur l'assuran-20 ce-emploi, des articles 304 ou 305 de la Loi sur la taxe d'accise, du paragraphe 28(1) du

> 33.2 de la Loi sur l'exportation et l'importation de biens culturels. 25

1990, c. 45, s. 58

102. Subsection 18.18(2) of the Act is replaced by the following:

102. Le paragraphe 18.18(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(2) Dans le calcul du délai visé aux articles

1990, ch. 45, art. 58

Idem

30

Calculation of time limits

- (2) For the purpose of calculating a time limit for the purposes of section 18.3003 or 18.3005, the following periods shall be ex-25 sont exclues: cluded:
 - (a) the period beginning on December 21 in any year and ending on January 7 of the next year; and
 - (b) the period during which proceedings are 30 stayed in accordance with subsection 106(3) of the Customs Act, in the case of an appeal under Part V.1 of that Act, or subsection 327(4) of the Excise Tax Act, in the case of an appeal under Part IX of that 35 Act.

18.3003 ou 18.3005, les périodes suivantes

a) la période du 21 décembre au 7 janvier;

b) la période durant laquelle l'appel est suspendu en vertu du paragraphe 106(3) de la Loi sur les douanes, dans le cas d'un appel interjeté en vertu de la partie V.1 de 35 cette loi, ou du paragraphe 327(4) de la Loi sur la taxe d'accise, dans le cas d'un appel interjeté en vertu de la partie IX de cette loi.

1998. c .19. s. 295(2)

103. Subsection 18.29(3) of the Act is replaced by the following:

103. Le paragraphe 18.29(3) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

1998, ch. 19. 40 par. 295(2)

Prorogation

Extensions of

(3) The provisions referred to in subsection (1) also apply, with any modifications that the circumstances require, in respect of applications for extensions of time under section 97.51 or 97.52 of the Customs Act, section 166.2 or 167 of the *Income Tax Act*, section 304 or 305 of the Excise Tax Act, subsection 103(1) of the Employment Insurance Act, subsection 28(1) of the Canada Pension Plan Export and Import Act.

1998. c. 19. s. 296(1)

104. Section 18.3001 of the Act is replaced by the following:

Application — Customs Act and Excise Tax Act

18.3001 Subject to section 18.3002, if a person has so elected in the notice of appeal 15 le présent article et les articles 18.3003 à for an appeal under Part V.1 of the Customs Act or Part IX of the Excise Tax Act or at such later time as is provided in the rules of Court, this section and sections 18.3003 to 18.302 apply, with any modifications that the cir-20 cumstances require.

1990, c. 45, s. 61

105. Subsection 18.3002(3) of the Act is replaced by the following:

Costs

- (3) The Court shall, on making an order under subsection (1), order that all reasonable 25 aux termes du paragraphe (1), la Cour doit and proper costs of the person who has brought the appeal be borne by Her Majesty in right of Canada where
 - (a) in the case of an appeal under Part V.1 of the Customs Act, the amount in dispute is 30 equal to or less than \$10,000; and
 - (b) in the case of an appeal under Part IX of the Excise Tax Act, the amount in dispute is equal to or less than \$7,000 and the aggregate of supplies for the prior fiscal 35 year of that person is equal to or less than \$1,000,000.

1993, c. 27, s. 222

106. Subsection 18.3003(1) of the English version of the Act is replaced by the following:

Time limit for reply to notice of appeal

18.3003 (1) Subject to subsection (2), the Minister of National Revenue shall file a reply to a notice of appeal referred to in section $18.\overline{3}001$ within sixty days after the day the

(3) Les dispositions énumérées au paragraphe (1) s'appliquent aussi, avec les adaptations nécessaires, aux demandes de prorogation de délai présentées en vertu des articles 97.51 ou 97.52 de la *Loi sur les douanes*, des 5 articles 166.2 ou 167 de la Loi de l'impôt sur le revenu, des articles 304 ou 305 de la Loi sur la taxe d'accise, du paragraphe 103(1) de la Loi sur l'assurance-emploi, du paragraphe or section 33.2 of the Cultural Property 10 28(1) du Régime de pensions du Canada ou de 10 l'article 33.2 de la Loi sur l'exportation et l'importation des biens culturels.

104. L'article 18.3001 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

1998, ch. 19, par. 296(1)

18.3001 Sous réserve de l'article 18.3002,15 18.302 s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, aux appels interjetés en vertu de la partie V.1 de la Loi sur les douanes ou de la partie IX de la *Loi sur la taxe d'accise*, si une 20 personne en fait la demande dans son avis d'appel ou à toute date ultérieure prévue par les règles de la Cour.

Application — Loi sur les douanes et Loi sur la taxe d'accise

105. Le paragraphe 18.3002(3) de la même loi est remplacé par ce qui suit : 25

art. 61 Frais

1990, ch. 45,

- (3) Dans le cas d'une ordonnance rendue ordonner que les frais entraînés pour la personne qui a interjeté appel soient payés par Sa Majesté du chef du Canada si les conditions 30 suivantes sont réunies :
 - a) dans le cas d'un appel interjeté en vertu de la partie V.1 de la *Loi sur les douanes*, le montant en litige n'excède pas 10 000 \$;
 - b) dans le cas d'un appel interjeté en vertu35 de la partie IX de la Loi sur la taxe d'accise, le montant en litige n'excède pas 7 000 \$ et le total des fournitures pour l'exercice précédent de cette personne n'excède pas 1 000 000 \$.

106. Le paragraphe 18.3003(1) de la version anglaise de la même loi est remplacé 40 par ce qui suit :

1993, ch. 27, art. 222

18.3003 (1) Subject to subsection (2), the Minister of National Revenue shall file a reply 45 to a notice of appeal referred to in section $18.\overline{3}001$ within sixty days after the day the

Time limit for reply to notice of appeal

20

25

Registry of the Court transmits to that Minister the notice of appeal, unless the person who has brought the appeal consents, before or after the sixty day period has elapsed, to the filing of that reply after the expiration of those sixty days or the Court allows the Minister, on application made before or after the expiration of those sixty days, to file the reply after that period.

Registry of the Court transmits to that Minister the notice of appeal, unless the person who has brought the appeal consents, before or after the sixty day period has elapsed, to the filing of that reply after the expiration of those 5 sixty days or the Court allows the Minister, on application made before or after the expiration of those sixty days, to file the reply after that period.

1990, c. 45, s. 61

Costs

107. Subsection 18.3007(1) of the Act is 10 replaced by the following:

18.3007 (1) The Court may, if the circumstances so warrant, make no order as to costs or order that the person who brought an appeal be awarded costs, notwithstanding that under 15 the rules of Court costs would be adjudged to Her Majesty in right of Canada, or make an order that that person be awarded costs, notwithstanding that under the rules of Court no order

- (a) an order has been made under subsection 18.3002(1) in respect of the appeal;
- (b) the appeal is not an appeal referred to in subsection 18.3002(3); and
- (c) in the case of an appeal

as to costs would be made if

(i) under Part V.1 of the *Customs Act*, the amount in dispute in the appeal is equal to or less than \$50,000, and

(ii) under Part IX of the Excise Tax Act, the amount in dispute in the appeal is 30 equal to or less than \$50,000 and the aggregate of supplies for the prior fiscal year of the person who brought the appeal is equal to or less than \$6,000,000.

107. Les alinéas 18.3007(1)c) et d) de la 10 1990, ch. 45, même loi sont remplacés par ce qui suit :

- c) dans le cas d'un appel :
 - (i) interjeté en vertu de la partie V.1 de la *Loi sur les douanes*, le montant en litige n'excède pas 50 000 \$, 15
 - (ii) interjeté en vertu de la partie IX de la Loi sur la taxe d'accise, le montant en litige n'excède pas 50 000 \$ et le total des fournitures pour l'exercice précédent de la personne qui a interjeté appel 20 n'excède pas 6 000 000 \$.

1990, c. 45, s. 61

108. Paragraphs 18.3008(a) and (b) of the 35 Act are replaced by the following:

- (a) in the case of an appeal under Part V.1 of the *Customs Act*, the amount in dispute was equal to or less than \$10,000; and
- (b) in the case of an appeal under Part IX of 40 the Excise Tax Act, the amount in dispute was equal to or less than \$7,000 and the aggregate of supplies for the prior fiscal year of that person was equal to or less than \$1,000,000.

109. Subsection 18.3009(1) of the Act is replaced by the following:

108. Les alinéas 18.3008a) et b) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

1990, ch. 45,

101

- a) dans le cas d'un appel interjeté en vertu de la partie V.1 de la *Loi sur les douanes*, le 25 montant en litige n'excède pas 10 000 \$;
- b) dans le cas d'un appel interjeté en vertu de la partie IX de la *Loi sur la taxe d'accise*, le montant en litige <u>n'excède pas</u> 7 000 \$ <u>et</u> le total des fournitures pour l'exercice 30 précédent de cette personne <u>n'excède pas</u> 1 000 000 \$.
- 109. Le paragraphe 18.3009(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

1998, ch. 19, art. 298

1998, c. 19, s. 298

Droit de

et dépens

dépôt et frais

appeal under Customs Act or Excise Tax

18.3009 (1) If an appeal referred to in section 18.3001 is allowed, the Court shall reimburse to the person who brought the appeal the filing fee paid under paragraph 18.15(3)(b) by that person and may award costs, in accordance with the rules of Court, to that person if

- (a) in the case of an appeal under Part V.1 of the *Customs Act*, the amount in dispute in the appeal was equal to or less than \$10,000 10 and was reduced by more than one half by the judgement of the Court; and
- (b) in the case of an appeal under Part IX of the Excise Tax Act,
 - (i) the amount of tax, net tax, rebate, 15 interest or penalty in issue in the appeal was reduced by more than one half by the judgement of the Court,
 - (ii) the amount in dispute was equal to or $\overline{\text{less}}$ than \$7,000, and 20
 - (iii) the aggregate of supplies for the prior fiscal year of that person was equal to or less than \$1,000,000.

1990, c. 45, s. 62

110. Subsection 18.31(2) of the Act is replaced by the following:

Determination of question

(2) If it is agreed under section 97.58 of the Customs Act or under section 310 of the Excise Tax Act that a question should be determined by the Court, sections 17.1, 17.2 and 17.4 to 17.8, apply, with any modifica-30 tions that the circumstances require, in respect of the determination of the question.

COORDINATING AMENDMENT

Bill C-11

- 111. If Bill C-11, introduced in the first session of the thirty-seventh Parliament Protection Act (the "other Act"), receives royal assent, then, on the later of the coming into force of subsection 107(5) of the Customs Act, as enacted by section 61 of this of the other Act, paragraph 107(5)(j) of the Customs Act is replaced by the following:
 - (j) an official of the Department of Citizenship and Immigration solely for the purpose of administering or enforcing the Immigra- 45

18.3009 (1) Dans sa décision d'accueillir un appel visé à l'article 18.3001, la Cour rembourse à la personne qui a interjeté appel le droit de dépôt qu'elle a acquitté en vertu de l'alinéa 18.15(3)b) et peut, conformément 5 aux modalités prévues par ses règles, allouer les frais et dépens à cette personne si :

- a) dans le cas d'un appel interjeté en vertu de la partie V.1 de la Loi sur les douanes, le montant en litige n'excède pas 10 000 \$ et 10 le jugement réduit de plus de moitié ce montant;
- b) dans le cas d'un appel interjeté en vertu de la partie IX de la Loi sur la taxe d'accise: 15
 - (i) le jugement réduit de plus de moitié le montant de la taxe, de la taxe nette, du remboursement, des intérêts ou de la pénalité qui font l'objet de l'appel,
 - (ii) le montant en litige est égal ou 20 inférieur à 7 000 \$,
 - (iii) le total des fournitures pour l'exercice précédent de cette personne n'excède pas 1 000 000 \$.

110. Le paragraphe 18.31(2) de la même 25 1990, ch. 45, 25 loi est remplacé par ce qui suit :

(2) Les articles 17.1, 17.2 et 17.4 à 17.8 s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, aux décisions sur les questions soumises à la Cour en vertu de l'article 97.58 de la Loi30 sur les douanes ou de l'article 310 de la Loi sur la taxe d'accise.

DISPOSITION DE COORDINATION

111. En cas de sanction du projet de loi C-11, déposé au cours de la 1^{re} session de la and entitled the Immigration and Refugee 35 37e législature et intitulé Loi sur l'immigra-35 tion et la protection des réfugiés (appelé « autre loi » au présent article), à l'entrée en vigueur du paragraphe 107(5) de la Loi sur les douanes, édicté par l'article 61 de la Act, and the coming into force of section 140 présente loi, ou à celle de l'article 1 de 40 l'autre loi, la dernière en date étant à retenir, l'alinéa 107(5)j) de la Loi sur les douanes est remplacé par ce qui suit :

> j) à un fonctionnaire du ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration, unique-45

Projet de loi C-11

art. 62

Procédure

générale

tion and Refugee Protection Act, if the information relates to the movement of people into and out of Canada;

ment pour l'application ou l'exécution de la Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés, lorsque le renseignement se rapporte à l'entrée de personnes au Canada ou à leur sortie du Canada;

COMING INTO FORCE

112. The provisions of this Act, and the come into force on a day or days to be fixed by order of the Governor in Council.

ENTRÉE EN VIGUEUR

112. Les dispositions de la présente loi ou provisions of any Act as enacted by this Act, 5 celles de toute autre loi édictées par elle entrent en vigueur à la date ou aux dates fixées par décret.

Published under authority of the Senate of Canada

Publié avec l'autorisation du Sénat du Canada

EXPLANATORY NOTES

Customs Act

Clause 1: (1) The definitions "person", "prescribed" and "release" in subsection 2(1) read as follows:

"person", unless the context otherwise requires, includes a corporation, a partnership and an association;

"prescribed" means

- (a) in respect of a form, the information to be provided on or with a form, or the manner of filing a form, prescribed by the Minister, and
- (b) in any other case, prescribed by regulation or determined in accordance with rules prescribed by regulation;
- "release" means, in respect of goods, to authorize the removal of the goods from a customs office, sufferance warehouse, bonded warehouse or duty free shop for use in Canada;

NOTES EXPLICATIVES

Loi sur les douanes

Article 1: (1) Texte des définitions de « dédouanement », « personne » et « réglementaire » au paragraphe 2(1):

- « dédouanement » Autorisation d'enlever des marchandises d'un bureau de douane, d'un entrepôt d'attente, d'un entrepôt de stockage ou d'une boutique hors taxes en vue de leur consommation au Canada.
- « personne » Personne physique ou, sauf indication contraire du contexte, personne morale ou groupement de personnes physiques ou morales.
- « réglementaire »
 - a) Prescrit par le ministre, pour les formulaires, leurs modalités de production et les renseignements afférents;
 - b) prévu par règlement ou déterminé en conformité avec les règles prévues par règlement, dans tous les autres cas.

(2) and (3) New.

(2) et (3) Nouveau.

(4) Subsection 2(3) reads as follows:

(3) Any power, duty or function of the Commissioner under this Act may be exercised or performed by any person, or by any officer within a class of officers, authorized by the Commissioner to do so and, if so exercised or performed, is deemed to have been exercised or performed by the Commissioner.

(4) Texte du paragraphe 2(3):

(3) Les attributions conférées au commissaire par la présente loi peuvent être exercées par toute personne ou par tout agent appartenant à une catégorie d'agents qu'il autorise à agir ainsi. Les attributions ainsi exercées sont réputées l'avoir été par le commissaire.

Clause 2: Section 3.1 reads as follows:

3.1 Interest computed at a prescribed rate or at a specified rate and any penalty computed at a rate per year under any provision of this Act (other than in respect of any amount in respect of duty levied under the *Special Import Measures Act*) shall be compounded daily and, where interest or such a penalty is computed in respect of an amount under a provision of this Act and is unpaid on the day it would, but for this section, have ceased to be computed under that provision, interest at the specified rate shall be computed and compounded daily on that unpaid interest or penalty from that day to the day it is paid and shall be paid as that provision required the amount to be paid.

Article 2 : Texte de l'article 3.1 :

3.1 Les intérêts calculés au taux réglementaire ou au taux déterminé et les pénalités calculées à un taux annuel en application d'une disposition de la présente loi (à l'exception des intérêts et des pénalités calculés sur un montant afférent aux droits imposés en application de la Loi sur les mesures spéciales d'importation) sont composés quotidiennement. Dans le cas où des intérêts ou une telle pénalité, calculés sur un montant en application d'une disposition de la présente loi, sont impayés le jour où, sans le présent article, ils cesseraient d'être ainsi calculés, des intérêts au taux déterminé sont calculés et composés quotidiennement sur les intérêts ou la pénalité impayés, pour la période allant de ce jour jusqu'au jour de leur versement, et sont versés en conformité avec la disposition en question.

Clause 3: Subsection 3.3(1.1) is new. Subsection 3.3(1) reads as follows:

3.3 (1) Notwithstanding any other provision of this Act, the Minister or any officer designated by the Minister for the purposes of this section may at any time waive or cancel all or any portion of any penalty or interest otherwise payable by a person under this Act.

Article 3: Texte du paragraphe 3.3(1):

3.3 (1) Malgré toute autre disposition de la présente loi, le ministre ou l'agent qu'il charge de l'application du présent article peut, en tout temps, annuler tout ou partie des pénalités ou intérêts payables par ailleurs par une personne en vertu de la présente loi, ou y renoncer.

Clause 4: New.

Article 4: Nouveau.

Clause 6: New.

Article 6: Nouveau.

Clause 7: Section 8 reads as follows:

8. The Minister may prescribe any form or any information to be given on a form that is by this Act or the regulations to be prescribed and may include on any form so prescribed a declaration, to be signed by the person completing the form, declaring that the information given by that person on the form is true, accurate and complete.

Clause 8: (1) Subsection 8.1(7) reads as follows:

(7) For the purposes of this Act and the *Customs Tariff*, a document presented by the Minister purporting to be a print-out of a form received under this section shall be received as evidence and, in the absence of proof to the contrary, is proof of the form filed or otherwise provided under this section.

(2) The relevant portion of subsection 8.1(8) reads as follows:

(8) The Governor in Council may, on the recommendation of the Minister, make regulations for the operation of electronic systems or any other technology to be used in the administration of this Act or the *Customs Tariff*, including regulations respecting

Article 7: Texte de l'article 8:

8. Le ministre peut déterminer les formulaires à employer en vertu de la présente loi ou de ses règlements, ainsi que les renseignements à y porter, et y inclure une déclaration, à signer par l'intéressé, où celui-ci atteste la véracité, l'exactitude et l'intégralité des renseignements qu'il a donnés

Article 8: (1) Texte du paragraphe 8.1(7):

(7) Pour l'application de la présente loi et du *Tarif des douanes*, un document présenté par le ministre, censé être l'imprimé d'un formulaire reçu en application du présent article, est admissible en preuve et établit, sauf preuve contraire, la présentation ou la fourniture du formulaire en application du présent article.

- (2) Texte du passage visé du paragraphe 8.1(8) :
- (8) Sur recommandation du ministre, le gouverneur en conseil peut, par règlement, régir le fonctionnement de systèmes électroniques ou de tout autre moyen technique devant servir à l'application de la présente loi ou du *Tarif des douanes*, notamment des règlements concernant :

Clause 9: Subsection 9(3) reads as follows:

(3) Where an officer so requests, a customs broker shall make available to the officer any records that he is required by the regulations to keep.

Clause 10: (1) Subsections 11(1) and (2) read as follows:

- 11. (1) Subject to this section, every person arriving in Canada shall, except in such circumstances and subject to such conditions as may be prescribed, forthwith present himself at the nearest customs office designated for that purpose that is open for business and answer truthfully any questions asked by an officer in the performance of his duties under this or any other Act of Parliament.
- (2) Subsection (1) does not apply to any person who has presented himself outside Canada at a customs office designated for that purpose and has not subsequently stopped at any other place prior to his arrival in Canada unless an officer requires that person to comply therewith.

Article 9: Texte du paragraphe 9(3):

(3) A la demande de l'agent, le courtier en douane lui communique tous documents qu'il est tenu par règlement de conserver.

Article 10: (1) Texte des paragraphes 11(1) et (2):

- 11. (1) Sous réserve des autres dispositions du présent article, ainsi que des circonstances et des conditions prévues par règlement, toute personne arrivant au Canada doit se présenter aussitôt au plus proche bureau de douane, doté des attributions prévues à cet effet, qui soit ouvert et répondre véridiquement aux questions que lui pose l'agent dans l'exercice des fonctions que lui confère la présente loi ou une autre loi fédérale.
- (2) Le paragraphe (I) ne s'applique qu'à la demande de l'agent aux personnes qui, après s'être présentées à l'extérieur du Canada à un bureau de douane doté des attributions prévues à cet effet, se sont rendues sans escale au Canada.

(2) New.

(2) Nouveau.

Clause 11: New.

Article 11: Nouveau.

Clause 12: The relevant portion of subsection 12(3) reads as follows:

- $(3) \ Goods \ shall \ be \ reported \ under \ subsection \ (1)$
- (a) in the case of goods in the actual possession of a person arriving in Canada, or that form part of his baggage where the person and his baggage are being carried on board the same conveyance, by that person;

Article 12: Texte du passage visé du paragraphe 12(3):

- (3) Le déclarant visé au paragraphe (1) est, selon le cas :
- a) la personne ayant en sa possession effective ou parmi ses bagages des marchandises se trouvant à bord du moyen de transport par lequel elle est arrivée au Canada;

Clause 13: Section 13 reads as follows:

Article 13 : Texte du passage visé de l'article 13 :

- 13. Every person reporting goods under section 12 inside or outside Canada shall
 - (a) answer truthfully any question asked by an officer with respect to the goods; and
 - (b) where an officer so requests, present the goods to the officer, remove any covering from the goods, unload any conveyance or open any part thereof, or open or unpack any package or container that the officer wishes to examine.

Clause 14: Subsection 17(2) reads as follows:

(2) Subject to this Act, the rates of duties on imported goods shall be the rates applicable to the goods at the time they are accounted for under subsection 32(1), (2) or (5).

Clause 15: The relevant portion of subsection 18(2) reads as follows:

(2) Subject to subsection (3), any person who reports goods under section 12, and any person for whom that person acts as agent or employee while so reporting, are jointly and severally liable for all duties levied on the goods unless one or the other of them proves, within such time as may be prescribed, that the duties have been paid or that the goods

Clause 16: (1) The relevant portion of subsection 19(1) reads as follows:

19. (1) Subject to section 20, any person who is authorized by an officer to do so may

(2) New.

13. Quiconque déclare, dans le cadre de l'article 12, des marchandises à l'intérieur ou à l'extérieur du Canada doit :

- a) répondre véridiquement aux questions que lui pose l'agent sur les marchandises;
- b) à la demande de l'agent, lui présenter les marchandises et les déballer, ainsi que décharger les moyens de transport et en ouvrir les parties, ouvrir ou défaire les colis et autres contenants que l'agent veut visiter.

Article 14: Texte du paragraphe 17(2):

(2) Sous réserve des autres dispositions de la présente loi, le taux des droits payables sur les marchandises importées est celui qui leur est applicable au moment où elles font l'objet de la déclaration en détail ou provisoire prévue au paragraphe 32(1), (2) ou (5).

Article 15: Texte du passage visé du paragraphe 18(2):

(2) Dans le cas de marchandises déclarées conformément à l'article 12, le déclarant et son mandant ou employeur sont, sous réserve du paragraphe (3), solidairement responsables de tous les droits imposés sur les marchandises, sauf si, dans le délai réglementaire, l'un d'eux établit le paiement des droits ou, à propos des marchandises, l'un des faits suivants :

Article 16: (1) Texte du passage visé du paragraphe 19(1):

19. (1) Sous réserve de l'article 20, toute personne qui y est autorisée par l'agent peut :

(2) Nouveau.

- (3) The relevant portion of subsection 19(2) reads as follows:
- (2) Subject to section 20, where goods that have been reported under section 12 have been described in the prescribed form at a customs office designated for that purpose, any person who is authorized by an officer to do so may
- *Clause 17*: (1) The relevant portion of subsection 20(2) reads as follows:
- (2) Every person who transports or causes to be transported within Canada goods that have been imported but have not been released is liable for all duties thereon unless he proves, within such time as may be prescribed, that the goods were
 - (2) New.

- (3) Texte du passage visé du paragraphe 19(2) :
- (2) Sous réserve de l'article 20, si les marchandises déclarées conformément à l'article 12 ont été mentionnées sur un formulaire réglementaire, à un bureau de douane doté des attributions prévues à cet effet, toute personne qui y est autorisée par l'agent peut :
- $Article\ 17$: (1) Texte du passage visé du paragraphe 20(2):
- (2) Le transitaire est redevable de tous les droits frappant les marchandises qu'il transporte ou fait transporter, sauf si, dans le délai réglementaire, il établit, à leur propos, l'un des faits suivants :

(2) Nouveau.

Clause 18: Subsection 22(1) reads as follows:

- 22. (1) Subject to subsection (2), every person who
- (a) transports or causes to be transported goods into Canada, or
- (b) transports or causes to be transported within Canada goods that have been imported but have not been released

shall keep in Canada such records for such period of time and in such manner as may be prescribed and shall, where an officer so requests, make them available to the officer and answer truthfully any questions asked by the officer in respect of the records.

Clause 19: (1) The relevant portion of subsection 28(1) reads as follows:

28. (1) Subject to subsections (1.1) and (1.2), the operator of a sufferance warehouse, bonded warehouse or duty free shop is liable for all duties or taxes levied under the *Customs Tariff*, the *Excise Tax Act*, the *Excise Act*, the *Special Import Measures Act* or any other law relating to customs on goods that have been received therein unless the operator proves that the goods

(2) Subsection 28(1.1) reads as follows:

(1.1) In applying subsection (1) to an operator of a bonded warehouse in respect of the taxes and duties levied under the *Excise Tax Act* and section 20 of the *Customs Tariff* on cigars and manufactured tobacco that are delivered to the bonded warehouse after February 12, 1992 and are exported from the bonded warehouse after that date and before April 8, 1992, the reference in subsection (1) to "section 19" shall be read as a reference to "paragraph 19(2)(b) or (c)".

(3) Subsection 28(3) reads as follows:

(3) The definition "duties" in subsection 2(1) does not apply for the purposes of subsections (1), (1.1) and (2).

Article 18: Texte du passage visé du paragraphe 22(1):

22. (1) Sous réserve du paragraphe (2), est tenue de conserver au Canada, pendant le délai et selon les modalités réglementaires, les documents déterminés par règlement et, à la demande de l'agent, de les lui communiquer et de répondre véridiquement aux questions qu'il lui pose à leur sujet toute personne qui :

Article 19: (1) Texte du passage visé du paragraphe 28(1):

28. (1) Sous réserve des paragraphes (1.1) et (1.2), l'exploitant d'un entrepôt d'attente ou de stockage ou d'une boutique hors taxes est redevable des droits et taxes imposés en vertu du *Tarif des douanes*, de la *Loi sur la taxe d'accise*, de la *Loi sur l'accise*, de la *Loi sur les mesures spéciales d'importation* ou de tout autre texte de législation douanière sur les marchandises qui y ont été reçues, sauf s'il établit que les marchandises soit :

(2) Texte du paragraphe 28(1.1):

(1.1) Pour l'application du paragraphe (1) à l'exploitant d'un entrepôt de stockage en ce qui concerne les taxes et droits imposés par la *Loi sur la taxe d'accise* et l'article 20 du *Tarif des douanes* sur les cigares et le tabac fabriqué qui sont livrés à l'entrepôt après le 12 février 1992 puis enlevés de l'entrepôt en vue de leur exportation après cette date et avant le 8 avril 1992, la mention au paragraphe (1) de l'article 19 vaut mention des alinéas 19(2)b) ou c).

(3) Texte du paragraphe 28(3):

(3) La définition de « droits » au paragraphe 2(1) ne s'applique pas aux paragraphes (1), (1.1) et (2).

Clause 20: Section 31 reads as follows:

31. Subject to section 19, no goods shall be removed from a customs office, sufferance warehouse, bonded warehouse or duty free shop by any person other than an officer in the performance of his duties under this or any other Act of Parliament unless the goods have been released by an officer.

Clause 21: Subsections 32(2) and (3) read as follows:

- (2) In such circumstances as may be prescribed, goods may be released prior to the accounting required under subsection (1) if the importer or owner of the goods makes an interim accounting in the prescribed manner and in the prescribed form containing the prescribed information, or in such form containing such information as is satisfactory to the Minister.
- (3) Where goods are released under subsection (2), the person who made the interim accounting thereunder in respect of the goods shall, within the prescribed time, account for the goods in the manner described in paragraph (1)(a).

Clause 22: Subsection 32.2(6) reads as follows:

(6) The obligation under this section to make a correction to a declaration of tariff classification includes an obligation to correct a declaration of tariff classification that is rendered incorrect by a failure, after the goods are accounted for under subsection 32(1), (3) or (5), to comply with a condition imposed under a tariff item in the List of Tariff Provisions set out in the schedule to the *Customs Tariff* or under any regulations made under that Act in respect of a tariff item in that List.

Article 20: Texte de l'article 31:

31. Sous réserve de l'article 19, seul l'agent, dans l'exercice des fonctions que lui confère la présente loi ou une autre loi fédérale, peut, sauf s'il s'agit de marchandises dédouanées par lui ou par un autre agent, enlever des marchandises d'un bureau de douane, d'un entrepôt d'attente, d'un entrepôt de stockage ou d'une boutique hors taxes.

Article 21: Texte des paragraphes 32(2) et (3):

- (2) Dans les circonstances prévues par règlement, le dédouanement peut s'effectuer avant la déclaration en détail prévue au paragraphe (1), à condition que l'importateur ou le propriétaire des marchandises fasse, selon les modalités réglementaires, une déclaration provisoire, qui doit être établie en la forme, ainsi qu'avec les renseignements, déterminés par le ministre ou satisfaisants pour lui.
- (3) En cas de dédouanement de marchandises en vertu du paragraphe (2), l'auteur de la déclaration provisoire prévue à ce paragraphe fait, dans le délai réglementaire, une déclaration en détail de ces marchandises selon les modalités prévues à l'alinéa (1)a).

Article 22: Texte du paragraphe 32.2(6):

(6) L'obligation, prévue au présent article, de corriger la déclaration du classement tarifaire comprend l'obligation de corriger celle qui devient défectueuse, après la déclaration en détail des marchandises au titre des paragraphes 32(1), (3) ou (5), par suite de l'inobservation d'une condition imposée aux termes d'un numéro tarifaire de la liste dispositions tarifaires de l'annexe du *Tarif des douanes* ou d'un règlement pris au titre de cette loi à l'égard d'un numéro tarifaire de cette liste.

Clause 23: New.

Article 23: Nouveau.

Clause 24: Section 33.1 reads as follows:

33.1 Every person who fails to account for imported goods, or fails to account for imported goods in accordance with this Part and the regulations made under this Act, is liable to a penalty of \$100 for each failure.

Clause 25: Section 33.3 reads as follows:

- **33.3** Every person who fails to comply with section 33.2 with respect to a notice served on the person under that section is liable, in addition to any other penalty provided for in this Part, to a penalty equal to the greater of
 - (a) \$250, and
 - (b) 5% of the amount of duties payable on the goods designated in the notice.

Clause 26: Section 33.4 reads as follows:

33.4 (1) Subject to subsection (4), any person who is liable to pay an amount of duties in respect of imported goods (other than any amount in respect of duty levied under the *Special Import Measures Act*) shall pay, in addition to the amount, interest at the specified rate for the period beginning on the first day after the day the person became liable to pay the amount and ending on the day the amount has been paid in full, calculated on the outstanding balance of the amount.

Article 24: Texte de l'article 33.1:

33.1 Quiconque omet de déclarer en détail, ou omet de déclarer en détail en conformité avec la présente partie et les règlements d'application de la présente loi, des marchandises importées est tenu de payer une pénalité de 100 \$ pour chaque défaut.

Article 25: Texte de l'article 33.3:

- **33.3** Quiconque omet de se conformer à la mise en demeure visée à l'article 33.2 est tenu de payer, en plus des autres pénalités prévues par la présente partie, une pénalité égale au plus élevé des montants suivants :
 - a) 250 \$;
 - b) 5 % des droits payables sur les marchandises indiquées dans la mise en demeure.

Article 26: Texte de l'article 33.4:

33.4 (1) Sous réserve du paragraphe (4), quiconque est tenu de payer des droits sur des marchandises importées (à l'exception d'un montant afférent aux droits imposés en application de la *Loi sur les mesures spéciales d'importation*) paie, en plus de ces droits, des intérêts au taux déterminé, calculés sur les arriérés pour la période commençant le lendemain de l'échéance des droits et se terminant le jour de leur paiement intégral.

- (2) [Repealed, 1995, c. 41, s. 9]
- (3) For the purposes of subsection (1), any duties in respect of goods payable under paragraph 59(3)(a) or 65(1)(a) are deemed to have become payable on the day duties became payable in respect of the goods under this Part.
- (4) If an amount of duties in respect of goods that is payable by a person under paragraph 59(3)(a) or 65(1)(a) in accordance with a determination, re-determination or further re-determination is paid by the person within thirty days after the day (in this subsection referred to as the "decision day") the determination, re-determination or further re-determination, as the case may be, is made, interest is not payable under subsection (1) on the amount for the period beginning on the day after the decision day and ending on the day the amount is paid.
- (5) Where a person is liable to a penalty under section 33.1, 33.3 or 33.6, the person shall pay, in addition to the penalty, interest at the specified rate for the period beginning on the day after the day the person became liable to the penalty and ending on the day the penalty has been paid in full, calculated on the outstanding balance of the penalty.
- (6) Any person who is liable to pay tax under Division III of Part IX of the *Excise Tax Act* in respect of an amount of duty levied under subsection 11(1) or paragraph 60(1)(a) of the *Special Import Measures Act* shall pay, in addition to that tax, interest at the prescribed rate in respect of each month or fraction of a month in the period beginning thirty days after the day the tax became payable and ending on the day the tax has been paid in full, calculated on the outstanding balance of the tax

Clause 27: Section 33.6 reads as follows:

- **33.6** Every person who fails to pay any amount in accordance with a notice served under section 33.5 is liable, in addition to any other penalty provided for in this Part, to a penalty equal to the greater of
 - (a) \$250, and
 - (b) 5% of the amount of duties payable on the goods designated in the notice.
- Clause 28: (1) The relevant portion of subsection 33.7(2) reads as follows:
- (2) Where the time within which a person must account for goods is extended under subsection (1),

. .

- (b) if the person accounts for the goods within the time as so extended, no penalty shall be imposed pursuant to section 33.1 or 33.3; and
- (2) The relevant portion of subsection 33.7(3) reads as follows:

- (2) [Abrogé, 1995, ch. 41, art. 9]
- (3) Pour l'application du paragraphe (1), les droits payables sur des marchandises en application des alinéas 59(3)a) ou 65(1)a) sont réputés devenir payables le jour où des droits sont devenus payables sur les marchandises en application de la présente partie.
- (4) La personne qui verse, dans les trente jours suivant une intervention détermination, révision ou réexamen —, les droits payables en application des alinéas 59(3)a) ou 65(1)a) par suite de l'intervention n'a pas à payer d'intérêts sur les droits en application du paragraphe (1) pour la période commençant le lendemain de l'intervention et se terminant le jour du versement des droits.
- (5) La personne tenue de payer une pénalité en application des articles 33.1, 33.3 ou 33.6 paie, en plus de la pénalité, des intérêts au taux déterminé, calculés sur les arriérés pour la période commençant le lendemain de l'échéance de la pénalité et se terminant le jour de son paiement intégral.
- (6) Quiconque est redevable de la taxe prévue à la section III de la partie IX de la *Loi sur la taxe d'accise* au titre des droits imposés en application du paragraphe 11(1) ou de l'alinéa 60(1)a) de la *Loi sur les mesures spéciales d'importation* paie, en plus de cette taxe, des intérêts au taux réglementaire, calculés sur les arriérés pour chaque mois ou fraction de mois de la période commençant trente jours après l'échéance de cette taxe et se terminant le jour de son paiement intégral.

Article 27: Texte de l'article 33.6:

- **33.6** Quiconque omet de se conformer à la mise en demeure visée à l'article 33.5 est tenu de payer, en plus des autres pénalités prévues par la présente partie, une pénalité égale au plus élevé des montants suivants :
 - a) 250 \$;
 - b) 5 % des droits payables sur les marchandises indiquées dans la mise en demeure.
- Article 28: (1) Texte du passage visé du paragraphe 33.7(2):
- (2) Les règles suivantes s'appliquent en cas de prorogation du délai de déclaration en détail de marchandises :

. . .

- b) aucune pénalité n'est imposée en application des articles 33.1 ou 33.3 si la déclaration en détail est faite dans le délai prorogé;
- (2) Texte du passage visé du paragraphe 33.7(3) :

(3) Where the time within which a person must pay any amount owing as duties is extended under subsection (1),

. .

- (b) if the person pays that amount within the time as so extended,
 - (i) subsection 33.4(1) shall apply in respect of that amount as if the time had not been so extended, but interest payable under that subsection in respect of that amount shall be computed at the prescribed rate rather than at the specified rate, and
 - (ii) section 33.6 shall not apply in respect of a failure to pay the amount; and

Clause 29: Section 33.8 reads as follows:

33.8 For the purposes of sections 33.1 to 33.6, "duties" do not include any amount in respect of duty levied under the *Special Import Measures Act*.

Clause 30: (1) Subsection 35.02(1) reads as follows:

35.02 (1) Every person who fails to comply with section 35.01 is liable to a penalty of \$250 for each failure to comply.

(2) Subsection 35.02(3) reads as follows:

- (3) Every person who fails to comply with a notice served on the person under subsection (2) in respect of goods is liable, in addition to any penalty provided for under subsection (1), to a penalty of \$2000 or such lesser amount as the Minister may direct.
- (3) The relevant portion of subsection 35.02(4) reads as follows:
- (4) Where a person imports goods of a prescribed class from a NAFTA country, that person is not liable to a penalty under this section unless

(4) Subsection 35.02(5) reads as follows:

(5) Any person who is liable to pay a penalty under this section shall pay, in addition to the penalty, interest at the specified rate for the period beginning on the day after the day on which the person became liable to the penalty and ending on the day on which the penalty has been paid in full, calculated on the outstanding balance of the penalty.

Clause 31: Subsections 40(1) to (3) read as follows:

- **40.** (1) Every person who imports goods or causes goods to be imported for sale or for any industrial, occupational, commercial, institutional or other like use or any other use that may be prescribed shall keep at the person's place of business in Canada or at such other place in Canada as may be designated by the Minister such records in respect of those goods in such manner and for such period of time as may be prescribed and shall, where an officer so requests, make them available to the officer and answer truthfully any questions asked by the officer in respect of the records.
- (2) Where, in the opinion of the Minister, a person has not kept records in Canada in accordance with subsection (1), the Minister may request that person to keep records in Canada and to comply with subsection (1) in respect thereof.

(3) Les règles suivantes s'appliquent en cas de prorogation du délai de paiement d'un montant dû à titre de droits :

. . .

- b) si le paiement est fait dans le délai prorogé :
 - (i) le paragraphe 33.4(1) s'applique au montant comme si le délai n'avait pas été prorogé, mais les intérêts payables sur ce montant en application de ce paragraphe sont calculés au taux réglementaire plutôt qu'au taux déterminé,
 - (ii) l'article 33.6 ne s'applique pas;

Article 29: Texte de l'article 33.8:

33.8 Ne sont pas des droits pour l'application des articles 33.1 à 33.6 les montants afférents aux droits imposés en application de la *Loi sur les mesures spéciales d'importation*.

Article 30: (1) Texte du paragraphe 35.02(1):

35.02 (1) Quiconque omet de se conformer à l'article 35.01 est tenu de payer une pénalité de 250 \$ pour chaque omission.

(2) Texte du paragraphe 35.02(3):

- (3) Quiconque omet de se conformer à la mise en demeure prévue au paragraphe (2) est tenu de payer, en plus de la pénalité prévue au paragraphe (1), une pénalité maximale de 2 000 \$ dont le montant est fixé par le ministre.
 - (3) Texte du passage visé du paragraphe 35.02(4) :
- (4) Lorsque sont en cause des marchandises d'une catégorie réglementaire importées d'un pays ALÉNA, une personne n'est passible de la pénalité prévue au présent article que dans un des cas suivants :

(4) Texte du paragraphe 35.02(5):

(5) Quiconque est tenu de payer la pénalité prévue par le présent article paie, en plus de celle-ci, des intérêts au taux déterminé, calculés sur les arriérés pour la période commençant le lendemain de l'imposition de la pénalité et se terminant le jour de son paiement intégral.

Article 31: Texte des paragraphes 40(1) à (3):

- **40.** (1) Toute personne qui importe ou fait importer des marchandises en vue de leur vente ou d'usages industriels, professionnels, commerciaux ou collectifs, ou à d'autres fins analogues ou prévues par règlement, est tenue de conserver au Canada, en son établissement, ou en un autre lieu désigné par le ministre, et selon les modalités et pendant le délai réglementaires, les documents réglementaires relatifs aux marchandises visées par règlement et, à la demande de l'agent, de lui communiquer ces documents et de répondre véridiquement aux questions qu'il lui pose à leur sujet.
- (2) Le ministre peut demander à la personne qui, selon lui, a manqué à ses obligations prévues au paragraphe (1) quant à la conservation de documents au Canada de corriger le défaut et de se conformer à ce paragraphe.

- (3) Every person who is
- (a) granted a licence under section 24,
- (b) authorized under paragraph 32(6)(a) or subsection 32(7) to account for goods,
- (c) granted a certificate under section 90 of the Customs Tariff, or
- (d) granted a licence under section 91 of that Act,

shall keep at that person's place of business or at such other place as may be designated by the Minister such records in respect of such goods in such manner and for such period of time as may be prescribed and shall, where an officer so requests, make them available to the officer and answer truthfully any questions asked by the officer in respect of the records

Clause 32: Section 42 reads as follows:

42. An officer may at all reasonable times enter any premises or place where records are kept pursuant to section 40 and audit or examine such records.

- (3) Est tenu de conserver en son établissement ou en un autre lieu désigné par le ministre, selon les modalités réglementaires de temps et de forme, les documents visés par règlement relatifs aux marchandises et, à la demande de l'agent, de lui communiquer ces documents et de répondre véridiquement aux questions qu'il lui pose à leur sujet quiconque est :
 - a) titulaire de l'agrément octroyé en application de l'article 24;
 - b) autorisé en vertu de l'alinéa 32(6)a) ou du paragraphe 32(7) à effectuer une déclaration en détail ou provisoire de marchandises;
 - c) titulaire du certificat délivré en application de l'article 90 du *Tarif des douanes*;
 - d) titulaire de l'agrément délivré en application de l'article 91 de cette loi.

Article 32: Texte de l'article 42:

42. Pour vérification ou examen des documents visés à l'article 40, l'agent a, aux jours et heures normaux, accès aux lieux où ils sont conservés.

Clause 33: Section 42.01 reads as follows:

42.01 An officer, or an officer within a class of officers, designated by the Minister for the purposes of this section, may conduct a verification of origin (other than a verification of origin referred to in section 42.1), verification of tariff classification or verification of value for duty in respect of imported goods in the manner that is prescribed.

(2) Subject to subsection (4), a re-determination or further re-determination of origin does not take effect until notice of it is given to the importer of the goods and any person who completed and signed a Certificate of Origin for the goods if the result of the re-determination or further re-determination of origin made under subsection 59(1) in respect of goods for which preferential tariff treatment under NAFTA or preferential tariff treatment under CCFTA is claimed and that are the subject of a verification of origin under this Act is that

Clause 34: (1) Subsection 42.3(2) reads as follows:

- (a) the goods are not eligible for that preferential tariff treatment on the basis of the tariff classification or value of one or more materials used in their production; and
- (b) that tariff classification or value differs from the tariff classification or value applied to those materials by the NAFTA country from which the goods were exported or from Chile, as the case may be.

Article 33: Texte de l'article 42.01:

42.01 L'agent chargé, ou l'agent appartenant à une catégorie d'agents chargée, par le ministre de l'application du présent article peut effectuer la vérification de l'origine des marchandises importées, autre que celle visée à l'article 42.1, ou la vérification de leur classement tarifaire ou de leur valeur en douane selon les modalités réglementaires.

Article 34: (1) Texte du paragraphe 42.3(2):

(2) Sous réserve du paragraphe (4), si, à la suite de la révision ou du réexamen, en application du paragraphe 59(1), de l'origine de marchandises qui font l'objet d'une demande visant l'obtention du traitement tarifaire préférentiel de l'ALÉNA ou de celui de l'ALÉCC et dont la vérification de l'origine est prévue par la présente loi, celles-ci ne peuvent pas bénéficier du traitement tarifaire préférentiel demandé pour le motif que le classement tarifaire ou la valeur d'une matière ou d'un matériel ou de plusieurs matières ou matériels utilisés pour la production de ces marchandises diffère du classement ou de la valeur correspondants de ces matières ou matériels dans le pays d'exportation — pays ALÉNA ou Chili —, la prise d'effet de la révision ou du réexamen est subordonnée à leur notification à l'importateur et à l'auteur de tout certificat d'origine des marchandises.

(2) Subsection 42.3(4) reads as follows:

(2) Texte du paragraphe 42.3(4):

(4) The date on which a re-determination or further re-determination of origin referred to in subsection (2) takes effect shall be postponed for a period not exceeding ninety days if the importer of the goods that are the subject of the re-determination or further re-determination, or any person who completed and signed a Certificate of Origin for the goods, establishes to the satisfaction of the Minister that the importer or the person, as the case may be, has relied in good faith, to the detriment of the importer or person, on the tariff classification or value applied to the materials referred to in that subsection by the customs administration of the NAFTA country from which the goods were exported or of Chile, as the case may be.

(4) La date de prise d'effet de la révision ou du réexamen de l'origine visé au paragraphe (2) est reportée pour une période maximale de quatre-vingt-dix jours, si le ministre est convaincu que l'importateur des marchandises ou l'auteur de tout certificat d'origine de celles-ci a démontré qu'il s'est fondé de bonne foi, à son détriment, sur le classement tarifaire ou la détermination de la valeur des matières ou matériels visés à ce paragraphe effectués par l'administration douanière du pays ALÉNA d'exportation des marchandises ou du Chili, selon le cas.

Clause 35: Subsection 43(1) reads as follows:

43. (1) The Minister may, for any purposes related to the administration or enforcement of this Act, by registered letter or by a demand served personally, require any person to produce at a place specified by the Minister any books, letters, accounts, invoices, statements (financial or otherwise) or other documents within such reasonable time as may be stipulated therein.

Clause 36: Paragraph 43.1(1)(c) is new. Subsection 43.1(1) reads as follows:

- **43.1** (1) Any officer, or any officer within a class of officers, designated by the Minister for the purposes of this section shall, before goods are imported, on application by any member of a prescribed class that is made within the prescribed time, in the prescribed manner and in the prescribed form containing the prescribed information, give an advance ruling with respect to
 - (a) whether the goods qualify as originating goods and are entitled to the benefit of preferential tariff treatment under a free trade agreement; and
 - (b) in the case of goods exported from a NAFTA country or from Chile, any other matter concerning those goods that is set out in paragraph 1 of Article 509 of NAFTA or in paragraph 1 of Article E-09 of CCFTA, as the case may be.

Article 35: Texte du paragraphe 43(1):

43. (1) À des fins d'exécution ou de contrôle d'application de la présente loi, y compris la perception d'un montant dont une personne est débitrice en vertu de la présente loi, le ministre peut, par avis signifié à personne ou envoyé par courrier recommandé ou certifié, exiger d'une personne qu'elle fournisse, au lieu qu'il précise et dans le délai raisonnable qui peut être fixé dans l'avis, tous registres, livres, lettres, comptes, factures, états — notamment financiers — ou autres documents.

Article 36: L'alinéa 43.1(1)c) est nouveau. Texte du paragraphe 43.1(1):

- **43.1** (1) L'agent chargé ou appartenant à une catégorie d'agents chargée, par le ministre, de l'application du présent article est tenu, sur demande d'un membre d'une catégorie réglementaire présentée dans le délai réglementaire, selon les modalités réglementaires, en la forme et avec les renseignements déterminés par le ministre, de rendre, avant l'importation de marchandises, une décision anticipée :
 - a) d'une part, sur l'origine des marchandises et l'application à leur égard du traitement tarifaire préférentiel découlant d'un accord de libre-échange;
 - b) d'autre part, s'agissant de marchandises importées d'un pays ALÉNA ou du Chili, sur toute autre question portant sur l'application à celles-ci du paragraphe 1 de l'article 509 de l'ALÉNA ou du paragraphe 1 de l'article E-09 de l'ALÉCC, selon le cas.

Clause 37: Subsection 51(6) reads as follows:

(6) In this section, "time of importation" means, in respect of goods, the date on which an officer authorizes, pursuant to this Act, the release of the goods.

Clause 38: Section 54 reads as follows:

54. For the purposes of sections 45 to 55, where goods are exported to Canada from any country but pass in transit through another country, the goods shall, subject to such terms and conditions as may be prescribed, be deemed to be shipped directly to Canada from the first mentioned country.

Clause 39: (1) and (2) Subsections 57.01(1) and (2) read as follows:

- **57.01** (1) Any officer, or any officer within a class of officers, designated by the Minister for the purposes of this section may, at or before the time goods imported from a NAFTA country are accounted for under subsection 32(1), (3) or (5), in the prescribed manner and subject to the prescribed conditions, make a determination as to whether the goods have been marked in the manner referred to in section 35.01 and shall give notice of the determination to the prescribed persons.
- (2) If an officer does not make a determination under subsection (1) in respect of goods imported from a NAFTA country at or before the time the goods are accounted for under subsection 32(1), (3) or (5), a determination as to whether the goods have been marked in the manner referred to in section 35.01 shall be deemed to have been made in accordance with any representations that have been made in respect of the marking of the goods by the person who accounted for the goods.

Article 37: Texte du paragraphe 51(6):

(6) Dans le présent article, la date de l'importation des marchandises est la date à laquelle l'agent autorise, en application de la présente loi, le dédouanement.

Article 38: Texte de l'article 54:

54. Pour l'application des articles 45 à 55, lorsque des marchandises provenant d'un pays sont exportées au Canada en passant par un autre pays, elles sont considérées, sous réserve des modalités réglementaires, comme ayant été expédiées directement au Canada à partir du premier pays.

Article 39: (1) et (2) Texte des paragraphes 57.01(1) et (2):

- **57.01** (1) L'agent chargé, ou l'agent appartenant à une catégorie d'agents chargée, par le ministre de l'application du présent article, peut, au plus tard au moment de la déclaration en détail, en application du paragraphe 32(1), (3) ou (5), de marchandises importées d'un pays ALÉNA, selon les modalités réglementaires et sous réserve des conditions réglementaires, déterminer si les marchandises ont été marquées conformément à l'article 35.01; il donne avis de sa décision aux personnes visées par règlement.
- (2) Dans le cas où l'agent ne rend pas sa décision au plus tard au moment de la déclaration en détail des marchandises en application du paragraphe 32(1), (3) ou (5), celles-ci sont réputées marquées conformément à l'article 35.01 sur le fondement des représentations pertinentes effectuées par l'auteur de la déclaration en détail.

Clause 40: The relevant portion of section 57.1 reads as follows:

57.1 For the purposes of sections 58 to 70,

. . .

(b) the tariff classification of imported goods is to be determined in accordance with section 10 of the *Customs Tariff*, unless otherwise provided in that Act; and

Clause 41: (1) The relevant portion of subsection 59(1) reads as follows:

- **59.** (1) An officer, or any officer within a class of officers, designated by the Minister for the purposes of this section may
 - (a) re-determine the origin, tariff classification or value for duty of imported goods under section 58 at any time within

(2) Subsection 59(2) reads as follows:

(2) An officer who makes a determination under subsection 58(1) or a re-determination or further re-determination under subsection (1) shall without delay give notice of the determination, re-determination or further re-determination, including the rationale on which it is made, to the prescribed persons.

(3) The relevant portion of subsection 59(3) reads as follows:

- (3) If a determination is made under subsection 58(1) or a re-determination or further re-determination is made under subsection (1) in respect of goods, such persons who were given notice under subsection (2) as may be prescribed shall, in accordance with the determination, re-determination or further re-determination, as the case may be,
 - (a) pay any amount owing, or additional amount owing, as the case may be, as duties in respect of the goods or, where a request is made under section 60, pay that amount or give security satisfactory to the Minister in respect of that amount and any interest owing or that may become owing on that amount; or

Article 40 : Texte du passage visé de l'article 57.1 :

57.1 Pour l'application des articles 58 à 70 :

. .

b) le classement tarifaire des marchandises importées est déterminé conformément à l'article 10 du *Tarif des douanes*, sauf indication contraire de cette loi:

Article 41: (1) Texte du passage visé du paragraphe 59(1):

- **59.** (1) Dans le cas d'une détermination en application de l'article 58, l'agent chargé, ou l'agent appartenant à une catégorie d'agents chargée, par le ministre de l'application du présent article peut :
 - a) réviser l'origine, le classement tarifaire ou la valeur en douane des marchandises importées dans les délais suivants :

(2) Texte du paragraphe 59(2):

(2) L'agent qui procède à la détermination en vertu du paragraphe 58(1) ou à la révision ou au réexamen en vertu du paragraphe (1) donne sans délai avis de sa décision, motifs à l'appui, aux personnes visées par règlement.

(3) Texte du passage visé du paragraphe 59(3) :

- (3) À la suite de la détermination faite au titre du paragraphe 58(1) ou de la révision ou du réexamen fait au titre du paragraphe (1), les personnes avisées en application du paragraphe (2) doivent, selon les termes des règlements, selon le cas :
 - a) soit verser tous droits ou tout complément de droits échus sur les marchandises ou, dans le cas où une demande est présentée en application de l'article 60, soit verser ces droits ou compléments de droits, soit donner la garantie, que le ministre estime indiquée, du versement de ceux-ci et des intérêts échus ou à échoir sur ceux-ci;

(4) Subsection 59(4) reads as follows:

(4) Any amount owing by or to a person under subsection (3) or 66(3) in respect of goods, other than an amount in respect of which security is given, is payable within thirty days after the day the person is given notice of the decision under subsection (2), whether or not a request is made under section 60.

Clause 42: (1) Subsections 60(1) and (2) read as follows:

- **60.** (1) A person to whom notice is given under subsection 59(2) in respect of goods may, within ninety days after being given the notice, request a re-determination or further re-determination of origin, tariff classification or value for duty. The request may be made only after all amounts owing as duties and interest in respect of the goods are paid or security satisfactory to the Minister is given in respect of the total amount owing.
- (2) A person who is given an advance ruling under section 43.1, or who is given notice of a marking determination made under subsection 57.01(1), may, within ninety days after the time the person is given the advance ruling or the notice, request a review of the advance ruling or a re-determination of the marking determination.

- (2) and (3) The relevant portion of subsection 60(4) reads as follows:
- (4) On receipt of a request under this section, the Commissioner shall, without delay,
 - (b) affirm, revise or reverse the advance ruling; or
 - (c) re-determine the marking determination.

Clause 43: New.

(4) Texte du paragraphe 59(4) :

(4) Les montants qu'une personne doit ou qui lui sont dus en application des paragraphes (3) ou 66(3) sur les marchandises, à l'exception des montants pour lesquels une garantie a été donnée, sont payables dans les trente jours suivant la notification de l'avis de décision prévu au paragraphe (2), même si une demande a été présentée en vertu de l'article 60.

Article 42: (1) Texte des paragraphes 60(1) et (2):

- **60.** (1) Toute personne avisée en application du paragraphe 59(2) peut, après avoir versé tous droits et intérêts dus sur des marchandises ou avoir donné la garantie, que le ministre estime indiquée, du versement de ce montant, dans les quatre-vingt-dix jours suivant l'envoi de l'avis, demander la révision ou le réexamen de l'origine, du classement tarifaire ou de la valeur en douane.
- (2) Toute personne qui a reçu une décision anticipée prise en application de l'article 43.1 ou un avis d'une décision sur la conformité des marques prise en application du paragraphe 57.01(1) peut, dans les quatre-vingt-dix jours suivant l'envoi à la personne de la décision anticipée ou de l'avis, demander la révision de la décision anticipée ou de la décision sur la conformité des marques.

- (2) et (3) Texte du passage visé du paragraphe 60(4):
- (4) Sur réception de la demande prévue au présent article, le commissaire procède sans délai à l'une des interventions suivantes :

. .

- b) la confirmation, la révision ou l'annulation de la décision anticipée;
- c) la révision de la décision sur la conformité des marques.

Article 43: Nouveau.

Clause 44: The relevant portion of subsection 61(1) reads as follows:

61. (1) The Commissioner may

. . .

(b) re-determine or further re-determine the marking determination of imported goods

. .

(ii) at any time, if the person who is given notice of a marking determination under section 57.01 fails to comply with any provision of this Act or the regulations or commits an offence under this Act in respect of the goods,

Article 44 : Texte du passage visé du paragraphe 61(1) :

61. (1) Le commissaire peut procéder :

. . .

b) à la révision ou au réexamen de la décision sur la conformité des marques des marchandises importées :

. . .

(ii) à tout moment, si le destinataire de l'avis de la décision prise sur la conformité des marques en application de l'article 57.01 ne s'est pas conformé à la présente loi ou à ses règlements, ou a enfreint les dispositions de la présente loi applicables aux marchandises,

- Clause 45: (1) The relevant portion of subsection 65(1) reads as follows:
- **65.** (1) If a re-determination or further re-determination is made under paragraph 60(4)(a) or 61(1)(a) or (c) in respect of goods, such persons who are given notice of the decision as may be prescribed shall, in accordance with the decision,
 - (a) pay any additional amount owing as duties in respect of the goods or, where an appeal is taken under section 67, give security satisfactory to the Minister in respect of that amount and any interest owing or that may become owing on that amount; or
 - (2) Subsection 65(2) reads as follows:
- (2) Any amount owing by or to a person under subsection (1) or 66(3) in respect of goods, other than an amount in respect of which security is given, is payable within thirty days after the day the person is given notice of the decision, whether or not an appeal is taken under section 67.

Clause 46: New.

Clause 47: (1) Subsection 66(1) reads as follows:

66. (1) If the amount paid by a person on account of duties expected to be owing under paragraph 59(3)(a) or 65(1)(a) exceeds the amount of duties, if any, owing under that paragraph as a result of a determination, re-determination or further re-determination, the person shall be paid, in addition to the excess amount, interest at the prescribed rate for the period beginning on the first day after the day the amount was paid and ending on the day the determination, re-determination or further re-determination, as the case may be, was made, calculated on the excess amount.

- *Article 45* : (1) Texte du passage visé du paragraphe 65(1) :
- **65.** (1) Les personnes visées par règlement qui sont avisées de la décision révision ou réexamen prévu aux alinéas 60(4)a) ou 61(1)a) ou c) doivent, selon les termes de la décision :
 - a) soit verser tout complément de droits dû sur les marchandises ou, si appel a été interjeté en vertu de l'article 67, donner la garantie, que le ministre estime indiquée, du versement de ce complément et des intérêts échus ou à échoir sur ce complément;

(2) Texte du paragraphe 65(2) :

(2) Les montants qu'une personne doit ou qui lui sont dus en application des paragraphes (1) ou 66(3) sur des marchandises, à l'exception des montants pour lesquels une garantie a été donnée, sont payables dans les trente jours suivant l'avis, même si appel a été interjeté en vertu de l'article 67.

Article 46: Nouveau.

Article 47: (1) Texte du paragraphe 66(1):

66. (1) La personne qui verse, au titre des droits qu'elle s'attend à devoir payer en application des alinéas 59(3)a) ou 65(1)a), un montant qui excède les droits dus en application de ces alinéas par suite d'une intervention — détermination, révision ou réexamen — reçoit, en plus de l'excédent, des intérêts au taux réglementaire, calculés sur l'excédent pour la période commençant le lendemain du versement du montant et se terminant le jour de l'intervention.

(2) Subsection 66(3) reads as follows:

(3) A person who is given a refund under paragraph 59(3)(b) or 65(1)(b) of an amount paid shall be given, in addition to the refund, interest at the prescribed rate for the period beginning on the first day after the day the amount was paid and ending on the day the refund is given, calculated on the amount of the refund.

Clause 48: Subsection 67(1) reads as follows:

67. (1) A person aggrieved by a decision of the Commissioner made under section 60 or 61 may appeal from the decision to the Canadian International Trade Tribunal by filing a notice of appeal in writing with the Commissioner and the Secretary of the Canadian International Trade Tribunal within ninety days after the time notice of the decision was given.

(2) Texte du paragraphe 66(3):

(3) Quiconque reçoit le remboursement prévu aux alinéas 59(3)b) ou 65(1)b) reçoit, en plus du remboursement, des intérêts au taux réglementaire, calculés sur les excédents pour la période commençant le lendemain du versement des excédents et se terminant le jour de leur remboursement.

Article 48: Texte du paragraphe 67(1):

67. (1) Toute personne qui s'estime lésée par une décision du commissaire rendue conformément aux articles 60 ou 61 peut en interjeter appel devant le Tribunal canadien du commerce extérieur en déposant par écrit un avis d'appel auprès du commissaire et du secrétaire de ce Tribunal dans les quatre-vingt-dix jours suivant la réception de l'avis de décision.

Clause 49: New.

Article 49: Nouveau.

Clause 50: Subsection 69(1) reads as follows:

69. (1) Where an appeal is taken under section 67 or 68 in respect of goods and the person who appeals has paid any amount as duties and interest in respect of the goods, the person shall, on giving security satisfactory to the Minister in respect of the unpaid portion of the duties and interest owing in respect of the goods and the whole or any portion of the amount paid as duties and interest (other than interest that was paid by reason of duties not being paid in accordance with subsection 32(5) or section 33) in respect of the goods, be given a refund of the whole or any portion of the amount paid in respect of which security is given.

69. (1) La personne qui interjette appel, en vertu des articles 67 ou 68, d'une décision portant sur des marchandises, après avoir versé une somme à titre de droits et d'intérêts sur celles-ci, et qui donne la garantie, que le ministre estime indiquée, du versement de la partie impayée des droits et intérêts dus sur les marchandises et de tout ou partie de la somme versée à titre de droits et d'intérêts (sauf les intérêts payés en raison du non-paiement de droits dans le délai prévu au paragraphe 32(5) ou à l'article 33) sur les marchandises, est remboursée de tout ou partie de la somme versée pour laquelle la garantie a été donnée.

Article 50: Texte du paragraphe 69(1):

Clause 51: (1) The relevant portion of subsection 74(3) reads as follows:

- (3) No refund shall be granted under subsection (1) in respect of a claim unless
 - (a) the person making the claim affords an officer reasonable opportunity to examine the goods in respect of which the claim is made or otherwise verify the reason for the claim; and
 - (2) New.

- *Article 51* : (1) Texte du passage visé du paragraphe 74(3) :
- (3) L'octroi d'un remboursement réclamé en vertu du paragraphe (1) est subordonné à la condition que :
 - a) d'une part, le réclamant donne à l'agent toute possibilité de visiter les marchandises en cause ou, d'une façon générale, d'apprécier les motifs de la réclamation;
 - (2) Nouveau.

Clause 52: Subsection 76(1) reads as follows:

76. (1) Subject to any regulations made under section 81, the Minister may, in such circumstances as may be prescribed, grant to any person by whom duties were paid on imported goods that are defective, are of a quality inferior to that in respect of which duties were paid or are not the goods ordered, a refund of the whole or part of the duties paid thereon if the goods have, subsequently to the importation, been disposed of in a manner acceptable to the Minister at no expense to Her Majesty in right of Canada or exported.

Article 52: Texte du paragraphe 76(1):

76. (1) Sous réserve des règlements d'application de l'article 81, le ministre peut, dans les circonstances prévues par règlement, accorder à une personne le remboursement de tout ou partie des droits qu'elle a payés sur des marchandises importées qui, d'une part, sont défectueuses, de qualité inférieure à celle pour laquelle il y a eu paiement ou différentes des marchandises commandées et, d'autre part, après leur importation, ont reçu, sans frais pour Sa Majesté du chef du Canada, des destinations acceptables pour le ministre ou ont été réexportées.

Clause 53: Section 80 reads as follows:

- **80.** (1) Any person who is granted a refund of duties (other than amounts in respect of duty levied under the *Special Import Measures Act*) under section 74, 76 or 79 shall be granted, in addition to the refund, interest on the refund at the prescribed rate for the period beginning on the ninety-first day after the day an application for the refund is received in accordance with paragraph 74(3)(b) and ending on the day the refund is granted.
- (2) Any person who is granted a refund under section 74, 76 or 79 of an amount in respect of duty levied under the *Special Import Measures Act* shall be granted, in addition to the refund, interest on the refund at the prescribed rate in respect of each month or fraction of a month in the period beginning on the ninety-first day after the day an application for the refund is received in accordance with paragraph 74(3)(b) and ending on the day the refund is granted.

Clause 54: Subsection 80.2(2) reads as follows:

- (2) If an abatement or refund is granted to a person under paragraph 74(1)(f) and the goods are sold or otherwise disposed or are subsequently used in a manner that fails to comply with a condition imposed under a tariff item in the List of Tariff Provisions in the schedule to the *Customs Tariff*, the person who was granted the refund or abatement
 - (a) shall, within ninety days after the failure to comply, report the failure to an officer at a customs office; and
 - (b) is, from the day of the failure to comply, liable to repay to Her Majesty in right of Canada any amount to which they are not entitled, together with any interest that was granted to the person under section 80 or 80.1 on that amount.

Clause 55: (1) The relevant portion of subsection 95(3) reads as follows:

(3) Every person reporting goods under subsection (1) shall

. . .

(b) where an officer so requests, present the goods to the officer, remove any covering from the goods, unload any conveyance or open any part thereof, or open or unpack any package or container that the officer wishes to examine.

(2) Subsection 95(4) reads as follows:

(4) Where goods are required by the regulations to be reported under subsection (1) in writing, they shall be reported in the prescribed form containing the prescribed information or in such form containing such information as is satisfactory to the Minister.

Article 53: Texte de l'article 80:

- **80.** (1) Les bénéficiaires de remboursements de droits sauf les montants afférents aux droits imposés en application de la *Loi sur les mesures spéciales d'importation* prévus aux articles 74, 76 ou 79 reçoivent, en plus des remboursements, des intérêts au taux réglementaire, calculés sur ces remboursements pour la période commençant le quatre-vingt-onzième jour suivant la réception de la demande de remboursement conforme à l'alinéa 74(3)*b*) et se terminant le jour de l'octroi des remboursements.
- (2) Les bénéficiaires de remboursements, prévus aux articles 74, 76 ou 79, de montants afférents aux droits imposés en application de la *Loi sur les mesures spéciales d'importation* reçoivent, en plus des remboursements, des intérêts au taux réglementaire, calculés sur le remboursement pour chaque mois ou fraction de mois de la période commençant le quatre-vingt-onzième jour suivant la réception de la demande de remboursement prévue à l'alinéa 74(3)b) et se terminant le jour de l'octroi du remboursement.

Article 54: Texte du paragraphe 80.2(2):

- (2) Dans le cas où les marchandises sont vendues, cédées ou affectées à un usage non conforme aux conditions imposées au titre d'un numéro tarifaire de la liste des dispositions tarifaires de l'annexe du *Tarif des douanes*, la personne qui reçoit un abattement ou un remboursement visé à l'alinéa 74(1)f) est tenue :
 - a) dans les quatre-vingt-dix jours suivant le manquement, de signaler celui-ci à un agent d'un bureau de douane;
 - b) à compter de la date du manquement, de rembourser à Sa Majesté du chef du Canada la somme à laquelle elle n'avait pas droit et les intérêts qui lui ont été versés en application des articles 80 ou 80.1 sur cette somme.

Article 55: (1) Texte du passage visé du paragraphe 95(3):

(3) Le déclarant visé au paragraphe (1) doit :

. . .

b) à la demande de l'agent, lui présenter les marchandises et les déballer, ainsi que décharger les moyens de transport et en ouvrir les parties, ouvrir ou défaire les colis et autres contenants que l'agent yeut visiter.

(2) Texte du paragraphe 95(4):

(4) Les déclarations de marchandises à faire, selon les règlements visés au paragraphe (1), par écrit sont à établir en la forme, ainsi qu'avec les renseignements, déterminés par le ministre ou satisfaisants pour lui.

Clause 56: Subsection 97.1(3) reads as follows:

(3) A person who has completed and signed a certificate in accordance with subsection (1) and who has reason to believe that it contains incorrect information shall immediately notify all persons to whom the certificate was given of the correct information.

Clause 57: Subsection 97.2(1) reads as follows:

97.2 (1) Every person who exports goods or causes them to be exported for sale or for any industrial, occupational, commercial, institutional or other like use or any other use that may be prescribed, and every other person who has completed and signed a certificate in accordance with subsection 97.1(1), shall keep at the place of business in Canada of that person or at any other place in Canada that may be designated by the Minister any records in respect of those goods in the manner and for the period that may be prescribed and shall, if an officer so requests, make them available to the officer and answer truthfully any questions asked by the officer in respect of the records.

Article 56: Texte du paragraphe 97.1(3):

(3) L'auteur du certificat ayant des motifs de croire que celui-ci contient des renseignements inexacts communique sans délai à tout destinataire du certificat les renseignements corrigés.

Article 57: Texte du paragraphe 97.2(1):

97.2 (1) Toute personne qui exporte ou fait exporter des marchandises en vue de leur vente ou d'usages industriels, professionnels, commerciaux ou collectifs, ou à d'autres fins analogues ou prévues par règlement, et l'auteur du certificat prévu au paragraphe 97.1(1) sont tenus de conserver au Canada, en leur établissement ou en tout autre lieu désigné par le ministre et selon les modalités et pendant le délai réglementaires, les documents réglementaires relatifs à ces marchandises et, à la demande de l'agent, de lui communiquer ces documents et de répondre véridiquement aux questions qu'il leur pose au sujet de ces documents.

Clause 58: New.

Article 58: (1) Nouveau.

Clause 59: (1) to (6) Paragraph 99(1)(c.1) is new. Subsections 99(1) to (3) read as follows:

99. (1) An officer may

(a) at any time up to the time of release, examine any goods that have been imported and open or cause to be opened any package or container of imported goods and take samples of imported goods in reasonable amounts;

(b) at any time up to the time of release, examine any mail that has been imported and, subject to this section, open or cause to be opened any such mail that he suspects on reasonable grounds

Article 59 : (1) à (6) L'alinéa 99(1)c.1) est nouveau. Texte des paragraphes 99(1) à (3) :

99. (1) L'agent peut :

- a) tant qu'il n'y a pas eu dédouanement, visiter toutes marchandises importées et en ouvrir ou faire ouvrir tous colis ou contenants, ainsi qu'en prélever des échantillons en quantités raisonnables;
- b) tant qu'il n'y a pas eu dédouanement, visiter les envois d'origine étrangère et, sous réserve des autres dispositions du présent article, les ouvrir ou faire ouvrir s'il soupçonne, pour des motifs raisonnables, qu'ils contiennent des marchandises visées dans le *Tarif des*

- contains any goods referred to in the *Customs Tariff*, or any goods the importation of which is prohibited, controlled or regulated under any other Act of Parliament, and take samples of anything contained in such mail in reasonable amounts;
- (c) at any time up to the time of exportation, examine any goods that have been reported under section 95 and open or cause to be opened any package or container of such goods and take samples of such goods in reasonable amounts;
- (d) where the officer suspects on reasonable grounds that an error has been made in the tariff classification, value for duty or quantity of any goods accounted for under section 32, or where a refund or drawback is requested in respect of any goods under this Act or pursuant to the *Customs Tariff*, examine the goods and take samples thereof in reasonable amounts;
- (d.1) where the officer suspects on reasonable grounds that an error has been made with respect to the origin claimed or determined for any goods accounted for under section 32, examine the goods and take samples thereof in reasonable amounts;
- (e) where the officer suspects on reasonable grounds that this Act or the regulations or any other Act of Parliament administered or enforced by him or any regulations thereunder have been or might be contravened in respect of any goods, examine the goods and open or cause to be opened any package or container thereof; or
- (f) where the officer suspects on reasonable grounds that this Act or the regulations or any other Act of Parliament administered or enforced by him or any regulations thereunder have been or might be contravened in respect of any conveyance or any goods thereon, stop, board and search the conveyance, examine any goods thereon and open or cause to be opened any package or container thereof and direct that the conveyance be moved to a customs office or other suitable place for any such search, examination or opening.
- (2) An officer may not open or cause to be opened any imported mail that weighs thirty grams or less unless the person to whom it is addressed consents or the person who sent it has completed and attached to the mail a label in accordance with article 116 of the Detailed Regulations of the Universal Postal Convention.
- (3) An officer may cause imported mail that weighs thirty grams or less to be opened in his presence by the person to whom it is addressed or a person authorized by that person.

- douanes ou des marchandises d'importation prohibée, contrôlée ou réglementée en vertu de toute autre loi fédérale, ainsi que prélever des échantillons de leur contenu en quantités raisonnables;
- c) tant qu'il n'y a pas eu exportation, visiter toutes marchandises déclarées conformément à l'article 95 et en ouvrir ou faire ouvrir tous colis ou contenants, ainsi qu'en prélever des échantillons en quantités raisonnables;
- d) visiter les marchandises au sujet desquelles il soupçonne, pour des motifs raisonnables, qu'il y a eu une erreur de classement tarifaire, de valeur en douane ou d'indication quantitative dans la déclaration en détail ou la déclaration provisoire dont elles ont fait l'objet conformément à l'article 32 ou pour lesquelles est demandé un remboursement ou un drawback en vertu de la présente loi ou du Tarif des douanes, ainsi qu'en prélever des échantillons en quantités raisonnables:
- d.1) visiter les marchandises au sujet desquelles il soupçonne, pour des motifs raisonnables, qu'il y a eu une erreur sur leur origine dans la déclaration en détail ou la déclaration provisoire dont elles ont fait l'objet conformément à l'article 32, ainsi qu'en prélever des échantillons en quantités raisonnables;
- e) visiter les marchandises dont il soupçonne, pour des motifs raisonnables, qu'elles ont donné ou pourraient donner lieu à une infraction soit à la présente loi, soit à toute autre loi fédérale à l'égard de laquelle il a des fonctions d'exécution ou de contrôle d'application, soit aux règlements d'application de ces lois, ainsi qu'en ouvrir ou faire ouvrir tous colis ou contenants;
- f) s'il soupçonne, pour des motifs raisonnables, qu'un moyen de transport ou que les marchandises se trouvant à son bord ont donné ou pourraient donner lieu à une infraction visée à l'alinéa e), immobiliser le moyen de transport, monter à son bord et le fouiller, visiter les marchandises et en ouvrir ou faire ouvrir tous colis ou contenants, ainsi que faire conduire le moyen de transport à un bureau de douane ou à tout autre lieu indiqué pour ces opérations.
- (2) L'agent ne peut ouvrir ou faire ouvrir des envois d'origine étrangère pesant au plus trente grammes que si le destinataire y consent ou que s'ils portent, remplie par l'expéditeur, l'étiquette prévue à l'article 116 du Règlement détaillé de la Convention postale universelle.
- (3) L'agent peut faire ouvrir en sa présence les envois d'origine étrangère pesant trente grammes au plus par le destinataire ou la personne autorisée par celui-ci à cet effet.

Clause 61: Section 107.1 is new. Sections 107 and 108 read as follows:

- **107.** (1) Except as authorized by section 108, no official or authorized person shall
 - (a) knowingly communicate or knowingly allow to be communicated to any person any information obtained by or on behalf of the Minister for the purposes of this Act or the *Customs Tariff* or by an authorized person for the purpose of carrying out an agreement made under subsection 147.1(3);
 - (b) knowingly allow any person to inspect or to have access to any book, record, writing or other document obtained by or on behalf of the Minister for the purposes of this Act or the *Customs Tariff* or by an authorized person for the purpose of carrying out an agreement made under subsection 147.1(3); or
 - (c) knowingly use, other than in the course of the duties of the official or authorized person in connection with the administration or enforcement of this Act or the *Customs Tariff*, any information obtained by or on behalf of the Minister for the purposes of this Act or the *Customs Tariff* or by an authorized person for the purpose of carrying out an agreement made under subsection 147.1(3).
 - (2) In subsection (1),
- "authorized person" means any person engaged or employed, or formerly engaged or employed,
 - (a) by or on behalf of Her Majesty,
 - (b) as, by or on behalf of an agent of Her Majesty, or
 - (c) as, by or on behalf of an agent of an agent of Her Majesty

to assist in carrying out the purposes and provisions of this Act or the *Customs Tariff* or an agreement made under subsection 147.1(3);

"official" means any person employed in or occupying a position of responsibility in the service of Her Majesty, or any person formerly so employed or formerly occupying such a position.

- Article 61: L'article 107.1 est nouveau. Texte des articles 107 et 108:
- **107.** (1) Sauf dans les cas prévus à l'article 108, il est interdit aux fonctionnaires et aux personnes autorisées :
 - a) de communiquer ou laisser communiquer sciemment à quiconque des renseignements obtenus soit par le ministre ou en son nom pour l'application de la présente loi ou du *Tarif des douanes*, soit par une personne autorisée en vue de la mise en oeuvre d'un accord conclu en vertu du paragraphe 147.1(3);
 - b) de laisser sciemment quiconque examiner des livres, dossiers, écrits ou autres documents obtenus soit par le ministre ou en son nom pour l'application de la présente loi ou du *Tarif des douanes*, soit par une personne autorisée en vue de la mise en oeuvre d'un accord conclu en vertu du paragraphe 147.1(3), ou y avoir accès;
 - c) d'utiliser sciemment, autrement que dans le cadre de leurs fonctions relatives à l'application et à l'exécution de la présente loi ou du *Tarif des douanes*, des renseignements obtenus soit par le ministre ou en son nom pour l'application de ces lois, soit par une personne autorisée en vue de la mise en oeuvre d'un accord conclu en vertu du paragraphe 147.1(3).
 - (2) Les définitions qui suivent s'appliquent au paragraphe (1).
- « fonctionnaire » Personne exerçant ou ayant exercé des fonctions de responsabilité au service de Sa Majesté.
- « personne autorisée » Personne mandatée, ou précédemment mandatée, par Sa Majesté ou par un mandataire de Sa Majesté ou engagée ou employée, ou précédemment engagée ou employée, par l'une des personnes suivantes, ou en leur nom, pour aider à l'application des dispositions de la présente loi ou du *Tarif des douanes* ou à la mise en oeuvre d'un accord conclu en vertu du paragraphe 147.1(3):
 - a) Sa Majesté;
 - b) un mandataire de Sa Majesté;
 - c) le mandataire d'un mandataire de Sa Majesté.

- **108.** (1) An officer may communicate or allow to be communicated information obtained under this Act or the *Customs Tariff*, or allow inspection of or access to any book, record, writing or other document obtained by or on behalf of the Minister for the purposes of this Act or the *Customs Tariff*, to or by
 - (a) any officer or any person employed by the Canada Customs and Revenue Agency;
 - (b) any person, or any person within a class of persons, that the Minister may authorize, subject to such conditions as the Minister may specify; or
 - (c) any person otherwise legally entitled thereto.
 - (2) An officer may, on the order or subpoena of a court of record,
 - (a) give evidence relating to information obtained by or on behalf of the Minister for the purposes of this Act or the *Customs Tariff*; or
 - (b) produce any book, record, writing or other document obtained by or on behalf of the Minister for the purposes of this Act or the Customs Tariff.
- (3) An officer may show any book, record, writing or other document obtained for the purposes of this Act or the *Customs Tariff*, or permit a copy thereof to be given, to the person by or on behalf of whom the book, record, writing or other document was provided, or to any person authorized to transact business under this Act or the *Customs Tariff* as that person's agent, at the request of any such person and on receipt of such fee, if any, as is prescribed.
- (4) The Governor in Council may make regulations prescribing the circumstances in which fees may be charged for providing information, allowing inspection of or access to documents or making or certifying copies thereof pursuant to this section and the amount of any such fees.

- **108.** (1) L'agent peut communiquer ou laisser communiquer des renseignements obtenus en vertu de la présente loi ou du *Tarif des douanes* aux personnes suivantes, ou laisser celles-ci examiner les livres, dossiers, écrits ou autres documents obtenus par le ministre ou en son nom pour l'application de ces lois, ou y avoir accès :
 - a) les agents ou les personnes employées par l'Agence des douanes et du revenu du Canada;
 - b) les personnes autorisées par le ministre ou appartenant à une catégorie de personnes ainsi autorisées, sous réserve des conditions que celui-ci précise;
 - c) les personnes ayant, d'une façon générale, légalement qualité à cet égard.
- (2) L'agent peut, sur ordonnance ou assignation d'une cour d'archives :
 - a) déposer au sujet des renseignements obtenus par le ministre en son nom pour l'application de la présente loi ou du *Tarif des douanes*;
 - b) produire les livres, dossiers, écrits ou autres documents obtenus par le ministre ou en son nom pour l'application de la présente loi ou du *Tarif des douanes*.
- (3) L'agent peut présenter tout livre, dossier, écrit ou autre document obtenu pour l'application de la présente loi ou du *Tarif des douanes*, ou permettre d'en donner copie, soit à la personne par qui ou au nom de qui le document a été fourni, soit au mandataire autorisé par elle à accomplir les opérations visées par ces lois, à condition que l'intéressé en fasse la demande et acquitte les frais éventuellement fixés par règlement.
- (4) Le gouverneur en conseil peut, par règlement, déterminer les circonstances où des frais sont exigibles pour fournir des renseignements, permettre l'accès aux documents ou leur examen, pour en faire des copies ou pour certifier la conformité de celles-ci, ainsi que fixer le montant de ces frais.

Clause 62: Sections 109.1 and 109.11 read as follows: Article 62: Texte des articles 109.1 et 109.11:

109.1 Every person who fails to comply

- (a) with the terms and conditions on which a licence was issued under section 24 of this Act or section 91 of the *Customs Tariff*, or
- (b) with a regulation made under section 30 or 40 of this Act or any of paragraphs 99(f) to (i) or section 100 of the Customs Tariff,
- is liable to a penalty of not less than one thousand dollars and not more than twenty-five thousand dollars, as the Minister may direct.
- **109.11** (1) In this section, "duties payable" means duties that have not been paid but does not include, for the purposes of calculating a penalty under subsection (2) or (3) in respect of a failure to comply with subsection 118(1) or (2), 121(1) or 122(1) of the *Customs Tariff*, an amount in respect of duty levied under the *Special Import Measures Act*.
- (2) Every person who fails to comply with section 31, 32.2 or 80.2 of this Act or subsection 95(1), 118(1) or (2), 121(1) or 122(1) of the *Customs Tariff* is liable to a penalty equal to the total of
 - (a) an amount equal to 5% of the duties payable, and
 - (b) an amount equal to the product obtained when 1% of the duties payable that were unpaid when the amount was required to be paid, is multiplied by the number of complete months, not exceeding 12, from the day on which the amount was required to be paid to the day on which the amount was paid.
- (3) Every person who fails to comply with section 31, 32.2 or 80.2 of this Act or subsection 95(1), 118(1) or (2), 121(1) or 122(1) of the *Customs Tariff* and by whom, at the time of failure, a penalty was payable under this subsection or subsection (2) in respect of a failure to comply in any of the three preceding years is liable to a penalty equal to the total of
 - (a) an amount equal to 10% of the duties payable, and
 - (b) an amount equal to the product obtained when 2% of the duties payable that were unpaid when the amount was required to be paid, is multiplied by the number of complete months, not exceeding 20, from the day on which the amount was required to be paid to the day on which the amount was paid.

Clause 63: Section 109.3 reads as follows:

- **109.3** (1) A penalty to which a person is liable under section 109.1, 109.11 or 109.2 may be assessed by an officer and, where such an assessment is made, an officer shall serve on the person a written notice of that assessment by sending or delivering it to the person.
- (2) A person shall not be assessed penalties under both subsections 109.11(2) and (3), under both sections 109.1 and 109.2 or under both sections 109.11 and 109.2 in respect of the same contravention of this Act or the *Customs Tariff* or the regulations made under those Acts.
- (3) An assessment under subsection (1) may be made in addition to a seizure under this Act or the service of a notice under section 124 in respect of the same contravention of this Act or the regulations.

- **109.1** Est passible d'une pénalité minimale de mille dollars et maximale de vingt-cinq mille dollars fixée par le ministre quiconque omet de se conformer :
 - a) soit aux conditions d'un agrément délivré en vertu de l'article 24 de la présente loi ou de l'article 91 du *Tartif des douanes*;
 - b) soit aux règlements d'application des articles 30 ou 40 de la présente loi ou des alinéas 99f) à i) ou de l'article 100 du *Tarif des douanes*.
- **109.11** (1) Pour l'application du présent article, « droits payables » s'entend des droits qui n'ont pas été payés, à l'exclusion, pour le calcul de la pénalité prévue aux paragraphes (2) ou (3) pour contravention des paragraphes 118(1) ou (2), 121(1) ou 122(1) du *Tarif des douanes*, du montant afférent aux droits imposés en application de la *Loi sur les mesures spéciales d'importation*.
- (2) Quiconque omet de se conformer aux articles 31, 32.2 ou 80.2 de la présente loi ou aux paragraphes 95(1), 118(1) ou (2), 121(1) ou 122(1) du *Tarif des douanes* est passible d'une pénalité égale au total des montants suivants :
 - a) 5 % de la somme des droits payables;
 - b) le produit de la multiplication de 1 % de la somme des droits payables par le nombre de mois entiers, à concurrence de 12, compris dans la période commençant à la date où la somme est exigible et se terminant le jour où la somme est payée.
- (3) Toute personne qui omet de se conformer aux articles 31, 32.2 ou 80.2 de la présente loi ou aux paragraphes 95(1), 118(1) ou (2), 121(1) ou 122(1) du *Tarif des douanes* et à l'égard de laquelle, au moment du défaut, une cotisation pour pénalité a déjà été établie en application du paragraphe (2) ou du présent paragraphe pour défaut de se conformer à ces dispositions au cours d'une des trois années précédentes est passible d'une pénalité égale au total des montants suivants :
 - a) 10 % de la somme des droits payables;
 - b) le produit de la multiplication de 2 % de la somme des droits payables par le nombre de mois entiers, à concurrence de 20, compris dans la période commençant à la date où la somme est exigible et se terminant le jour où la somme est payée.

Article 63: Texte de l'article 109.3:

- 109.3 (1) Les pénalités prévues aux articles 109.1, 109.11 ou 109.2 peuvent être établies par l'agent. Le cas échéant, un avis écrit de cotisation concernant la pénalité est posté ou livré par l'agent à la personne tenue de la payer.
- (2) Une infraction à la présente loi, au *Tarif des douanes* ou à leurs règlements d'application ne peut faire l'objet à la fois de la pénalité prévue au paragraphe 109.11(2) et de celle prévue au paragraphe 109.11(3), à la fois de la pénalité prévue à l'article 109.1 et de celle prévue à l'article 109.2 ou à la fois d'une pénalité prévue à l'article 109.11 et de celle prévue à l'article 109.2.
- (3) Une saisie effectuée en vertu de la présente loi ou la signification d'un avis en vertu de l'article 124 relativement à une infraction donnée à la présente loi ou à ses règlements d'application n'empêche pas l'établissement d'une pénalité en vertu du paragraphe (1) pour la même infraction.

Clause 64: Section 109.5 reads as follows:

109.5 A person on whom a notice of assessment of a penalty has been served under section 109.3 shall, unless a request for a decision of the Minister is made under subsection 129(1) in respect of the assessment, pay, in addition to the penalty, interest at the prescribed rate for the period beginning on the day after the notice was served on the person and ending on the day the penalty has been paid in full, calculated on the outstanding balance of the penalty, except that interest shall not be payable on the penalty if the penalty is paid in full within thirty days after the day the notice was served on the person.

109.5 Le destinataire d'un avis de cotisation concernant la pénalité établie en vertu de l'article 109.3 paie, en plus de cette pénalité, des intérêts au taux réglementaire, calculés sur les arriérés pour la période commençant le lendemain de la signification de l'avis et se terminant le jour du paiement intégral de la pénalité, à moins qu'une demande de décision ait été présentée en vertu du paragraphe 129(1) relativement à la cotisation; toutefois, nul intérêt n'est payable sur la pénalité si elle est payée intégralement dans les trente jours suivant la signification de l'avis.

Clause 65: Section 115 reads as follows:

- 115. (1) Where any record, book or document is examined or seized under this Act, the Minister, or the officer by whom the record, book or document is examined or seized, may make or cause to be made one or more copies thereof, and a copy of any such record, book or document purporting to be certified by the Minister or a person authorized by the Minister is admissible in evidence and has the same probative force as the original record, book or document would have if it had been proved in the ordinary way.
- (2) No records, books or documents that have been seized as evidence under this Act shall be detained for a period of more than three months after the time of seizure, unless, before the expiration of that period,
 - (a) the person from whom they were seized agrees to their further detention for a specified period of time;
 - (b) a justice of the peace is satisfied on application that, having regard to the circumstances, their further detention for a specified period of time is warranted and he so orders; or
 - (c) judicial proceedings are instituted in which the things seized may be required.

Article 65: Texte de l'article 115:

Article 64: Texte de l'article 109.5:

- 115. (1) En cas d'examen ou de saisie, effectués en vertu de la présente loi, de dossiers, livres ou documents, le ministre, ou l'agent qui les examine ou les a saisis, peut en faire, ou en faire faire, des copies. Toute copie présentée comme certifiée conforme par le ministre ou son délégué est recevable comme moyen de preuve et a la même force probante qu'un original à l'authenticité établie selon les modalités habituelles.
- (2) Les dossiers, livres ou documents saisis en vertu de la présente loi comme moyen de preuve ne peuvent être retenus plus de trois mois suivant la saisie que si, avant l'expiration de ce délai :
 - a) le saisi donne son accord pour une prolongation d'une durée déterminée;
 - b) le juge de paix, estimant justifiée, eu égard aux circonstances, une demande présentée à cet effet, ordonne une prolongation d'une durée déterminée;
 - c) sont intentées des procédures judiciaires au cours desquelles les objets saisis peuvent avoir à servir.

Clause 66: Section 123 reads as follows:

123. The forfeiture of goods or conveyances seized under this Act or any money or security held as forfeit in lieu thereof is final and not subject to review or to be restrained, prohibited, removed, set aside or otherwise dealt with except to the extent and in the manner provided by section 129.

Article 66: Texte de l'article 123:

123. La confiscation des marchandises ou des moyens de transport saisis en vertu de la présente loi, ou celle des montants ou garanties qui en tiennent lieu, est définitive et n'est susceptible de révision, de restriction, d'interdiction, d'annulation, de rejet ou de toute autre forme d'intervention que dans la mesure et selon les modalités prévues à l'article 129.

Clause 67: (1) and (2) New.

Article 67: (1) et (2) Nouveau.

Clause 68: Section 127.1 is new. Section 127 reads as follows:

Article 68: L'article 127.1 est nouveau. Texte de l'article 127:

127. The debt due to Her Majesty as a result of a notice served under section 109.3 or a demand under section 124 is final and not subject to review or to be restrained, prohibited, removed, set aside or otherwise dealt with except to the extent and in the manner provided by section 129.

127. La créance de Sa Majesté résultant d'un avis signifié en vertu de l'article 109.3 ou d'une réclamation effectuée en vertu de l'article 124 est définitive et n'est susceptible de révision, de restriction, d'interdiction, d'annulation, de rejet ou de toute autre forme d'intervention que dans la mesure et selon les modalités prévues à l'article 129.

Clause 69: Subsection 129(1) reads as follows;

129. (1) Any person

- (a) from whom goods or a conveyance is seized under this Act,
- (b) who owns goods or a conveyance that is seized under this Act,
- (c) from whom money or security is received pursuant to section 117, 118 or 119 in respect of goods or a conveyance seized under this Act, or
- (d) on whom a notice is served under section 109.3 or 124

may, within thirty days after the date of the seizure or the service of the notice under section 109.3 or 124, request a decision of the Minister under section 131 by giving notice in writing to the officer who seized the goods or conveyance or served the notice or caused it to be served, or to an officer at the customs office closest to the place where the seizure took place or the notice was served.

Article 69: Texte du passage visé du paragraphe 129(1):

129. (1) Les personnes suivantes peuvent, dans les trente jours suivant la saisie ou la signification, en s'adressant par écrit à l'agent qui a saisi les biens ou a signifié ou fait signifier l'avis, ou à un agent du bureau de douane le plus proche du lieu de la saisie ou de la signification, présenter une demande en vue de faire rendre au ministre la décision prévue à l'article 131:

Clause 70: New.

Article 70 : Nouveau.

Clause 71: Subsection 130(3) reads as follows:

Article 71: Texte du paragraphe 130(3):

- (3) Evidence may be given pursuant to subsection (2) by affidavit made before any justice of the peace, commissioner for taking oaths or notary public.
- (3) Les moyens de preuve visés au paragraphe (2) peuvent être produits par déclaration sous serment devant un juge de paix, un commissaire aux serments ou un notaire.

Clause 72: (1) The relevant portion of subsection 131(1) reads as follows:

131. (1) After the expiration of the thirty days referred to in subsection 130(2), the Minister shall, as soon as is reasonably possible having regard to the circumstances, consider and weigh the circumstances of the case and decide

(c) in the case of a penalty under section 109.1 assessed against a person for failure to comply with a regulation referred to in that section or with the terms and conditions on which a licence was issued under section 24, whether the person so failed to comply with

the regulation or the terms and conditions of the licence; or

- (d) in the case of a penalty under section 109.2 assessed against a person for a contravention of this Act or the regulations as described in that section, whether this Act or the regulations were so contravened.
- (2) New.

Clause 73: The relevant portion of subsection 132(1) reads as follows:

132.(1) Subject to this or any other Act of Parliament,

(b) where, as a result of a decision made by the Minister under paragraph 131(1)(c) or (d), the Minister decides that a penalty that was assessed under section 109.3 is not justified by the facts or the law, the Minister shall forthwith cancel the assessment of the penalty and authorize the return of any money paid on account of the penalty and any interest that was paid under section 109.5 in respect of the penalty.

Clause 74: (1) Subsection 133(1.1) reads as follows:

(1.1) Where, having regard to a decision made by the Minister under paragraph 131(1)(c) or (d), the Minister decides that the penalty under section 109.1 or 109.2 that was assessed is insufficient, the Minister may demand such additional amount of money as the Minister considers sufficient to increase the penalty to an amount not exceeding the maximum amount to which the person was liable under that section.

Article 72 : (1) Texte du passage visé du paragraphe 131(1) :

131. (1) Après l'expiration des trente jours visés au paragraphe 130(2), le ministre étudie, dans les meilleurs délais possible en l'espèce, les circonstances de l'affaire et décide si c'est valablement qu'a été retenu, selon le cas :

. .

- c) le motif de non-conformité à un règlement visé à l'article 109.1 ou à une condition d'octroi d'un agrément en vertu de l'article 24 pour justifier l'établissement d'une pénalité pour non-conformité au règlement ou à la condition en question;
- d) le motif d'infraction à la présente loi ou à ses règlements pour justifier l'établissement d'une pénalité en vertu de l'article 109.2 pour perpétration de l'infraction prévue à cet article.

(2) Nouveau.

Article 73: Texte du passage visé du paragraphe 132(1):

132. (1) Sous réserve des autres dispositions de la présente loi ou de toute autre loi fédérale :

. . .

b) le ministre, s'il décide, par suite d'une décision qu'il a rendue en vertu des alinéas 131(1)c) ou d), que la pénalité établie en application de l'article 109.3 n'est pas fondée en fait ni en droit, annule sans délai la cotisation concernant la pénalité et autorise sans délai la restitution des montants versés au titre de la pénalité et des intérêts afférents payés en application de l'article 109.5.

Article 74: (1) Texte du paragraphe 133(1.1):

(1.1) Le ministre, s'il décide que la pénalité établie en vertu des articles 109.1 ou 109.2 est insuffisante, compte tenu d'une décision qu'il a rendue en vertu des alinéas 131(1)c) ou d), peut réclamer toute somme d'argent supplémentaire qu'il estime suffisante pour porter la pénalité à un montant ne dépassant pas le montant maximal dont la personne est redevable en application de ces articles.

(2) Subsection 133(7) reads as follows:

(7) Where an amount of money is demanded under paragraph (1)(c) or subsection (1.1), the person to whom the demand is made shall, unless an appeal is pending on the matter, pay the amount demanded together with interest at the prescribed rate for the period beginning on the thirty-first day after the day notice is served under subsection 131(2) and ending on the day the amount has been paid in full, calculated on the outstanding balance of the amount.

Clause 75: Section 139.1 is new. Sections 138 and 139 read as follows:

- 138. (1) Where anything has been seized as forfeit under this Act, any person, other than the person in whose possession the thing was when seized, who claims an interest therein as owner, mortgagee, lien-holder or holder of any like interest may, within sixty days after such seizure, apply by notice in writing to the court for an order under section 139.
- (2) A judge of the court to which an application is made under this section shall fix a day, which day shall be not less than thirty days after the date of the filing of the application, for the hearing thereof.
- (3) A person who makes an application under this section shall serve notice of the application and of the hearing on the Commissioner, or an officer designated by the Commissioner for the purposes of this section, not later than fifteen days after a day for the hearing of the application is fixed pursuant to subsection (2).
- (4) The service of a notice under subsection (3) is sufficient if it is sent by registered mail addressed to the Commissioner.
 - (5) In this section and sections 139 and 140, "court" means
 - (a) in the Province of Ontario, the Superior Court of Justice;
 - (b) in the Province of Quebec, the Superior Court;
 - (c) in the Provinces of Nova Scotia and British Columbia, the Yukon Territory and the Northwest Territories, the Supreme Court;
 - (d) in the Provinces of New Brunswick, Manitoba, Saskatchewan and Alberta, the Court of Queen's Bench;
 - (e) [Repealed, 1992, c. 51, s. 45]

(2) Texte du paragraphe 133(7):

(7) Les personnes de qui une somme d'argent est réclamée en application de l'alinéa (1)c) ou du paragraphe (1.1) versent avec la somme réclamée, sauf appel interjeté en la matière, des intérêts au taux réglementaire, calculés sur les arriérés pour la période commençant le trente et unième jour suivant la signification de l'avis prévue au paragraphe 131(2) et se terminant le jour du paiement intégral de la somme.

Article 75: L'article 139.1 est nouveau. Texte des articles 138 et 139:

- 138. (1) En cas de saisie-confiscation effectuée en vertu de la présente loi, toute personne qui, sauf si elle était en possession de l'objet au moment de la saisie, revendique à cet égard un droit en qualité de propriétaire, de créancier hypothécaire, de créancier privilégié ou en toute autre qualité comparable peut, dans les soixante jours suivant la saisie, requérir par avis écrit le tribunal de rendre l'ordonnance visée à l'article 139.
- (2) Le juge du tribunal saisi conformément au présent article fixe pour une date postérieure d'au moins trente jours à celle de la requête l'audition de celle-ci.
- (3) Dans les quinze jours suivant la date fixée pour l'audition, le requérant signifie au commissaire, ou à l'agent que celui-ci désigne pour l'application du présent article, un avis de la requête ainsi que de l'audition.
- (4) Il suffit, pour que l'avis prévu au paragraphe (3) soit considéré comme signifié, qu'il soit envoyé en recommandé au commissaire.
- (5) Dans le présent article et dans les articles 139 et 140, « tribunal » s'entend :
- a) dans la province d'Ontario, de la Cour supérieure de justice;
- b) dans la province de Québec, de la Cour supérieure;
- c) dans les provinces de la Nouvelle-Écosse et de la Colombie-Britannique, le territoire du Yukon et les Territoires du Nord-Ouest, de la Cour suprême;

- (f) in the Provinces of Prince Edward Island and Newfoundland, the Trial Division of the Supreme Court; and
- (g) in Nunavut, the Nunavut Court of Justice.
- **139.** Where, on the hearing of an application made under section 138, it is made to appear to the satisfaction of the court
 - (a) that the applicant acquired the interest in respect of which he is applying in good faith prior to the contravention or use in respect of which the seizure was made,
 - (b) that the applicant is innocent of any complicity in the contravention of this Act or the regulations or the use of a conveyance that resulted in the seizure and of any collusion in relation to that contravention or use, and
 - (c) that the applicant exercised all reasonable care in respect of any person permitted to obtain possession of the thing seized to satisfy himself that it was not likely to be used in contravention of this Act or the regulations or, where the applicant is a mortgagee or lien-holder, that he exercised such care with respect to the mortgagor or lien-giver,

the applicant is entitled to an order declaring that his interest is not affected by such seizure and declaring the nature and extent of his interest at the time of the contravention or use.

- d) dans les provinces du Nouveau-Brunswick, du Manitoba, de la Saskatchewan et de l'Alberta, de la Cour du Banc de la Reine;
- e) [Abrogé, 1992, ch. 51, par. 45(2)]
- f) dans les provinces de l'Île-du-Prince-Édouard et de Terre-Neuve, de la Section de première instance de la Cour suprême;
- g) au Nunavut, de la Cour de justice.
- 139. Lors de l'audition de la requête visée à l'article 138, le requérant est recevable à obtenir une ordonnance disposant que la saisie ne porte pas atteinte à son droit et précisant la nature et l'étendue de celui-ci au moment de l'infraction ou de l'utilisation en cause si le tribunal constate qu'il réunit les conditions suivantes :
 - a) il a acquis son droit de bonne foi avant l'infraction ou l'utilisation;
 - b) il est innocent de toute complicité ou collusion dans l'infraction ou l'utilisation:
 - c) il a pris des précautions suffisantes concernant toute personne admise à la possession de l'objet saisi pour se convaincre que celui-ci ne risquait pas d'être utilisé en infraction à la présente loi ou à ses règlements, ou concernant son débiteur dans le cas d'une hypothèque ou d'un privilège.

Clause 76: Subsection 140(1) reads as follows:

140. (1) A person who makes an application under section 138 or the Crown may appeal to the court of appeal from an order made under section 139 and the appeal shall be asserted, heard and decided according to the ordinary procedure governing appeals to the court of appeal from orders or judgments of a court.

Clause 77: Subsection 141(1) reads as follows:

- **141.** (1) The Commissioner or an officer designated by him shall, after forfeiture of a thing has become final and on application made to the Commissioner by a person who has obtained a final order under section 139 or 140 in respect of the thing, direct that
 - (a) the thing be given to the applicant; or
 - (b) an amount calculated on the basis of the interest of the applicant in the thing at the time of the contravention or use in respect of which the thing was seized, as declared in the order, be paid to him.

Article 76: Texte du paragraphe 140(1):

140. (1) L'ordonnance visée au paragraphe 138(1) est susceptible d'appel, de la part du requérant ou de la Couronne, devant la cour d'appel. Le cas échéant, l'affaire est entendue et jugée selon la procédure ordinaire régissant les appels interjetés devant cette juridiction contre les ordonnances ou décisions du tribunal.

Article 77: Texte du paragraphe 141(1):

- **141.** (1) Le commissaire ou l'agent qu'il délègue, une fois la confiscation devenue définitive et sur demande de la personne qui, en vertu des articles 139 ou 140, a obtenu une ordonnance définitive au sujet de l'objet saisi, fait remettre à cette personne :
 - a) soit l'objet;
 - b) soit un montant dont le calcul est basé sur la contre-valeur de son droit sur l'objet au moment de l'infraction ou de l'utilisation, telle qu'elle est fixée dans l'ordonnance.

Clause 78: The heading before section 143 and sections 143 to 147 read as follows:

Collections

- 143. (1) Any duties, fee, charge or other amount owing to Her Majesty in right of Canada pursuant to this Act or the regulations, other than an amount referred to in subsection (2) or (3), constitutes a debt due to Her Majesty from and after the time such amount should have been paid, and any person from whom the amount is owing is in default unless, within thirty days after the time a notice of arrears is sent by mail addressed to him at his latest known address or delivered to that address, that person
 - (a) pays the amount owing as indicated in the notice; or
 - (b) where an appeal is available to him under section 144, appeals the notice thereunder
- (2) Any amount of money demanded as a penalty in a notice of assessment served under section 109.3 or demanded in a notice served under section 124, from and after the time of service, constitutes a debt due to Her Majesty from the person on whom the notice is served, and that person is in default unless, within thirty days after the time of service, the person
 - (a) pays that amount; or
 - (b) requests a decision of the Minister under section 131.
- (3) Any amount of money demanded under paragraph 133(1)(c) or subsection 133(1.1), from and after the time notice is served under subsection 131(2), constitutes a debt due to Her Majesty from the person who requested the decision and that person is in default unless, within ninety days after the time of service, the person
 - (a) pays the amount so demanded; or
 - (b) where the person appeals the decision of the Minister under section 135, gives security satisfactory to the Minister.
- **144.** A person to whom a notice of arrears is sent or delivered under subsection 143(1) may, if no appeal is or was available to that person under section 67 or 68 in respect of the same matter, within thirty days after that notice is sent, appeal the notice by way of an action in the Federal Court in which the person is the plaintiff and the Minister is the defendant
- **145.** (1) Any debt due to Her Majesty in respect of which there is a default of payment under section 143 or such part of any such debt that has not been paid, may be certified by the Minister.

Article 78: Texte de l'intertitre précédant l'article 143 et des articles 143 à 147:

Perception

- 143. (1) Exception faite des montants visés au paragraphe (2) ou (3), les droits, frais, redevances ou autres montants dus à Sa Majesté du chef du Canada en vertu de la présente loi ou de ses règlements constituent des créances de Sa Majesté dès qu'ils sont exigibles; le débiteur est en défaut si, dans les trente jours suivant l'envoi par la poste ou la remise à sa dernière adresse connue d'un avis de paiement, il n'a:
 - a) ni effectué le paiement;
 - b) ni exercé à cet égard le droit d'appel prévu à l'article 144.
- (2) Les pénalités établies par l'avis de cotisation prévu à l'article 109.3 ou les montants réclamés par l'avis prévu à l'article 124 constituent, dès la signification de l'avis, des créances de Sa Majesté dont est tenu le destinataire de l'avis, lequel est en défaut si, dans les trente jours suivant la signification, il n'a:
 - a) ni versé les pénalités ou les montants;
 - b) ni présenté une demande en vue de faire rendre au ministre la décision prévue à l'article 131.
- (3) Les montants réclamés en vertu de l'alinéa 133(1)c) ou du paragraphe 133(1.1) constituent, dès la signification de l'avis prévu au paragraphe 131(2), des créances de Sa Majesté dont est tenu le demandeur de la décision, lequel est en défaut si, dans les quatre-vingt-dix jours suivant l'envoi, il n'a :
 - a) ni versé les montants;
 - b) ni, en cas d'appel de la décision du ministre en vertu de l'article 135, donné la garantie jugée satisfaisante par celui-ci.
- **144.** Le destinataire de l'avis de paiement visé au paragraphe 143(1) peut, si en l'espèce il ne dispose pas du droit d'appel ou de recours prévu aux articles 67 ou 68, en appeler dans les trente jours suivant l'envoi de l'avis par voie d'action devant la Cour fédérale, à titre de demandeur, le ministre étant le défendeur.
- **145.** (1) Le ministre peut établir une attestation de non-paiement pour tout ou partie des montants impayés au titre des créances de Sa Majesté visées à l'article 143.

- (2) On production to the Federal Court, a certificate made under this section shall be registered in the Court and, when registered, has the same force and effect, and all proceedings may be taken thereon, as if the certificate were a judgment obtained in the Court for a debt of the amount specified in the certificate.
- (3) All reasonable costs and charges attendant on the registration of the certificate are recoverable in like manner as if they had been certified and the certificate had been registered under this section.
- **146.** (1) Any goods imported or reported for exportation under section 95 on his own behalf by a person to whom a notice referred to in subsection 143(1), (2) or (3) has been sent, delivered or served, or any goods imported or reported for exportation on behalf of any such person, at any time after such notice is sent, delivered or served are subject to a lien for the amount demanded in the notice and may be detained by an officer at the expense of that person until such amount is paid.
- (2) Where a person is in default of payment of a debt due to Her Majesty under section 143, the Minister, on giving thirty days notice by registered mail addressed to the person at his latest known address, may direct that any goods imported or reported for exportation by or on behalf of the person that have been detained under subsection (1), or any portion thereof, be sold by public auction or public tender or by the Minister of Supply and Services pursuant to the Surplus Crown Assets Act, subject to such regulations as may be prescribed.
- (3) The proceeds of any sale under subsection (2) shall be applied to the payment of the debt referred to in that subsection, any expenses incurred by Her Majesty in right of Canada in respect of the goods sold and any duties thereon, and the surplus, if any, shall be paid to the person referred to in subsection (2).
- 147. Where a person is indebted to Her Majesty in right of Canada under this Act, the Minister may require the retention by way of deduction or set-off of such amount as the Minister may specify out of any amount that may be or become payable to that person by Her Majesty in right of Canada and, where an amount payable to a person under a provision of this Act has at any time been so retained, the amount shall be deemed to have been paid to the person at that time under that provision and to have been paid by the person at that time on account of the debt to Her Majesty.

Clause 79: New.

Clause 80: New.

Clause 81: Section 159.1 reads as follows:

159.1 Every person commits an offence who

- (a) fails to mark imported goods in the manner referred to in section 35.01;
- (b) marks imported goods in a deceptive manner so as to mislead another person as to the country or geographic origin of the goods; or
- (c) with intent to conceal the information given by or contained in the mark, alters, defaces, removes or destroys a mark on imported goods made as required by the regulations made under subsection 19(2) of the *Customs Tariff*.

- (2) Sur production devant elle, la Cour fédérale enregistre l'attestation de non-paiement. L'attestation est dès lors assimilée, pour ses effets et les procédures dont elle peut faire l'objet, à un jugement rendu par cette juridiction sur des impayés du montant qui y est indiqué.
- (3) Les frais et redevances entraînés par l'enregistrement sont recouvrables comme s'ils avaient eux-mêmes fait l'objet d'une attestation, elle-même enregistrée en vertu du présent article.
- **146.** (1) Les marchandises importées ou déclarées pour l'exportation en vertu de l'article 95 par ou pour le destinataire de l'avis mentionné au paragraphe 143(1), (2) ou (3) peuvent, à compter de l'envoi ou de la signification de l'avis, être constituées en gages à titre de garantie du montant réclamé dans le document et être retenues par l'agent aux frais du destinataire jusqu'au paiement du montant.
- (2) En cas de défaut de paiement des montants dus au titre des créances de Sa Majesté visées à l'article 143, le ministre peut, sur préavis de trente jours envoyé en recommandé au défaillant à sa dernière adresse connue, ordonner de vendre aux enchères publiques, par voie d'adjudication ou par le ministre des Approvisionnements et Services en application de la Loi sur les biens de surplus de la Couronne, sous réserve des règlements applicables, les marchandises importées ou déclarées pour l'exportation par ou pour le défaillant et retenues en vertu du paragraphe (1).
- (3) Le produit des ventes visées au paragraphe (2) est affecté au paiement des montants mentionnés à ce paragraphe, des frais supportés par Sa Majesté du chef du Canada relativement aux marchandises vendues et des droits frappant celles-ci, le solde éventuel étant versé au défaillant.
- 147. Le ministre peut exiger la retenue, par voie de déduction ou de compensation, de tout montant qu'il précise sur les montants dus ou à devoir par Sa Majesté du chef du Canada aux personnes endettées envers elle au titre de la présente loi. Le montant payable à une personne en application d'une disposition de la présente loi qui fait l'objet d'une telle retenue à un moment donné est réputé avoir été, à ce moment, versé à la personne en application de cette disposition et restitué par elle au titre de sa dette à Sa Majesté.

Article 79: Nouveau.

Article 80 : Nouveau.

Article 81: Texte de l'article 159.1:

159.1 Commet une infraction quiconque:

- a) omet d'apposer une marque sur des marchandises importées conformément à l'article 35.01;
- b) marque des marchandises importées d'une manière trompeuse de façon à induire une autre personne en erreur quant au pays ou à la zone géographique d'origine des marchandises;
- c) avec l'intention de dissimuler des renseignements, cause la détérioration d'une marque apposée sur des marchandises importées conformément aux règlements d'application du paragraphe 19(2) du *Tarif des douanes*, la détruit, l'enlève, l'altère ou l'oblitère.

Clause 82: (1) The relevant portion of section 160 reads as follows:

160. Every person who contravenes section 12, 13, 15 or 16, subsection 20(1), section 31 or 40, subsection 43(2), 95(1) or (3), 103(3) or 107(1) or section 153, 155 or 156 or commits an offence under section 159 or 159.1

Article 82 : (1) Texte du passage visé de l'article 160 :

160. Toute personne qui contrevient à l'article 12, 13, 15 ou 16, au paragraphe 20(1), à l'article 31 ou 40, au paragraphe 43(2), 95(1) ou (3), 103(3) ou 107(1) ou à l'article 153, 155 ou 156 ou commet l'infraction prévue à l'article 159 ou 159.1, encourt, sur déclaration de culpabilité :

(2) New.

(2) Nouveau.

Clause 83: Section 161 reads as follows:

161. Every person who contravenes any of the provisions of this Act not otherwise provided for in section 160 is guilty of an offence punishable on summary conviction and liable to a fine of not more than two thousand dollars and not less than two hundred dollars or to imprisonment for a term not exceeding six months or to both fine and imprisonment.

Article 83: Texte de l'article 161:

161. Toute personne qui contrevient aux dispositions de la présente loi non mentionnées à l'article 160 encourt, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, une amende maximale de deux mille dollars et minimale de deux cents dollars et un emprisonnement maximal de six mois, ou l'une de ces peines.

Clause 84: Subsections 163.5(1) and (2) read as follows:

163.5 (1) In addition to the powers conferred on an officer for the enforcement of this Act, a designated officer who is at a customs office and is performing the normal duties of an officer has, in relation to a criminal offence under any other Act of Parliament, the powers and obligations of a peace officer under sections 495 to 497 of the *Criminal Code*, and subsections 495(3) and 497(3) of that Act apply to the designated officer as if he or she were a peace officer.

Article 84: Texte des paragraphes 163.5(1) et (2):

163.5 (1) Dans le cadre de l'exercice normal de ses attributions à un bureau de douane, l'agent des douanes désigné, en plus des pouvoirs conférés aux agents des douanes pour l'application de la présente loi, a les pouvoirs et obligations que les articles 495 à 497 du *Code criminel* confèrent à un agent de la paix à l'égard d'une infraction criminelle à toute autre loi fédérale; les paragraphes 495(3) et 497(3) du *Code criminel* lui sont alors applicables comme s'il était un agent de la paix.

- (2) A designated officer who is at a customs office and is performing the normal duties of an officer has the powers and obligations of a peace officer under sections 254 and 256 of the *Criminal Code* and may, on demanding samples of a person's blood or breath under subsection 254(3) of that Act, require that the person accompany the officer, or a peace officer referred to in paragraph (c) of the definition "peace officer" in section 2 of that Act, for the purpose of taking the samples.
- (2) L'agent des douanes désigné a, dans le cadre de l'exercice normal de ses attributions à un bureau de douane, les pouvoirs et obligations que les articles 254 et 256 du $Code\ criminel\ confèrent$ à un agent de la paix; il peut, dans le cas où, en vertu du paragraphe 254(3) de cette loi, il ordonne à une personne de fournir des échantillons d'haleine ou de sang pour permettre de déterminer son alcoolémie, lui ordonner, à cette fin, de le suivre ou de suivre un agent de la paix visé à l'alinéa c) de la définition de « agent de la paix » à l'article 2 de la même loi.

Clause 85: (1) and (2) Paragraph 164(1)(c) is new. The relevant portion of subsection 164(1) reads as follows:

164. (1) The Governor in Council may make regulations

. .

(b) requiring, in such circumstances as may be prescribed, the owner or person in charge of a conveyance to give notice of the time and place of its arrival in Canada and such other information relating to its passengers or its movement inside or outside Canada as may be prescribed, and prescribing the time within which and the manner in which such notice is to be given;

Article 85 : (1) et (2) L'alinéa 164(1)c) est nouveau. Texte du passage visé du paragraphe 164(1) :

164. (1) Le gouverneur en conseil peut, par règlement :

. . .

b) imposer aux propriétaires ou responsables d'un moyen de transport l'obligation de donner préavis du moment et du lieu de son arrivée au Canada et de fournir tous autres renseignements relatifs à ses passagers ou à ses mouvements à l'intérieur ou à l'extérieur du Canada, déterminer les circonstances de l'obligation et fixer la nature des renseignements, ainsi que préciser le délai et les modalités du préavis:

- (3) Subsections 164(3) and (4) read as follows:
- (3) Subject to subsection (4), a copy of each regulation that the Governor in Council proposes to make under subsection (1) shall be published in the *Canada Gazette* at least sixty days before the proposed effective date thereof and a reasonable opportunity shall be afforded to interested persons to make representations with respect thereto.
- (3) Texte des paragraphes 164(3) et (4) :
- (3) Sous réserve du paragraphe (4), chaque projet de règlement d'application du paragraphe (1) est publié dans la *Gazette du Canada* au moins soixante jours avant la date prévue pour son entrée en vigueur, les intéressés se voyant accorder toute possibilité de présenter leurs observations à cet égard.

- (4) No proposed regulation need be published under subsection (3) that
 - (a) grants an exemption or relieves a restriction;
 - (a.01) implements, in whole or in part, a provision of a free trade agreement;
 - (a.02) implements, in whole or in part, a provision of the Agreement as defined in subsection 2(1) of the World Trade Organization Agreement Implementation Act;
 - (a.03) and (a.1) [Repealed, 1997, c. 14, s. 47]
 - (a.2) gives effect, in whole or in part, to a public announcement made on or before the proposed effective date of the proposed regulation;
 - (b) establishes or amends a fee:
 - (c) has been published pursuant to subsection (3) whether or not it has been altered or amended after such publication as a result of representations made by interested persons as provided in that subsection; or
 - (d) makes no material substantive change in an existing regulation.

Canada Post Corporation Act

Clause 87: (1) New.

- (2) Subsection 42(3) reads as follows:
- (3) A customs officer shall deal with all mail submitted to him under this section in accordance with the laws relating to customs and the importation of goods and, subject to such laws, shall deliver such mail to the addressee thereof, on payment of any postage due thereon, or shall return it to the Corporation.

Customs Tariff

Clause 88: (1) Subsections 123(1) to (3) read as follows:

- **123.** (1) Any person who is liable under subsection 114(1) to pay an amount, other than an amount in respect of duty levied under the *Special Import Measures Act*, shall pay, in addition to the amount, interest at the specified rate for the period beginning on the first day after the refund or drawback was granted and ending on the day the amount is paid in full, calculated on the amount of the balance outstanding.
- (2) Subject to subsection (4), a person who is liable under subsection 118(1) or (2) to pay an amount, other than an amount in respect of duty levied under the *Special Import Measures Act*, shall pay, in addition to the amount, interest at the specified rate for the period beginning on the day that the liability was incurred and ending on the day the amount is paid in full, calculated on the amount of the balance outstanding.

- (4) L'obligation de publication prévue au paragraphe (3) ne s'applique pas aux projets de règlement :
 - a) portant octroi d'exemptions ou levée de restrictions;
 - a.01) d'application totale ou partielle d'une disposition d'un accord de libre-échange;
 - a.02) d'application totale ou partielle d'une disposition de l'Accord au sens du paragraphe 2(1) de la Loi de mise en oeuvre de l'Accord sur l'Organisation mondiale du commerce;
 - a.03) et a.1) [Abrogés, 1997, ch. 14, par. 47(3)]
 - a.2) mettant en oeuvre tout ou partie d'une mesure annoncée publiquement à la date projetée d'entrée en vigueur du projet de règlement, ou avant cette date;
 - b) portant fixation ou modification de frais;
 - c) déjà publiés dans les conditions visées au paragraphe (3), même s'ils ont été modifiés à la suite des observations présentées conformément à ce paragraphe;
 - d) qui n'apportent pas de modification de fond notable à des règlements existants.

Loi sur la Société canadienne des postes

Article 87: (1) Nouveau.

- (2) Texte du paragraphe 42(3):
- (3) L'agent des douanes applique au contrôle des envois la législation relative aux douanes et à l'importation des marchandises; sous réserve de cette législation, il remet les envois, après paiement du port éventuellement exigible, à leur destinataire ou les retourne à la Société.

Tarif des douanes

Article 88: (1) Texte des paragraphes 123(1) à (3):

- **123.** (1) Quiconque est astreint, en application du paragraphe 114(1), à payer une somme, sauf pour des droits perçus au titre de la *Loi sur les mesures spéciales d'importation*, paie, en plus de cette somme, des intérêts au taux qui est précisé, calculés sur les arriérés pour la période commençant le lendemain de l'octroi du remboursement ou du drawback et se terminant le jour de son paiement intégral.
- (2) Sous réserve du paragraphe (4), quiconque est astreint, en application des paragraphes 118(1) ou (2), à payer une somme, sauf pour des droits perçus au titre de la *Loi sur les mesures spéciales d'importation*, paie, en plus de cette somme, des intérêts au taux qui est précisé, calculés sur les arriérés pour la période commençant le jour où la somme devient exigible et se terminant le jour de son paiement intégral.

- (3) Subject to subsection (4), a person who is liable under section 121 or 122 to pay an amount, other than an amount in respect of duty levied under the *Special Import Measures Act*, shall pay, in addition to the amount, interest at the specified rate for the period beginning on the first day after the production of the by-product or merchantable scrap or waste and ending on the day the amount is paid in full, calculated on the amount of the balance outstanding.
- (3) Sous réserve du paragraphe (4), quiconque est astreint, en application des articles 121 ou 122, à payer une somme, sauf pour des droits perçus au titre de la *Loi sur les mesures spéciales d'importation*, paie, en plus de cette somme, des intérêts au taux qui est précisé, calculés sur les arriérés pour la période commençant le lendemain de la production des sous-produits ou des résidus ou déchets vendables et se terminant le jour de son paiement intégral.

(2) Subsections 123(5) and (6) read as follows:

- (5) A person who is liable under paragraph 118(1)(b) or section 121 or 122 to pay an amount in respect of duty levied under the *Special Import Measures Act* shall pay interest at the prescribed rate in respect of each month or fraction of a month during the period beginning on the ninety-first day after the day the amount became payable and ending on the day the amount is paid in full, calculated on the amount of the balance outstanding.
- (6) A person who is liable under section 98, subsection 114(1) or paragraph 118(2)(b) to repay the amount of a drawback or relief in respect of duty levied under the *Special Import Measures Act* and any interest on the drawback shall pay, in addition to those amounts, interest at the prescribed rate in respect of each month or fraction of a month during the period beginning on the first day after the day the drawback was granted or the person failed to comply with a condition to which the relief was subject, as the case may be, and ending on the day those amounts are repaid in full, calculated on the amount of the balance outstanding.

(2) Texte des paragraphes 123(5) et (6) :

- (5) Quiconque est astreint, en application de l'alinéa 118(1)b) ou des articles 121 ou 122, à payer une somme pour des droits perçus au titre de la *Loi sur les mesures spéciales d'importation* paie des intérêts au taux réglementaire, calculés sur les arriérés pour chaque mois ou taux réglementaire de mois de la période commençant le quatre-vingt-onzième jour suivant la date à laquelle la somme devient exigible et se terminant le jour de son paiement intégral.
- (6) La personne astreinte, en application de l'article 98, du paragraphe 114(1) ou de l'alinéa 118(2)b), à restituer le montant d'un drawback ou d'une exonération de droits perçus au titre de la *Loi sur les mesures spéciales d'importation* et les intérêts afférents paie, en plus de cette somme, des intérêts au taux réglementaire, calculés sur les arriérés pour chaque mois ou fraction de mois de la période commençant le lendemain de l'octroi du drawback ou de l'inobservation de la condition à laquelle l'exonération était assujettie et se terminant le jour de la restitution intégrale de la somme.

Clause 89: Section 124 reads as follows:

124. Interest computed at a prescribed rate or at a specified rate, other than in respect of an amount in respect of duty levied under the *Special Import Measures Act*, shall be compounded daily and, if interest computed in respect of an amount under a provision of this Act is unpaid on the day it would, but for this section, have ceased to be computed under that provision, interest at the specified rate, computed and compounded daily on the unpaid interest from that day to the day it is paid, shall be paid in the same manner as the provision requires the principal amount to be paid.

Clause 90: Subsection 127(2) reads as follows:

(2) A person who, under a provision of this Part other than section 115, is granted a drawback or refund of an amount in respect of duty levied under the *Special Import Measures Act* shall be granted, in addition to the drawback or refund, interest on it at the prescribed rate in respect of each month or fraction of a month during the period beginning on the ninety-first day after the day an application for the drawback or refund is made in accordance with this Part and ending on the day the drawback or refund is granted.

Special Import Measures Act

Clause 91: (1) The definition "release" in subsection 2(1) reads as follows:

"release", in respect of goods, means to authorize the removal of the goods from a customs office, sufferance warehouse, bonded warehouse or duty free shop for use in Canada;

Article 89: Texte de l'article 124:

124. Les intérêts calculés au taux réglementaire ou au taux déterminé, sauf sur une somme afférente aux droits perçus au titre de la Loi sur les mesures spéciales d'importation, sont composés quotidiennement. Dans le cas où des intérêts calculés en application d'une disposition de la présente loi sont impayés le jour où, sans le présent article, ils cesseraient d'être ainsi calculés, des intérêts sont calculés et composés quotidiennement, au taux déterminé, sur leur montant pour la période commençant ce jour et se terminant le jour de leur paiement final, et sont acquittés en conformité avec la disposition en question.

Article 90: Texte du paragraphe 127(2):

(2) Quiconque reçoit, en application de la présente partie, à l'exception de l'article 115, un drawback ou un remboursement de sommes afférentes aux droits perçus au titre de la *Loi sur les mesures spéciales d'importation* reçoit, en plus du drawback ou du remboursement, des intérêts au taux réglementaire, calculés sur le drawback ou le remboursement pour chaque mois ou fraction de mois de la période commençant le quatre-vingt-onzième jour suivant la présentation — faite en conformité avec la présente partie — de la demande correspondante et se terminant le jour de l'octroi de l'un ou l'autre de ceux-ci.

Loi sur les mesures spéciales d'importation

Article 91 : (1) Texte de la définition de « dédouanement » au paragraphe 2(1) :

« dédouanement » Autorisation d'enlever des marchandises d'un bureau de douane, d'un entrepôt d'attente, d'un entrepôt de stockage ou d'une boutique hors taxes en vue de leur consommation au Canada. (2) New. (2) Nouveau.

Clause 92: (1) and (2) Subsections 8(1) to (1.2) read as follows:

- **8.** (1) Where the Deputy Minister makes a preliminary determination of dumping or subsidizing in an investigation under this Act and considers that the imposition of provisional duty is necessary to prevent injury, retardation or threat of injury, the importer of dumped or subsidized goods that are of the same description as any goods to which the preliminary determination applies and that are released during the period commencing on the day the preliminary determination is made and ending on the earlier of
 - (a) the day on which the Deputy Minister causes the investigation to be terminated pursuant to subsection 41(1) with respect to goods of that description, and
 - (b) the day on which the Tribunal makes an order or finding with respect to goods of that description,

shall, on demand of the Deputy Minister for payment of provisional duty on the imported goods,

- (c) pay or cause to be paid on the imported goods provisional duty in an amount not greater than the estimated margin of dumping of or the estimated amount of subsidy on the imported goods, or
- (d) post or cause to be posted security in a prescribed form and in an amount or to a value not greater than the estimated margin of dumping of or the estimated amount of subsidy on the imported goods,

at the option of the importer.

(1.1) Where an order or finding of the Tribunal under subsection 43(1), 76(4.1) respecting a review pursuant to subsection 76(2.1), or 91(3), other than an order or finding described in any of sections 3 to 6, is referred back to the Tribunal under subsection 77.015(3) or (4) or 77.019(5), or under subsection 77.15(3) or (4) or 77.19(4), the importer of dumped or subsidized goods that are of the same description as any goods to which the order or finding applies and that are released during the period commencing on the day on which the preliminary determina-

Article 92: (1) et (2) Texte des paragraphes 8(1) à (1.2):

- **8.** (1) Dans le cas où le commissaire prend une décision provisoire de dumping ou de subventionnement dans le cadre d'une enquête prévue par la présente loi et où il estime que l'imposition de droits provisoires est nécessaire pour empêcher qu'un dommage ou un retard ne soit causé ou qu'il y ait menace de dommage, lorsque des marchandises sous-évaluées ou subventionnées de même description que celles faisant l'objet de la décision sont dédouanées au cours de la période commençant à la date de cette décision et se terminant à la première des dates suivantes :
 - a) le jour où le commissaire fait clore, conformément au paragraphe 41(1), l'enquête sur les marchandises répondant à cette description;
 - b) le jour où le Tribunal rend l'ordonnance ou les conclusions au sujet des marchandises répondant à cette description,

il appartient à l'importateur de ces marchandises, à son choix, sur demande de paiement de droits provisoires pour les marchandises importées faite par le commissaire :

- c) soit de veiller à l'acquittement des droits provisoires d'un montant ne dépassant pas la marge estimative de dumping des marchandises importées ou le montant estimatif de la subvention octroyée pour elles:
- d) soit de veiller à ce que soit fournie, en la forme que le commissaire prescrit, une caution ne dépassant pas la marge estimative de dumping des marchandises importées ou le montant estimatif de la subvention octroyée pour elles.
- (1.1) Après le renvoi au Tribunal, en application des paragraphes 77.015(3) ou (4), 77.019(5), 77.15(3) ou (4) ou 77.19(4), d'une ordonnance ou de conclusions rendues par lui au titre du paragraphe 43(1), du paragraphe 76.02(4) relativement au réexamen prévu au paragraphe 76.02(1) ou du paragraphe 91(3), à l'exception de celles visées aux articles 3 à 6, l'importateur de marchandises sous-évaluées ou subventionnées de même description que celles faisant l'objet de l'ordonnance ou des conclusions en cause, d'une part, et dédouanées au

tion is made and ending on the day on which the Tribunal makes an order or finding, on the referral back, with respect to goods of that description, shall, on demand of the Deputy Minister for payment of provisional duty on the imported goods, at the option of the importer,

- (a) pay or cause to be paid on the imported goods provisional duty in an amount not greater than the estimated margin of dumping of, or the estimated amount of subsidy on, the imported goods; or
- (b) post or cause to be posted security in the prescribed form and in an amount or to a value not greater than the estimated margin of dumping of, or the estimated amount of subsidy on, the imported goods.
- (1.2) If an order or finding of the Tribunal under subsection 43(1), 76.02(4) respecting a review under subsection 76.02(1), or 91(3), other than an order or finding described in any of sections 3 to 6, is referred back to the Tribunal by the Federal Court of Appeal, the importer of dumped or subsidized goods that are of the same description as any goods to which the order or finding applies and that are released during the period beginning on the day on which the preliminary determination under subsection 38(1) is made and ending on the day on which the Tribunal makes an order or finding, on the referral back, with respect to goods of that description, shall, on demand of the Commissioner for payment of provisional duty on the imported goods, at the option of the importer,
 - (a) pay or cause to be paid on the imported goods provisional duty in an amount not greater than the estimated margin of dumping of, or the estimated amount of subsidy on, the imported goods; or
 - (b) post or cause to be posted security in the prescribed form and in an amount or to a value not greater than the estimated margin of dumping of, or the estimated amount of subsidy on, the imported goods.

- cours de la période commençant à la date de la décision provisoire rendue en vertu du paragraphe 38(1) et se terminant à la date où le Tribunal rend une nouvelle ordonnance ou de nouvelles conclusions, d'autre part, doit, à son choix, sur demande de paiement de droits provisoires pour les marchandises importées faite par le commissaire :
 - a) veiller à l'acquittement des droits provisoires d'un montant ne dépassant pas la marge estimative de dumping des marchandises importées ou le montant estimatif de la subvention octroyée pour elles:
 - b) veiller à ce que soit fournie, en la forme que le commissaire prescrit, une caution ne dépassant pas cette marge ou ce montant.
- (1.2) Après le renvoi au Tribunal, par la Cour d'appel fédérale, d'une ordonnance ou de conclusions rendues par lui au titre du paragraphe 43(1), du paragraphe 76.02(4) relativement au réexamen prévu au paragraphe 76.02(1) ou du paragraphe 91(3), à l'exception de celles visées aux articles 3 à 6, l'importateur de marchandises sous-évaluées ou subventionnées de même description que celles faisant l'objet de l'ordonnance ou des conclusions en cause, d'une part, et dédouanées au cours de la période commençant à la date de la décision provisoire rendue en vertu du paragraphe 38(1) et se terminant à la date où le Tribunal rend une nouvelle ordonnance ou de nouvelles conclusions, d'autre part, doit, à son choix, sur demande de paiement de droits provisoires pour les marchandises importées faite par le commissaire :
 - a) veiller à l'acquittement des droits provisoires d'un montant ne dépassant pas la marge estimative de dumping des marchandises importées ou le montant estimatif de la subvention octroyée pour elles:
 - b) veiller à ce que soit fournie, en la forme que le commissaire prescrit, une caution ne dépassant pas cette marge ou ce montant.

(3) Subsections 8(3) and (4) read as follows:

- (3) Where any provisional duty is returned to an importer pursuant to subsection (2), the importer shall be paid interest thereon at the prescribed rate or at a rate determined in the prescribed manner in respect of each month or fraction of a month between the time the duty was paid and the time it is returned.
- (4) Where interest owing under this section is less than ten dollars, no interest shall be paid.

(4) and (5) Subsection 8(6) reads as follows:

- (6) Where the Deputy Minister terminates an undertaking pursuant to subsection 51(1) or 52(1) with respect to dumped or subsidized goods, the collection of provisional duties on those goods is resumed and the importer of dumped or subsidized goods that are of the same description as any goods to which the preliminary determination applied and that are released during the period beginning on the day on which the undertaking was terminated and ending on the earlier of
 - (a) the day on which the Deputy Minister causes the investigation to be terminated pursuant to subsection 41(1) with respect to goods of that description, and

(3) Texte des paragraphes 8(3) et (4) :

- (3) Les importateurs qui bénéficient d'une restitution de droits provisoires en application du paragraphe (2) reçoivent des intérêts, au taux réglementaire ou déterminé de la manière réglementaire, sur ces droits par mois ou fraction de mois s'écoulant entre la date du versement des droits et celle de leur restitution.
- (4) Il n'est tenu aucun compte des intérêts dus en application du présent article dont le montant est inférieur à dix dollars.

(4) et (5) Texte du paragraphe 8(6):

- (6) Dans les cas où le commissaire met fin à l'engagement en vertu des paragraphes 51(1) ou 52(1), la perception de droits provisoires sur les marchandises reprend et il incombe à l'importateur de marchandises qui sont de même description que celles faisant l'objet de la décision provisoire rendue en vertu du paragraphe 38(1) et sont dédouanées au cours de la période commençant à la date à laquelle il est mis fin à l'engagement et se terminant à la première des dates suivantes :
 - a) la date où le commissaire fait clore, conformément au paragraphe 41(1), l'enquête sur les marchandises répondant à cette description,
 - b) la date où le Tribunal rend l'ordonnance ou les conclusions au sujet des marchandises répondant à cette description,

- (b) the day on which the Tribunal makes an order or finding with respect to goods of that description,
- shall, on demand of the Deputy Minister for payment of provisional duty on the imported goods,
 - (c) pay or cause to be paid on the imported goods provisional duty in an amount not greater than the estimated margin of dumping of, or the estimated amount of the subsidy on, the imported goods, or
 - (d) post or cause to be posted security in a prescribed form and in an amount or to a value not greater than the estimated margin of dumping of, or the estimated amount of the subsidy on, the imported goods,

at the option of the importer.

Clause 93: Section 11 reads as follows:

- 11. (1) The importer in Canada of any goods imported into Canada in respect of which duty, other than provisional duty, is payable shall, on demand of the Deputy Minister and notwithstanding any security posted pursuant to paragraph 8(1)(d) or subsection 13.2(4), pay or cause to be paid all such duties on the goods.
- (2) Any person who fails to pay any amount owing under subsection (1) shall pay, in addition to the amount owing, interest at the prescribed rate or at a rate determined in the prescribed manner in respect of each month or fraction of a month commencing thirty days after the Deputy Minister makes a demand under subsection (1) during which any amount remains outstanding, calculated on the amount outstanding.
- (3) Where interest owing under this section is less than ten dollars, no interest shall be paid.

Clause 94: Section 13.1 reads as follows:

- **13.1** (1) Any person to whom any amount of duty paid is returned under section 9.4, 12 or 13 shall be paid, in addition to the amount returned, interest thereon at the prescribed rate or at a rate determined in the prescribed manner in respect of each month or fraction of a month between the time the duty was paid and the time the amount is returned.
- (2) Where interest owing under this section is less than ten dollars, no interest shall be paid.

Clause 95: Subsection 13.2(4) reads as follows:

- (4) An importer of goods that are of the same description as any goods to which a review under subsection (3) applies and that are released during the period beginning on the day the review is initiated and ending on the day on which the Deputy Minister completes the review shall, on demand of the Deputy Minister for payment of duty, post, or cause to be posted, security in the prescribed manner and form and in an amount, or of a value, equal to the margin of dumping of, or amount of subsidy on, the goods.
- Clause 96: The relevant portion of subsection 60(1) reads as follows:

- sur demande de paiement de droits provisoires sur les marchandises importées faite par le commissaire, au choix de l'importateur :
 - c) soit d'acquitter ou de veiller à l'acquittement des droits provisoires d'un montant ne dépassant pas la marge estimative de dumping des marchandises importées ou le montant estimatif de la subvention octroyée pour celles-ci;
 - d) soit de fournir ou de veiller à ce que soit fournie, en la forme que le commissaire prescrit, une caution ne dépassant pas la marge estimative de dumping des marchandises importées ou le montant estimatif de la subvention octroyée pour celles-ci.

Article 93: Texte de l'article 11:

- 11. (1) L'importateur de marchandises que la présente loi assujettit à des droits, autres que provisoires, doit, sur demande du commissaire et malgré le fait qu'une caution ait été fournie aux termes de l'alinéa 8(1)d) ou du paragraphe 13.2(4), veiller à l'acquittement de ces droits.
- (2) Quiconque omet d'acquitter les droits prévus au paragraphe (1) verse, en plus des montants dus, des intérêts, au taux réglementaire ou déterminé de la manière réglementaire, sur les arriérés par mois ou fraction de mois s'écoulant entre la date survenant trente jours après la demande du commissaire prévue au paragraphe (1) et le versement de ces arriérés
- (3) Il n'est tenu aucun compte des intérêts dus en application du présent article dont le montant est inférieur à dix dollars.

Article 94: Texte de l'article 13.1:

- 13.1 (1) Quiconque bénéficie d'une restitution de droits en application des articles 9.4, 12 ou 13 reçoit, en plus du montant restitué, des intérêts, au taux réglementaire ou déterminé de la manière réglementaire, sur ces droits par mois ou fraction de mois s'écoulant entre la date du versement des droits et celle de la restitution du montant.
- (2) Il n'est tenu aucun compte des intérêts dus en application du présent article dont le montant est inférieur à dix dollars.

Article 95: Texte du paragraphe 13.2(4):

(4) L'importateur de marchandises de même description que celles visées par le réexamen prévu au paragraphe (3) qui sont dédouanées au cours de la période commençant à la date du début du réexamen et se terminant à la date de la décision du commissaire est tenu, sur demande de paiement des droits faite par le commissaire, de fournir ou de veiller à ce que soit fournie, en la forme que prescrit le commissaire et selon les modalités réglementaires de contenu, une caution équivalente à la marge de dumping ou au montant de subvention relatif aux marchandises.

Article 96: Texte du passage visé du paragraphe 60(1):

60. (1) Where, in accordance with section 57 or 59, a re-determination as to whether any goods are goods described in paragraph 56(1)(a) or a re-determination of the normal value or export price of or the amount of subsidy or export subsidy on the goods has been made,

. . .

(b) the whole or a part of any duty paid in respect of the goods shall be returned to the importer forthwith,

if on the re-determination it is determined that the additional duty is payable or that the whole or the part of the duty paid was not payable, as the case may be.

Clause 97: New.

Clause 98: Section 62.1 reads as follows:

- **62.1** (1) Any person who fails to pay any amount owing under paragraph 60(1)(a) shall pay, in addition to the amount owing, interest at the prescribed rate or at a rate determined in the prescribed manner in respect of each month or fraction of a month commencing thirty days after the amount became outstanding during which any amount remains outstanding, calculated on the amount outstanding.
- (2) Any person who is given a refund under paragraph 60(1)(b) of an amount paid shall be given, in addition to the refund, interest at the prescribed rate or at a rate determined in the prescribed manner in respect of each month or fraction of a month between the time the amount was paid and the time the refund is given, calculated on the amount of the refund.
- (3) Where interest owing under this section is less than ten dollars, no interest shall be paid.

Tax Court of Canada Act

Clause 100: Subsection 2.2(2) reads as follows:

- (2) For the purposes of this Act, the "amount in dispute" in an appeal means
 - (a) the amount of tax, net tax and rebate, within the meaning of Part IX of the Excise Tax Act, that is in issue in the appeal;
 - (b) any interest or penalty under Part IX of the Excise Tax Act that is in issue in the appeal; and
 - (c) any amount of tax, net tax or rebate, within the meaning of Part IX of the Excise Tax Act, that is likely to be affected by the appeal in any other appeal, assessment or proposed assessment of the person who has brought the appeal.

Clause 101: (1) Subsection 12(1) reads as follows:

12. (1) The Court has exclusive original jurisdiction to hear and determine references and appeals to the Court on matters arising under the Canada Pension Plan, the Cultural Property Export and Import Act, the Employment Insurance Act, Part IX of the Excise Tax Act, the Income Tax Act, the Old Age Security Act and the Petroleum and Gas Revenue Tax Act, where references or appeals to the Court are provided for in those Acts.

60. (1) Les révisions ou réexamens prévus aux articles 57 ou 59 et statuant sur la question visée à l'alinéa 56(1)a), ou sur la valeur normale des marchandises en cause, leur prix à l'exportation, le montant de subvention ou de la subvention à l'exportation octroyées pour elles entraînent, selon que des droits supplémentaires sont exigibles ou que tout ou partie des droits payés n'était pas exigible, l'une des conséquences suivantes :

. . .

b) restitution totale ou partielle à l'importateur, sans délai, des droits déjà payés sur ces marchandises.

Article 97: Nouveau.

Article 98: Texte de l'article 62.1:

- **62.1** (1) Quiconque omet d'acquitter des montants dus en application de l'alinéa 60(1)a) verse, en plus des montants dus, des intérêts, au taux réglementaire ou déterminé de la manière réglementaire, sur les arriérés par mois ou fraction de mois s'écoulant entre la date survenant trente jours après l'échéance et le règlement des arriérés.
- (2) Les bénéficiaires de restitutions, prévues à l'alinéa 60(1)b), de montants versés reçoivent, en plus des restitutions, des intérêts, au taux réglementaire ou déterminé de la manière réglementaire, sur les montants à restituer par mois ou fraction de mois s'écoulant entre le versement des montants et leur restitution.
- (3) Il n'est tenu aucun compte des intérêts dus en application du présent article dont le montant est inférieur à dix dollars.

Loi sur la Cour canadienne de l'impôt

Article 100: Texte du paragraphe 2.2(2):

- (2) Pour l'application de la présente loi, « montant en litige » dans un appel s'entend des montants suivants :
 - a) la taxe, la taxe nette et le remboursement, au sens de la partie IX de la *Loi sur la taxe d'accise*, qui font l'objet de l'appel;
 - b) les intérêts ou pénalités en vertu de cette partie qui font l'objet de l'appel;
 - c) la taxe, la taxe nette ou le remboursement, au sens de cette partie, sur lesquels l'appel aura vraisemblablement un effet lors d'un autre appel ou de la détermination d'une autre cotisation ou d'une cotisation projetée de la personne qui a interjeté appel.

Article 101: (1) Texte du paragraphe 12(1):

12. (1) La Cour a compétence exclusive pour entendre les renvois et les appels portés devant elle sur les questions découlant de l'application du Régime de pensions du Canada, de la Loi sur l'exportation et l'importation de biens culturels, de la partie IX de la Loi sur la taxe d'accise, de la Loi de l'impôt sur le revenu, de la Loi sur la sécurité de la vieillesse, de la Loi de l'impôt sur les revenus pétroliers et de la Loi sur l'assurance-emploi, dans la mesure où ces lois prévoient un droit de renvoi ou d'appel devant elle.

(2) Subsections 12(3) and (4) read as follows:

- (3) The Court has exclusive original jurisdiction to hear and determine questions referred to it under section 173 or 174 of the *Income Tax Act* or section 310 or 311 of the *Excise Tax Act*.
- (4) The Court has exclusive original jurisdiction to hear and determine applications for extensions of time under section 166.2 or 167 of the *Income Tax Act*, subsection 103((1) of the *Employment Insurance Act*, section 304 or 305 of the *Excise Tax Act*, subsection 28(1) of the *Canada Pension Plan* or section 33.2 of the *Cultural Property Export and Import Act*.

(2) Texte des paragraphes 12(3) et (4) :

- (3) La Cour a compétence exclusive pour entendre les questions qui sont portées devant elle en vertu des articles 173 et 174 de la *Loi de l'impôt sur le revenu* ou des articles 310 ou 311 de la *Loi sur la taxe d'accise*.
- (4) La Cour a compétence exclusive pour entendre toute demande de prorogation de délai présentée en vertu des articles 166.2 ou 167 de la Loi de l'impôt sur le revenu, du paragraphe 103(1) de la Loi sur l'assurance-emploi, des articles 304 ou 305 de la Loi sur la taxe d'accise, du paragraphe 28(1) du Régime de pensions du Canada ou de l'article 33.2 de la Loi sur l'exportation et l'importation de biens culturels.

Clause 102: Subsection 18.18(2) reads as follows:

- (2) For the purpose of calculating a time limit for the purposes of section 18.3003 or 18.3005,
 - (a) the period beginning on December 21 in any year and ending on January 7 of the next year shall be excluded; and
 - (b) the period during which proceedings are stayed in accordance with subsection 327(4) of the Excise Tax Act shall be excluded.

Article 102: Texte du paragraphe 18.18(2):

(2) Dans le calcul du délai visé aux articles 18.3003 ou 18.3005, la période du 21 décembre au 7 janvier est exclue; est également exclue la période durant laquelle l'appel est suspendu en vertu du paragraphe 327(4) de la *Loi sur la taxe d'accise*.

Clause 103: Subsection 18.29(3) reads as follows:

Article 103: Texte du paragraphe 18.29(3):

- (3) The provisions referred to in subsection (1) also apply, with such modifications as the circumstances require, in respect of applications for extensions of time under section 166.2 or 167 of the *Income Tax Act*, section 304 or 305 of the *Excise Tax Act*, subsection 103(1) of the *Employment Insurance Act*, subsection 28(1) of the *Canada Pension Plan* or section 33.2 of the *Cultural Property Export and Import Act*.
- (3) Les dispositions énumérées au paragraphe (1), à l'exception de l'article 18.23, s'appliquent aussi, avec les adaptations nécessaires, aux demandes de prorogation de délai présentées en vertu des articles 166.2 ou 167 de la Loi de l'impôt sur le revenu, des articles 304 ou 305 de la Loi sur la taxe d'accise, du paragraphe 103(1) de la Loi sur l'assurance-emploi, du paragraphe 28(1) du Régime de pensions du Canada ou de l'article 33.2 de la Loi sur l'exportation et l'importation de biens culturels.

Clause 104: Section 18.3001 reads as follows:

18.3001 Subject to section 18.3002, where a person has so elected in the notice of appeal for an appeal under Part IX of the *Excise Tax Act* or at such later time as is provided in the rules of Court, this section and sections 18.3003 to 18.302 apply, with such modifications as the circumstances require, in respect of the appeal.

Article 104 : Texte de l'article 18.3001 :

18.3001 Sous réserve de l'article 18.3002, le présent article et les articles 18.3003 à 18.302 s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, aux appels interjetés aux termes de la partie IX de la *Loi sur la taxe d'accise*, si une personne en fait la demande dans son avis d'appel ou à toute date ultérieure prévue par les règles de la Cour.

Clause 105: Subsection 18.3002(3) reads as follows:

- (3) The Court shall, on making an order under subsection (1), order that all reasonable and proper costs of the person who has brought the appeal be borne by Her Majesty in right of Canada where
 - (a) the amount in dispute is equal to or less than \$7,000; and
 - (b) the aggregate of supplies for the prior fiscal year of that person is equal to or less than \$1,000,000.

Article 105: Texte du paragraphe 18.3002(3):

- (3) Dans le cas d'une ordonnance rendue aux termes du paragraphe (1), la Cour doit ordonner que les frais entraînés pour la personne qui a interjeté appel soient payés par Sa Majesté du chef du Canada si les conditions suivantes sont réunies :
 - a) le montant en litige n'excède pas 7 000 \$;
 - b) le total des fournitures pour l'exercice précédent de cette personne n'excède pas 1 000 \$.

Clause 106: Subsection 18.3003(1) reads as follows:

18.3003 (1) Subject to subsection (2), the Minister of National Revenue shall file a reply to the notice of appeal referred to in section 18.3001 within sixty days after the day the Registry of the Court transmits to that Minister the notice of appeal, unless the person who has brought the appeal consents, before or after the sixty day period has elapsed, to the filing of that reply after the expiration of those sixty days or the Court allows the Minister, on application made before or after the expiration of those sixty days, to file the reply after that period.

Article 106: Texte du paragraphe 18.3003(1):

18.3003 (1) Le ministre du Revenu national dispose de soixante jours suivant la transmission de l'avis d'appel visé à l'article 18.3001 par le greffe de la Cour pour y répondre; il peut, toutefois, répondre après ce délai avec le consentement de la personne qui a interjeté appel ou la permission de la Cour; le consentement et la permission peuvent être demandés soit avant, soit après l'expiration du délai.

Clause 107: Subsection 18.3007(1) reads as follows:

18.3007 (1) Where the following conditions are met, namely,

- (a) an order has been made under subsection 18.3002(1) in respect of an appeal,
- (b) the appeal is not an appeal referred to in subsection 18.3002(3),
- (c) the amount in dispute in the appeal is equal to or less than \$50,000, and
- (d) the aggregate of supplies for the prior fiscal year of the person who brought the appeal is equal to or less than \$6,000,000,

the Court may, where the circumstances so warrant,

- (e) make no order as to costs or order that the person who brought the appeal be awarded costs, notwithstanding that under the rules of Court costs would be adjudged to Her Majesty in right of Canada, or
- (f) make an order that that person be awarded costs, notwithstanding that under the rules of Court no order as to costs would be made.

Article 107: Texte du passage visé du paragraphe 18.3007(1):

18.3007 (1) La Cour peut, si les circonstances le justifient, ne rendre aucune ordonnance concernant les frais et dépens ou allouer ceux-ci à la personne qui a interjeté appel même si, d'après ses règles, ils doivent être payés à Sa Majesté du chef du Canada ou aucune ordonnance les concernant ne peut être rendue si les conditions suivantes sont réunies :

. .

- c) le montant qui fait l'objet de l'appel est égal ou inférieur à 50 000 \$;
- d) le total des fournitures pour l'exercice précédent de la personne qui a interjeté appel est égal ou inférieur à 6 000 000 \$.

Clause 108: Section 18.3008 reads as follows:

18.3008 Where the Minister of National Revenue makes an application for judicial review in accordance with section 28 of the *Federal Court Act* of a judgment on an appeal referred to in section 18.3001, the reasonable and proper costs of the person who brought the appeal in respect of the application shall be borne by Her Majesty in right of Canada where the appeal was an appeal for which

- (a) the amount in dispute was equal to or less than \$7,000; and
- (b) the aggregate of supplies for the prior fiscal year of that person was equal to or less than \$1,000,000.

Article 108: Texte de l'article 18.3008:

- **18.3008** Dans le cas où le ministre du Revenu national présente, conformément à l'article 28 de la *Loi sur la Cour fédérale*, une demande de contrôle judiciaire du jugement d'un appel visé à l'article 18.3001, les frais entraînés pour la personne qui a interjeté appel relativement à la demande sont payés par Sa Majesté du chef du Canada si les conditions suivantes sont réunies :
 - a) le montant en litige est égal ou inférieur à 7 000 \$;
 - b) le total des fournitures pour l'exercice précédent de cette personne est égal ou inférieur à 1 000 000 \$.

Clause 109: Subsection 18.3009(1) reads as follows:

Article 109: Texte du paragraphe 18.3009(1):

- 18.3009 (1) Where an appeal referred to in section 18.3001 is allowed, the Court
 - (a) shall reimburse to the person who brought the appeal the filing fee paid under paragraph 18.15(3)(b) by that person; and
 - (b) where the judgment reduces the amount of tax, net tax, rebate, interest and penalties in issue in the appeal by more than one-half, may award costs, in accordance with the rules of Court, to the person who brought the appeal where
 - (i) the amount in dispute was equal to or less than \$7,000, and
 - (ii) the aggregate of supplies for the prior fiscal year of that person was equal to or less than \$1,000,000.

- Clause 110: Subsection 18.31(2) reads as follows:
- (2) Where an application has been made under section 310 of the *Excise Tax Act* for the determination of a question, sections 17.1, 17.2 and 17.4 to 17.8 apply, with such modifications as the circumstances require, in respect of the determination of the question.

- **18.3009** (1) Dans sa décision d'accueillir un appel visé à l'article 18.3001, la Cour :
 - a) rembourse à la personne qui a interjeté appel le droit de dépôt qu'elle a acquitté en vertu de l'alinéa 18.15(3)b);
 - b) peut, conformément aux modalités prévues par ses règles, allouer les frais et dépens à cette personne si le jugement réduit de plus de moitié le montant de la taxe, de la taxe nette, du remboursement, des intérêts ou de la pénalité qui font l'objet de l'appel et si les conditions suivantes sont réunies :
 - (i) le montant en litige est égal ou inférieur à 7 000 \$,
 - (ii) le total des fournitures pour l'exercice précédent de cette personne est égal ou inférieur à 1 000 000 \$.

Article 110: Texte du paragraphe 18.31(2):

(2) Les articles 17.1, 17.2 et 17.4 à 17.8 s'appliquent, compte tenu des adaptations de circonstance, à la détermination des questions soumises à la Cour en vertu de l'article 310 de la *Loi sur la taxe d'accise*.



Canada Post Corporation/Société canadienne des postes

Postage paid

Port payé

Letter mail

Poste-lettre

03159442 Ottawa

If undelivered, return COVER ONLY to: Canadian Government Publishing 45 Sacré-Coeur Boulevard, Hull, Québec, Canada K1A 0S9

En cas de non-livraison, retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à : Les Éditions du gouvernement du Canada 45, boulevard Sacré-Coeur, Hull (Québec) Canada K1A 0S9